97e ANNÉE
VOL. 97

N° 8
1243

Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

22 FEV 1965

Québec, samedi 20 février 1965

Quebec, Saturday, February 20, 1965

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. In that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion: otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on ***Wednesday***, unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE / PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT

L'Imprimeur de la reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: $1.50 la douzaine.

Abonnement: $10 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est nide notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seul fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la reine,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962. 8903 — 1-52-o

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: $1.50 per dozen.

Subscriptions: $10 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertion, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer.

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962. 8903 — 1-52-o

Lettres patentes

Agence de réclamations J. D. inc. J. D. Adjustment Bureau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Joseph-Maurice-René-Jacques Duranleau, agent de réclamations, Marie-Anita-Georgette Chassé, ménagère, épouse séparée de biens dudit Joseph-Maurice-René-Jacques Duranleau, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 5080, Charleroi, Montréal-Nord, et Allan Albert Grossman, avocat, C.R., 7527, chemin Bailey, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer des affaires comme agents de réclamations, répartiteur d'avaries, évaluateurs, inspecteurs, enquêteurs, courtiers et agents d'assurance, sous le nom de « Agence de réclamations J. D. inc.— J. D. Adjustment Bureau Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 5239-64

Michel Allaire inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Michel Allaire, opticien d'ordonnance, 2655, Hameury, Duvernay, Pierre Gravel, notaire, 1149, boulevard St-Joseph, Montréal,

Letters Patent

Agence de réclamations J. D. inc. J. D. Adjustment Bureau Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Gouvernor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph-Maurice-René-Jacques Duranleau, insurance adjuster, Marie-Anita-Georgette Chassé, housewife, wife common as to property of the said Joseph-Maurice-René-Jacques Duranleau, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 5080 Charleroi, Montreal North, and Allan Albert Grossman, Q.C., advocate, 7527 Baily Road, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of insurance adjusters, average adjusters, appraisers, inspectors, investigators, insurance brokers and agents, under the name of "Agence de réclamations J. D. inc. — J. D. Adjustment Bureau Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 5239-64

Michel Allaire inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Gouvernor of the Province of Quebec, incorporating: Michel Allaire, ordinance optician, 2655 Hameury, Duverny, Pierre Gravel, notary, 1149 St-Joseph Blvd., Montreal, Maurice Depelteau, hotelier,

Maurice Depelteau, hôtelier, 322, boulevard Gouin, est, Montréal, et Fabien Racine, industriel, 6935, de l'Épée, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme opticiens d'ordonnance, de polisseurs de verre et de fabricants de lentilles de toutes sortes, sous le nom de « Michel Allaire inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1202, boulevard St-Joseph, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 123-65

Les Ameublements Gillmar ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Odilon Dumas, manufacturier et entrepremeur, 283, de la Concorde, Pont-Viau, Gilles Marcotte, industriel, 1790, rue Pothier, Montréal, et Bernand E. Blanchard, avocat, 105, 3e avenue, sud, Roxboro, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles, de nouveautés et d'articles de maison de toutes sortes, sous le nom de « Les Ameublements Gillmar ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 61-65

Ameublement Jacques inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Albert Malouf, C.R. 1100, Marlboro Drive, Mont Royal, Yvan Macerola, 2090, place Étienne-Brûlé, James Galileo, 6959, rue Stuart, tous trois avocats, et Franklin D. Shoofey, étudiant en droit, 9223, avenue du Parc, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles, meubles et appareils de tenue de maison, sous le nom de « Ameublement Jacques inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 500 actions ordinaires de $1 chacune et 1,950 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3350, rue Ontario, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 5745-64

Les Ameublements Universels inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

322 Gouin Blvd., East, Montreal, and Fabien Racine, industrialist, 6935 de l'Épée, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as ordinance opticians, glass polishers and manufacturers of lens of all kinds, under the name of "Michel Allaire inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1202 St-Joseph Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretry, this 12th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 123-65

Les Ameublements Gillmar ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1965, habe been issued by the Lieutenant-Gouvernor of the Province of Quebec, incorporating: Odilon Dumas, nanufacturer and contractor, 283 de la Concorde, Pont-Viau, Gilles Marcotte, industrilaist, 1790 Pothier St., Montreal, and Bernard E. Blanchard, advocate, 105, 3rd Ave., South, Roxboro for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture, novelties and household articles of all kinds, under the name of "Les Ameublements Gillmar ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and into 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 61-65

Ameublement Jacques inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Gouvernor of the Province of Quebec, incorporating: Albert Malouf, Q.C., 1100 Marlboro Drive, Mount Royal, Yvan Macerola, 2090 Étienne-Brûlé, Place, James Galileo, 6959 Stuart Street, all three advocates, and Franklin D. Shoofey, law-student, 9223 Park Avenue, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To deal in household articles, furniture and equipment, under the name of "Ameublement Jacques inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 500 common shares of $1 each and 1,950 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 3350 Ontario Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 5745-64

Les Ameublements Universels inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Roger Bayard, représentant, 2000, avenue des Ormes, Jean-Guy Gauthier, ingénieur professionnel, 1774, Lakeview, André Gauthier, avocat, 1990, avenue des Ormes, tous trois de St-Bruno-de-Montarville, Claire Mongeau, secrétaire, fille majeure, 6669, Christophe-Colomb, et Pierre L. Blain, avocat, 6552, 2e avenue, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivant:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Les Ameublements Universels inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 5,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 48-65

bearing date the 7th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Gouvernor of the Province of Quebec, incorporating: Roger Bayard, representative, 2000 des Ormes Ave., Jean-Guy Gauthier, professional engineer, 1774 Lakeview, André Gauthier, advocate, 1990 des Ormes Ave., all three of St-Bruno-de-Montarville, Claire Mongeau, secretary, fille majeure, 6669 Christophe-Colomb, and Pierre L. Blain, advocate, 6552, 2nd Ave., the latter tow of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Les Ameublements Universels inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and into 5,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 48-65

Amusement Royal limitée
Royal Amusement Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Claude R. Baillargeon, avocat, 1094, 7e rue, Roger Dionne, 1071, 3e avenue, et Jean Parent, 1200, 4e avenue, ces deux derniers industriels, tous trois de Val-d'Or, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de machines ou appareils servant au divertissement ou amusement du public, sous le nom de « Amusement Royal limitée — Royal Amusement Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 585, 3e avenue Val'd'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5606-64

Amusement Royal limitée
Royal Amusement Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Gouvernor of the Province of Quebec, incorporating: Claude R. Baillargeon, advocate, 1094, 7th St., Roger Dionne, 1071, 3rd Ave., and Jean Parent, 1200, 4th Ave., the latter tow industrialists, all three of Val-d'Or, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of machines or apparatus used to entertain or amuse the public, under the name of "Amusement Royal limitée — Royal Amusement Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 400 shares of $100 each.

The head office of the company fwill be at 585, 3rd Ave., Val-d'Or, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5606-64

Andy Dry Wall Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Lise Dubé, étudiante, célibataire, 140, rue Terril, Stanley Steinman, avocat, 480, rue Arlington, et Claude Nadeau, avocat, 1989, rue Galt, ouest, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Andy Dry Wall Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1971, rue Denault, Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 24-65

Andy Dry Wall Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Gouvernor of the Province of Quebec, incorporating: Lise Dubé, student, spinster, 140 Terril St., Stanley Steinman, advocate, 480 Arlington St., and Claude Nadeau, advocate, 1989, Galt St., West, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business dealing as builders and general building contractors, under the name of "Andy Dry Wall Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1971 Denault, Street Sherbrooke, judicial district of St-François.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 24-65

Argentine Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Paul Lafleur entrepreneur, 8070, Papineau, Montréal, Joseph Cardinal, mouleur, 1140, St-Mathieu, Montréal, et Normand Villemaire, charpentier, 115, 11e Avenue, Laval-des-Rapides, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Argentine Construction Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 50 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 5674-64

Argentine Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul Lafleur, contractor, 8070 Papineau, Montreal, Joseph Cardinal, molder, 1140 St-Mathieu, Montreal, and Normand Villemaire, carpenter, 115, 11th Avenue, Laval-des-Rapides, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Argentine Construction Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 50 common shares of a par value of $100 each and 50 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 5674-64

Arjay Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Charles Brownstein, avocat, 6612, chemin Nice, Anne Belfer, secrétaire, fille majeure, 6631, chemin Bailey, tous deux de Côte-St-Luc, et Mary Goldwater, secrétaire, épouse séparée de biens de Sydney Goldwater, 36, rue Avondale, Dollard-des-Ormeaux, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « Arjay Holdings Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 5,000 actions privilégiées premières, d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées deuxièmes d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 5748-64

Arjay Holdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Charles Brownstein, advocate, 6612 Nice Road, Anne Belfer, secretary, fille majeure, 6631 Bailey Road, both of Côte-St-Luc, and Mary Goldwater, secretary, wife separate as to property of Sydney Goldwater, 36 Avondale street, Dollard-des-Ormeaux, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Arjay Holdings Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 20,000 common shares of the par value of $1 each, 5,000 first preferred shares of the par value of $10 each and 3,000 second preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 5748-64

L'Association canadienne de diffusion du livre religieux inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1965, constituant en corporation sans capital-actions: M. l'abbé Maurice Côté, prêtre, 1505, boulevard Mercure, Drummondville, Révérend Père Jean Rigaud, chanoine régulier de l'Immaculée Conception, 312, rue Sherbrooke, est, Montréal, Roland Verret, libraire, 27, rue Rocheleau, Cap-de-la-Madeleine, Lucius Laliberté, libraire, 328, rue Court, Granby, Henri Fournier, libraire, 10, rue Sauvageau, Lévis, Révérend Jean-Marc Pigeon, Père Montfortain, 5875, rue Sherbrooke, est, Montréal, Frère Pierre François, libraire, 1601, boulevard Gouin, est, Montréal, Frère Antoine-Albert Léveillé, libraire, 510, Girouard, St-Hyacinthe,

L'Association canadienne de diffusion du livre religieux inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Father Maurice Côté, priest, 1505 Mercure Boulevard, Drummondville, Reverend Father Jean Rigaud, regular Canon of the Immaculate Conception, 312 Sherbrooke street, east, Montreal, Roland Verret, librarian, 27 Rocheleau street, Cap-de-la-Madeleine, Lucius Laliberté, librarian, 328 Court street, Granby, Henri Fournier, librarian, 10 Sauvageau street, Lévis, Reverend Jean-Marc Pigeon, Montfortain Priest, 5875 Sherbrooke street, east, Montreal, Brother Pierre François, librarian, 1601 Gouin Boulevard, east, Montreal, Brother Antoine-Albert Léveillé, librarian, 510

et M. l'abbé Henri Bourassa, prêtre, rue Royale, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Grouper en association les personnes intéressées au livre à caractère religieux chrétien, sous le nom de « L'Association canadienne de diffusion du livre religieux inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 4422-64

Girouard, St. Hyacinthe, and Father Henri Bourassa, priest, Royale street, Trois-Rivières, for the following purposes:

To group into an association the persons interested in books of a religious Christian nature, under the name of "L'Association canadienne de diffusion du livre religieux inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9584 4422-64

Association des constructeurs d'habitations du district de Joliette inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Laporte, 106, boulevard Antonio-Barette, Jean Malo, 356, de Lanaudière, tous deux constructeurs, et Roger Fleury, conseiller en filerie, 172, rue Marguerite-Bourgeois, tous trois de Joliette, pour les objets suivants:

Grouper en association les personnes qui s'occupent de construction, sous le nom de « Association des constructeurs d'habitations du district de Joliette inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 91-65

Association des constructeurs d'habitations du district de Joliette inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Gérard Laporte, 106 Antonio-Barette Boulevard, Jean Malo, 356 de Lanaudière, both builders, and Roger Fleury, draw-plate adviser, 172 Marguerite-Bourgeois Street, all three of Joliette, for the following purposes:

To group into an association the persons employed in construction, under the name of "Association des constructeurs d'habitations du district de Joliette inc. ".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9584 91-65

Association des étudiantes-infirmières de la province de Québec (AEIPQ) Association of Student Nurses of Quebec (ASNQ)

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Denyse Brassard, étudiante-infirmière, 12, rue Cambrai, Outremont, Thérèse Rainville, infirmière licenciée, 6000, 27e avenue, app. 21, Montréal, toutes deux filles majeures, et Jeanne Lemay, avocat, épouse contractuellement séparée de biens de Walter Warren, 338, avenue Kensington, Westmount, pour les objets suivants:

Réunir les étudiantes-infirmières afin de favoriser entre elles un esprit de solidarité, d'entente et d'entraide, sous le nom de « Association des étudiantes-infirmières de la province de Québec (AEIPQ) — Association of Student Nurses of Quebec (ASNQ) ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, districtjudiciaire de Montréal.

Association des étudiantes-infirmières de la province de Québec (AEIPQ) Association of Student Nurses of Quebec (ASNQ)

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Denyse Brassard, student nurse, 12 Cambrai street, Outremont, Thérèse Rainville, registered nurse, 6000, 27th Avenue, apt. 21, Montreal, both spinsters of the full age of majority, and Jeanne Lemay, advocate, wife contractually separate as to property of Walter Warren, 338 Kensington Avenue, Westmount, for the following purposes:

To unite student nurses in order to favour among them a spirit of solidarity, of understanding and of mutual aid, under the name of "Association des étudiantes-infirmières de la province de Québec (AEIPQ) — Association of Student Nurses of Quebec (ASNQ)".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5753-64

Association de signalisation municipale du Québec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Presseau, estimateur, 117, rue Lagauchetière, Montréal, François Donato, ingénieur, 2199, rue Mercier, Montréal, et Marcel Tremblay, ingénieur, 12235, rue Joseph-Casavant, Montréal, pour les objets suivants:

Contribuer à la compilation de normes pour la bonne installation et le fonctionnement efficace de systèmes de signalisation électrique municipale, sous le nom de « Association de signalisation municipale du Québec ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $40,000.

Le siège social de la corporation sera 2199, rue Mercier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau eu secrétaire de la province, ce 12e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 97-65

Association des résidents du parc de maisons mobiles de Sept-Iles Association of Residents of Sept-Iles Mobile Homes Park

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Florent Tremblay, contremaître, 613, rue Québec, Adrien Murray, gérant, 612, rue Québec, André Garneau, professeur, 629, rue Québec, Jean-Marc Coulombe, commis, 618, rue Otis, Léopold Bernier, camionneur, 640, rue Otis, Rolland Lévesque, opérateur d'équipement, 615, rue Noël, et Charles-Édouard Perron, menuisier, 624, rue Otis, tous sept de Sept-Illes, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts culturels et sociaux des membres de la corporation, sous le nom de « Association des résidents du parc de maisons mobiles de Sept-Iles — Association of Residents of Sept-Iles Mobile Homes Park ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder a corporation, est de $2,000.

Le siège social de la corporation sera 613, rue Québec, Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5602-64

Assurances Fillion inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5753-64

Association de signalisation municipale du Québec

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Gérard Presseau, appraiser, 117 Lagauchetière St., Montreal, François Donato, engineer, 2199 Mercier St., Montreal, and Marcel Tremblay, engineer, 12235 Joseph-Casavant St., Montreal, for the following purposes:

To contribute to the compilation of standards for the proper installation and effectual working of municipal electric signal systems, under the name of "Association de signalisation municipale du Québec".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $40,000.

The head office of the corporation will be at 2199 Mercier St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 97-65

Association des résidents du parc de maisons mobiles de Sept-Iles Association of Residents of Sept-Iles Mobile Homes Park

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Florent Tremblay, foreman, 613 Québec St., Adrien Murray, manager, 612 Québec St., André Garneau, professor, 629 Québec St., Jean-Marc Coulombe, clerk, 618 Otis St., Léopold Bernier, trucker, 640 Otis St., Rolland Lévesque, operator of equipment, 615 Noël St., and Charles-Édouard Perron, joiner, 624 Otis St., all seven of Sept-Iles, for the following purposes:

To promote the cultural and social interests of the members of the corporation, under the name of "Association des résidents du parc de maisons mobiles de Sept-Iles — Association of Residents of Sept-Iles Mobile Homes Park".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $2,000.

The head office of the corporation will be at 613 Québec St., Sept-Iles judicial district of Hauterive.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5602-64

Assurances Fillion inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1964,

province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Henri Fillion, courtier en assurance, St-Ludger, Edgar Houle, comptable, et Jacques O'Bready, avocat, ces deux derniers de 230, rue King, ouest, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Assurances Fillion inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune, 150 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $100 chacune et en 150 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Ludger, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5848-64

Atlas Peat Moss Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Christiane Blais, secrétaire, épouse séparée de biens de Roger Gilbert, 498, des Franciscains, Pierre Verge, avocat, 11 des Remparts, tous deux de Québec, et Jacques Delisle, avocat, Lac-Delâge, pour les objets suivants:

Acquérir et exploiter des fermes et marécages, et vendre les produits qui en proviennent, sous le nom de « Atlas Peat Moss Co. Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 5287-64

Autobus Pont-Rouge limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Oswald Beaupré, Paul Julien, cultivateurs, et Yves Laroche, secrétaire, tous trois de Pont-Rouge, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Autobus Pont-Rouge limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pont-Rouge, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5608-64

Barbecue Trois-Rivières inc.
Trois-Rivières Barbecue Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Henri Fillion, insurance broker, St-Ludger, Edgar Houle, accountant, and Jacques O'Bready, advocate, the two latter of 230 King street, west, Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Assurances Fillion inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of $100 each, 150 preferred class "A" shares of a nominal value of $100 each and 150 preferred class "B" shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at St-Ludger, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5848-64

Atlas Peat Moss Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Christiane Blais, secretary, wife separate as to property of Roger Gilbert, 498 des Franciscains, Pierre Verge, advocate, 11 des Remparts, both of Quebec, and Jacques Delisle, advocate, Lac-Delâge, for the following purposes:

To acquire and operate farms and bogs, and to deal in the products thereof, under the name of "Atlas Peat Moss Co. Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $10 each and 100 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 5287-64

Autobus Pont-Rouge limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Oswald Beaupré, Paul Julien, farmers, and Yves Laroche, secretary, all three of Pont-Rouge, for the following purposes:

To carry on business as a transportation company, under the name of "Autobus Pont-Rouge limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Pont-Rouge, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5608-64

Barbecue Trois-Rivières inc.
Trois-Rivières Barbecue Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Marcel Sarrazin, J.-Avila Boivin, notaires, et J.-Adélard Gouger, comptable, tous trois de Berthierville, pour les objets suivants:

Exploiter des pâtisseries, rôtisseries, restaurants et auberges, sous le nom de « Barbecue Trois-Rivières inc. — Trois-Rivières Barbecue Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1024, rue Champflour, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 4708-64

bearing date the 11th day of January 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Sarrazin, J.-Avila Boivin, notaries, and J.-Adélard Gouger, accountant, all three of Berthierville, for the following purposes

To carry on business dealing in pastries, barbecues, restaurants and inns, under the name of "Barbecue Trois-Rivières inc.— Trois-Rivières Barbecue Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1024 Champflour, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of January, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 4708-64

Bastien réfrigération limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Joseph Bastien, technicien, St-Sauveur-des-Monts, Jacques Bastien, technicien, 727, Bloomfield, Outremont, et Claude Bastien, technicien, 3110, Maplewood, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom de « Bastien réfrigération limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 92-65

Bastien réfrigération limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph Bastien, technician, St-Sauveur-des-Monts, Jacques Bastien, technician, 727 Bloomfield, Outremount, and Claude Bastien, technician, 3110 Maplewood, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors in plumbing, heating and in refrigeration, under the name of "Bastien réfrigération limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and into 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 92-65

Beaulieu électrique ltée
Beaulieu Electrical Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Maurice Beaulieu, électricien, Thérèse Dénommée, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Maurice Beaulieu, tous deux de 120, Dequoy, et Marcel Turenne, comptable, 61, Rosaire, tous trois de St-Gabriel-de-Brandon, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens, sous le nom de « Beaulieu électrique ltée — Beaulieu Electrical Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $5 chacune et en 750 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Gabriel-de-Brandon, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5922-64

Beaulieu électrique ltée
Beaulieu Electrical Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Beaulieu, electrician, Thérèse Dénommée, housewife, wife contractually separate as to property of the said Maurice Beaulieu, both of 120 Dequoy, and Marcel Turenne, accountant, 61 Rosaire, all three of St-Gabriel-de-Brandon, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "Beaulieu électrique ltée — Beaulieu Electrical Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of $5 each and 750 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Gabriel-de-Brandon, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5922-64

Belle Peat Moss Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Christiane Blais, secrétaire, épouse séparée de biens de Roger Gilbert, 498, des Franciscains, Pierre Verge, avocat, 11, des Remports, tous deux de Québec, et Pierre LaRue, avocat, 3034, de la Retraite, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Acquérir et exploiter des fermes et marécages, et vendre les produits qui en proviennent, sous le nom de « Belle Peat Moss Co. Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cacouna, district judiciaire de Kamouraska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 5283-64

Belle Peat Moss Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Christiane Blais, secretary, wife separate as to property of Roger Gilbert, 498 des Franciscains, Pierre Verge, advocate, 11 des Remparts, both of Quebec, and Pierre LaRue, advocate, 3034 de la Retraite, Ste-Foy, for the following purposes:

To acquire and operate farms and bogs, and to deal in the products thereof, under the name of "Belle Peat Moss Co. Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $10 each and 100 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Cacouna, judicial district of Kamouraska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 5283-64

Bemiga Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Maurice Régnier, avocat, June O'Neill, et Lesley Ann Otter, secrétaires, célibataires, tous trois de 1155, boulevard Dorchester ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Bemiga Inc. », avec un capital total de $2,500,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 24,900 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $100 chacune et 9,000 actions privilégiées, catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 162, avenue Morrison, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 5893-64

Bemiga Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Régnier, advocate, June O'Neill and Lesley Ann Otter, secretaries, spinsters, all three of 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Bemiga Inc.", with a total capital stock of $2,500,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $1 each, 24,900 class "A" preferred shares of the par value of $100 each and 9,000 class "B" preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at 162 Morrison Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 5893-64

Benoit réfrigération inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Reginald D. Tormey, 8715, de Grosbois, Montréal, Réjean-R. Lefrançois, 763, Querbes, Outremont, tous deux avocats, et Line Beaudoin, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 330, avenue Brixton, St-Lambert, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en mécanique, en réfrigération et en climatisation, sous le nom de « Benoit réfrigération inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 15,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 85,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Benoit réfrigération inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Reginald D. Tormey, 8715 de Grosbois, Montreal, Réjean-R. Lefrançois, 763 Querbes, Outremont, both advocates, and Line Beaudoin, secretary, fille majeure in use of her rights, 330 Brixton avenue, St-Lambert, for the following purposes:

To carry on business contractors in mechanics, refrigeration and air-conditioning, under the name of "Benoit réfrigération inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 15,000 common shares of a nominal value of $1 each and into 85,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5951-64

Bignell Chibougamau Exploration Ltd.
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de novembre 1964, constituant en corporation: Stan Raich, administrateur, 705, Gratton, St-Laurent, Irving Halperin, avocat, 5609, chemin de la Reine Marie, Maurice Levy, comptable agréé, 5712, rue Palmer, Denys Pelletier, notaire, 4135, rue St-Hubert, Robert Semple, retraité, 5101, avenue Connaught, tous quatre de Montréal, et Elizabeth Catherine Mayer, administratrice, épouse séparée de biens de Stephen H. Mayer, No 4, Highway, Chapaqua, New York, E.U.A., pour les objets suivants:

Faire des recherches et explorations aux fins de découvrir du gaz naturel, du pétrole, des huiles, les produits et sous-produits d'iceux et en faire le commerce, sous le nom de « Bignell Chibougamau Exploration Ltd. » (No Personal Liability), avec un capital total de $3,000,000, divisé en 3,000,000 d'actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera 5881, rue Sherbrooke, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de novembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 5188-64

Biscuiterie F. Morand ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Rita Pesant, secrétaire, veuve en premières noces et non remariée de Gaston Chagnon, 6879, boulevard St-Laurent, Jean-Claude Hamel, notaire, 6879, boulevard St-Laurent, tous deux de Montréal, et Frank Morand, marchand, 22, rue St-Laurent, ouest, Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaire comme boulangers, confiseurs et fabricants de biscuits, sous le nom de « Biscuiterie F. Morand ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 145-65

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5951-64

Bignell Chibougamau Exploration Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of November, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Stan Raich, executive, 705 Gratton, St-Laurent, Irving Halperin advocate, 5609 Queen Mary Road, Maurice Levy, chartered accountant, 5712 Palmer street, Denys Pelletier, notary, 4135 St-Hubert street, Robert Semple, retired gentleman, 5101 Connaught avenue, all four of Montreal, and Elizabeth Catherine Mayer, executive, wife separate as to property of Stephen H. Mayer, No. 4 Highway, Chapaqua, New York, U.S.A., for the following purposes:

To prospect and deal in natural gas, petroleum, oil and their products and by-products, under the name of "Bignell Chibougamau Exploration Ltd." (No Personal Liability), with a total capital stock of $3,000,000, divided into 3,000,000 common shares of a par value of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at 5881 Sherbrooke street west, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of November, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 5188-64

Biscuiterie F. Morand ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Gouvernor of the Province of Quebec, incorporating: Rita Pesant, secretary, inremarried widow by a first marriage of Gaston Chagnon, 6879 St. Lawrence Blvd., Jean-Claude Hamel, notary, 6879 St. Lawrence Blvd., both of Montreal, and Frank Morand, merchant, 22 St-Laurent St. West, Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as bakers, confectioners and biscuit manufacturers, under the name of "Biscuiterie F. Morand ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Longueuil, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 145-65

Boutique des sports du Richelieu inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Alain Goulet, marchand, 113, Georges, Sorel, Raymond Goulet, courtier d'assurance, 1094 chemin St-Ours, St-Pierre-de-Sorel, et Yolande Joyal, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Jacques Guévremont, 70, du Roi, Sorel, pour les objets suivant:

Faire le commerce de marchandises, vêtements at autres accessoires de sport, sous le nom de « Boutique des sports du Richelieu inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Tracy, district judiciaire de Richelieu.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 68-65

Boutique des sports du Richelieu inc.

Notice is hereby given that under **Part I** of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Gouvernor of the Province of Quebec, incorporating: Alain Goulet, merchant, 113, Georges, Sorel, Raymond Goulet, insurance broker, 1094 St-Ours Road, St-Pierre-de-Sorel, and Yolande Joyal, secretary, wife contractually separate as to property of Jacque: Guévremont, 70 du Roi, Sorel, for the following purposes:

To carry on a business dealing in merchandise, clothing and other sports accessories, under the name of "Boutique des sports du Richelieu inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Tracy, judicial district of Richelieu.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 68-65

Brault, Guy, Chaput inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Fernand Lalonde, avocat, 4902, avenue Roslyn, Montréal, Jean Guy, avocat, 5400, Louisbourg, Montréal, Claude E. Leduc, avocat, 105, Beverley, Mont-Royal, Jean Lefrançois, avocat, 191, Maplewood, Outremont, Guy Joyal, comptable, 184, Green, St-Lambert, Jeanne Brisebois, secrétaire, fille majeure, 5292, Mentana, app. 5, Montréal, et Louise Durocher, secrétaire, épouse séparée de biens de Gilles Durocher, 4161, 52e rue, app. 7, St-Michel, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'obligations, débentures, actions ou autres valeurs mobilières, sous le nom de « Brault, Guy, Chaput inc. », avec un capital total de $800,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 76,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 21-65

Brault, Guy, Chaput inc.

Notice is hereby given that under **Part I** of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Fernand Lalonde, advocate, 4902 Roslyn Ave., Montreal, Jean Guy, advocate, 5400 Louisbourg, Montreal, Claude E. Leduc, advocate, 105 Beverley, Mount Royal, Jean Lefrançois, advocate, 191 Maplewood, Outremont, Guy Joyal, accountant, 184 Green, St-Lambert, Jeanne Brisebois, secretary, fille majeure, 5292 Mentana, Apt. 5, Montreal, and Louise Durocher, secretary, wife separate as to property of Gilles Durocher, 4161, 52nd St., Apt. 7, St-Michel, for the following purposes:

To carry on business dealing in bonds, debentures, shares or other transferable securities, under the name of "Brault, Guy, Chaput inc.", with a total capital stock of $800,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each and 76,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 21-65

Broderick Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Clermont Vermette, 2658, Marseille Crescent, Brossard, Jean-Louis Tétrault, 4035, boulevard St-Joseph est, Montréal, tous deux avocats, et Kathleen Higgins, secrétaire, célibataire, 4652, rue Sherbrooke, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Broderick Investments Inc. », avec un capital total de $154,500, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur au pair

Broderick Investments Inc.

Notice is hereby given that under **Part I** of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Clermont Vermette, 2658 Marseille Crescent, Brossard, Jean-Louis Tétrault, 4035 St-Joseph Boulevard East, Montreal, both advocates, and Kathleen Higgins, secretary, spinster, 4652 Sherbrooke Street West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Broderick Investments Inc.", with a total capital stock of $154,500, divided into 1,500 common shares of a par value

de $1 chacune, 3,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 150,000 actions privilégiées catégorie « B », d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont Royal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 5864-64

Café du Palais inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Anton Parkin, rentier, 2143, rue Wurtèle, J.-Éloi Gervais, avocat et conseil en loi de la Reine, 61, St-Charles, est, et Jacqueline Laliberté, secrétaire, fille majeure, 5609, rue Viau, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, auberges, camps, maisons de touristes et stations estivales, sous le nom de « Café du Palais inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 2379-64

Camping Oasis inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Léon Nichols, avocat, 1555, Girouard, Denis Robert, stagiaire, 1015, Bourassa, tous deux de St-Hyacinthe, et Huguette Corbeil, secrétaire, fille majeure, 79, Guy, Ste-Rosalie, comté de Bagot, pour les objets suivants:

Exploiter des terrains de camping, sous le nom de « Camping Oasis inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Hyacinthe, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5925-64

Can-Eastern Trading Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Max M. Teitelbaum, 2022, rue Ward, St-Laurent, Maxwell Shenker, 2015, rue Drummond, Montréal, tous deux avocats, Catherine Ewart, secrétaire, épouse séparée de biens de Robert G. Ewart, 4639, Godard, app. 3, Pierrefonds, et Margueret Johnson, secrétaire,

of $1 each, 3,000 class "A" preferred shares of a par value of $1 each and 150,000 class "B" preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Mount Royal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 5864-64

Café du Palais inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Anton Parkin, annuitant, 2143 Wurtèle street, J.-Éloi Gervais, advocate, and Queen's Counsel, 61 St-Charles east, and Jacqueline Laliberté, secretary, fille majeure, 5609 Viau street, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business operating hotels, motels, taverns, inns, camps, tourist homes and summer resorts, under the name of "Café du Palais inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 2379-64

Camping Oasis inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Léon Nichols, advocate, 1555, Girouard, Denis Robert, law student, 1015, Bourassa, both of St-Hyacinthe, and Huguette Corbeil, secretary, fille majeure, 79 Guy, Ste-Rosalie, county of Bagot, for the following purposes:

To carry on business operating camping grounds, under the name of "Camping Oasis inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Hyacinthe, judicial district of St-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5925-64

Can-Eastern Trading Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Max M. Teitelbaum, 2022 Ward Street, St-Laurent, Maxwell Shenker, 2015 Drummond Street, Montreal, both advocates, Catherine Ewart, secretary, wife separate as to property of Robert G. Ewart, 4639 Godard, Apt. 3, Pierrefonds, and Margaret Johnson, secretary, wife separate

épouse séparée de biens de C. E. Davonport, 2015, rue Drummond, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Can-Eastern Trading Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 9200, Meilleur, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 5932-64

Carest inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour d'août 1964, constituant en corporation: Roger Godard, courtier d'assurances, Maurice Paquin, administrateur, tous deux de St-Jovite, et René Dubois, hôtelier, Mont-Tremblant, pour les objets suivant:

Faire le commerce de commodités pour terrains de camping et autres lieux de séjour et de délassement, sous le nom de « Carest inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 100 actions ordinaires de $1,000 chacune, 50 actions privilégiées classe « A » de $1,000 chacune et en 50 actions privilégiées classe « B » de $1,000 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont-Tremblant, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 3403-64

Carrier & frères construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Réginald D. Tormey, avocat, 8715, de Grosbois, Montréal, Réjean R. Lefrançois, avocat, 763, Querbes, Outremont, et Line Beaudoin, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 330, avenue Brixton, St-Lambert, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Carrier & frères construction inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 180-65

Catco Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

as to property of C. E. Davonport, 2015 Drummond Street, Montreal, for the following purposes:

The deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Can-Eastern Trading Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of a par value of $10 each and 1,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 9200 Meilleur, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 5932-64

Carest inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of August, 1964, have been issued by the Lieutenant-Gouvernor of the Province of Quebec, incorporating: Roger Godard, insurance broker, Maurice Paquin, administrator, both of St-Jovite, and René Dubois, hotelier, Mont-Tremblant, for the following purposes:

To carry on business dealing in commodities for camping grounds and other stopping places and recreation places, under the name of "Carest inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 100 common shares of $1,000 each, 50 preferred shares class "A" of $1,000 each and into 50 preferred shares class "B" of $1,000 each.

The head office of the company will be at Mont-Tremblant, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 3403-64

Carrier & frères construction inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Réginald D. Tormey, advocate, 8715 de Grosbois, Montreal, Réjean R. Lefrançois, advocate, 763 Querbes, Outremont, and Line Beaudoin, secretary, spinster of the full age of majority in use of her rights, 330 Brixton Ave., St-Lambert, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "Carrier & frères construction inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 5,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 180-65

Catco Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1965, have

province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Jules Bernatchez, 910, Belvédère, Québec, Jean McNicoll, 1688, chemin Gomin, Sillery, tous deux avocats, et Yves Boiteau, comptable, 220, d'Iberville, Québec, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Catco Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1449, rue St-Alexandre, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 74-65

Central Peat Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Pierre Rioux, étudiant, 875, avenue Bégin, Québec, Pierre LaRue, avocat, 3034, de la Retraite, Ste-Foy, et Pierre Verge, avocat, 11, des Remparts, Québec, pour les objets suivants:

Acquérir et exploiter des fermes et fondrières et vendre les produits qui en proviennent, sous le nom de « Central Peat Industries Ltd. », avec un capital total de $50,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de décembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 5284-64

Centre des loisirs de Black Lake inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Rosaire St-Pierre, Eudore Fortier et Donat Rouleau, journaliers, de Black Lake, comté de Mégantic, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre social et athlétique, sous le nom de « Centre des loisirs de Black Lake inc. ».

Le montant auquesl est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Black Lake, district judiciaire de Mégantic.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 2289-64

Le Centre du dessin industriel inc.
The Industrial Drafting Centre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jules Bernatchez, 910 Belvédère, Quebec, Jean McNicoll, 1688 Gomin Road, Sillery, both lawyers, and Yves Boiteau, accountant, 220 d'Iberville, Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Catco Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1449 St. Alexander Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 74-65

Central Peat Industries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Rioux, student, 875 Bégin Avenue, Quebec, Pierre LaRue, advocate, 3034 de la Retraite, Ste-Foy, and Pierre Verge, advocate, 11 des Remparts, Quebec, for the following purposes:

To acquire and operate farms and bogs, and to deal in the products thereof, under the name of "Central Peat Industries Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $10 each and 100 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 5284-64

Centre des loisirs de Black Lake inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Rosaire St-Pierre, Eudore Fortier and Donat Rouleau, day-labourers, of Black Lake, county of Megantic, for the following purposes:

To establish and direct a social and athletic center, under the name of "Centre des loisirs de Black Lake inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Black Lake, judicial district of Megantic.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 2289-64

Le Centre du dessin industriel inc.
The Industrial Drafting Centre Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de décembre 1964, constituant en corporation: André Villeneuve, 4302, de Repentigny, Montréal, Robert Pigeon, 11250, Ste-Julie, Montréal-Est, et André Chaloux, 744, Houde, St-Lambert, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter des écoles de dessin industriel, sous le nom de « Le Centre du dessin industriel inc.— The Industrial Drafting Centre Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5673-64

Centre du pneu Victoriaville inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Laurent Trottier, avocat, 58, Notre-Dame, ouest, Victoriaville, Claude Pinard, avocat, 9, avenue des Cèdres, Victoriaville, et Jeannine Houde, secrétaire, fille majeure, 48, avenue des Érables, Arthabaska, pour les objets suivants:

Faire le commerce de pneus de toutes sortes, sous le nom de « Centre du pneu Victoriaville inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 135-65

Céramique Brière et fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Richard La Charité, avocat, Claudette Boily, ménagère, épouse séparée de biens dudit Richard La Charité, tous deux de 12, 9e avenue, Ste-Thérèse-Ouest, et Marguerite Houle, secrétaire, veuve d'Aldéric Trudelle, 176, Des Saules, St-Eustache, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en céramique, tuile, mosaïque, marbre et terrazzo, sous le nom de « Céramique Brière et fils inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Fabreville, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5787-64

Le Chat Noir inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

bearing date the 19th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Villeneuve, 4302 de Repentigny, Montreal, Robert Pigeon, 11250 Ste-Julie, Montreal-East, and André Chaloux, 744 Houde, St-Lambert, all three advocates, for the following purposes:

To operate schools of industrial drafting, under the name of "Le Centre du dessin industriel inc.— The Industrial Drafting Centre Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5673-64

Centre du pneu Victoriaville inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Laurent Trottier, advocate, 58 Notre-Dame west, Victoriaville, Claude Pinard, advocate, 9 des Cèdres avenue, Victoriaville, and Jeannine Houde, secretary, fille majeure, 48 des Érables avenue, Arthabaska, for the following purposes:

To carry on a business dealing in tires of all kinds, under the name of "Centre du pneu Victoriaville inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 150 common shares of $100 each and into 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 135-65

Céramique Brière et fils inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Richard Lacharité, advocate, Claudette Boily, housekeeper, wife separate as to property of the said Richard La Charité, both of 12 9th Ave., Ste-Thérèse-West, and Margaret Houle, secretary, widow of Aldéric Trudelle, 176 Des Saules, St-Eustache for the following purposes:

To carry on a business as contractors in ceramics, tile, mosa c, marble and terrazzo, under the name of "Céramique Brière et fils inc. ", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Fabreville, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5787-64

Le Chat Noir inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1965, have

province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Thérèse Leblanc, 6864, rue Bordeaux, Lise Germain, 4800, boulevard Pie IX, app. 12, toutes deux de Montréal, et Jeanne Senay, 298, boulevard Desmarchais, Verdun, toutes trois secrétaires célibataire majeures, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Le Chat Noir inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5827-64

Civic Promotion and Services Inc.
Les Services et promotions civiques inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de novembre 1964, constituant en corporation: Jean-Paul Goulet, ingénieur stationnaire, 11507, Lamoureux, Montréal-Nord, Paul-Joseph-Roland Durocher, industriel, 25, Place Montmorency, Laval-des-Rapides, et Marc Lamarre, avocat, 206, rue Labonté, Longueuil, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'entretien de bâtisses en général, sous le nom de « Civic Promotion and Services Inc.—Les Services et promotions civiques inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de novembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5164-64

Club de chasse et pêche Lito

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Sydney Mc Cune, rentier, Jackie Dunn, industriel, et Robert Croteau, sacristain, tous trois de Stoneham, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif, sous le nom de « Club de chasse et pêche Lito ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $15,000.

Le siège social de la corporation sera à Stoneham, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province.
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5945-64

Le Club de crosse National ltée
National Lacrosse Club Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Thérèse Leblanc, 6864 Bordeaux St., Lise Germain, 4800 Pie IX Blvd., Apt. 12, both of Montreal, and Jeanne Senay, 298 Desmarchais Blvd, Verdun, all three secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on a business operating hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Le Chat Noir inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5827-64

Civic Promotion and Services Inc.
Les Services et promotions civiques inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of November, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporting: Jean-Paul Goulet, stationery engineer, 11507 Lamoureux, Montreal-North, Paul-Joseph-Roland Durocher, industrialist, 25 Montmorency Place, Laval-des-Rapides, and Marc Lamarre, advocate, 206 Labonté street, Longueuil, for the following purposes:

To carry on business dealing in the general maintenance of buildings, under the name of "Civic Promotion and Services Inc.—Les Services et promotions civiques inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and into 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of November, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5164-64

Club de chasse et peche Lito

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Sydney Mc Cune, annuitant, Jackie Dunn, industrialist, and Robert Croteau, sacristan, all three of Stoneham, for the following purposes:

To form and direct a sports club, under the name of "Club de chasse et pêche Lito".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $15,000.

The head office of the corporation will be at Stoneham, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5945-64

Le Club de crosse National ltée
National Lacrosse Club Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Bernard Blanchard, instructeur, Jean-Pierre Blanchard, comptable agréé, tous deux de 7065 boulevard St-Michel, Montréal, et Gilles Blanchard, professeur, 9176, 9e avenue, St-Michel, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à organiser et à promouvoir les sports et offrir des représentations et amusements au public, sous le nom de « Le Club de crosse National ltée — National Lacrosse Club Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 15-65

bearing date the 4th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernard Blanchard, teacher, Jean-Pierre Blanchard, chartered accountant, both of 7065 St-Michel Blvd., Montreal, and Gilles Blanchard, professor, 9176, 9th Ave., St-Michel, for the following purposes:

To carry on the business which consists in organizing and promoting sports and to offer representations and amusement to the public, under the name of "Le Club de crosse National ltée — National Lacrosse Club Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 15-65

La Compagnie Bonne Humeur ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Donald Bélanger, homme d'affaires, 3295, Bel Air, J.-Rolland Latulippe, marchand, 46, Radisson, Rodolphe Beaulieu, vendeur, 1263, Évangeline, tous trois de Sherbrooke, et Félix Grimard, marchand, 1455, Maisonneuve, Magog, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires, sous le nom de « La Compagnie Bonne Humeur ltée », avec un capital total de $45,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Magog, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 67-75

La Compagnie Bonne Humeur ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Donald Bélanger, businessman, 3295 Bel Air, J. Rolland Latulippe, merchant, 46 Radisson, Rodolphe Beaulieu, salesman, 1263 Évangeline, all three of Sherbrooke, and Félix Grimard, merchant, 1455 Maisonneuve, Magog, for the following purposes:

To carry on business dealing in food products, under the name of "La Compagnie Bonne Humeur ltée", with a total capital stock of $45,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Magog, judicial district of St-François.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 67-65

La Compagnie de Téléphone Électrique de Saint-Édouard-de-Lotbinière inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1964, constituant en corporation comme compagnie rsgie par ladite loi, sous le nouveau nom de « La Compagnie de Téléphone Électrique de Saint-Édouard-de-Lotbinière inc. », « La Compagnie de Téléphone Électrique de Saint-Édouard-de-Lotbinière », déjà constituée en corporation le ou vers le 1er avril 1919, en vertu de la Loi des compagnies de téléphone électrique, articles 6245 et suivants des Statuts réfondus de Québec, 1909, et ce, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de téléphone, avec un capital total de $20,000, divisé en 800 actions ordinaires de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Édouard, comté de Lotbinière, district judiciaire de Québec.

La Compagnie de Téléphone Électrique de Saint-Édouard-de-Lotbinière inc.

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent bearing date the 15th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating as a company governed by the said Act, under the new name of "La Compagnie de Téléphone Électrique de Saint-Édouard-de-Lotbinière inc.", "La Compagnie de Téléphone Électrique de Saint-Édouard-de-Lotbinière", already incorporated on or about April 1, 1919, under the Electric Telephone Companies Act, sections 6245 and following of the Revised Statutes of Quebec, 1909, and such for the following purposes:

To carry on business as a telephone company, with a total capital stock of $20,000, divided into 800 common shares of $25 each.

The head office of the company is at Saint-Édouard, county of Lotbinière, judicial district of Quebec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5721-64 — 1254/5

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5721-64 — 1254/5

Construction Gautrac limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Nil Gauthier, contremaître, 110, rue de Bretagne, Roland Racine, surintendant, 10, rue St-Hubert, et Charles-Henri Villeneuve, inspecteur en bâtiments, 73, rue St-Pascal, tous trois de Jonquière, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Construction Gautrac limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10, rue St-Hubert, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5968-64

Construction Gautrac limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Nil Gauthier, foreman, 110 de Bretagne St., Roland Racine, superintendent, 10 St-Hubert St., and Charles-Henri Villeneuve, building inspector, 73 St-Pascal St., all three of Jonquière, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the anme of "Construction Gautrac limitée", with a total capital stock of $40,000, dividee into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 10 St-Hubert St., Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5968-64

W. Côté & fils ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Wilrose Côté, soudeur, Mme Wilrose Côté, ménagère, épouse dudit Wilrose Côté, et Lucien Côté, soudeur, tous trois de 21, rue Côté, Ste-Philomène, pour les objets suivants:

Manufacturer des chasse-neige, treuils et bascules de camion, boîtes d'acier et réparer des camions et des voitures, sous le nom de « W. Côté et fils ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 19, rue Côté, Ste-Philomène, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 5579-64

W. Côté & fils ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Gouvernor of the Province of Quebec, incorporating: Wilrose Côté, welder, Mrs. Wilrose Côté, housewife of the said Wilrose Côté, and Lucien Côté, welder, all three of 21 Côté Street, Ste-Philomène, for the following purposes:

To manufacture snow plows, truck hoists and dumpers, steel boxes and to repair trucks and cars, under the name of "W. Côté & fils ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of a par value of $10 each and 1,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 19 Côté Street, Ste-Philomène, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 5579-64

Degioanni inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Claude Melançon, 11786, rue de Tracy, J.- Roch St-Germain, 10776, boulevard St-Laurent, tous deux avocats, et Rita Dufresne, secrétaire, fille majeure, 166, rue Fleury, est, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Degioanni inc. », avec un capital total de $150,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 1,200 actions privilégiées de $100 chacune.

Degioanni inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Gouvernor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Melançon, 11786 de Tracy St., J. Roch St-Germain, 10776, St-Laurent Blvd., both advocates, and Rita Dufresne, secretary, fille majeure, 166 Fleury St., East, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Degioanni inc.", with a total capital stock of $150,000, divided into 300 common shares of $100 each and into 1,200 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera 4800, boulevard Pie IX, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 22-65

Le Déménageur R.H. inc.
R.H. The Mover Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1965, constituant en corporation: René Hébert, 341, Levasseur, est, Alma, Lucien Bouchard, 580, Louis-Hémon, Alma, Jacques Laforest, 6661, rue Viau, Montréal, tous trois administrateurs, Yvan Frenette, annonceur, 55, Beaumont, Terrasse Bon-Air, Orsainville-Sud, et Raymond Lemieux, administrateur, St-Léon, comté de Lac-St-Jean, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Le Déménageur R.H. inc.— R.H. The Mover Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 86-65

Deschênes & Perreault construction limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Georges Deschênes, entrepreneur, Claire Cornellier, ménagère, épouse séparée de biens dudit Georges Deschênes, tous deux de 6602, 40e avenue, Montréal, et Yoland Perreault, entrepreneur, 6688, 41e avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en construction et comme exploitants de carrières, sous le nom de « Deschênes & Perreault construction limitée », avec un capital total de $20,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6602, 40e avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 6010-64

Domus Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Barry H. Shapiro, étudiant en droit, 5367, avenue Westmore, Montreal, Theodore H. Shapiro, avocat, 5175, Côte-St-Luc, app.

The head office of the company will be at 4800 Pie IX Blvd., judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 22-65

Le Déménageur R.H. inc.
R.H. The Mover Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing daet the 7th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: René Hébert, 341 Levasseur east, Alma, Lucien Bouchard, 580 Louis-Hémon, Alma, Jacques Laforest, 6661 Viau street, Montreal, all three administrators, Yvan Frenette, announcer, 55 Beaumont, Terrasse Bon-Air Orsainville-South, and Raymond Lemieux, administrator, St-Léon, county of Lake-St-John, for the following purposes:

To carry on business as a transportation company, under the name of "Le Déménageur R.H. inc.— R.H. The Mover Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 150 common shares of $100 each and into 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 86-65

Deschênes & Perreault construction limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Georges Deschênes, contractor, Claire Cornellier, housewife, wife separate as to property of the said Georges Deschênes, both of 6602, 40th Avenue, Montreal, and Yoland Perreault, contractor, 6688, 41st Avenue, Montréal, for the following purposes:

To carry on business as building contractors and as operators of quarries, under the name of "Deschênes & Perreault construction limitée", with a total capital stock of $20,000, divided into 100 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 6602, 40th Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 6010-64

Domus Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Barry H. Shapiro, student-at-law, 5367 Westmore Avenue, Montreal, Theodore H. Shapiro, advocate, 5175 Côte-St-Luc, apt. 15, Montreal, and Jean Fortier,

15, Montréal, et Jean Fortier, secrétaire, épouse commune en biens d'André Fortier, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, 6920, rue Jogues, Montréal, pour les objets suivants:

Faire un commerce de meubles, fournitures de toutes descriptions, sous le nom de « Domus Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune, 2,500 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune et 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 5794-64

secretary, wife common as to property of André Fortier, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 6920 Jogues Street, Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture and furnishings of every description, under the name of "Domus Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 class "A" shares of the par value of $1 each, 2,500 class "B" shares of the par value of $1 each and 350 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 5794-64

Donin's Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1964, constituant en corporation: Joseph Roy Hoffman, C.R., 4918, avenue Mayfair, Oscar Respitz, 4945, avenue Glencairn, tous deux de Montréal, et Sydney B. Sederoff, 80, avenue Crestwood, Montréal-ouest, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un salon de barbier, de manucure et de cirage des chaussures, de beauté et de coiffure, sous le nom de « Donin's Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune, 400 actions privilégiées, catégorie « A » de $10 chacune et 350 actions privilégiées catégorie « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 5426-64

Donin's Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph Roy Hoffman, Q.C., 4918 Mayfair Avenue, Oscar Respitz, 4945 Glencairn Avenue, both of Montreal, and Sydney B. Sederoff, 80 Crestwood Avenue, Montreal West, all three advocates, for the following purposes:

To operate a barber shop, manicure and shoeshine parlour, beauty and hairdressing salon, under the name of "Donin's Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each, 400 class "A" preferred shares of $10 each and 350 class "B" preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 5426-64

Les Dragons de Fatima

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Lucien Robillard, concierge pour le ministère des travaux publics, Cécile Casavant, ménagère, épouse commune en biens dudit Lucien Robillard, tous deux de 128, avenue Sénécal, Jacques-Cartier, et Lucien Casavant, concierge de la commission des écoles catholiques de Pointe-Claire et Beaconsfield, 3636, rue Adam, Montréal, pour les objets suivants:

Organiser un corps de cadets, sous le nom de « Les Dragons de Fatima ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $5,000.

Le siège social de la corporation sera 128, avenue Sénécal, Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 4913-64

Les Dragons de Fatima

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Lucien Robillard, janitor for the Department of Public Works, Cécile Casavant, housewife, wife common as to property of the said Lucien Robillard, both of 128 Sénécal Ave., Jacques-Cartier, and Lucien Casavant, janitory for the Pointe-Claire and Beaconsfield school commissions, 3636 Adam St., Montreal, for the following purposes:

To organize a cadet corps, under the name of "Les Dragons de Fatima".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $5,000.

The head office of the corporation will be at 128 Sénécal Ave., Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 4913-64

Dubreuil - Lefebvre - Roy inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Pierre Garceau, avocat, 2365, Nicolas-Perrot, Trois-Rivières, Jocelyne Baribeau et Hélène Baribeau, secrétaires, filles majeures, de 110, rue Beauchemin, Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Dubreuil - Lefebvre - Roy inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 122-65

Dubreuil - Lefebvre - Roy inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Garceau, advocate, 2365 Nicolas-Perrot, Trois-Rivières, Jocelyne Baribeau, and Hélène Baribeau, secretaries, filles majeures, of 110 Beauchemin St., Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Dubreuil - Lefebvre - Roy inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 122-65

Durocher B.P. station-service limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Guy Durocher, 152, Pierre-Boucher, Boucherville, Claude-A. Durocher, 570, boulevard des Chênes, Beloeil, tous deux comptables, et Yves Durocher, technicien, 6200, 40e avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Durocher B.P. station-service limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4990, rue Beaubien, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 162-65

Durocher B.P. station-service limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy Durocher, 152 Pierre-Boucher, Boucherville, Claude-A. Durocher, 570 des Chênes boulevard, Beloeil, both accountants, and Yves Durocher, technician, 6200, 40th Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in motor vehicles, their accessories and parts and to carry on business as garagemen, under the name of "Durocher B.P. station-service limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 150 common shares of $100 each and into 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 4990 Beaubien, east, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 162-65

Éclair express limitée
Flash Express Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Thelma Stevenson, 195, 6e avenue, St-Eustache, Karen Sinclair, 3865, boulevard Cavendish, app. 14, Montréal, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Harold P. Toulch, avocat, 360, rue St-Jacques, ouest, chambre 1515, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Éclair express limitée — Flash Express Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Éclair express limitée
Flash Express Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Thelma Stevenson, 195, 6th Avenue, St-Eustache, Karen Sinclair, 3865 Cavendish Boulevard, apt. 14, Montreal, both secretaries, spinsters of the full age of majority, and Harold P. Toulch, advocate, 360 St. James street, west, room 1515, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Éclair express limitée — Flash Express Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5914-64

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5914-64

El Prado Shoe Salon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Kenneth Katz, vendeur, 118, Laurent, Dollard-des-Ormeaux, Charles Winter, vendeur, 5525, Trent, Côte-St-Luc, et Bella Schloss, ménagère, épouse séparée de biens de Henry Schloss, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, 5213, Earnscliffe, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de chaussures et marchandises en cuir, sous le nom de « El Prado Shoe Salon Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 9,800 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5268, chemin de la Reine Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 5836-64

El Prado Shoe Salon Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Kenneth Katz, salesman, 118 Laurent, Dollard-des-Ormeaux, Charles Winter, salesman, 5525 Trent, Côte-St-Luc, and Bella Schloss, housewife, wife separate as to property of Henry Schloss, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 5213 Earnscliffe, Montreal, for the following purposes:

To deal in shoes and leather goods, under the name of "El Prado Shoe Salon Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 200 common shares of a par value of $1 each and 9,800 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 5268 Queen Mary Road, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 5836-64

Les Entreprises agricoles et forestières Gaspésiennes inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Adrien Babin, cultivateur, St-Charles-de-Caplan, Jean-Marie Jobin, organisateur syndical, Caps-Noirs, New Richmond, et Claude Jourdain, avocat, Cap-Chat, pour les objets suivants:

L'exécution de tous genres de travaux d'aménagement ou de mise en valeur, agricoles et forestiers, sous le nom de « Les Entreprises agricoles et forestières Gaspésiennes inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Caps-Noirs, New Richmond, comté de Bonaventure, district judiciaire de Bonaventure.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 3369-64

Les Entreprises agricoles et forestières Gaspésiennes inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Adrien Babin, farmer, St-Charles-de-Caplan, Jean-Marie Jobin, union organizer, Caps-Noirs, New Richmond, and Claude Journain, advocate, Cap-Chat, for the following purposes:

The execution of all kinds of works setting up or developing farms and forests, under the name of "Les Entreprises agricoles et forestières Gaspésiennes inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Caps-Noirs, New Richmond, county of Bonaventure, judicial district of Bonaventure.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 3369-64

Entreprises Le Baron inc.
Le Baron Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Adrien R. Paquette, 212, Bloomfield, Outremont, Marcel Paquette, 1320, Chanteclerc, St-Bruno-de-Montarville, et Fernand Simard, 132, rue St-Jacques, ouest, suite 411, Montréal, tous trois avocat, pour les objets suivants:

Entreprises Le Baron inc.
Le Baron Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Adrien R. Paquette, 212 Bloomfield, Outremount, Marcel Paquette, 1320 Chanteclerc, St-Bruno-de-Montarville, and Fernand Simard, 132 St-Jacques-West, suite 411, Montreal, all three adovocates, for the following purposes:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Entreprises Le Baron inc. — Le Baron Enterprises Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val-d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 76-65

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Entreprises Le Baron inc. — Le Baron Enterprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Val-d'Or, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 76-65

Les Entreprises Paliers ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Robert-Yves Nantel, vendeur, 20, Place Rupert, Repentigny, Benoit Gonthier, avocat, 8521, St-Gérard, Montréal, et Bertrand Bernier, avocat, 1275, De Castelnau, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Les Entreprises Paliers ltée », avec un capital total de $40,000 divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 51-65

Les Entreprises Paliers ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert-Yves Nantel, salesman, 20 Rupert Place, Repentigny, Benoit Gonthier, advocate, 8521 St-Gérard, Montreal, and Bertrand Bernier, advocate, 1275 De Castelnau, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in merchandise of all kinds, under the name of "Les Entreprises Paliers Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 51-65

Les Équipements Deslauriers inc.
Deslauriers Equipments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Sydney Lazarovitz, 984, Mont St-Denis, Sillery, Jules Bernatchez, 910, Belvédère, Québec, et Jean McNicoll, 1688, chemin Gomin, Sillery, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de moteurs, de machinerie et de véhicules automobiles de toutes sortes, sous le nom de « Les Équipements Deslauriers inc.— Deslauriers Equipments Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 372, boulevard des Cèdres, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 75-65

Les Équipements Déslauriers inc.
Deslauriers Equipments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Sydney Lazarovitz, 984 Mont St-Denis, Sillery, Jules Bernatchez, 910 Belvédère, Quebec, and Jean McNicoll, 1688 Gomin Road, Sillery, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business dealing in motors, machinery and automotive vehicles of all kinds, under the name of "Les Équipements Deslauriers inc. — Deslauriers Equipments Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 372 des Cèdres Blvd., Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 75-65

Fermes avicoles unies ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Julius Briskin, C.R., 134, Finchley, Arthur Yanofsky, 5872, Ferncroft, tous deux

Fermes avicoles unies ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Julius Briskin, Q.C., 134 Finchley, Arthur Yanofsky, 5872 Ferncroft, both advocates, of Hampstead,

avocats, de Hampstead, et Claire Culhane, secrétaire, célibataire, 2199, Harvard, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de maraîcher et agriculteur, sous le nom de « Fermes avicoles unies ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 5681-64

Ferro-Magnetics Ltd.
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Randolph Pope Mills, administrateur d'affaires, 373, rue Olivier, John McGlinchey Home, avocat, 606, avenue Grosvenor, tous deux de Westmount, John Harold Morgan, géologue, 4691, avenue Bessborough, Montréal, Joseph-Ovila Sabourin, secrétaire de corporation, 51, avenue Mount Pleasant, Pointe-Claire, et William Jonh Dennis Stone, ingénieur, 108, David Drive, Ottawa, province d'Ontario, pour les objets suivants:

Faire des recherches et explorations aux fins de découvrir des mines et minerais, sous le nom de « Ferro-Magnetics Ltd. » (No Personal Liability), avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 5888-64

Ferronnerie Dussault ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Guy Girard, notaire, 328, avenue Outremont, Outremont, Gabrielle Raymond, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Georges Paradis, 11914, Bois de Boulogne, Montréal, et Rita Belair, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Marc Duclos, 51, Place Carillon, Laval-des-Rapides, pour les objets suivants:

Faire affaires comme quincaillers, sous le nom de « Ferronnerie Dussault ltée », avec un capital total de $15,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2425, rue Ste-Catherine, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5999-64

and Claire Culhane, secretary, spinster, 2199 Harvard, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of farming and agriculture, under the name of "Fermes avicoles unies ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 5681-64

Ferro-Magnetics Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Randolph Pope Mills, business executive, 373 Olivier Street, John McGlinchey Home, advocate, 606 Grosvenor Avenue, both of Westmount, John Harold Morgan, geologist, 4691 Bessborough Avenue, Montreal, Joseph-Ovila Sabourin, corporate secretary, 51 Mount Pleasant Avenue, Pointe-Claire, and William John Dennis Stone, engineer, 108 David Drive, Ottawa, Province of Ontario, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Ferro-Magnetics Ltd." (No Personal Liability), with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 5888-64

Ferronnerie Dussault ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy Girard, notary, 328 Outremount Ave., Outremount, Gabrielle Raymond, secretary, wife contractually separate as to property of Georges Paradis, 11914 Bois de Boulogne, Montreal, and Rita Belair, secretary, wife contractually separate as to property of Marc Duclos, 51 Place Carillon, Laval-des-Rapides, for the following purposes:

To carry on business as hardware dealers, under the name of "Ferronnerie Dussault ltée", with a total capital stock of $15,000 divided into 1,500 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 2425 Ste-Catherine Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5999-64

Fondation Pierre Jules Crevier

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Vaillancourt, gérant général, 75, avenue Courcelette, Outremont, Émile-Julien Crevier, homme d'affaires, Marie Phoenix, ménagère, épouse séparée de biens dudit Émile-Julien Crevier, tous deux de 18, rue Cairns, Paul Phoenix, commerçant, 70, rue Beacon, et Guy Phoenix, commis, 70, rue Beacon, ces quatre derniers de Granby, pour les objets suivants:

Constituer une fondation philantropique, de charité, d'aide à l'éducation et à la science, sous le nom de « Fondation Pierre Jules Crevier ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 144-65

Fondation Pierre Jules Crevier

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Paul Vaillancourt, general manager, 75 Courcelette Avenue, Outremont, Émile-Julien Crevier, businessman, Marie Phoenix, housewife, wife separate as to property of the said Émile-Julien Crevier, both of 18 Cairns street, Paul Phoenix, trader, 70 Beacon street, and Guy Phoenix, clerk, 70 Beacon street, the latter four of Granby, for the following purposes:

To constitute a philanthropic foundation, for purposes of charity and aid in education and science, under the name of "Fondation Pierre Jules Crevier".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $1,000,000.

The head office of the corporation will be at Granby, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 144-65

Forum Matt Talbot de Baie-St-Paul

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1965, constituant en corporation sans capital-actons: Paul Dufour, garagiste, Lucien Hudon, agronome, et Louis Chouinard, journalier, tous trois de Baie-St-Paul, pour les objets suivants:

Promouvoir la sobriété en travaillant à la réhabilitation des alcooliques et de ceux qui ont des problèmes à la suite de l'usage de l'alcool, sous le nom de « Forum Matt Talbot de Baie-St-Paul ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Baie-St-Paul, district judiciare de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5990-64

Forum Matt Talbot de Baie-St-Paul

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Paul Dufour, garageman, Lucien Hudon, agronomist, and Louis Chouinard, labourer, all three of Baie-St-Paul, for the following purposes:

To promote sobierty by working towards the rehabilitation of alcoholics and of those who have problems following the use of alcohol, under the name of "Forum Matt Talbot de Baie-St-Paul".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at Baie-St-Paul, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5990-64

France-Del Modes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Colin Kirkland Irving, 4655, avenue Bonavista, Mary Obelyn Herzberg, 1002, avenue McGregor, tous deux de Montréal, et John Ralph Hannan, 125, avenue Balfour, Mont Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Confectionner toutes les sortes de vêtements pour dames et en faire le commerce, sous le nom de « France-Del Modes Inc. », avec un capital-actions divisé en 8,000 actions ordinaires sans valeurs au pair.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

France-Del Modes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Colin Kirkland Irving, 4655 Bonavista Avenue, Mary Obelyn Herzberg, 1002 MacGregor Avenue, both of Montreal, and John Ralph Hannan, 125 Balfour Avenue, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in women's clothing of all kinds, under the name of "France-Del Modes Inc.", with a capital stock divided into 8,000 common shares without par value.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 5950-64

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 5950-64

Frank Machinery & Motor Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Moses S. Yelin, avocat et conseil en Loi de la Reine, 660, avenue Lansdowne, Westmount, Barbara Joyce Garrett, secrétaire, épouse séparée de biens de David Charles Hopkins, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, 7460, chemin Kingsley, app. 607, Côte-St-Luc, et Anne Goldenberg, secrétaire, fille majeure, et usant de ses droits, 3491, avenue Atwater, app. 23, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de moteurs, machines, machinerie et instruments, sous le nom de « Frank Machinery & Motor Co. Inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 5920-64

Frank Machinery & Motor Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Moses S. Yelin, advocate and Queen's Counsel, 660 Landsdowne Avenue, Westmount, Barbara Joyce Garrett, secretary, wife separate as to property of David Charles Hopkins, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 7460 Kingsley Road, Apt. 607, Côte-St-Luc, and Anne Goldenberg, secretary, fille majeure et usant de ses droits, 3491 Atwater Avenue, Apt. 23, Montreal, for the following purposes:

To deal in motors, machines, machinery and instruments, under the name of "Frank Machinery & Motor Co. Inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 500 common shares of a par value of $100 each and 1,500 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 5920-64

G. & C. transport limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Andrien Campbell, agent de transport, Yvon Gravel, agent de transport, et Marc Duguay, notaire, tous trois d'Amos, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « G. & C. transport limitée », avec un capital total de $50,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 39-65

G. & C. transport limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Adrien Campbell, transportation agent, Yvon Gravel, transportation agent, and Marc Duguay, notary, all three of Amos, for the following purposes:

To carry on business as a transportation company, under the name of "G. & C. transport limitée", with a total capital stock of $50,000, divided into 250 common shares of $100 each and into 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Amos, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 39-65

La Galerie du meuble Lanctôt inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Raymond Bergeron, marchand, Rita B. Bergeron, commis de bureau, épouse séparée de biens dudit Raymond Bergeron, tous deux de 1100, Ontario, et Roland Lapointe, vendeur, 980, Sideleau, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

La Galerie du meuble Lanctôt inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Bergeron, merchant, Rita B. Bergeron, office clerk, wife separate as to property of the said Raymond Bergeron, both of 1100 Ontario, and Roland Lapointe, salesman, 980 Sideleau, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « La Galerie du meuble Lanctôt inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 66-65

To carry on business dealing in furniture and novelties of all kinds, under the name of "La Galerie du meuble Lanctôt inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St-François.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 66-65

Garage B. Trottier & fils ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Berthelot Trottier, garagiste, Yval Trottier, commis, et Rolland Trottier, mécanicien, tous trois de Normétal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs parties et accessoires et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Garage B. Trottier & fils ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Normétal, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5394-64

Garage B. Trottier & fils ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Gouvernor of the Province of Quebec, incorporating: Berthelot Trottier, garageman, Yval Trottier, clerk, and Rolland Trottier, mechanic, all three of Normétal, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, their parts and accessories, and to act as garagemen, under the name of "Garage B. Trottier & fils ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Normétal, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5394-64

Glanan Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Albert-Laurent Bissonnette, 2, avenue Brynmor, Montréal-ouest, Clermont Vermette, 2658, Marseille Crescent, Brossard, Jean-Louis Tétrault, 4035, boulevard St-Joseph est, Montréal, tous trois avocats, Susan Matheson, 6380, avenue Somerled, Raymonde Fournier, 1189, Crescent Street, et Kathleen Higgins, 4652, rue Sherbrooke, ouest, ces trois dernières secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Glanan Investments Ltd. », avec un capital total de $105,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 100,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 360, rue St-Jacques, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 5865-64

Glanan Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Gouvernor of the Province of Quebec, incorporating: Albert-Laurent Bissonnette, 2 Brynmor Avenue, Montreal West, Clermont Vermette, 2658 Marseille Crescent, Brossard, Jean-Louis Tétrault, 4035 St-Joseph Boulevard east, Montreal, all three advocates, Susan Matheson, 6380 Somerled Avenue, Raymonde Fournier, 1189 Crescent Street, and Kathleen Higgins, 4652 Sherbrooke Street West, the latter three secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Glanan Investments Ltd.", with a total capital stock of $105,000, divided into 5,000 common shares of the par value of $1 each and 100,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at 360 St. James Street West, suite 1907, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 5865-64

Global Merchandisers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1964, constituant en

Global Merchandisers Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Moses

corporation: Moses Samuel Yelin, avocat et conseil en loi de la Reine, Barbara Joyce Garrett, secrétaire, épouse séparée de biens de David Charles Hopkins, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, et Lise Walton, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, tous trois de 1010, rue Ste-Catherine, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer des marchandises, articles et effets et en faire le commerce sous le nom de « Global Merchandisers Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 6005-64

Samuel Yelin, advocate and Queen's Counsel, Barbara Joyce Garrett, secretary, wife separate as to property of David Charles Hopkins, and duly authorized by him for the purpose of these presents, and Lise Walton, secretary, fille majeure et usant de ses droits, all three of 1010 Ste-Catherine street west, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares and merchandise, under the name of "Global Merchandisers Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 6005-64

J. O. Gonthier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Oscar Gonthier, commerçant, 471, 15e avenue, St-Antoine-des-Laurentides, Colette Fournier, 531a, rue Parent, et Louise Faubert, 334, rue Lebeau, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de St-Jérôme, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires, sous le nom de « J. O. Gonthier inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $5 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera dans le local de la station de la Canadian Pacific Railway Co., St-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5956-64

J. O. Gonthier inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Oscar Gonthier, trader, 471, 15th Avenue, St-Antoine-des-Laurentides, Colette Fournier, 531a Parent street, and Louise Faubert, 334 Lebeau street, the two latter secretaries, spinsters of the full age of majority, of St-Jérôme, for the following purposes:

To carry on business dealing in food products, under the name of "J. O. Gonthier inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $5 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be in the vicinity of the Canadian Pacific Railway Co. station, St-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5956-64

Guy Gosselin & Paul Badeaux, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Guy Gosselin, courtier d'assurance, Denyse Brunelle, ménagère, épouse cont actuellement séparée de biens dudit Guy Gosselin, Paul Badeaux, courtier d'assurance, et Lorraine Arseneault, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Paul Badeaux, tous quatre de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Guy Gosselin & Paul Badeaux, inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 150 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 250 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 37-65

Guy Gosselin & Paul Badeaux, inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy Gosselin, insurance broker, Denyse Brunelle, housewife, wife contractually separate as to property of the said Guy Gosselin, Paul Badeaux, insurance broker, and Lorraine Arseneault, housewife, wife contractually separate as to property of the said Paul Badeaux, all four of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Guy Gosselin & Paul Badeaux, inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 150 common shares of a nominal value of $100 each and 250 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 37-65

Robert et J. Claude Grenier ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Robert Grenier, 3960, Bouchette, J.-Claude Grenier, 1981, Lajoie, tous deux vendeurs d'assurances, et Marcel Chartier, avocat, 157, Désilets, tous trois de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Robert et J. Claude Grenier ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 113-65

Robert et J. Claude Grenier ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert Grenier, 3960 Bouchette, J.-Claude Grenier, 1981 Lajoie, both insurance salesmen, and Marcel Chartier, advocate, 157 Désilets, all three of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business dealing as insurance brokers and agents, under the name of "Robert et J. Claude Grenier ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 150 common shares of $100 each and into 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 113-65

H.L. électrique ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patetes, en date du 7e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Bruno Pateras, 11818, Frigon, Yvan Macerola, 2090, Étienne-Brûlé, et James Galileo, 6959, Stuart, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils électriques, sous le nom de « H.L. électrique ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 9225, 6e avenue, St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 82-65

H.L. électrique ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bruno Pateras, 11818 Frigon, Yvan Macerola, 2090 Étienne-Brûlé, and James Galileo, 6959 Stuart, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in electrical apparatus, under the name of "H.L. électrique ltée", with a capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 9225, 6th Ave., St-Michel, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 82-65

H. E. Hébert ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Guy Moreau, agent manufacturier, Juliette Ledoux, ménagère, épouse séparée de biens dudit Guy Moreau, tous deux de 2190, boulevard St-Joseph, est, Montréal, Guy Hébert, gérant, 6485, 40e avenue, Montréal, Claude Perreault, vendeur, 2375, rue Lockhart, Montréal, et J.-Clément Hudon, comptable, 5507, boulevard Langelier, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de moteurs, machines, leurs parties et accessoires et autres instruments et appareils, sous le nom de « H. E. Hébert ltée », avec un capital total de $200,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune, 700 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune et en 1,200 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

H. E. Hébert ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy Moreau, manufacturing agent, Juliette Ledoux, housekeeper, wife separate as to property of the said Guy Moreau, both of 2190 St-Joseph Blvd., East, Montreal, Guy Hébert, manager, 6485, 40th Ave., Montreal, Claude Perreault, salesman, 2375 Lockhart, Montreal, and J.-Clément Hudon, 5507 Langelier Blvd., Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in motors, machines, their parts and accessories and other instruments and apparatus, under the name of "H. E. Hébert ltée", with a total capital stock of $200,000, divided into 1,000 common shares of $10 each, 700 preferred class "A" shares of $100 each and into 1,200 preferred class "B" shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5693-64

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5693-64

Huntingdon Motors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1964, constituant en corporation: James F. Smythe, garagiste, Agnes Massam, ménagère, épouse commune en biens dudit James F. Smythe, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, Francis James Smythe, garagiste, et Beverly McCraken, ménagère, épouse commune en biens dudit Francis James Smythe, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous quatre de Huntingdon, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles, de leurs pièces et accessoires et aussi agir en qualité de garagistes, sous le nom de « Huntingdon Motors Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 54, rue Châteauguay, Huntingdon, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 5669-64

Huntingdon Motors Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: James F. Smythe, garage man, Agnes Massam, housewife, wife common as to property of the said James F. Smythe, and duly authorized by him for the purpose of these presents, Francis James Smythe, garage man, and Beverly McCraken, housewife, wife common as to property of the said Francis James Smythe, and duly authorized by him for the purpose of these presents, all four of Huntingdon, for the following purposes:

To deal in motor vehicles, their accessories and parts and to do business as garage-keepers, under the name of "Huntingdon Motors Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and, 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 54 Châteauguay Street, Huntingdon, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 5669-64

Imprimerie Dolbert inc.
Dolbert Printing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Rita Pesant, secrétaire, veuve en premières noces et non remariée de Gaston Chagnon, Lorraine Parent, secrétaire, fille majeure, et Jean-Claude Hamel, notaire, tous trois de 6879, boulevards St-Laurent, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de « Imprimerie Dolbert inc. — Dolbert Printing Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 63-65

Imprimerie Dolbert inc.
Dolbert Printing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rita Pesant, secretary, unremarried widow by a first marriage of Gaston Chagnon, Lorraine Parent, secretary, fille majeure, and Jean-Claude Hamel, notary, all three of 6879 St. Lawrence Blvd., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as editors, printers, engravers, book-binders and in other similar trades, under the name of "Imprimerie Dolbert inc.— Dolbert Printing Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 ech and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 63-65

Imprimerie Laurentienne (St-Jérôme) ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Marcel Léonard, journaliste, 440, avenue du Palais, Maurice Tassé, imprimeur, 497, rue Nantel, et Jean-Paul Léonard, notaire,

Imprimerie Laurentienne (St-Jérôme) ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Léonard, journalist, 440 du Palais Ave., Maurice Tassé, printer, 497 Nantel St, and Jean-Paul Léonard, notary, 444 du Palais Ave., all three of

444, avenue du Palais, tous trois de St-Jérôme, comté de terrebonne, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, sous le nom de « Imprimerie Laurentienne (St-Jérôme) ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 316, rue St-Georges, St-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5729-64

International Machine Works Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Alphonse Minicozzi, machiniste, 2727, rue Taillon, Montréal, Dominique Sorella, commis de bureau, 7175, rue Louis-Hémon, Montréal, et Angelo Calabrese, administrateur, 7268, 22e avenue, St-Michel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme machinistes et métallurgistes, sous le nom de « International Machine Works Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3664, rue Sabrevois, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 6018-64

J B R Holdings Corporation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Jean-Guy Joly, entrepreneur, 196, St-Jean-Baptiste, Ste-Geneviève, Vincent Blouin, entrepreneur, 15230, boulevard Gouin, ouest, Ste-Geneviève, et Jean-Jacques Rondeau, ingénieur conseil, 10550, Verville, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (« holding »), sous le nom de « J B R Holdings Corporation Ltd. », avec un capital total de $25,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 240 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 38-65

Jacques-Cartier télévision inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Henri Turgeon, marchand, 891,

St-Jérôme, county of Terrebonne, for the following purposes:

To carry on as printers, under the name of "Imprimerie Laurentienne (St-Jérôme) ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each, and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 316 St-Georges St., St-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5729-64

International Machine Works Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alphonse Minicozzi, machinist, 2727 Taillon St., Montreal, Dominique Sorella, office clerk, 7175 Louis-Hémon St., Montreal, and Angelo Calabrese, administrator, 7268, 22nd Ave., St-Michel, for the following purposes:

To carry on business as machinists and metallurgists, under the name of "International Machine Works Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 3664 Sabrevois St., Montreal North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 6018-64

J B R Holdings Corporation Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Guy Joly, contractor, 196 St-Jean-Baptiste, Ste-Geneviève, Vincent Blouin, contractor, 15230 Gouin Blvd., West, Ste-Geneviève, and Jean-Jacques Rondeau, advising engineer, 10550 Verville, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "J B R Holdings Corporation Ltd.", with a total capital stock of $25,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and into 240 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Pierrefonds, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 38-65

Jacques-Cartier télévision inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Henri Turgeon, merchant, 891 Hébert Ave., L.-

avenue Hébert, L.-Roland Turgeon, technicien, 927, Prieur, tous deux du Domaine Bellerive, Jacques-Cartier, et Gaston Tessier, comptable, 131, rue Bienville, Longueuil, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles, d'appareils électriques, de pièces décoratives, de bibelots et d'autres marchandises semblables, sous le nom de « Jacques-Car ier télévision inc. », avec un capital divisé en 2,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 1,500 actions privilégiées de $20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5937-64

Roland Turgeon, technician, 927 Prieur, both of Domaine Bellerive, Jacques-Cartier, and Gaston Tessier, accountant, 131 Bienville St., Longueuil, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture, electrical appliances, decorative objects, knick-knacks and in other similar merchandise, under the name of "Jacques-Cartier télévision inc.", with a capital stock divided into 2,000 common shares of no nominal value and 1,500 preferred shares of $20 each.

The head office of the company will be at Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9584 5937-64

The Kinsman Club of the North Shore

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1964, constituant en corporation sans capital actions: Robert Harold Drummond, administrateur, 21, 16e rue, Roxboro, Peter Douglas McIntyre, ingénieur, 29, 15e rue, Roxboro, Leonard Stern administrateur, 10, chemin Belcourt, James Totten Fitzgerald, administrateur, 42, Appelgrove, Monty Dixon, Capreol, ingénieur, 132, rue Sandra, Stephen William Kostaniuk, auditeur, 52, Maple Circle, tous quatre de Dollard-des-Ormeaux, et Roland James Lutes, comptable agréé, 5043, rue Labrosse, Pierrefonds, pour les objets suivants:

Developper par le principe et l'exemple une citoyenneté plus intelligente, plus militante et plus serviable, sous le nom de « The Kinsman Club of the North Shore ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut détenir ou posséder est de $3,000,000.

Le siège social de la compagnie sera à Roxboro, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9584 5567-64

The Kinsman Club of the North Shore

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Robert Harold Drummond, executive, 21, 16th Street, Roxboro, Peter Douglas McIntyre, engineer, 29, 15th Street, Roxboro, Leonard Stern, executive, 10 Belcourt Road, James Totten Fitzgerald, executive, 42 Applegrove, Monty Dixon Capreol, engineer, 132 Sandra Street, Stephen William Kostaniuk, auditor, 52 Maple Circle, all four of Dollard-des-Ormeaux, and Roland James Lutes, chartered accountant, 5043 Labrosse Street, Pierrefonds, for the following purposes:

To develop by precept and example a more intelligent, aggressive and serviceable citizenship, under the name of "The Kinsmen Club of the North Shore".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may own or hold, is to be limited, is $3,000,000.

The head office of the corporation will be at Roxboro, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9584-o 5567-64

Lakeshore Radiator Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Max M. Teitelbaum, avocat, 2022, quartier St-Laurent, Maxwell Shenker, avocat, 2015, Drummond, Montréal, et Catherine Riley, secrétaire, épouse séparée de biens de Robert G. Ewart, 4639, Godard, Pierrefonds, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles, de leurs pièces et accessoires et agir comme garagistes, sous le nom de « Lakeshore Radiator Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chcune.

Le siège social de la compagnie sera 14358, boulevard Gouin, Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Lakeshore Radiator Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1964, have issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Max M. Teitelbaum, advocate, 2022 Ward, St-Laurent, Maxwell Shenker, advocate, 2015 Drummond, Montreal, and Catherine Riley, secretary, wife separate as to property of Robert G. Ewart, 4639 Godard, Pierrefonds, for the following purposes:

To deal in motor vehicles, their accessories and parts and to do business as garage-keepers, under the name of "Lakeshore Radiator Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 14358 Gouin Boulevard, Pierrefonds, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9584 5643-64

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9584-o 5643-64

Lareesa Discount Stores Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Solly Smolar, gérant, 780, Brunet, Esther Smolar, ménagère, épouse séparée de biens dudit Soly Smolar, 780, Brunet, et Ruth Drucker, ménagère, épouse séparée de biens de Carl Drucker, 865, Bertrand, tous trois de St-Laurent, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vestimentaires, sous le nom de « Lareesa Discount Stores Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9584 5783-64

Lareesa Discount Stores Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Solly Smolar, manager, 780 Brunet, Esther Smolar, housewife, wife separate as to property of the said Solly Smolar, 780 Brunet, and Ruth Drucker, housewife, wife separate as to property of Carl Drucker, 865 Bertrand, all three of St-Laurent, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "Lareesa Discount Stores Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9584-o 5783-64

Laurentien Ski-Doo Centre Inc.
Centre de ski-doo Laurentien inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Irving Shapiro, avocat, 4750, avenue Plamondon, Montréal, Marck Edmund Gordon, avocat et solliciteur, 36, avenue Roxboro, Westmount, et Carol Partridge, secrétaire, fille majeure, en pleine jouissance de tous ses droits, 3772, Maplewood, Montreal, pour les objets suivants:

Exploiter un magasin de ski et marchandises de sport, sous le nom de « Laurentian Ski-Doo Centre Inc.— Centre de ski-doo Laurentien inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9584 5798-64

Laurentien Ski-Doo Centre Inc.
Centre de ski-doo Laurentien inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irving Shapiro, advocate, 4750 Plamondon Avenue, Montreal, Mark Edmund Gordon, barrister and solicitor, 36 Roxboro Avenue, Westmount, and Carol Partridge, secretary, fille majeure in the full enjoyment of all her rights, 3772 Maplewood, Montreal, for the following purposes:

To operate a ski and sporting goods, shop, under the name of "Laurentian Ski-Doo Centre Inc.— Centre de ski-doo Laurentien inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 5,000 common shares of the par value of $1 each and 500 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9584-o 5798-64

Robert L. Laurier construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Rhéal Chevrier, avocat, 3874, de la Peltrie, Adrienne St-Hilaire, secrétaire, veuve, 6825, boulevard Pie IX, et Madeleine Normandeau, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 6020, Iberville, tous trois de Montréal. pour les objets suivants:

Robert L. Laurier construction inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rhéal Chevrier, advocate, 3874 de la Peltrie, Adrienne St-Hilaire, secretary, widow 6825 Pie IX Blvd., and Madeleine Normandeau, secretary, fille majeure, in use of her rights, 6020 Iberville, all three of Montreal, for the following purposes:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Robert L. Laurier construction inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5342-64

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Robert L. Laurier construction inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and into 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5342-64

Marcel Leclerc autos inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Marcel Leclerc, vendeur d'automobiles, 7980, Papineau, Bernard Leclerc, débosseur, 4382, Bélanger, est, et David Leclerc, gérant de magasin, 4382, Bélanger, est, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles usagées de tous genres, sous le nom de « Marcel Leclerc autos inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2891, rue Jarry, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5667-64

Marcel Leclerc autos inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Leclerc, automobile salesman, 7980 Papineau, Bernard Leclerc, auto-body repairman, 4382 Bélanger East, and David Leclerc, store manager, 4382 Bélanger East, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of used automobiles, under the name of "Marcel Leclerc autos inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 2891 Jarry St. East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5667-64

La Ligue de crosse du Québec ltée
Quebec Lacrosse League Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Adrien Légaré, épicier, 300, rue St-Jacques St-Pierre, Bernard Blanchard, instructeur, 7065, 11e Avenue, Montréal, David Lafleur, épicier, Caughnawaga, Louis Poliquin, marchand, Drummondville, Paul Crépeau, mécanicien d'outillage, 1004, rue Montcalm, St-Joseph-de-Sorel, Gaétan Chabot, avocat, 99, avenue du Chalet, St-Pierre, et Kevin Downs, avocat, 564, 90e Avenue, LaSalle, pour les objets suivants:

Organiser et réglementer le sport de crosse dans la province de Québec, sous le nom de « La Ligue de crosse du Québec ltée — Quebec Lacrosse League Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 35 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 365 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Pierre, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5789-64

La Ligue de crosse du Québec ltée
Quebec Lacrosse League Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Adrien Légaré, grocer, 300 St-James street, St-Pierre, Bernard Blanchard, teacher, 7065, 11th Avenue, Montreal, David Lafleur, grocer, Caughnawaga, Louis Poliquin, merchant, Drummondville, Paul Crépeau, tool mechanic, 1004, Montcalm St., St-Joseph-de-Sorel, Gaétan Chabot, advocate, 99, du Chalet Avenue, St-Pierre, and Kevin Downs, advocate, 564, 90th, Avenue, LaSalle, for the following purposes:

To organize and regulate the sport of Lacrosse in the Province of Quebec, under the name of "La Ligue de crosse du Québec ltée — Quebec Lacrosse League Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 35 common shares of a nominal value of $100 each and into 365 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at St-Pierre, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5789-64

Ligue des propriétaires de St-Henri-de-Mascouche, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Antonio Lépine, Valérien Corbeil, facteurs, et Donat Laroche, garagiste, tous trois de St-Henri-de-Mascouche, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts culturels et sociaux des membres de la corporation, sous le nom de « Ligue des propriétaires de St-Henri-de-Mascouche, inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $20,000.

Le siège social de la corporation sera 146, rue Ste-Marie, est, St-Henri-de-Mascouche, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5971-64

Ligue des propriétaires de St-Henri-de-Mascouche, inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Antonio Lépine, Valérien Corbeil, mailmen, and Donat Laroche, garageman, all three of St-Henri-de-Mascouche, for the following purposes:

To promote the cultural and social interests of the members of the corporation, under the name of "Ligue des propriétaires de St-Henri-de-Mascouche, inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $20,000.

The head office of the corporation will be at 146 Ste-Marie St. East, St-Henri-de-Mascouche, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5971-64

Location d'automobiles Jos Lahoud limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Jos. Lahoud, 570, chemin St-Louis, Québec, Jacques Lahoud, 1279, Place de Mérici, Québec, et Michel Lahoud, 1281, Place de Mérici, Québec, tous trois administratuurs, pour les objets suivants:

Faire la location d'automobiles de toutes sortes, sous le nom de « Location d'automobiles Jos Lahoud limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 87-65

Location d'automobiles Jos Lahoud limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Gouvernor of the Province of Quebec, incorporating: Jos. Lahoud, 570 St-Louis Road, Quebec, Jacques Lahoud, 1279 Place de Mérici, Quebec, and Michel Lahoud, 1281 Place de Mérici, Quebec, all three administrators, for the following purposes:

To carry on business rentint all kinds of automobiles, under the name of "Location d'automobiles Jos Lahoud limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 87-65

Loisirs Duchesnay inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnie de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Marie Pleau, Guy Bédard, ingénieurs forestiers, et Raymond Doré, garde-forestier, tous trois de Duchesnay, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de « Loisirs Duchesnay inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder corporation, est de $150,000.

Le siège social de la corporation sera à Duchesnay, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 6015-64

Loisirs Duchesnay inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Gouvernor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without shate capital: Jean-Marie Pleau, Guy Bédard, forestry engineers, and Raymond Doré forest ranger, all three of Duchesnay, for the following purposes:

To establish and direct a recreational center, under the name of "Loisirs Duchesnay inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $150,000.

The head office of the corporation will be at Duchesnay, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 6015-64

Les Loisirs Saint-Mathieu (Co. Laprairie) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Monette, journalier, Jean-Guy Robert, journalier, et Alcédor Poissant, agent d'assurance, tous trois de St-Mathieu, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Les Loisirs Saint-Mathieu (Co. Laprairie) inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Mathieu, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 140-65

Les Loisirs Saint-Mathieu (Co. Laprairie) inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Gérard Monette, labourer, Jean-Guy Robert, labourer, and Alcédor Poissant, insurance agent, all three of St-Mathieu, for the following purposes:

The organization of recreational centers, under the name of "Les Loisirs Saint-Mathieu (Co. Laprairie) inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at St-Mathieu, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 140-65

London Investments Ltd.
Les Placements London ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1965, constituant en corporation: André Quenneville, agent d'immeubles, 4459, rue Marquette, Pierre-Paul Paquin, comptable, et Francine Carrière, agent d'immeubles, épouse séparée de biens dudit Pierre-Paul Paquin, ces deux derniers de 12081, rue Marsan, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « London Investments Ltd. — Les Placements London ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4459, rue Marquette, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 4794-64

London Investments Ltd.
Les Placements London ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Quenneville, real estate agent, 4459 Marquette St., Pierre-Paul Paquin, accountant, and Francine Carrière, real estate agent, wife separate as to property of the said Pierre-Paul Paquin, the latter two of 12081 Marsan St., all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "London Investments Ltd. — Les Placements London ltée", with a total capital stock of $40,000, dividde into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 4459 Marquette St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 4794-64

Lotaparc inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1964, constituant en corporation: F.-Michel Gagnon, 3475, avenue Vendôme, Bertrand Lacombe, 3260, avenue Ridgewood, Jacques Loranger, 235, Kensington, tous trois de Montréal René Doucet 1 rue d'Artois, Préville, tous quatre avocats, et Pierrette Gougeon, secrétaire, fille majeure, 6080, 27e avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un certain immeuble, sous le nom de « Lotaparc inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5660-64

Lotaparc inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: F.-Michel Gagnon, 3475 Vendôme Ave., Bertrand Lacombe, 3260 Ridgewood Ave., Jacques Loranger, 235 Kensington, all three of Montreal, René Doucet, 1 d'Artois St., Préville, all four advocates, and Pierrette Gougeon, secretary, fille majeure, 6080, 27th Ave., Montreal, for the following purposes:

To operate a certain immoveable, under the name of "Lotaparc inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5660-64

Mademoiselle Charmante inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Peter Wolkove, comptable, 1255, carré Philips, Pierre Tremblay, avocat, 9050, boulevard St-Michel, et Mme Robert Desmarais, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Rogert Desmarais, 6979, boulevard L'Assomption, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de marchands et manufacturiers de marchandises sèches, de fourreurs, marchands de vêtements et bonnetiers, sous le nom de « Mademoiselle Charmante inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1255, carré Phillips, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 5766-64

Mademoiselle Charmante inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Peter Wolkove, accountant, 1255 Phillips Square, Pierre Tremblay, attorney at law, 9050 St-Michel Boulevard, and Mrs. Robert Desmarais, secretary, wife contractually separate as to property of Robert Desmarais, 6979 L'Assomption Boulevard, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dry goods merchants and manufacturers, furriers, clothiers and hosiers, under the name of "Mademoiselle Charmante inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1255 Phillips Square, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 5766-64

Magasin Deslandes inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1965, constituant en corporation: René Aubé, gérant de magasin, 285, Des Bouleaux, ouest, app. 3, Québec, Gérard Marquis, représentant, Isle-Verte, et Denys Aubé, avocat, 770, Chanoine-Scott, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles et marchandises généralement vendus dans un magasin à rayons, sous le nom de « Magasin Deslandes inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 164, Lafontaine, Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 167-65

Magasin Deslandes inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: René Aubé, store manager, 285 Des Bouleaux, West, apt. 3, Quebec, Gérard Marquis, representative, Isle-Verte, and Denys Aubé, advocate, 770 Chanoine-Scott, Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on a business dealing in articles and merchandise generally sold in a department store, under the name of "Magasin Deslandes inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 3,000 common shares of $10 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 164 Lafontaine, Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 167-65

Mailhot hydraulique inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Louis Laporte, avocat, 3, St-Charles-Borromée, Joliette, Denise Dumulong, secrétaire, fille majeure, 200, St-Marc, Joliette, et Claude Laporte, électronicien, 323, Manseau, Joliette, pour les objets suivants:

Faire le commerce et l'entretien de tous appareils ou machines à fonctionnement par pouvoir hydraulique, sous le nom de « Mailhot hydraulique inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Mailhot hydraulique inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Laporte, advocate, 3 St-Charles-Borromée, Joliette, Denise Dumulong, secretary, fille majeure, 200, St-Marc, Joliette, and Claude Laporte, electronician, 323, Manseau, Joliette, for the following purposes:

To carry on a business and deal in the maintenance of all apparatus or machines which work through hydraulic power, under the name of "Mailhot hydraulique inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jacques, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5351-64

The head office of the company will be at St-Jacques, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9584 5351-64

Marché Barré inc.
Barré Market Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Georges-Édouard Laurin, avocat, 825, boulevard Laurentien, Pierre Laurin, industriel, 1845, de l'Église, tous deux de St-Laurent, et J.-Pierre Dubé, notaire, 5303, Gatineau, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers et bouchers, sous le nom de « Marché Barré inc.— Barré Market Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1190, rue Barré, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 19-65

Marché Barré inc.
Barré Market Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Georges-Édouard Laurin, advocate, 825 Laurentien Blvd., Pierre Laurin, industrialist, 1845 de l'Église, both of St-Laurent, and J.-Pierre Dubé, notary, 5303 Gatineau, Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing as grocers and butchers, under the name of "Marché Barré inc.— Barré Market Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1190 Barré St., St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9584 19-65

Market Warehousing Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Louis H. Rohrlick, C.R., 4300, avenue Western, Westmount, Benjamin J. Greenberg, 4211, Grand Boulevard, Montréal, tous deux avocats, et Joan E. Stephens, secrétaire, célibataire, fille majeure, 500, quarantième avenue, Lachine, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'entreposage, frigorifique, sous le nom de « Market Warehousing Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 9,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9584 5965-64

Market Warehousing Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis H. Rohrlick, Q.C., 4300 Western Avenue, Westmount, Benjamin J. Greenberg, 4211 Grand Boulevard, Montreal, both advocates, and Joan E. Stephens, secretary, spinster of the full age of majority, 500 Fortieth Avenue, Lachine, for the following purposes:

To carry on the business of cold storage warehouseman, under the name of "Market Warehousing Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of a par velue of $1 each and 9,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9584-o 5965-64

Marvel Knitting Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Abraham Shuster, 5710, avenue Wolseley, Eric Heldfield, 5609, avenue Melling, tous deux avocats, et Lawrence Glazer, étudiant, 7920, Kingsley, tous trois de Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Marvel Knitting Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Abraham Shuster, 5710 Wolseley Avenue, Eric Helfield, 5609 Melling Avenue, both advocates, and Lawrence Glazer, student, 7920 Kingsley, all three of Côte-St-Luc, for the following purposes:

Faire le commerce de tricots textiles et de toutes sortes de produits et sous-produits du textiles, sous le nom de « Marvel Knitting Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 5797-64

To deal in knitwear textiles, textile products and by products of all kinds, under the name of "Marvel Knitting Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 5797-64

Mascot News Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Harry Aronovitch, C.R., 5623, avenue Randall, Arthur I. Bronstein, 5703, avenue Eldridge, tous deux de Côte-St-Luc, et Robert S. Litvack, 5217, avenue Ponsard, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'imprimeurs généraux, éditeurs, éditeurs de journaux, lithographes, graveurs, relieurs, libraires, fondeurs de caractères, et agents de publicité, sous le nom de « Mascot News Company Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3508, rue Albert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 5867-64

Mascot News Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Harry Aronovitch, Q.C., 5623 Randall Avenue, Arthur I. Bronstein, 5703 Eldridge Avenue, both of Côte-St-Luc, and Robert S. Litvack, 5217 Ponsard Avenue, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of general printers, publishers, news-paper publishers, lithographers, engravers, bookbinders, booksellers, type founders and advertising agents, under the name of "Mascot News Company Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 3508 Albert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 5867-64

Matériaux de construction Saguenay ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Ghislain Desbiens, camionneur, Valeda Bittner, secrétaire, tous deux d'Alma, et Gaston Bergeron, gérant, St-Bruno, pour les objets suivants

Faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de « Matériaux de construction Saguenay ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Alma, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 227-65

Matériaux de construction Saguenay ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Gouvernor of the Province of Quebec, incorporating: Ghislain Desbiens, trucker, Valeda Bittner, secretary, both of Alma, and Gaston Bergeron, manager, St-Bruno, for the following purposes:

To carry on business dealing in construction materials, under the name of "Matériaux de construction Saguenay ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common snares of $10 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Alma, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 227-65

Matériaux préfabriqués Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

Matériaux préfabriqués Québec inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1965,

province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Ghislain Desbiens, camionneur, Valeda Bittner, secrétaire, tous deux d'Alma, et Gaston Bergeron, gérant, St-Bruno, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de portes, fenêtres et autres ouvertures, sous le nom de « Matériaux préfabriqués Québec inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Alma, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 226-65

have been issued by the Lieutenant-Gouvernor of the Province of Quebec, incorporating: Ghislain Desbiens, trucker, Valeda Bittner, secretary, both of Alma, and Gaston Bergeron, manager, St-Bruno, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of doors, windows and other openings, under the name of "Matériaux préfabriqués Québec inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and into 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Alma, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 226-65

Maydeck Travel Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Leonard Liverman, Israel H. Kaufman, tous deux avocats, et Annie McNamee, secrétaire, célibataire, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une agence de billets et d'un bureau de voyage, sous le nom de « Maydeck Travel Service Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 4853-64

Maydeck Travel Service Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Leonard Liverman, Israel H. Kaufman, both advocates, and Annie McNamee, secretary, spinster, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a general ticket agency and travel bureau, under the name of "Maydeck Travel Service Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of the par value of $100 each and 300 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 4853-64

Mercerie Paul-Aimé ltée
Paul-Aimé Menswear Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Luc Geoffroy, avocat, 821, boulevard Briand, Chambly, Jeannette Brodeur, secrétaire, 3450, rue Durocher, app. 31, et Denyse Cadieux, réceptionniste, 410, rue Prieur, est, ces deux dernières filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements, d'articles et accessoires, sous le nom de « Mercerie Paul-Aimé ltée — Paul-Aimé Menswear Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 121, rue Dupont, Marieville, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5875-64

Mercerie Paul-Aimé ltée
Paul-Aimé Menswear Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Luc Geoffroy, advocate, 821, Briand Blvd., Chambly, Jeannette Brodeur, secretary, 3450 Durocher St., Apt. 31, and Denyse Cadieux, receptionist, 410 Prieur St. East, the latter two filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in clothing, articles and accessories, under the name of "Mercerie Paul-Aimé ltée — Paul-Aimé Menswear Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at 121 Dupont St., Marieville, judicial district of St-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5875-64

Métal Fongil inc.
Fongil Metal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Gilles Fontaine, vendeur, Pierrette Babineau, vendeuse, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gilles Fontaine, tous deux de 290, rue Roy, LeMoyne, et Claude Gagnon, comptable, 5985, 24e avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de métaux, sous le nom de « Métal Fongil inc.— Fongil Metal Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 360 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 290, rue Roy, LeMoyne, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de janvier 1965.

Le Sous secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 o 5980 64

Métal Fongil inc.
Fongil Metal Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilles Fontaine, salesman, Pierrette Babineau, saleslady, wife contractually separate as to property of the said Gilles Fontaine, both of 290 Roy street, LeMoyne, and Claude Gagnon, accountant, 5985, 24th Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in metals, under the name of "Métal Fongil inc.— Fongil Metal Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of $10 each and 360 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at 290 Roy, street, LeMoyne, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5980-64

Metro Handbags Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Abe Schickler, marchand, Etta Reisler, ménagère, épouse séparée de biens dudit Abe Schickler, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 4829, avenue Plamondon, Kurt Schlimper, marchand, et Anna Schickler, ménagère, épouse séparée de biens dudit Kurt Schlimper, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, ces deux derniers de 11445, Joseph-Casavant, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vestimentaires, sous le nom de « Metro Handbags Company », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 5802-64

Metro Handbags Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Abe Schickler, merchant, Etta Reisler, housewife, wife separate as to property of the said Abe Schickler, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 4829 Plamondon Avenue, Kurt Schlimper, merchant, and Anna Schickler, housewife, wife separate as to property of the said Kurt Schlimper, and duly authorized by him for the purpose of these presents, the latter two of 11445 Joseph-Casavant, all four of Montreal, for the following purposes:

To deal in articles of clothing, under the name of "Metro Handbags Company", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 5802-64

Metro Linen Supply Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Sarah Shugar, ménagère, veuve non-remariée de Joe Shugar, 4635, rue Carlton, Celia Scheffer, ménagère, épouse séparée de biens de Walter Scheffer, 6525, avenue Wilderton, app. 901, Abe Green, administrateur, 4846, rue Sherbrooke, ouest, tous trois de Montréal, et Phyllis Pins, ménagère, épouse séparée de biens de Myer Pins, 235, avenue Metcalfe, app. 507, Westmount, pour les objets suivants:

Metro Linen Supply Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Gouvernor of the Province of Quebec, incorporating: Sarah Shugar, housewife, unremarried widow of Joe Shugar, 4635 Carlton Street, Celis Scheffer, housewife, wife separate as to property of Walter Scheffer, 6525 Wilderton Avenue, Apt. 901, Abe Green, executive, 4846 Sherbrooke Street West, all three of Montreal, and Phyllis Pins, housewife, wife separate as to property of Mayer Pins, 235 Metcalfe Avenue, Apt. 507, Westmount, for the following purposes:

Exercer un commerce de fournisseur de couvre-tout, tabliers, serviettes, et toiles sur une base de location et celui d'une buanderie générale, sous le non de « Metro Linen Supply Inc. », avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 5769-64

To carry on the business of a supplier of coats, aprons, towels and linens on a rental basis and the business of a general laundry, under the name of "Metro Linen Supply Inc.", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 5769-64

Mille autos inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Marcel Leclerc, vendeur d'automobiles, 7980, Papineau, Montréal, Robert Bombenon, administrateur, 490 Green, St-Laurent, et Claude Demers, administrateur, 1823, Charles, Laflèche, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles usagées, sous le nom de « Mille autos inc. », avec un captital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacine.

Le siège social de la compagnie sera 2891, rue Jarry, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5668-64

Mille autos inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Gouvernor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Leclerc, automobile salesman, 7980 Papineau, Montreal, Robert Bombenon, administrator, 490 Green, St-Lambert, and Claude Demers, administrator, 1823 Charles, Laflèche, for the following purposes:

To carry on business dealing in used cars, under the name of "Mille autos inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 2891 Jarry St. East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5668-64

J. A. Victorin Milot inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1964, constituant en corporation: René Montreuil, comptable agréé, 2010, des Chenaux, Pierre Garceau, avocat, 2365, Nicolas Perrot, tous deux de Trois-Rivières, et Jocelyne Baribeau, secrétaire, fille majeure 110, rue Beauchemin, Cap-de la Madeleine, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « J. A. Victorin Milot inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 33A, rue Rocheleau, Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5707-64

J. A. Victorin Milot inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, incorporating: René Montreuil, chartered accountant, 2010 des Chenaux, Pierre Garceau, advocate, 2365 Nicolas-Perrot, both of Trois Rivières, and Jocelyne Baribeau, secretary, fille majeure, 110 Beauchemin St., Cap-de la-Madeleine, for the following purposes:

To carry on business and industry dealing in lumber, under the name of "J. A. Victorin Milot inc." with a total capital stock of $40,000 divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 33A Rocheleau St., Capde la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5707-64

Miss Côte des Neiges Restaurant Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenaut gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de décembre 1964, constituant en corporation: John Zahakos, restaurateur, Pota Katsoulis, restaurateur, épouse séparée de biens dudit John Zahakos, tous deux de 6982, Stuart,

Miss Côte des Neiges Restaurant Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John Zahakos, restaurateur, Pota Katsoulis, restaurator, wife separate as to property of the said John Zahakos, both of 6982 Stuart, Montreal.

Montréal, et Peter Charos, restaurateur, 7040, Querbes, app. 1, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Miss Côte des Neiges Restaurant Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5940, Côte des-Neiges, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 6009-64

Paul-E. Moisan inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Paul E. Moisan, horloger-bijoutier, Alexandra Bernier, ménagère, épouse commune en biens dudit Paul E. Moisan, tous deux de 7575, avenue Rolland, Charlesgourg, et Adrien Grenon, comptable, 600, 22e rue, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme bijoutiers, sous le nom de « Paul-E. Moisan inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 545, rue St-Joseph, est, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 6012-64

Monart (1964) Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Moses Rosenstone, administrateur, 812, Upper Belmont, Westmount, Arthur Rudnikoff, administrateur, 38, Sunnyside, Westmount, Samuel Lyon Caplan, notaire public, 3738, Le Boulevard, Westmount, et Nathaniel Leonard Rappaport, avocat, et Conseil en Loi de la Reine, 3050, chemin St-Sulpice, Montréal, pour les objets suivants:

Eutreprendre les activités et les affaires de gestion, opération, location et administration de terrains et édifices, sous le nom de « Monart (1964) Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2155, rue Guy, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 5897-64

and Peter Charos, restaurateur, 7040 Querbes, Apt. 1, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of restaurators, under the name of "Miss Côte des Neiges Restaurant Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 5940 Côte-des-Neiges, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 o 6009-64

Paul-E. Moisan inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul E. Moisan, watch-maker-jeweller, Alexandra Bernier, housewife, wife common as to property of the said Paul E. Moisan, both of 7575 Rolland Ave., Charlesbourg, and Adrien Grenon, accountant, 600, 22nd St., Quebec, for the following purposes:

To carry on business as jewellers, under the name of "Paul-E. Moisan inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 545 St. Joseph St. East, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 6012-64

Monart (1964) Corporation

Notice is hereby given thar under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Moses Rosenstone, executive, 812 Upper Belmont, Westmount, Arthur Rudnikoff, executive, 38 Sunnyside, Westmount, Samuel Lyon Caplan, notary public, 3738 The Boulevard, Westmount, and Nathaniel Leonard Rappaport, advocate and Queen's Counsel, 3050 St-Sulpice Road, Montreal, for the following purposes:

To engage in the management, operation, leasing and administration of lands and buildings, under the name of "Monart (1964) Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 39,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 2155 Guy Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 5897-64

Montage Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour d'octobre 1964, constituant en corporation: Maurice Girouard, secrétaire, Montée des Trente, Beloeil, Raymonde Séguin, secrétaire, célibataire, 5363A, rue De Lorimier, Montréal, et Maurice Johnson, avocat, 702, chemin Canora, Mont Royal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de manufacturiers et vendeurs de toutes sortes de couvre-planchers, sous le nom de « Montagne Québec inc. », avec un capital-actions divisé en 6,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 10,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 4813-64

Montage Québec inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of October, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Girouard, secretary, Montée des Trente, Beloeil, Raymonde Séguin, secretary, spinster, 5363A De Lorimier street, Montreal, and Maurice Johnson, lawyer, 702 Canora Road, Mount Royal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers of and dealers in floor coverings of all kinds, under the name of "Montage Québec inc.", with a capital stock divided into 6,000 common shares of no par value and 10,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 4813-64

Montpetit draperies inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Bernard Montpetit, vendeur, 2345, Étienne Parent, Montréal, Claude Simard, avocat, 822, rue Sherbrooke, est, Montréal, Andrée De Serres, industrielle, veuve de Bernard De Serres, 11220, rue Pasteur, Montréal, et Cécile Montpetit, ménagère, épouse séparée de biens de Horace Alexandre Montpetit, 2345, rue Étienne-Parent, Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Montpetit draperies inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2345, Étienne Parent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5266-64

Montpetit draperies inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernard Montpetit, salesman, 2345 Étienne Parent, Montreal, Claude Simard, advocate, 822 Sherbrooke street, east, Montreal, Andrée De Serres, industrialist, widow of Bernard De Serres, 11220 Pasteur street, Montreal, and Cécile Montpetit, housekeeper, wife separate as to property of Horace Alexandre Montpetit, 2345 Étienne-Parent street, Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Montpetit draperies inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company will be at 2345 Étienne Parent, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5266-64

The Montreal Stage Company

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Anthony J. Patterson, journaliste, 2507, avenue Montclair, Montréal, Dino Narizzano, acteur-directeur, 611, 6e Rue est, New York, États Unis d'Amérique, Elizabeth Rusher, écrivain, 507, 44e Avenue, Lachine, Peter Desbarats, journaliste, 3417, avenue Vendôme, Montréal, et John Brierley, professeur de loi, 9, Redpath Row, Montréal, pour les objets suivants:

Former et maintenir une troupe d'acteur, sous le nom de « The Montreal Stage Company ».

The Montreal Stage Company

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Anthony J. Patterson, journalist, 2507 Montclair Avenue, Montreal, Dino Narizzano, actor-director, 611, 6th Street East, New York, United States of America, Elizabeth Rusher, author, 507, 44th Avenue, Lachine, Peter Desbarats, journalist, 3417 Vendôme Avenue, Montreal, and John Brierley, professor of law, 9 Redpath Row, Montreal, for the following purposes:

To form and maintain a theatrical company, under the name of "The Montreal Stage Company".

La valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder ou acquérir est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera 2507, avenue Montclair, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 55-65

Multi investissements ltée
Multi Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Robert-Jacques Lafleur, avocat, 5626, Pinedale, Côte-St-Luc, Yvette Martel, secrétaire, célibataire, 3375, Maplewood, app. 302, et Victor Breton, comptable, 8511, Waverley, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger, gérer et administrer un commerce de courtage et de placements financiers, sous le nom de « Multi investissements ltée — Multi Investments Ltd. », avec un capital divisé en 5,000 actions classe « A » sans valeur nominale et en 15,000 actions classe « B » sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5205-64

Musée historique de l'électricité
Electrical Historical Museum

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Gaston LaBadie, technicien, Eva Moody, ménagère, épouse séparée de biens dudit Gaston LaBadie, tous deux de 257, Guilbault, Longueuil, Raymond LaBadie, adjoint technicien, et Gervaise Roy, ménagère, épouse séparée de biens dudit Raymond LaBadie, ces deux derniers de 125, Pierre-Boucher, Boucherville, pourl es objets suivants:

Projetter un centre d'orientation pour la jeunesse dans lequel ils puiseront les connaissances sur l'évolution de l'électricité, sous le nom de « Musée historique de l'électricité — Electrical Historical Museum ».

Le montant auquel sont limités les bieus immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera 257, Guilbault, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5356-64

National Cable T.V. Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

The value of the immoveable property which the corporation may own or hold is $100,000.

The head office of the corporation will be at 2507 Montclair Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 55-65

Multi investissements ltée
Multi Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert-Jacques Lafleur, advocate, 5626 Pinedale, Côte-St-Luc, Yvette Martel, secretary, spinster, 3375 Maplewood, apt. 302, and Victor Breton, accountant, 8511 Waverley, the two latter of Montreal, for the following purposes:

To deal with, manage and administer a brokerage and financial investment business, under the name of "Multi investissements ltée — Multi Investments Ltd. », with a capital stock divided into 5,000 class "A" shares of no nominal value and 15,000 class "B" shares of no nominal value.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5205-64

Musée historique de l'électricité
Electrical Historical Museum

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Gaston LaBadie, technician, Eva Moody, housewife, wife separate as to property of the said Gaston LaBadie, both of 257 Guilbault, Longueuil, Raymond LaBadie, joint technician, and Gervaise Roy, housewife, wife separate as to property of the said Raymond LaBadie, the two latter of 125 Pierre-Boucher, Boucherville, for the following purposes:

To plan and orientation center for youth in which they will derive knowledge on the evolution of electricity, under the name of "Musée historique de l'électricité — Electrical Historical Museum".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at 257 Guilbault, Longueuil, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5356-64

National Cable T.V. Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1964,

province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Dominique Leone, Alberto Leone et Gaspare Leone, marchands, 8062, Cratier, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machinerie électrique, appareils, dispositifs et accessoires de toutes sortes, sous le nom de « National Cable T.V. Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3731, Dickens, St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 6002-64

Nettoyeurs L. M. ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Lucien Têtu, industriel, Marcelle Gagnon, ménagère, épouse séparée de biens dudit Lucien Têtu, tous deux de 318, boulevard St-Joseph, et Joseph Têtu, rentier, boulevard St-Joseph, tous trois de Roberval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme nettoyeurs, sous le nom de « Nettoyeurs L. M. ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5878-64

New Quebec Iron Ore Company Limited
(No Personal Liability)

La Compagnie de minerai de fer du Nouveau Québec limitée
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Georges Dubé, avocat, 16, rue Laval, Roger Vallières, étudiant, 2773, De Montarville, et Hélène Barrette, réceptionniste, célibataire, 914, Casot, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de compagnie de mine, sous le nom de « New Quebec Iron Ore Company Limited » (No Personal Liability) — « La Compagnie de minerai de fer du Nouveau Québec limitée » (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions de $1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera 404, rue Notre-Dame ouest, chambre 200, Montréal, district judiciaire de Montréal.

have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Dominique Leone, Alberto Leone and Gaspare Leone merchants, of 8062 Cartier, Montreal, for the following purposes:

To deal in electric machinery, apparatus, appliances or supplies of all kinds, under the name of "National Cable T.V. Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of the par value of $100 each and 300 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at 3731 Dickens, St-Michel, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 6002-64

Nettoyeurs L. M. ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of Janury, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lucien Têtu, industrialist, Marcelle Gagnon, housewife, wife separate as to property of the said Lucien Têtu, both of 318 St-Joseph Boulevard, and Joseph Têtu, annuitant, St-Joseph Boulevard, all three of Roberval, for the following purposes:

To carry on business as cleaners, under the name of "Nettoyeurs L. M. ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5878-64

New Quebec Iron Ore Company Limited
(No Personal Liability)

La Compagnie de minerai de fer du Nouveau Québec limitée
(Libre de responsabilité personnelle)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Georges Dubé, advocate, 16 Laval street, Roger Vallières, student, 2773 De Montarville, and Hélène Barrette, receptionist, spinster, 914 Casot, all three of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of a mining company, under the name of "New Quebec Iron Ore Company Limited" (No Personal Liability) — "La Compagnie de minerai de fer du Nouveau Québec limitée" (Libre de responsabilité personnelle), with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 shares of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsiblity in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at 404 Notre-Dame street west, room 200, Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 5750-64

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 5750-64

Notre-Dame Auto Repairs Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Bernardin Blanchet, 180, de Bernières, Jules Blanchet, 890, Bégin, tous deux avocats, de Québec, et Fleur-Reine Durand, secrétaire, fille majeure, 2379, avenue Royale, Courville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Notre-Dame Auto Repairs Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2358, rue Notre-Dame, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5540-64

Notre-Dame Auto Repairs Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Gouvernor of the Province of Quebec, incorporating: Bernardin Blanchet, 180 de Bernières, Jules Blanchet, 890 Bégin, both advocates, of Quebec, and Fleur-Reine Durand, secretary, fille majeure, 2379 Royale Ave., Courville, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, their accessories and parts, and to act as garagemen, under the name of "Notre-Dame Auto Repairs Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 2358 Notre-Dame St. West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5540-64

Oka-Mount Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1964, autorisant la fusion de la compagnie « Mount Royal Building Company Limited » et la compagnie « Oak-Ridge Estates Limited », toutes deux constituées en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes respectivement en date du 21 janvier 1937 et du 4 avril 1950, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de constructeurs et entrepreneurs généraux, sous le nom de « Oka Mount Limited », avec un capital-actions divisé en 2,000 actions sans valeur nominale ou au pair.

Le nom de la nouvelle compagnie est: « Oka-Mount Limited ».

Le siège social de la compagnie sera 940, Lakeshore Drive, Dorval, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 6011-64 — 1254/69

Oka-Mount Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Gouvernor of the Province of Quebec, authorizing the amalgamation of "Mount Royal Building Company Limited" and "Oak-Ridge Estates Limited", both incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated, respectively, January 21, 1937, and April 4, 1950, for the following purposes:

To carry on the business of general builders and contractors, under the name of "Oka-Mount Limited", with a capital stock divided into 2,000 shares without nominal or par value.

The name of the new company is: "Oka-Mount Limited".

The head office of the new company is at 940 Lakeshore Drive, Dorval, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 6011-64 — 1254-69

O.T.J. St-Denis sur Richelieu inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Robert Labossière, épicier-boucher, Camille Desrosiers, mécanicien, et Normand Huard, secrétaire, comptable, tous trois de St-Denis, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de « O.T.J. St-Denis sur Richelieu inc. ».

O.T.J. St-Denis sur Richelieu inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Robert Labossière, grocer-butcher, Camille Desrosiers, mechanic, and Normand Huard, secretary, accountant, all three of St-Denis, for the following purposes:

To establish and direct a recreational center, under the name of "O.T.J. St-Denis sur Richelieu inc.".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Denis, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 62-65

Les Ouvertures modernes inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1965, constituant en corporation: André Verrette, industriel, 480, 5e Rue, Cap-de-la-Madeleine, Yves Milette, comptable agréé, 931, Bon Air, Québec, et Guy Laroche, comptable agréé, 4050, Papineau, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Les Ouvertures modernes inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5979-64

Peintres décorateurs Dorion ltée
Dorion Painters and Decorators Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Jean-Baptiste Lamarre, 59, rue de l'Église, Dorion, Pierre-André Lamarre, 2, rue St-Michel, Vaudreuil, tous deux notaires, et Annette Dandurand, secrétaire, fille majeure, 136, rue Galt, Dorion, pour les objets suivants:

Faire affaires comme peintres et décorateurs, sous le nom de « Peintres décorateurs Dorion ltée — Dorion Painters and Decorators Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dorion, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5970-64

Pépinière Abbotsford inc.
Abbotsford Nursery Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Jean-Claude Paquette, pépiniériste, Carmen Ducharme, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Claude Paquette, et Albert Paquette, commerçant, tous trois de St-Paul-d'Abbotsford, pour les objets suivants:

The amount to which the value of the immobeable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at St-Denis, judicial district of St. Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 62-65

Les Ouvertures modernes inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Verrette, industrialist, 480, 5th Street, Cap-de-la-Madeleine, Yves Milette, chartered accountant, 931 Bon Air, Quebec, and Guy Laroche, chartered accountant, 4050 Papineau, Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business and industry dealing in lumber, under the name of "Les Ouvertures modernes inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each and into 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5979-64

Peintres décorateurs Dorion ltée
Dorion Painters and Decorators Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Baptiste Lamarre, 59 de l'Église street, Dorion, Pierre-André Lamarre, 2 St-Michel street, Vaudreuil, both notaries, and Annette Dandurand, secretary, fille majeure, 136 Galt street, Dorion, for the following purposes:

To carry on business as painters and decorators, under the name of "Peintres décorateurs Dorion ltée — Dorion Painters and Decorators Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 20,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Dorion, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5970-64

Pépinière Abbotsford inc.
Abbotsford Nursery Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Claude Paquette, nurseryman, Carmen Ducharme, housekeeper, wife contractually separate as to property of the said Jean-Claude Paquette, and Albert Paquette, tradesman, all three of St-Paul-d'Abbotsford, for the following purposes:

Faire affaires comme fleuristes, pépiniéristes et cultivateurs de graines, sous le nom de « Pépinière Abbotsford inc.— Abbotsford Nursery Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Paul-d'Abbotsford, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 228-65

To carry on business as florists, nurserymen and seed cultivators, under the name of "Pépinière Abbotsford inc.— Abbotsford Nursery Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at St-Paul-Abbotsford, judicial district of St-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 228-65

Perry Personnel Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Irving Shapiro, avocat, 4750, avenue Plamondon, Montréal, Mark Edmund Gordon, avocat et solliciteur, 36, avenue Roxboro, Westmount, et Carol Partridge, secrétaire, célibataire, en pleine jouissance de tous ses droits 3772, avenue Maplewood, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce comme agents aux fins de procurer du personnel, sous le nom de « Perry Personnel Limited », avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 5931-64

Perry Personnel Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irving Shapiro, advocate, 4750 Plamondon Avenue, Montreal, Mark Edmund Gordon, barrister and solicitor, 36 Roxboro Avenue, Westmount, and Carol Partridge, secretary, spinster in the full enjoyment of all her rights, 3772 Maplewood Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of agents for the provision of personnel, under the name of "Perry Personnel Limited", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 4,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 5931-64

Piston Poppers Car Club

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Thomas J. Logie, colleur de câbles, 6401, Joseph-Renaud, Anjou, George Dodd, inspecteur de ciment, 131, huitième avenue, LaSalle, Aurèle Collette, ajusteur, 347, huitième avenue, LaSalle, et Edward Peel, comptable, 2052, avenue Trenholme, Montréal, pour les objets suivants:

Stimuler la courtoisie et le sens de la sécurité dans la conduite de véhicules, parmi les membres de la corporation, sous le nom de « Piston Poppers Car Club ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder et détenir est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera 6401, Joseph-Renaud, Anjou, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 4337-64

Piston Poppers Car Club

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Thomas J. Logie, cable-splicer, 6401 Joseph-Renaud, Anjou George Dodd, ciment inspector, 131 Eighth Avenue, LaSalle, Aurèle Colette, adjustor, 347 Eighth Avenue, LaSalle, and Edward Peel, accountant, 2052 Trenholme Avenue, Montreal, for the following purposes:

To promote among its members the courtesy and safety in driving cars, under the name of "Piston Poppers Car Club".

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation, is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at 6401 Joseph-Renaud, Anjou, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 4337-64

Placements Pierrefonds (1964) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Placements Pierrefonds (1964) inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Maurice Martel, C.R., avocat, 1301, St-Viateur, ouest, Outremont, Gertrude Bourdeau, fille majeure, 1430, St-Marc, et Marguerite Bissonnette, épouse séparée de biens de René Villeneuve, 6263, Mazarin, ces deux dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Placements Pierrefonds (1964) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5894-64

bearing date the 22nd day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Martel, Q.C., advocate, 1301 St-Viateur, West, Outremont, Gertrude Bourdeau, fille majeure, 1430 St-Marc, and Marguerite Bissonnette, wife separate as to property of René Villeneuve, 6263 Mazarin, the latter two secretaries, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Placements Pierrefonds (1964) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and into 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Pierrefonds, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5894-64

Planitek inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1964, constituant en corporation: André Gagnon, 1335, Pelletier, Claude Gagnon, 1121, Ploermel, et Gilles de Billy, 1090, Moncton, tous trois avocats et conseillers en loi de la Reine, de Québec, pour les objets suivants:

Agir comme conseillers en administration d'entreprises, en planification, en aménagement et en développement, sous le nom de « Planitek inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 800 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 32-65

Planitek inc.

Notice is hereby given that under PART I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Gagnon, 1335 Pelletier, Claude Gagnon, 1121 Ploermel, and Gilles de Billy, 1090 Moncton, all three advocates, and Queen's Counsel, of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as advisers in the administration of enterprises, in planning, setting up and development, under the name of "Planitek inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of $1 each and 800 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 32-65

Plastifoam Mfg. Sales Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Reginald D. Tormey, avocat, 8715 De Grosbois, Montréal, Réjean-R. Lefrançois, avocat, 763, Querbes, Outremont, et Line Beaudoin, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, 330, Brixton, St-Lambert, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Plastifoam Mfg. Sales Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 9,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5952-64

Plastifoam Mfg. Sales Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Reginald D. Tormey, advocate, 8715 De Grosbois, Montreal, Réjan-R. Lefrançois, advocate, 763 Querbes, Outremont, and Line Beaudoin, secretary, fille majeure, and in use of her rights, 330 Brixton, St. Lambert, for the following purposes:

To carry on business dealing in all products, articles and merchandise, under the name of "Plastifoam Mfg. Sales Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each and into 9,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5952-64

Pont-Viau Machine Shop Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Marc Beaudoin, 2603, rue Beaubien, est, Philippe Séguin, 2033, Jean-Talon, tous deux avocats, de Montréal, et Georges Tassé, courtier, 1665, De Bienville, St-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de tous genres de machinerie industrielle et de pièces de machinerie, sous le nom de « Pont-Viau Machine Shop Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pont-Viau, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 107-65

Pont-Viau Machine Shop Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marc Beaudoin, 2603 Beaubien, east, Philippe Séguin, 2033 Jean-Talon, both advocates, of Montreal, and Georges Tassé, broker, 1665 De Bienville, St-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To carry on a business and manufacturing all kinds of industrial machinery, under the name of "Pont-Viau Machine Shop Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Pont-Viau, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 107-65

Port Cartier Recreation Association
L'Association des loisirs de Port Cartier

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de novembre 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Lloyd J. Severson, Donald J. Stalker, Warren D. Jensen, David F. Tuthill, Raymond L. Boudreau, Louis F. Dufresne, Gerald S. Peniston, administrateurs, Kevin Kennedy, caissier, Paul J. Bourassa, gérant de ville, Gerald A. McCann, gérant de banque, Albert T. Gilmore, coordonnateur de divertissements, Robert A. Dagenais, instructeur surveillant, Joseph E. Coghlan, directeur du prix de revient, Peter V. Dawson, coordonnateur en relations de travail, George Allen, contremaître, Raymond Lemay, propriétaire, Denis A. Davignon, représentant d'achats, Bertrand Verreault, directeur des salaires, André McKinnon, préposé aux réparations et Dollard M. Lachance, ingénieur électricien, tous les vingt de Port Cartier, pour les objets suivants:

Établir, entretenir et diriger des activités sociales et culturelles des sports et jeux athlétiques de toutes sortes et de tous genres, sous le nom de « Port Cartier Recreation Association — L'Association des loisirs de Port Cartier ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut détenir ou posséder est de $2,500,000.

Le siège social de la corporation sera à Port-Cartier, district judiciaire de Hauterive.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de novembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 5282-64

Port Cartier Recreation Association
L'Association des loisirs de Port Cartier

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of November, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Lloyd J. Severson, Donald J. Stalker, Warren D. Jensen, David F. Tuthill, Raymond L. Boudreau, Louis F. Dufresne, Gerald S. Peniston, administrators, Kevin Kennedy, cashier, Paul J. Bourassa, town manager, Gerald A. McCann, bank manager, Albert T. Gilmore, recreation coordinator, Robert A. Dagenais, training supervisor, Joseph E. Coghlan, cost supervisor, Peter V. Dawson, labor relations coordinator, George Allen, foreman, Raymond Lemay, proprietor, Denis A. Davignon, purchasing representative, Bertrand Verreault, supervisor payroll, André McKinnon, repairman, and Dollard M. Lachance, electrical engineer, all twenty of Port-Cartier, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct social and cultural activities, sports and athletics of all types and descriptions, under the name of "Port Cartier Recreation Association — L'Association des loisirs de Port Cartier".

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation, is to be limited, is $2,500,000.

The head office of the corporation will be at Port-Cartier, judicial district of Hauterive.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of November, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 5282-64

Precision Silk Screens & Supplies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour d'octobre 1964, constituant en corporation: Claude Séguin, Jacques Desjardins, notaires, et Alice Paré, sténographe, célibataire,

Precision Silk Screens & Supplies Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of October, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Séguin, Jacques Desjardins, notaries, and Alice Paré, stenographer, spinster, all three of 1010

tous trois de 1010 côte du Beaver Hall, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles servant au procédé du pochoir sur soie et au procédé de la photographie, sous le nom de « Precision Silk Screens & Supplies Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 460, rue St-Jacques, St-Pierre, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour d'octobre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 4531-64

Les Productions Guy Provost inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1965, constituant en corporation: André Simard, avocat, 4767, avenue du Tremblay, Chomedey, Pierrette Demers, secrétaire, fille majeure, 539, Tait, St-Laurent, et Monique Pelletier, secrétaire, épouse séparée de biens de Paul Pelletier, 5233, avenue Byron, Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir et encourager la production cinématographique, sous le nom de « Les Productions Guy Provost inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5935-64

Les Productions Music-Hall-Orama inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Bruno Cyr, avocat, Monique Baillargeon, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens dutit Bruno Cyr, et Murielle Beauchamp, secrétaire, fille majeure, tous trois de suite 1207, 507, Place d'Armes, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une agence de théatre, sous le nom de « Les Productions Music-Hall-Orama inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6558A, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5493-64

Provincial Shoe Findings & Specialties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Beaver Hall Hill, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in silk, screens and photographic screens, under the name of "Precision Silk Screens & Supplies Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 1,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 460 St. James Street, St-Pierre, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of October, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 4531-64

Les Productions Guy Provost inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Gouvernor of the Province of Quebec, incorporating: André Simard, advocate, 4767 du Tremblay Ave., Chomedey, Pierrette Demers, secretary, fille majeure, 539 Tait, St-Laurent, and Monique Pelletier, secretary, wife separate as to property of Paul Pelletier, 5233 Byron Ave., Montreal, for the following purposes:

To carry on business promoting and encouraging cinematographic production, under the name of "Les Productions Guy Provost inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each and into 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5935-64

Les Productions Music-Hall-Orama inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Gouvernor of the Province of Quebec, incorporating: Bruno Cyr, advocate, Monique Baillargeon, secretary, wife contractually separate as to property of the said Bruno Cyr, and Murielle Beauchamp, secretary, spinster of the full age of majority, all three of suite 1207, 507 Place d'Armes, Montreal, for the following purposes:

To operate a theatrical agency, under the name of "Les Productions Music-Hall-Orama inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 6558A St-Denis St. Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5493-64

Provincial Shoe Findings & Specialties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Raoul Paulin, manufacturier, Monique Lamoureux, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Raoul Paulin, tous deux de 143, rue St-Pierre, et Edmond Lamoureux, commerçant, 167, rue Frontenac, tous trois de St-Jean, pour les objets suifants:

Industrie et commerce de la chaussure, sous le nom de « Provincial Shoe Findings & Specialties Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 306-65

bearing date the 22nd day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raoul Paulin, manufacturer, Monique Lamoureux, housekeeper, wife contractually separate as to property of the said Raoul Paulin, both of 143 St-Pierre Street and Edmond Lamoureux, tradesman, 167 Frontenac Street, all three of St-John's, for the following purposes:

To operate an industry and business dealing in shoes, under the name of "Provincial Shoe Findings & Specialties Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-John's, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 306-65

Quebecor inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1965, constituant en corporation: P.-Wilbrod Gauthier, avocat, 3172, avenue Jean-Brillant, Montréal, Michel A. Gagnon, avocat, 3769, avenue Grey, Montréal, et André Guertin, commis, 222, Lacharité, LaSalle, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de gestion et de placement, sous le nom de « Quebecor inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 99-65

Quebecor inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: P.-Wilbrod Gauthier, advocate, 3172 Jean-Brillant Ave., Montréal, Michel A. Gagnon, advocate, 3769 Grey Ave., Montreal, and André Guertin, clerk, 222 Lacharité, LaSalle, for the following purposes:

To carry on business as a management and investment company, under the name of "Quebecor inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 99-65

Quebec Tea Ltd.
Thé Québec ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de décembre 1964, constituant en corporation: James W. Dance, administrateur, Glenys Richardson, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit James W. Dance, tous deux de 17110, chemin Ste-Marie, Kirkland, Paul S. Collins, administrateur, et Winnifred Lochheed, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Paul S. Collins, ces deux derniers de 11 Kernan Circle, Dorval, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises, articles et effets de toutes sortes, sous le nom de « Quebec Tea Ltd.— Thé Québec ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6665, rue St-Jacques, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Quebec Tea Ltd.
Thé Québec ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: James W. Dance, executive, Glenys Richardson, housewife, wife contractually separate as to property of the said James W. Dance, both of 17110 St. Mary's Road, Kirkland, Paul S. Collins, executive, and Winnifred Lochheed, housewife, wife contractually separate as to property of the said Paul S. Collins, the latter two of 11 Kernan Circle, Dorval, for the following purposes:

To deal in goods, wares and merchandise of all kinds, under the name of "Quebec Tea Ltd.— Thé Québec ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at 6665 St. James street west, Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 5620-64

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 5620-64

Queen Mary Road Provisions Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Gaston Beauregard père, épicier-boucher, Rose Feron, ménagère, épouse séparée de biens dudit Gaston Beauregard père, tous deux de 4401, avenue Rosedale, et Gaston-N. Beauregard fils, chef-comptable, 11884, de Meulles, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers et bouchers, sous le nom de « Queen Mary Road Provisions Inc. », avec un capital divisé en 2,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 110-65

Queen Mary Road Provisions Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gaston Beauregard, father, grocer-butcher, Rose Feron, housekeeper, wife separate as to property of the said Gaston Beauregard, father, both of 4401 Rosedale Avenue, and Gaston-N. Beauregard son, chief accountant, 11884 de Meulles, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as grocers and butchers, under the name of "Queen Mary Road Provisions Inc.", with a capital stock divided into 2,000 common shares without nominal value and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 110-65

Rapid Maintenance Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Réal Marleau, 5745, rue St-Jacques, ouest, Montréal, René Courtois, 2699, rue Préfontaine, Jacques-Cartier, tous deux estimateurs, et Louis-Marcel Paré, comptable, 4330, boulevard Pie IX, app. 13, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affqires comme compagnie d'entretien et de mise en valeur d'immeubles, sous le nom de « Rapid Maintenance Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 4950-64

Rapid Maintenance Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Réal Marleau, 5745 St. James St. West, Montreal, René Courtois, 2699 Préfontaine St., Jacques-Cartier, both appraisers, and Louis-Marcel Paré, accountant, 4330 Pie IX Blvd., Apt. 13, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate maintenance and development company, under the name of "Rapid Maintenance Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 4950-64

Le Rassemblement des producteurs ruraux ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Gaston Choquette, St-Grégoire, Lucien Messier, Notre-Dame-de-Stanbridge, Jean-Guy Raymond, St-Alexandre, Adrien Rainville, St-Alexandre, et Jérôme Brodeur, Notre-Dame-de-Standridge, tous cinq cultivateurs, pour les objets suivants:

Faire affaires comme cultivateurs, agriculteurs et producteurs de lait, sous le nom de « Le Rassemblement des producteurs ruraux ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le Rassemblement des producteurs ruraux ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gaston Choquette, St-Grégoire, Lucien Messier, Notre-Dame-de-Stanbridge, Jean-Guy Raymond, St-Alexandre, Adrien Rainville, St-Alexandre, and Jérôme Brodeur, Notre-Dame-de-Stanbridge, all five farmers, for the following purposes:

To carry on business as farmers and agriculturists, and as milk producers, under the name of "Le Rassemblement des producteurs ruraux ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Iberville, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 119-65

The head office of the company will be at Iberville, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 119-65

Régent électrique inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1965, constituant en corporation: André Laurence, avocat, Claude Geoffrion, courtier d'assurances, et Yves Geoffrion, courtier d'assurances, tous trois de 715, Place Victoria, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes marchandises électriques, sous le nom de « Régent électrique inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5953-64

Régent électrique inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Gouvernor of the Province of Quebec, incorporating: André Laurence, advocate, Claude Geoffrion, insurance broker, and Yves Geoffrion, insurance broker, all three of 715 Place Victoria, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in all electrical merchandise, under the name of "Régent électrique inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5953-64

Restaurant Émile inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1964, constituant en corporation: James Lyng, 5, rue Montgomery Park, Roxboro, Raymond Lamontagne, 6349, 3e avenue, Montréal, tous deux comptables agréés, et Léopold Piotte, rentier, 6677, rue Louis-Hébert, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des restaurants, sous le nom de « Restaurant Émile inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 6,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera route rurale No 1, St-Théodore-de-Chertsey, comté de Montcalm, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5926-64

Restaurant Émile inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Gouvernor of the Province of Quebec, incorporating: James Lyng, 5 Montgomery Park St., Roxboro, Raymond Lamontagne, 6349, 3rd Ave., Montreal, both chartered accountants, and Léopold Piotte, annuitant, 6677 Louis-Hébert St., Montreal, for the following purposes:

To operate restaurants, under the name of "Restaurant Émile inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 40,000 common shares of a nominal value of $1 each and 6,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company will be on Rural Route No. 1, St-Théodore-de-Chertsey, county of Montcalm, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of Decemger, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5926-64

Restaurant Mocambo inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a éré accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Lucien Bouchard, Michel Cain, avocats, de 110, rue Racine, et Pauline Lefebvre, secrétaire, fille majeure, 598, Ste-Anne, tous trois de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Mocambo inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 6,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Restaurant Mocambo inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lucien Bouchard, Michel Cain, advocates, 110 Racine St., and Pauline Lefebvre, secretary, fille majeure, 598 Ste-Anne, all three of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs under the name of "Restaurant Mocambo inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 6,000 common shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera 285, rue Racine, est, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 127-65

The head office of the company will be at 285 Racine St., East, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 127-65

Riopel construction limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, avocat, 426, Champagneur, Outremont, Micheline Corbeil, avocat, fille majeure, 2540, chemin Côte-Ste-Catherine, Montréal, et Ls-Gilles Gagnon, avocat, 371, De Lorraine, Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Riopel construction limitée », avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 900 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $100 chacune et en 5,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale ce $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Vimont, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 59-65

Riopel construction limitée

Notice is hereby giveu that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Henri-Paul Lemay, advocate, 426 Champagneur, Outremont, Micheline Corbeil, advocate, fille majeure, 2540 Côte-Ste-Catherine Road, Montreal, and Ls-Gilles Gagnon, advocate, 371 De Lorraine, Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Riopel construction limitée", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of $1 each, 900 preferred class "A" shares of a nominal value of $100 each and 5,000 preferred class "B" shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company will be at Vimont, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 59-65

Robert, Maheu, Noël et Amideneau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1964, constituant en corporation: Bernard Robert, 7070, Louis-Hémon, Montréal, J.-Émile Maheu, 1647, Markham, Mont-Royal, Aurélien Noël, 266, avenue Outremont, Outremont, et Guy Amideneau, 161, Breton, Laval-des-Rapides, tous quatre comptables agréés, pour les objets suivants:

Analyser, organiser, diriger, surveiller et contrôler les affaires de toutes compagnies et entreprises, sous le nom de « Robert, Maheu, Noël et Amideneau inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 39,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 507, Place d'Armes, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5369-64

Robert, Maheu, Noël et Amideneau inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernard Robert, 7070 Louis-Hémon, Montréal, J.-Émile Maheu, 1647 Markham, Mount-Royal, Aurélien Noël, 266 Outremont Avenue, Outremont, and Guy Amideneau, 161 Breton, Laval-des-Rapides, all four chartered accountants, for the following purposes:

To analyse, organize, direct, superintend and control the affairs of any companies and enterprises, under the name of "Robert, Maheu, Noël et Amideneau inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and into 39,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 507 Place d'Armes, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5369-64

Joel Rottman Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Joel Rottman, administrateur, 113, Finchley, Hampstead, Seymour Machlovitch, avocat, 3495, Mountain, app. 708, Montréal,

Joel Rottman Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joel Rottman, executive, 113 Finchley, Hampstead, Seymour Machlovitch, advocate, 3495 Mountain, apt. 708, Montreal, and Gisèle LeBlanc,

et Gisèle LeBlanc, secrétaire, épouse séparée de biens de Marcel LeBlanc, 1815, de Boucherville, St-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Joel Rottman Holdings Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 10,000 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 25,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 5257-64

St-Pie transport ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Armand Palardy, camionneur, Thérèse Morin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Armand Palardy, et Paul-Émile Morin, mécanicien, tous trois de St-Pie, comté de Bagot, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « St-Pie transport ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 5,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Pie, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 141-65

Savard & Cloutier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Jean-Roch Cloutier, commis, Adrien Savard, vendeur, et Noëlla Savard, ménagère, fille majeure, tous trois de 63, rue Giroux, Loretteville, pour les objets suivants:

Manufacturier et faire le commerce de vêtements, sous le nom de « Savard & Cloutier inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 63, rue Giroux, Loretteville, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 101-65

Schola inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Roger Parent, avocat, 15, Bord du Lac,

secretary, wife separate as to property of Marcel LeBlanc, 1815 de Boucherville, St-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Joel Rottman Holdings Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of the par value of $1 each, 10,000 class "A" preferred shares of the par value of $1 each and 25,000 class "B" preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 5257-64

St-Pie transport ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Armand Palardy, trucker, Thérèse Morin, housekeeper, wife contractually separate as to property of the said Armand Palardy, and Paul-Émile Morin, mechanic, all three of St-Pie, county of Bagot, for the following purposes:

To carry on business as a transportation company, under the name of "St-Pie transport ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and into 5,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at St-Pie, judicial district of St-Hyalinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 141-65

Savard & Cloutier inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Roch Cloutier, clerk, Adrien Savard, salesman, and Noëlla Savard, housekeeper, fille majeure, all three of 63 Giroux Street, Loretteville, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel, under the name of "Savard & Cloutier inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 63 Giroux Street, Loretteville, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 101-65

Schola inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger Parent, advocate, 15 Bord du Lac, Pointe-Claire, Alice

Pointe-Claire, Alice Arsenault, secrétaire, fille majeure, 2821, rue Dandurant, Montréal, et Roger Bailleux, comptable, 150, boulevard St-Elzéar, est, Vimont, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils, de reproduction sonore et de communication et d'articles de bureau, sous le nom de « Schola inc. », avec un capital total de $999, divisé en 999 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 101, rue St-Charles, Marieville, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 40-65

Arseneault, secretary, fille majeure, 2821 Dandurand St., Montreal, and Roger Bailleux, a ccountant, 150, St-Elzéar Blvd., East, Vimont, for the following purposes:

To carry on business dealing in loud-speaking apparatus and communications, and office articles, under the name of "Schola inc.", with a total capital stock of $999, divided into 999 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at 101 St-Charles St., Marieville, judicial district of St-Hyacinthe,

Given at the office of the Profincial Secretary, this 13th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 40-65

Service d'entretien de la Rive-Sud inc.
South Shore Maintenance Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Pierre de Granpré, 206, Walnut, Bernard Lasnier, 468, rue Arran, et Jean-Jacques Gagnon, 955, Boissy, tous trois avocats, de St-Lambert, pour les objets suivants:

Faire le commerce qui consiste dans l'entretien d'édifice publics ou privés, sous le nom de « Service d'entretien de la Rive-Sud inc. — South Shore Maintenance Inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2, boulevard Desaulniers, St-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5934-64

Service d'entretien de la Rive-Sud inc.
South Shore Maintenance Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre de Granpré, 206 Walnut, Bernard Lasnier, 468 Arran St., and Jean-Jacques Gagnon, 955 Boissy, all three advocates, of St-Lambert, for the following purposes:

To operate as business consisting in the maintenance of public or private buildings, under the name of "Service d'entretien de la Rive-Sud inc. — South Shore Maintenance Inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 500 common shares of $100 each and into 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 2 Desaulniers Blvd., St-Lambert, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5934-64

Service des loisirs Marie-Reine-des-Coeurs

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Marcel Millette, 4310, rue Cadillac, Avila Bourbonnais, 5197, rue Cadillac, tous deux gérants, Roland Levesque, vendeur, 4000, rue Cadillac, # 2, Raymond Ste-Marie, contremaître électricien, 4602, Louis-Veuillot, Maurice Girard, professeur, 5992, Turenne, et Laurette Pelletier, ménagère, épouse commune en biens de Wilfrid Francis, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 5055, Lacordaire, # 1, tous six de Montréal, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Service des loisirs Marie-Reine-des-Coeurs ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 45-65

Service des loisirs Marie-Reine-des-Coeurs

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Marcel Millette, 4310 Cadillac street, Avila Bourbonnais, 5197 Cadillac street, both managers, Roland Levesque, salesman, 4000 Cadillac St., # 2, Raymond Ste-Marie, foreman electrician, 4602 Louis-Veuillot, Maurice Girard, professor, 5992 Turenne, and Laurette Pelletier, housekeeeper, wife common as to property of Wilfrid Francis, and duly authorized by him for these presents, 5055 Lacordaire, # 1, all six of Montreal, for the following purposes:

The organization of recreational centers, under the name of "Service des loisirs Marie-Reine-des-Coeurs".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judcial district of Montreal.

Given tat the office of the Provincial Secretary, this 7th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 45-65

Service St. Onge limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1964, constituant en corporation: François Ross, comptable agréé, Fernand Dionne, avocat, et Gérard Dionne, notaire, tous trois d'Amqui, pour les objets suivants:

Faire la location et le commerce de véhicules automobiles, de machinerie de ferme et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Service St. Onge limitée », avec un capital total de $50,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune, 150 actions privilégiées « A » de $100 chacune et en 150 actions privilégiées « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Amqui, district judiciaire de Rimouski.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5890-64

Service St. Onge limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: François Ross, chartered accountant, Fernand Dionne, advocate, and Gérard Dionne, notary, all three of Amqui, for the following purposes:

To carry on business renting and dealing in automobiles, farm machinery and to act as garagemen, under the name of "Service St. Onge limitée", with a total capital stock of $50,000, divided into 200 common shares of $100 each, 150 preferred "A" shares of $100 each and 150 preferred "B" shares of $100 each.

The head office of the company will be at Amqui, judicial district of Rimouski.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5890-64

S. Gerald Shane & Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1964, constituant en corporation: S. Gerald Shane, psychologue, 2235, chemin Kildare, Mont-Royal, Max Coblentz, C.R., avocat, 484, rue McGill, et Ross Coblentz, étudiant, 4392, avenue Isabella, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'orientation professionnelle, de conseillers dans le choix de personnel et dans la gestion, recrutement et évolution d'administrateurs, sous le nom de « S. Gerald Shane & Co. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5845, chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 5949-64

S. Gerald Shane & Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Gouvernor of the Province of Quebec, incorporating: S. Gerald Shane, psychologist, 2235 Kildare Road, Mount Royal, Max Coblentz, Q.C., advocate, 484 McGill Street, and Ross Coblentz, student, 4392 Isabella Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of vocational quidance, personnel and management consultants, recruiting and development of executives, under the name of "S. Gerald Shane & Co.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 5845 Côte-des-Neiges Road, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 5949-64

Shellmic Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Harold Cohen, administrateur, Molly Miller, ménagère, épouse séparée de biens de Richard Cohen, tous deux de 11415, Philippe-Hébert, Montréal, et Annie Cooperman, ménagère, épouse séparée de biens de Gerald Cohen, 433, terrasse Durham, Chomedey, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'auvents, fenêtres, portes, chassis, cadres, stores, meubles, pièces d'ajustement, outils et machines, sous le nom de « Shellmic Corp. », avec un capital total de $20,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $1 chacine, 1,000 actions catégorie « A » de $1 chacune et 15,000 actions catégorie « B » de $1 chacune.

Shellmic Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Gouvernor of the Province of Quebec, incorporating: Harold Cohen, executive, Molly Miller, housewife, wife separate as to property of Richard Cohen, both of 11415 Phillipe-Hébert, Montreal, and Annie Cooperman, housewife, wife separate as to property of Gerald Cohen, 433 Durham Terrace, Chomedey, for the following purposes:

To deal in awnings, windows, doors, sashes, frames, blinds, furniture, fittings, tools and machines, under the name of "Shellmic Corp.", with a total capital stock of $20,000, divided into 4,000 common shares of $1 each, 1,000 class "A" shares of $1 each and 15,000 class "B" shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE,
9584 5768-64

The head office of the company will be at Montreal, judicial di trict of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
9584-o 5768-64

La Société botanique d'Alma

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1964, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Vincent Fleury, avocat, 804, rue Dufour, est, Sabin Deschênes, décorateur-ensemblier, 368, rue Collard, est, et Lisette Tremblay, sténographe, 401, rue Collard, est, tous trois d'Alma, pour les objets suivants:

Établir et diriger un jardin botanique et un parc d'amusement, sous le nom de « La Société botanique d'Alma ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $250,000.

Le siège social de la corporation sera à Alma, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
9584-o 5724-64

La Société botanique d'Alma

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: J.-Vincent Fleury, advocate, 804 Dufour St. East, Sabin Deschênes, interior decorator, 368 Collard St. East, and Lisette Tremblay, stenographer, 401 Collard St. East, all three of Alma, for the following purposes:

To establish and direct a botanical garden and an amusement garden, under the name of "La Société botanique d'Alma".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $250,000.

The head office of the corporation will be at Alma, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
9584 5724-64

Société de crédit populaire inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Yvon Lamarre, marchand, 6260, Briand, Montréal, André P. Limoges, notaire, 2434, Jolicoeur, Montréal, et Bernard Cousineau, courtier en assurance, 4858, Parthenais, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de financement, sous le nom de « Société de crédit populaire inc. », avec un capital total de $245,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 2,400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3723, rue Notre-Dame, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
9584-o 5784-64

Société de crédit populaire inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Yvon Lamarre, merchant, 6260 Briand, Montreal, André P. Limoges, notary, 2434 Jolicoeur, Montreal, and Bernard Cousineau, insurance broker, 4858 Parthenais, Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as a financial company, under the name of "Société de crédit populaire inc.", with a total capital stock of $245,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and into 2,400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 3723 Notre-Dame St. West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
9584 5784-64

La Société de gestion et de recherche Thémis ltée
Themis Management and Research Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Marc Lapointe, 3525, rue Marlowe, Denis Lévesque, 2735, Dézéry, tous deux de Montréal, et J.-Edmond Gagnon, 3935, Victoria, Lachine, tous trois avocats, pour les objets suivants:

La Société de gestion et de recherche Thémis ltée
Themis Management and Research Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marc Lapointe, 3525 Marlowe Street, Denis Lévesque, 2735 Dézéry, both of Montreal, and J.-Edmond Gagnon, 3935 Victoria, Lachine, all three advocates, for the following purposes:

Exercer les opérations d'une compagnie de portefeuille, de placement et d'administration immobilière et mobilière de même que de recherches économiques, sociales, financières et commerciales, sous le nom de « La Société de gestion et de recherche Thémis ltée — Themis Management and Research Co. Ltd. », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur nominale, 10,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $10 chacune et en 10,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1312, rue Sherbrooke, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 6014-64

To carry on business as a holding and investment company, administering immoveables and moveables as well as making economic, social, financial and commercial research, under the name of "La Société de gestion et de recherche Thémis ltée — Themis Management and Research Co. Ltd.", with a capital stock divided into 10,000 common shares of no nominal value, 10,000 preferred class "A" shares of a nominal value of $10 each and 10,000 preferred class "B" shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company will be at 1312 Sherbrooke Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 6014-64

Société des minerais du Québec ltée
(Libre de responsabilité personnelle)

Quebec Minerals Company Ltd.
(No personal liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Pierre LaRue, 3034, de la Retraite, Ste-Foy, Jacques Delisle, Lac-Delâge, E.-Anthony Price, 2430, Noury, Sillery, Michel Cogger, 90, avenue Royale, St-Pierre, Ile d'Orléans, tous quatre avocats, et Jean Turgeon, étudiant, 1161, Murray, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie minière, sous le nom de « Société des minerais du Québec ltée » (Libre de responsabilité personnelle) — « Quebec Minerals Company Ltd. » (No personal liability), avec un capital total de $200,000, divisé en 200,000 actions d'une valeur nominale de $1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 158-65

Société des minerais du Québec ltée
(Libre de responsabilité personnelle)

Quebec Minerals Company Ltd.
(No personal liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre LaRue, 3034 de la Retraite, Ste-Foy, Jacques Delisle, Lake Delâge, E.-Anthony Price, 2430 Noury, Sillery, Michel Cogger, 90 Royale Avenue, St-Pierre, Island of Orleans, all four advocates, and Jean Turgeon, student, 1161 Murray, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as a mining company, under the name of "Société des minerais du Québec ltée" (Libre de responsabilité personnelle) — "Quebec Minerals Company Ltd." (No personal liability), with a total capital stock of $200,000, divided into 200,000 shares of a nominal value of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 158-65

Téléphone Ste-Angèle-de-Laval inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de décembre 1964, constituant en corporation comme compagnie régie par ladite loi, sous le nouveau nom de « Téléphone Ste-Angèle-de-Laval inc. », « Le Téléphone rural de Ste-Angèle-de-Laval », déjà constituée en corporation le ou vers le 2e jour de décembre 1919, en vertu de la Loi des compagnis de téléphone électrique, articles 6245 et suivants des Statuts refondus de Québec, 1909, et ce, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de téléphone, avec un capital total de $60,000, divisé en 100

Téléphone Ste-Angèle-de-Laval inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent bearing date the 17th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec incorporating as a company governed by the said act, under the new name of "Téléphone Ste-Angèle-de-Laval inc.", "Le Téléphone rural de Ste-Angèle-de-Laval", already incorporated on or about the 2nd day of December, 1919, under the Electric Telephone Companies Act, sections 6245 and following of the Revised Statutes of Quebec, 1909, and such, for the following purposes:

To carry on as a tel phone company, with a total capital stock of $60,000, divided into 100

actions ordinaires de $50 chacune et en 550 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Angèle-de-Laval, comté de Nicolet, district judiciaire de Nicolet.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5830-64 — 1254/9

common shares of $50 each and into 550 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sainte-Angèle-de-Laval, county of Nicolet, judicial district of Nicolet.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5830-64 — 1254/9

Terminal Centre (1964) Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Moses Rosenstone, 812, Upper Belmont, Arthur Rudnikoff, 38, Sunnyside, tous deux administrateurs, de Westmount, et Nathaniel Leonard Rappaport, avocat et Conseil en Loi de la Reine, 3050, chemin St-Sulpice, Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre les activités et les affaires de gestion, opération, location et administration de terrains et édifices, sous le nom de « Terminal Centre (1964) Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 900 actions ordinaires de $1 chacune et 39,100, actions privilégiés de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2155, rue Guy, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 5898-64

Terminal Centre (1964) Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Moses Rosenstone, 812 Upper Belmont, Arthur Rudnikoff, 38 Sunnyside, both executives, of Westmount, and Nathaniel Leonard Rappaport, advocate and Queen's Counsel, 3050 St-Sulpice Road, Montreal, for the following purposes:

To engage in the management, operation, leasing and administration of lands an buildings, under the name of "Terminal Centre (1964) Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 900 common shares of $1 each and 39,100 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 2155 Guy street Montreal, judicial di trict of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 5898-64

Théâtre L'Ambassadeur inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Réal Cardin, 7027, Lacordaire, Maurice Gauvin, 2215, boulevard St-Joseph, est, app. 4, tous deux impresarios, de Montréal, et Cécile Messier, secrétaire, fille majeure, 6601, Joseph-Renaud, app. 23, Anjou, pour les objets suivants:

Exploiter une agence de théâtres, sous le nom de « Théâtre L'Ambassadeur inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3238, rue Masson, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5492-64

Théâtre L'Ambassadeur inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Réal Cardin, 7027 Lacordaire, Maurice Gauvin, 2215 St-Joseph Blvd., East, Apt. 4, both impresarios of Montreal, and Cécile Messier, secretary, fille majeure, 6601 Joseph-Renaud, Apt. 23, Anjou, for the following purposes:

To carry on a business operating a theatre agency, under the name of "Théâtre L'Ambassadeur inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each into 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 3238 Masson St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5492-64

Tourbière du Port ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Marie Breault, secrétaire, épouse séparée de biens de Gérald Beaudoin, 1280, Jean-Dequen, Ste-Foy, Michel Cogger, avocat,

Tourbière du Port ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marie Breault, secretary, wife separate as to property of Gérald Beaudoin, 1280 Jean-Dequen, Ste-Foy, Michel Cogger, advocate, St-Pierre, Ile d'Orléans,

St-Pierre, Ile d'Orléans, et Pierre Verge, avocat, 11, des Remparts, Québec, pour les objets suivants:

Acquérir et exploiter des fermes et fondrières, et vendre les produits qui en proviennent, sous le nom de « Tourbière du Port ltée », avec un capital total de $50,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Arsène, district judiciaire de Kamouraska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 5285-64

Transport Blanc Sablon ltée
Blanc Sablon Transport Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Jules Jourdain, navigateur, Dorilla Lauzier, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jules Jourdain, tous deux de 739, 1re rue, Rimouski-Est, et Claude Jourdain, avocat, Cap-Chat, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport maritime et fluvial, sous le nom de « Transport Blanc Sablon ltée — Blanc Sablon Transport Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 739, 1re rue, Rimouski-Est, district judiciaire de Rimouski.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 1-65

Les Transports La Vigne inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Germain Lavigne, Yvon Lavigne, journaliers, de St-Sylvère, et Jean-Marc Béliveau, avocat, 117, Notre-Dame, est, Victoriaville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Les Transports La Vigne inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Sylvère, district judiciaire de Nicolet.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 88-65

Tremblay assurance ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1965, constituant en corporation: J.-Gilbert Tremblay, agent d'assurance, Chantal Côté, ménagère, épouse dudit

and Pierre Verge, advocate, 11 des Remparts, Quebec, for the following purposes:

To acquire and operate farms and bogs, and to deal in the products thereof, under the name of "Tourbière du Port ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $10 each and 100 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at St-Arsène, judicial district of Kamouraksa.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 5285-64

Transport Blanc Sablon ltée
Blanc Sablon Transport Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jules Jourdain, navigator, Dorilla Lauzier, housewife, wife contractually separate as to property of the said Jules Jourdain, both of 739, 1st St., Rimouski-East, and Claude Jourdain, advocate, Cap-Chat, for the following purposes:

To carry on business as a shipping company, under the name of "Transport Blanc Sablon ltée — Blanc Sablon Transport Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 739, 1st St., Rimouski-East, judicial district of Rimouski.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 1-65

Les Transports La Vigne inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Germain Lavigne, Yvon Lavigne, day-labourers, St-Sylvère, and Jean-Marc Béliveau, advocate, 117 Notre-Dame East, Victoriaville, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Les Transports La Vigne inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Sylvère, judicial district of Nicolet.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 88-65

Tremblay assurance ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Gilbert Tremblay, insurance agent, Chantal Côté, housekeeper, wife of the said J.-Gilbert Tremblay, both

J.-Gilbert Tremblay, tous deux de 111, Lamountain, Alma, et Claude Tremblay, commis, 80, rue Bergeron, ouest, Alma, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Tremblay assurance ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 650, boulevard Dequen, Alma, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 234-65

Marcel Trudeau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Marcel Trudeau, commerçant, Georgette Bernard, ménagère épouse contractuellement séparée de biens dudit Marcel Trudeau tous deux de 457, Larocque, et Roger Bernard, fonctionnaire municipal, 214, St-Lambert, tous trois de Saaberry-de-Valleyfield, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Marcel Trudeau inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Beauharnois, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 338-65

Turbide électrique inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1964, constituant en corporation: François Ross, comptable, Fernand Dionne, avocat, et Gérard Dionne, notaire, tous trois d'Amqui, pour les objets suivants:

Faire offaires comme électriciens, sous le nom de « Turbide électrique inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune, 150 actions privilégiées « A » de $100 chacune et en 150 actions privilégiées « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Causapscal, district judiciaire de Rimouski.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5889-64

Tylok of Canada Ltd.
Tylok du Canada ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

of 111 Lamountain, Alma and Claude Tremblay, clerk, 80 Bergeron street, west, Alma, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Tremblay assurance ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 650 Dequen Boulevard, Alma, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 234-65

Marcel Trudeau inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Trudeau, trader, Georgette Bernard, housewife, wife contractually separate as to property of the said Marcel Trudeau, both of 457 Larocque, and Roger Bernard, municipal civil servant, 214 St-Lambert, all three of Salaberry-de-Valleyfield, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, and to act as garagemen, under the name of "Marcel Trudeau inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Beauharnois, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 338-65

Turbide électrique inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Gouvernor of the Province of Quebec, incorporating: François Ross, accountant, Fernant Dionne, advocate, and Gérard Dionne, notary, all three of Amqui, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "Turbide électrique inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 200 common shares of $100 each, 150 preferred class "A" shares of $100 each and into 150 preferred shares "B" of $100 each.

The head office of the company will be at Causapscal, judicial district of Rimouski.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5889-64

Tylok of Canada Ltd.
Tylok du Canada ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Gouvernor of

du 15e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Paul Lemieux, avocat, 409 Vauquelin, Beloeil, William Douglas Twiname, vendeur, 477, avenue Hudson, Montréal ouest, et Louis-Paul Bergeron, industriel, 925, rue St-Louis St-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de fondeurs de cuivre et de fer, sous le nom de « Tylok of Canada Ltd. — Tylok du Canada ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 9,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 620, rue Cathcart, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 5723-64

the Province of Quebec, incorporating: Paul Lemieux, lawyer, 409 Vauquelin, Beloeil, William Douglas Twiname, salesman, 477 Hudson Avenue, Montreal West, and Louis-Paul Bergeron, industrialist, 925 St-Louis Street, St-Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on business as brass and iron founders, under the name of "Tylok of Canada Ltd. — Tylok du Canada ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of the par value of $1 each and 9,500 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at 620 Cathcart Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 5723-64

Uncle Harry's Bus Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Daniel Morris, avocat, 4502, avenue Lacombe, Montréal, Phyllis Stern, secrétaire, fille majeure, 5739, Trans Island, Montréal, Irving Halperin, avocat, 5609, chemin de la reine Marie, Hampstead, et Georgette Lavoie, réceptionniste, fille majeure, 217, rue Georges-Vanier, Pont-Viau, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de transport, sous le nom de « Uncle Harry's Bus Service Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5819, avenue Hudson, Côte-St-Luc, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 5862-64

Uncle Harry's Bus Service Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Daniel Morris, advocate, 4502 Lacombe Avenue, Montreal, Phyllis Stern, secretary, fille majeure, 5739 Trans Island, Montreal, Irving Halperin, advocate, 5609 Queen Mary Road, Hampstead, and Georgette Lavoie, receptionist, fille majeure, 217 Georges-Vanier Street, Pont-Viau, for the following purposes:

To carry on the business of a transport company, under the name of "Uncle Harry's Bus Service Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 5819 Hudson Avenue, Côte-St-Luc, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 5862-64

Val Morin Ski Hills Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Joseph Vincent O'Donnell, fils, Eric Clark, Marc Beauregard, Suzanne Bourdeau, et Paul Carrière, avocats, 360, rue St-Jacques, ouest, chambre 1820, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter et gérer des centres de ski, accommodations et écoles de ski, sous le nom de « Val Morin Ski Hills Ltd. », avec un capital divisé en 6,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val Morin, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 5892-64

Val Morin Ski Hills Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph Vincent O'Donnell Jr., Eric Clark, Marc Beauregard, Suzanne Bourdeau and Paul Carrière, advocates, of 360 St. James Street West, Room 1820, Montreal, for the following purposes:

To operate and manage ski areas, ski facilities and ski schools, under the name of "Val Morin Ski Hills Ltd.", with a capital divided into 6,000 common shares without par value and 1,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Val-Morin, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 5892-64

Jacques Veronneau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Armand Poupart fils, avocat, 3375, Maplewood, Montréal, Victor Melançon, avocat, 44, avenue Galilée, Candiac, et Jeanne Senay, ecrétaire, fille majeure et usant de ses droit, 298, boulevard Desmarchais, Verdun, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens, sous le nom de « Jacques Veronneau inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Duvernay, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5141-64

Jacques Veronneau inc.

Notice is hereby given that under Part I gf the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Armand Poupart, son, advocate, 3375 Maplewood, Montreal, Victor Melançon, advocate, 44 Galilée, Candiac, and Jeanne Senay, secretary, fille majeure and in use of her rights 298 Desmarchais Blvd., Verdun, for the following purposes:

To carry on operations as electricians, under the name of "Jacques Veronneau inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Duvernay, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5141-64

Vidéo St-Laurent inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de novembre 1964, constituant en corporation: Edith Chaîné, secrétaire, 3832, rue Guillemette, Shawinigan-Nord, Pierre Deschênes, avocat, rue Bertrand, Shawinigan-Nord, et Raymond Landry, avocat, St-Étienne-des-Grès, pour les objets suivants:

Exploiter des postes émetteurs et récepteurs de radiodiffusion et de TSF, sous le nom de « Vidéo St-Laurent inc. », avec un capital total de $750,000, divisé en 25,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune, 2,500 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $100 chacune et en 25,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 342, 4e rue, Shawinigan, district judiciaire de St-Maurice.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de novembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5013 64

Vidéo St-Laurent inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of November, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Edith Chaîné, secretary, 3832 Guillemette St., Shawinigan-North, Pierre Deschênes, advocate, Bertrand St., Shawinigan-North, and Raymond Landry, advocate, St-Étienne-des-Grès, for the following purposes:

To operate radiodiffusion and radio receiving and transmitting stations, under the name of "Vidéo St-Laurent inc.", with a total capital stock of $750,000, divided into 25,000 common shares of a nominal value of $10 each, 2,500 preferred class "A" shares of a nominal value of $100 each and 25,000 preferred class "B" shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company will be at 342, 4th St., Shawinigan, judicial district of St-Maurice.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of November, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5013-64

Wakefield Grist Mill Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Ernest Hiram Young administrateur, Marjorie Violet Young, (born Brown), administratrice, épouse dudit Ernest Hiram Young, et Kenneth Irvine Young, administrateur, tous trois de R. R. N° 1, Wakefield, comté de Gatineau, pour les objets suivants:

Faire le commerce du grain, moulées balancées, graines fourragères, mouture ordinaire, mélange et nettoyage des grains, sous le nom de « Wakefield Grist Mill Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Wakefield Grist Mill Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ernest Hiram Young, executive, Marjorie Violet Young (born Brown), executive, wife of the said Ernest Hiram Young, and Kenneth Irvine Young, executive, all three of R. R. No. 1, Wakefield, County of Gatineau, for the following purposes:

To deal in grain, mixed feeds, grass seed, custom grinding, mixing and cleaning of grains, under the name of "Wakefield Grist Mill Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Wakefield, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9584 5918-64

The head office of the company will be at Wakefield, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9584-o 5918-64

James Wilson Ship Supply Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Robert Desjardins, 629, rue Alepin, LaSalle, Denise Coutu, 1070, rue Rielle, Verdun, tous deux avocats, et Rita Lapointe, secrétaire, 1485, rue de Champigny, Montréal, ces deux dernières filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fournisseurs de restaurants, cafétérias, épiceries-boucheries, navires, hôpitaux et institutions, sous le nom de « James Wilson Ship Supply Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 01432, rue Des Seigneurs, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5960-64

James Wilson Ship Supply Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Gouvernor of the Province of Quebec, incorporating: Robert Desjardins, 629 Alepin St., LaSalle, Denise Coutu, 1070 Rielle S., Verdun, both advocates, and Rita Lapointe, secretary, 1485 de Champigny St., Montreal, the latter tow filles majeure, for the following purposes:

To carry on business as suppliers for restaurants, cafeterias, grocer-butchers, boats, hospitals, and institutions, under the name of "James Wilson Ship Supply Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 01432 des Seigneurs St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9584 5960-64

World Wide Engines Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1965, constituant en corporation: David Fleming, avocat, Stephen Fleming, notaire, et Cécile Dufresne, secrétaire, célibataire, tous trois de 500, rue St-Jacques, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de moteurs, engins, machines, carburateurs, accessoires et pièces d'iceux, sous le nom de « World Wide Engines Inc. » avec un capital total de $1,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 268, rue St-Denis, St-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

9584 5814-64

World Wide Engines Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: David Fleming, advocate, Stephen Fleming, notary, and Cécile Dufresne, secretary, spinster, all three of 500 St. James Street West, Montreal, for the following purposes:

To deal in motors, engines, machines, carburetors, accessories and parts, under the name of "World Wide Engines Inc.", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at 268 St-Denis Street, St-Lambert, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9584-o 5814-64

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

A. R. T. Litho-Publicité inc. A. R. T. Advertising & Litho Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 31e jour de décembre 1964, à la compagnie « A. P. M. Litho-Publicité inc.— A. P. M. Advertising & Litho Inc. », constituée par lettres patentes en date du 12e jour de mars

A. R. T. Litho-Publicité inc. A. R. T. Advertising & Litho Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "A. P. M. Litho-Publicité inc.— A. P. M. Advertising & Litho Inc.", incorporated by letters patent dated the 12th day of March,

1964, changeant son nom en celui de « A. R. T. Litho-Publicité inc.— A. R. T. Advertising & Litho Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 731-64 — 1254/97

W. H. Adam, ltée—Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21e jour de décembre 1964, à la compagnie « W. H. Adam, ltée — Ltd. », augmentant son capital de $40,000 à $500,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 4,600 actions de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 14534-51 — 1253/107

Auger & fils ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21e jour de décembre 1964, à la compagnie « Auger & fils ltée », 1° désignant ses actions privilégiées existantes en actions privilégiées classe « A »; 2° augmentant son capital, le capital-actions additionnel étant divisé en 30,000 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5996-52 — 1254/52

Belcourt Construction Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 24e jour de décembre 1964, à la compagnie « Belcourt Construction Company », augmentant son capital, le capital-actions additionnel étant divisé en 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 13667-55 — 1254/54

Carrosserie Québec inc.
Quebec Body Builders Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 3e jour de novembre 1964, à la compagnie « Carosserie Québec inc. —Quebec Body Builders Inc. », constituée par lettres patentes en date du 19 février 1964, 1° changeant son nom en celui de « Carrosserie Québec inc. — Quebec Body Builders Inc. »; 2° augmentant son capital de $40,000 à $80,000, le capital-actions

1964, changing its name to that of "A. R. T. Litho-Publicité inc.— A. R. T. Advertising & Litho Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 731-64 — 1254/97

W. H. Adam, ltée—Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "W. H. Adam, ltée — Ltd.", increasing its capital from $40,000 to $500,000, the additional capital stock being divided into 4,600 shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 14534-51 — 1253/107

Auger & fils ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Auger & fils ltée", 1. designating its existing preferred shares as preferred class "A" shares; 2. increasing its capital stock, the additional share capital being divided into 30,000 preferred class "B" shares of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5996-52 — 1254/52

Belcourt Construction Company

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Belcourt Construction Company", increasing its capital, the additional capital stock being divided into 4,000 preferred shares of a par value of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 13667-55 — 1254/54

Carrosserie Québec inc.
Quebec Body Builders Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of November, 1964, have bee n issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Carosserie Québec inc. — Quebec Body Builders Inc.", incorporated by letters patent dated February 19, 1964, 1. changing its name to that of "Carrosserie Québec inc. — Quebec Body Builders Inc."; 2. increasing its capital stock from $40,000 to $80,000, the additional share capital being divided

additionnel étant divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de novembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 759-64 — 1254/18

Compagnie de Fiducie Nord-Amérique
North America Trust Company

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies de fidéicommis et de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 18e jour de novembre 1964, à la « Compagnie de Fiducie Nord-Amérique — North America Trust Company", augmentant son capital de $1,000,000 à $2,000,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de novembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 13978-62 — 1254/22

Marc Demers ltée
Marc Demers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 31e jour de décembre 1964, à la compagnie « Insurance Claims Adjustment Company Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 30e jour d'octobre 1953, changeant son nom en celui de « Marc Demers ltée — Marc Demers Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 46823-53 — 1254/87

Eastbrooke Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 5e jour de janvier 1965, à la compagnie « Meubles Boutin ltée — Boutin Furniture Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 22e jour de février 1960, changeant son nom en celui de « Eastbrooke Enterprises Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 10784-60 — 1254/89

Gauthier Mfg. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 31e jour de décembre 1964, à la compagnie « Gauthier Manufacturing Limited », constituée par lettres patentes en

into 3,000 common shares of $10 each and 100 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of November, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 759-64 — 1254/18

Compagnie de Fiducie Nord-Amérique
North America Trust Company

Notice is hereby given that under the Trust Companies Act and the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of November, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the "Compagnie de Fiducie Nord-Amérique — North America Trust Company", increasing its capital stock from $1,000,000 to $2,000,000, the additional capital stock being divided into 10,000 common shares of a par value of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of November, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 13978-62 — 1254/22

Marc Demers ltée
Marc Demers Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Insurance Claims Adjustment Company Ltd.", incorporated by letters patent dated the 30th day of October, 1953, changing its name to that of "Marc Demers ltée — Marc Demers Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 46823-53 — 1254/87

Eastbrooke Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Meubles Boutin ltée — Boutin Furniture Ltd.", incorporated by letters patent dated the 22nd day of February, 1960, changing its name to that of "Eastbrooke Enterprises Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 10784-60 — 1254/89

Gauthier Mfg. Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Gauthier Manufacturing Limited", incorporated by letters patent dated the 25th day of

date du 25e jour de février 1949, changeant son nom en celui de « Gauthier Mfg. Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 2625-49 — 1254/91

A. L. Marchand limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date de 21e jour de décembre 1964, à la compagnie « A. L. Marchand limitée », étandant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, 2ce 1e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 13835-52 — 1254/38

Mon tricot Novelty Knit Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 5e jour de janvier 1965, à la compagnie « Amsel Novelty Knit Co. Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 26e jour de juillet 1954, changeant son nom en celui de « Mon tricot Novelty Knit Limited ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 11911-54 — 1254/98

National House Coffee Limited
La Maison du Café National ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 7e jour de janvier 1965, à la compagnie « National House Coffee Limited », constituée en corporation par lettres patentes en date du 20e jour de décembre 1952, changeant son nom en celui de « National House Coffee Limited — La Maison du Café National ltée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 17814-52 — 1254/99

Les Placements L. R. Delisle inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28e jour de décembre 1964, à la compagnie « Les Placements L. R. Delisle inc. », 1° réduisant son capital de $40,000 à $4,000, le capital-actions annulé étant divisé en 180 actions ordinaires de $100 chacune et en 180 actions privilégiées de $100 chacune; 2° subdivisant ses 20 actions ordinaires de $100 chacune en 2,000 actions ordinaires de $1 chacune; 3° changeant la désignation de ses 20 actions privi-

February, 1949, changing its name to that of "Gauthier Mfg. Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 2625-49 — 1254/91

A. L. Marchand limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "A. L. Marchand limitée", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 13835-52 — 1254/38

Mon tricot Novelty Knit Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patents, bearing date the 5th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Gouvernor of the Province of Quebec, to "Amsel Novelty Knit Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 26th day of July, 1954, changing its name to that of "Mon tricot Novelty Knit Limited".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 11911-54 — 1254/98

National House Coffee Limited
La Maison du Café National ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Gouvernor of the Province of Quebec, to "National House Coffee Limited", incorporated by letters patent dated the 20th day of December, 1952, changing its name to that of "National House Coffee Limited — La Maison du Café National ltée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 17814-52 — 1254/99

Les Placements L. R. Delisle inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Les Placements L. R. Delisle inc.", 1. reducing its capital stock from $40,000 to $4,000, the cancelled capital stock being divided into 180 common shares of $100 each and into 180 preferred sharses of $100 each; 2. subdividing its 20 common shares of $100 each into 2,000 common shares of $1 each; 3. changing the designation of its 20 preferred shares of $100 each by subdividing them into

légiées de $100 chacune en les subdivisant en 2,000 actions privilégiées classe « A » de $1 chacune; 4° augmentant son capital de $4,000 à $400,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 396,000 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune; 5° étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 11174-61 — 1255/69

Place Victoria — St. Jacques Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, supplémentaires, en date du 28e jour de décembre 1964, à la compagnie « Place Victoria — St. Jacques Co. Inc. », augmentant son capital de $500,000 à $1,000,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 500,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 14832-60—1255/25

Plypane Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21e jour de décembre 1964, à la compagnie « Plypane Inc. », 1° convertissant ses 15,000 actions ordinaires de $1 chacune en 1,500 actions catégorie « A » de $10 chacune; 2° augmentant son capital de $40,000 à $200,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions catégorie « A » de $10 chacune et 1,500 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 11994-62 — 1254/6

W. Ralston & Co. (Canada) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 29e jour de décembre 1964, à la compagnie « W. Ralston & Co. (Canada) Ltd. », augmentant son capital de $10,000 à $310,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 30,000 actions privilégiées catégorie « A » de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 10000-55 — 1255/26

Restaurant Languedoc ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplé-

2,000 preferred class "A" shares of $1 each; 4. increasing its capital stock from $4,000 to $400,000, the additional capital stock being divided into 396,000 preferred shares class "B" of $1 each; 5. extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 11174-61 — 1255/69

Place Victoria — St. Jacques Co. Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Place Victoria — St. Jacques Co. Inc.", increasing its capital from $500,000 to $1,000,000, the additional capital stock being divided into 500,000 common shares of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 14832-60 — 1255/25

Plypane Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Plypane Inc.", 1. converting its 15,000 common shares of $1 each into 1,500 class "A" shares of $10 each; 2. increasing its capital from $40,000 to $200,000, the additional capital stock being divided into 1,000 class "A" shares of $10 each and 1,500 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 11994-62 — 1254/6

W. Ralston & Co. (Canada) Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "W. Ralston & Co. (Canada) Ltd.", increasing its capital from $10,000 to $310,000, the additional capital stock being divided into 30,000 class "A" preferred shares of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 10000-55 — 1255/26

Restaurant Languedoc ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of January, 1965, have been issued by the Lieute-

mentaires, en date du 7e jour de janvier 1965, à la compagnie « Cabaret St-Denis ltée », constituée par lettres patentes en date du 19e jour de octobre 1964, changeant son nom en celui de « Restaurant Languedoc ltée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 4621-64 — 1254/101

nant-Governor of the Province of Quebec, to "Cabaret St-Denis ltée", incorporated by letters patent dated the 19th day of October, 1964, changing its name to that of "Restaurant Languedoc ltée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 4621-64 — 1254/101

Schindler Associates Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 11e jour de janvier 1965, à la compagnie « Unitas Co. Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 19e jour de décembre 1958, changeant son nom en celui de « Schindler Associates Corp. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 14775-58 — 1255/73

Schindler Associates Corp.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Unitas Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 19th day of December, 1958, changing its name to that of "Schindler Associates Corp.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 14775-58 — 1255/73

Sherven Woodcraft Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12e jour de janvier 1965, à la compagnie « Sherven Construction Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 18e jour de juillet 1961, changeant son nom en celui de « Sherven Woodcraft Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 13509-61 — 1255/75

Sherven Woodcraft Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Sherven Construction Ltd.", incorporated by letters patent dated the 18th day of July, 1961, changing its name to that of "Sherven Woodcraft Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 13509-62 — 1255/75

L. Simard Transport Limited
L. Simard Transport limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 22e jour de décembre 1964, à la compagnie « L. Simard Transport Limited — L. Simard Transport limitée », augmentant son capital de $12,000 à $62,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 1419-43 — 1254/76

L. Simard Transport Limited
L. Simard Transport limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "L. Simard Transport Limited — L. Simard Transport limitée", increasing its capital from $12,000 to $62,000, the additional capital stock being divided into 500 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 1419-43 — 1254/76

Toastess Corporation (Canada)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 23e jour de décembre 1964, à la compagnie « Toastess Corporation (Canada) », augmentant son capital de $50,000 à $300,000, le capital-actions additionnel étant

Toastess Corporation (Canada)

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Toastess Corporation (Canada)", increasing its capital from $50,000 to $300,000, the additional capital stock being divided into 2,500 preferred

divisé en 2,500 actions privilégiées (1964) de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de décembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584 6184-50 — 1254/80

shares (1964) of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of December, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584-o 6184-50 — 1254/80

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 256

Section « B »

Québec, le 9 février 1965.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT un amendement au règlement de prélèvement du Comité paritaire des barbiers et coiffeurs de St-Eustache.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le règlement de prélèvement du Comité paritaire des barbiers et coiffeurs de St-Eustache, approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2447-I du 22 décembre 1964, soit amendé en y ajoutant l'alinéa suivant au paragraphe « *b* » de l'article 1 intitulé « Cotisation »:

« Tout employeur ou employeur professionnel qui pratique lui-même l'un ou l'autre des métiers visés par le décret numéro 140 et amendements, est de plus considéré aux fins du présent règlement, comme artisan ».

JACQUES PRÉMONT,
9619-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 256

Section « A »

Québec, le 9 février 1965.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du décret relatif aux employés de garages dans la région de Joliette.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 383 du 12 mars 1963 et amendements, relatif aux employés de garages dans la cité de Joliette et un rayon de dix (10) milles de ses limites, soit prolongé jusqu'au 8 mai 1965.

JACQUES PRÉMONT,
9619-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 256

Section "B"

Quebec, February 9, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the levy by-law for the Barbers and Hairdressers' Parity Committee of St. Eustache.

IT IS ORDAINED, upon the recommencation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the levy by-law for the Barbers and Hairdressers' Parity Committee of St. Eustache (approved by Order in Council number 2447-I of December 22, 1964) be amended by the addition of the following paragraph to subsection "*b*", section 1, entitled "Assessments":

"Any employer or professional employer who himself plies one of the trades governed by decree number 140 and amendments, is moreover considered as an artisan, for the purposes of this by-law".

JACQUES PRÉMONT,
9619-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 256

Section "A"

Quebec, February 9, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a time extension to the decree respecting the Garage Employees in the Joliette region.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT decree number 383 of March 12, 1963 and amendments, respecting the Garage Employees in the city of Joliette and a radius to ten (10) miles from its limits, be extended of May 8, 1965.

JACQUES PRÉMONT,
9619-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Avis

Ville de Montréal

Avis est par les présentes donné que, conformément aux dispositions de l'article 36*a*. de la charte de la Ville de Montréal qui se lit comme suit:

"36*a*. Les rues, ruelles, voies et places publiques ouvertes au public depuis au moins dix ans dans les limites de la cité ou de tous territoires

Notices

City of Montreal

Notice is hereby given that in accordance with the provisions of Article 36*a*. of the Charter of the City of Montreal which reads as follows:

"36*a*. Streets, lanes, highways and public squares continuously open to the public for ten years or more in the city or any territory annexed

annexés à celle-ci deviennent à toutes fins que de droit propriété de la cité dès que sont accomplies les formalités suivantes:

1° Par résolution du comité exécutif, la cité approuve un ou plusieurs plans montrant la superficie et l'emplacement et donnant la description de toutes rues, ruelles, voies ou places publiques, ou de toute partie de celles-ci, pour lesquelles la cité entend se prévaloir des dispositions du présent article.

2° L'original de ces plans doit être déposé aux archives du service des travaux publics de la cité et une copie certifiée par un arpenteur-géomètre doit être déposée au bureau d'enregistrement de Montréal.

3° Le greffier de la cité doit publier deux fois dans la *Gazette officielle de Québec*, avec un intervalle d'au moins trois mois et d'au plus quatre mois entre chaque publication, un avis contenant:

a) le texte intégral du présent article;

b) une description sommaire des rues, ruelles, voies et places publiques concernées;

c) une déclaration à l'effet que les plans prévus au paragraphe 1 ci-dessus ont été approuvés et déposés suivant les paragraphes 1 et 2 ci-dessus.

4° L'avis prévu au paragraphe 3 qui précède doit, dans le mois suivant chacune de ses publications dans la *Gazette officielle de Québec*, être inséré dans un journal quotidien français et dans un journal quotidien anglais publiés dans la cité.

Tous droits auxquels des tiers pourraient prétendre quant à la propriété du fond desdites rues, ruelles, voies et places publiques apparaissant aux plans ainsi déposés sont éteints et prescrits s'ils ne sont exercés par action devant le tribunal compétent dans l'année suivant la dernière publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'avis ci-dessus prévu.

À l'expiration de ces délais, la cité doit faire enregistrer sur tout terrain concerné une déclaration notariée constatant l'accomplissement des formalités ci-dessus prévues et tel acte ainsi enregistré constitue à toutes fins que de droit une preuve concluante de l'accomplissement de ces formalités. Le régistrateur est tenu d'accepter le dépôt des plans et d'enregistrer la déclaration notariée ci-dessus mentionnés.

Le fait que depuis plus de dix ans une rue, ruelle, voie ou place publique est décrite et enregistrée au registre prévu à l'article 36, ou fait partie des plans et résolutions prévus à l'article 37, fait preuve concluante que telle rue, ruelle, voie ou place publique est ouverte au public depuis plus de dix ans.

La Cité ne peut se prévaloir des dispositions du présent article à l'égard de terrains sur lesquels elle a prélevé quelques taxes au cours des dix années précédentes".

la Ville de Montréal a approuvé, par résolution de son Comité exécutif en date du 31 juillet 1963, le plan R-40 Saint-Jacques montrant la partie de la rue Roy connue sous le no 1202-2 du cadastre du quartier Saint-Jacques, située entre la rue Saint-Denis et un point sis à 80 pieds à l'ouest de la rue Berri, et préparé pour que cette partie de la rue Roy devienne propriété de la Ville en conformité des dispositions susdites; et

le soussigné déclare qu'une copie du plan ci-dessus mentionné, dûment certifiée en date du 21 août 1963 par M. J.-E.-Gérard Masson, arpenteur-géomètre, a été déposée le 18 septembre 1964 sous le no 1777310 au bureau de la division d'enregistrement de Montréal, et que l'original dudit plan a été déposé aux archives du service

thereto, shall be considered to all intents and purposes the property of the city when the following formalities have been observed:

1. By resolution of the executive committee, the city shall approve one or more plans showing the area and the site and giving the description of all streets, lanes, highways or public squares, or any part thereof, for which it wishes to avail itself of the provisions of this article.

2. The original of such plans shall be deposited in the archives of the public works department of the city and a copy certified by a land surveyor shall be deposited in the registry office of Montreal.

3. The city clerk shall publish twice in the *Quebec Official Gazette*, with an interval of at least three and not more than four months between each publication, a notice containing:

(*a*) the full text of this article;

(*b*) a summary description of the streets, lanes, highways and public squares concerned;

(*c*) a statement to the effect that the plans provided for in paragraph 1 have been approved and deposited according to paragraphs 1 and 2.

4. The notice provided for in paragraph 3 shall, during the month following each of its publications in the *Quebec Official Gazette*, be inserted in a French daily newspaper and in an English daily newspaper published in Montreal.

All rights which might be claimed by third parties respecting the ownership of the site of the said streets, lanes, highways and public squares appearing on the plans so deposited shall be extinguished and prescribed if not exercised by action before the competent court during the year following the last publication in the *Quebec Official Gazette* of the notice above provided for.

At the expiry of such delays, the city shall cause to be registered against every piece of land concerned a notarial declaration establishing the fulfilment of the formalities provided for above and such document so registered shall constitute to all intents and purposes conclusive proof of the fulfilment of such formalities. The registrar must accept the deposit of the plans and register the above mentioned notarial declaration.

The fact that for over ten years a street, lane, highway or public square has been described and recorded in the register contemplated in article 36, or forms part of the plans and resolutions contemplated in article 37, shall be conclusive proof that such street, lane, highway or public square has been open to the public for over ten years.

The City cannot avail itself of the provisions of this article with respect to land on which it has collected any taxes during the ten preceding years".

the City of Montreal has approved through a resolution of its Executive Committee, dated July 31, 1963, Plan R-40 Saint-Jacques showing the section of Roy Street known as No. 1202-2 of the cadastre of Saint-Jacques Ward, situated between Saint-Denis Street and a point located 80 feet west of Berri Street, which has been so prepared that the said section of Roy Street is to become the property of the City in accordance with the above-mentioned provisions; and

the undersigned declares that a copy of the above-mentioned plan, duly certified on August 21, 1963, by Mr. J.-E.-Gérard Masson, Surveyor, was filed on September 18, 1964 under No. 1777310 in the office of the Montreal Registry Division, and that the original of the said plan

des travaux publics sous ledit no R-40 Saint-Jacques.

Le présent avis est le deuxième et le dernier que le soussigné doit publier en vertu du paragraphe 3 de l'article 36*a*. de la charte de la Ville.

Le Greffier de la Ville,
GABRIEL MORIN.

Hôtel de Ville,
Montréal, le 14 novembre 1964. 8363-46-2-o

has been filed of record in the Public Works Department under the said No. R-40 Saint-Jacques.

This notice is the second and last which the undersigned is required to publish under the terms of paragraph 3 of Section 36*a*. of the Charter of the City.

GABRIEL MORIN,
City Clerk.

City Hall,
Montreal, November 14, 1964. 8363-46-2-o

Société Saint-Jean-Baptiste locale de Ste-Flore

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 15 octobre 1964, émis un certificat en corporation la « Société Saint-Jean-Baptiste locale de Ste-Flore », dont le siège social est situé en la paroisse de Sainte-Flore, district judiciaire de Trois-Rivières, et ce, conformément aux dispositions des articles 15 et suivants de la Loi concernant la Société Saint-Jean-Baptiste de la région des Trois-Rivières, 3-4 Elizabeth II, chapitre 161.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28 octobre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9613-o 77-64

Société Saint-Jean-Baptiste locale de Ste-Flore

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on October 15, 1964, issued a certificate incorporating the "Société Saint-Jean-Baptiste locale de Ste-Flore", whose head office is situated in the parish of Sainte-Flore, judicial district of Trois-Rivières and such, pursuant to the provisions of sections 15 and others of the Act concerning the Société Saint-Jean-Baptiste of the region of Trois-Rivières, 3-4 Elisabeth II, chapter 161.

Given at the office of the Provincial Secretary, on October 28, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9613 77-64

Caisses d'épargne et de crédit

La Caisse d'Économie des employés de l'Hôpital Notre-Dame de l'Espérance (Ville St-Laurent)

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « La Caisse d'Économie des employés de l'Hôpital Notre-Dame de l'Espérance (Ville St-Laurent ».

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres sera les employés de l'Hôpital Notre-Dame de l'Espérance (Ville St-Laurent).

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Ville St-Laurent, Québec, dans le district électoral de Jacques-Cartier.

Québec, le 9 février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
9584-o RAYMOND DOUVILLE.

La Caisse Populaire de Bienville

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé que le territoire dans « La Caisse Populaire de Bienville », peut recruter sés membres soit étendu, des limites de la paroissse de St-Antoine de Bienville, aux cités de Lauzon et Lévis.

Québec, le 8 février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
9595-o RAYMOND DOUVILLE.

La Caisse Populaire de la paroisse de Ste-Anne des Plaines

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé que le perritoire dans lequel « La Caisse Populaire de la paroisse de

Savings and Credit Unions

La Caisse d'Économie des employés de l'Hôpital Notre-Dame de l'Espérance (Ville St-Laurent)

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "La Caisse d'Économie des employés de l'Hôpital Notre-Dame de l'Espérance (Ville St-Laurent)".

The group in which the union will recruit its members will be the employees of Hôpital Notre-Dame de l'Espérance (Ville St-Laurent).

The head office of this savings and credit union is situated in Ville St-Laurent, Quebec, in the electoral district of Jacques-Cartier.

Quebec, February 9, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
9584 *Assistant Secretary of the Province.*

La Caisse Populaire de Bienville

(*Savings and Credit Union Act*)

Notice is given that the Provincial Secretary has approved that the territory in which "La Caisse Populaire de Bienville", may recruit its members be extended from the limits of the parish of St-Antoine de Bienville, to the cities of Lauzon and Levis.

Quevec, February 8, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
9595 *Assistant Secretary of the Province.*

La Caisse Populaire de la paroisse de Ste-Anne des Plaines

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has approved that the territory in which "La Caisse Populaire de la

Ste-Anne des Plaines », peut recruter ses membres soit étendu, des limites de la paroisse de Ste-Anne des Plaines, à la paroisse de Ste-Sophie de Lacorne, comté de Terrebonne, une partie de la paroisse de Terrebonne et de Ste-Thérèse, ces partie pouvant se décrire comme étant les rangs St-François et St-Roch, ainsi que la Montée Gagnon, à partie de Ste-Anne des Plaines jusqu'au rang St-François, le tout dans le comté de Terrebonne.

Québec, le 12 février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9614-o

paroisse de Ste-Anne des Plaines", may recruit its members be extended fron the limits of the Parish of Ste-Anne des Plaines to the Parish of Ste-Sophie de Lacorne, county of Terrebonne, a part of the Parish of Terrebonne and of Ste-Thérèse; these parts may by described as being St-François and St-Roch ranges, as well as Montée Gagnon, to part of Ste-Anne des Plaines as far as St-François range, the whole in the county of Terrebonne.

Quebec, February 12, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9614

Chartes — Abandon de

Blackett's Holdings (Canada) Limited

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, telle qu'amendée, la compagnie « Blackett's Holdings (Canada) Limited », donne par les présentes, avis, qu'elle s'adressera à l'Honorable Secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir l'abandon de sa charte et diriger son annulation et fixer une date à compter de laquelle la compagnie sera dissoute.

Daté en la cité de Londres, Angleterre, ce 15e jour de janvier 1965.

Le Secrétaire,
P. G. CORBETT.

9585 14390-58

T. and D. Auto Repair Inc.

Avis est donné que la cojpagnie « T. and D. Auto Repair Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des co pagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 10e jour de février 1965.

Le Secrétaire,
JOSEPH DAOU.

9589

Robert Eklove Real Estate Corp.

Avis est donné que « Robert Eklove Real Estate Corp. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, Québec, ce 8e jour de février 1965.

Le Secrétaire,
S. PHILLIPS.

9593

Bétonnière Mont-Bruno Limitée
Mont Bruno Ready Mix Limited

Prenez avis que « Bétonnière Mont-Bruno Limitée — Mont Bruno Ready Mix Limited », demandera au secrétaire de la province de Québec, pour obtenir l'abandon de sa charte.

Daté à Montréal, ce 10e jour de février 1965.
Bétonnière Mont-Bruno Limitée,
Par le Secrétaire,
R. LAPORTE.

9596-o 12704-61

Charters — Surrender of

Blackett's Holdings (Canada) Limited

Under the provisions of the Quebec Companies Act, as amended, « Blackett's Holdings (Canada) Limited", hereby gives notice that it will make application of the Honourable the Provincial Secretary of the Province of Quebec for acceptance of the surrender of its charter and to direct its cancellation and fix a date upon and from which it shall be dissolved.

Dated at the city of London, England, this 15th day of January, 1965.

P. G. CORBETT,
Secretary.

9585-o 14390-58

T. and D. Auto Repair Inc.

Notice is hereby given that "T. and D. Auto Repair Inc.". a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 10th day of February, 1965.

JOSEPH DAOU,
Secretary.

9589-o

Robert Eklove Real Estate Corp.

Notice is hereby given that "Robert Eklove Real Estate Corp.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, Quebec, this 8th day of February, 1965.

S. PHILLIPS,
Secretary.

9593-o

Mont Bruno Ready Mix Limited
Bétonnière Mont-Bruno Limitée

Take notice that "Mont-Bruno Ready Mix Limited — Bétonnière Mont-Bruno Limitée", will apply to the Secretary of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 10th day of February, 1965.

Mont-Bruno Ready Mix Limited,
By: R. LAPORTE,
Secretary.

9596-o 12704-61

École de Soudure, Débossage & Peinture Inc.

Prenez avis que la compagnie « École de Soudure, Débossage & Peinture Inc. », demandera au secrétaire de la Province la permission d'abandonner sa charte.

Le Secrétaire de la compagnie,
9597-o DAME LÉONIA HÉBERT HÉON.

École de Soudure, Débossage & Peinture Inc.

Take notice that the company "École de Soudure, Débossage & Peinture Inc.", will apply to the Provincial Secretary for permission to surrender its charter.

DAME LÉONIA HÉBERT HÉON,
9597 *Secretary of the company.*

Maestro Development Inc.

Prenez avis que la compagnie « Maestro Development Inc. », demandera au Secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Le Secrétaire,
9598-o (*Signé*) ANGELO ANDREOLI.

Maestro Development Inc.

Take notice that the company "Maestro Development Inc.", will apply to the Provincial Secretary for permission to surrender its charter.

(*Signed*) ANGELO ANDREOLI,
9598 *Secretary.*

Super Sales Ltd.

Prenez avis que la compagnie « Super Sales Ltd. », s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 26ième jour de janvier 1965.

Le Procureur de la compagnie,
9599-o ROBERT DULUDE.

Super Sales Ltd.

Notice is hereby given that "Super Sales Ltd.", will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 26th day of January, 1965.

ROBERT DULUDE,
9599-o *Attorney for the company.*

Fédéral Transport Incorporatée

Prenez avis que la compagnie « Fédéral Transport Incorporée », une compagnie incorporée sous l'empire de la Loi des compagnies de Québec et ayant son bureau-chef au 1245 ouest, rue Sherbrooke dans la ville de Montréal, province de Québec, demandera au secrétaire de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte en conformité avec la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, le 12ième jour de février 1965.

Le Secrétaire,
9608-o D. C. SMITH.

Federal Transport Incorpored

Notice is hereby given that "Federal Transport Incorporated", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office at 1245 Sherbrooke street west in the city of Montreal, Province of Quebec, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 12th day of February, 1965.

D. C. SMITH,
9608-o *Secretary.*

Schrein-Crest Investment and Holding Corp.

Avis est donné que « Schrein-Crest Investment and Holding Corp. », une corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 17e jour de novembre 1964.

9616 FRANK SCHREINDORFER.

Schrein-Crest Investment and Holding Corp.

Notice is hereby given that "Schrein-Crest Investment and Holding Corp.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act, Part I, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under its Provision of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 17th day of November 1964.

9616-o FRANK SCHREINDORFER.

Hadley Investments Hull, Limited

Avis est donné que la compagnie « Hadley Investments Hull, Limited », constituée en corporation en vertu de la Loi des Compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Hull, s'adressera au Secrétaire de la Province de Quebec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

Datée a Hull, P.Q., ce 10 février 1965.

Le Président,
9650-o WILLIAM F. HADLEY.

Hadley Investments Hull, Limited

Notice is hereby given that "Hadley Investments Hull, Limited", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the Municipality of South Hull, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Hull, P.Q., February 10, 1965.

WILLIAM F. HADLEY,
9650-o *President.*

Mecanindus Ltée

Avis est, par les présentes, donné que « Mecanindus Ltée », compagnie constituée sous la Loi des Compagnies du Québec et ayant son bureau chef dans la ville de Québec, Province de Québec, demandera au Secrétaire de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte en vertu des clauses de Loi des compagnies du Québec.

Montréal, le 16 février 1965.

Le Secrétaire,
ALBERT L. BISSONNETTE.

9661-o

Mecanindus Ltée

Notice is hereby given that "Mecanindus Ltée", a company constituted under the Quebec Companies Act and having its head office at Quebec, Province of Quebec, will apply to the Secretary of the Province for leave to surrender its charter, by virtue of the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, February 16, 1965.

ALBERT L. BISSONNETTE,
Secretary.

9661-o

Monica Industries Ltd.

Prenez avis que la compagnie « Monica Industries Ltd. », incorporée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de St-Vincent-de-Paul, district de Montréal, demandera au Secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 16ième jour de février 1965.

Les Procureurs de la requérante,
(*Signé*) BIRTZ, LEDUC & DURAND.

9662-o

Monica Industries Ltd.

Notice is hereby given that "Monica Industries Ltd.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of St-Vincent-de-Paul, district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, this 16th day of February, 1965.

(*Signed*) BIRTZ, LEDUC & DURAND,
Attorneys for the petitioner.

9662-o

Compagnies dissoutes

La Compagnie provinciale d'électro limitée
Provincial Electro Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « La Compagnie provinciale d'électro limitée — Provincial Electro Company Limited », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 4 août 1950.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 février 1965, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16 février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5512-50

T. D. Dubuc inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « T. D. Dubuc inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettrea patentes en date du 28 janvier 1947.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 février 1965, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16 février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 1740-47

Companies Dissolved

La Compagnie provinciale d'électro limitée
Provincial Electro Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Compagnie provinciale d'électro limitée — Provincial Electro Company Limited", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated August 4, 1950.

Notice is also given that from and after February 15, 1965, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on February 16, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5512-50

T. D. Dubuc inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "T. D. Dubuc inc.", under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated January 28, 1947.

Notice is also given that from and after February 15, 1965, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on February 16, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 1740-47

Green Budget Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Green Budget Corp. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 5 février 1962.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 février 1965, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16 février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 10513-62

Green Budget Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has pleased to accept the surrender of the charter of the company "Green Budget Corp.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated February 5, 1962.

Notice is also given that from and after February 15, 1965, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on Febuary 16, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 10513-62

L. N. Huart inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « L. N. Huart inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 27 janvier 1958.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 février 1965, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16 février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 10273-58

L. N. Huart inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "L. N. Huart inc.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent date January 27, 1958.

Notice is also given that from and after February 15, 1965, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on February 16, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 10273-58

Montcham Development Corporation Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Montcham Development Corporation Limited », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 24 mars 1960.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 février 1965, ladite compagnie a été sissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16 février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 11009-60

Montcham Development Corporation Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Montcham Development Corporation Limited", incorporated under said Part I, of the Quebec Compagnies Act, by letters patent dated March 24, 1960.

Notice is also given that from and after February 15, 1965, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on February 16, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 11009-60

Northland Construction Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Northland Construction Company Limited », constituée en corporation

Northland Construction Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Northtland Construction Company Limited", incorporated under sait Part I, of the Quebec Com-

en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 31 juillet 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 février 1965, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16 février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 5242-46

panies Act, by letters parent dated July 31, 1946.

Notice is also given that from and after February 15, 1965, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on February 16, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 5242-46

Les Produits vétérinaires « Lesna » inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Les Produits vétérinaires « Lesna » inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 1er octobre 1957.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 février 1965, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16 février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 13137-57

Les Produits vétérinaires "Lesna" inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Les Produits vétérinaires "Lesna" inc.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated October 1, 1957.

Notice is also given that from and after February 15, 1965, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on February 16, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 13137-57

Shop & Save (St. Rose) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Shop & Save (St. Rose) Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 30 septembre 1959.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 février 1965, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16 février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 15518-59

Shop & Save (St. Rose) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Shop & Save (St. Rose) Ltd.", incorporated under said Part I,of the Quebec Companies Act, by letters patent dated September 30, 1959.

Notice is also given that from and after February 15, 1965, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on February 16, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9554 15518-59

Star Home Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Star Home Construction Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 11 avril 1957.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 février 1965, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16 février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 11284-57

Star Home Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Star Home Construction Ltd.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated April 11, 1957.

Notice is also given that from and after February 15, 1965, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on February 16, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 11284-57

Steel & Aluminum Lifeboats Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Steel & Aluminum Lifeboats Company Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 4 octobre 1950.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 février 1965, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16 février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 7125-50

Steel & Aluminum Lifeboats Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section, 26 chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Steel & Aluminum Lifeboats Company Ltd.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated October 4, 1950.

Notice is also given that from and after February 15, 1965, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on February 16, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 7125-50

Universal. Bercusson. Furline Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Universal. Bercusson. Furline Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 11 mai 1942.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 février 1965, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16 février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o 3294-42

Universal. Bercusson. Furline Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Universal. Bercusson. Furline Ltd.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated May 11, 1942.

Notice is also given that from and after February 15, 1965, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on February 16, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584 3294-42

Divers
Compagnies

Blackett's Holdings (Canada) Limited

Règlement spécial « A »

Distribution de l'actif

En conséquence, qu'il soit décrété comme un règlement de cette compagnie:

Que les directeurs soient et ils sont, par les présentes, immédiatement autorisés à distribuer tous les biens de cette compagnie entre ses actionnaires.

Copie conforme certifiée:

Daté en la cité de Londres, Angleterre, ce 15e jour de janvier 1965.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
P. G. CORBETT.

9585 14390-58

La Traverse Rivière-du-Loup St-Siméon limitée

Avis est donné que la compagnie « La Traverse Rivière-du-Loup-St-Siméon limitée », a porté de 9 à 12 le nombre de ses directeurs.

Le Trésorier,
W. SCOTT TAYLOR.

9587 1164-30

Miscellaneous
Companies

Blackett's Holdings (Canada) Limited

Special by-law "A"

Distributiod of assets

Wherefore, be it enacted as a by-law of this company:

That the directors be and they are hereby authorized and empowered forthwith to distribute all the assets of this company among its shareholders.

Certified true copy:

Dated at the city of London, England, this 15th day of January, 1965.

(Seal) P. G. CORBETT,
Secretary.

9585-o 14390-58

La Traverse Rivière-du-Loup St-Siméon limitée

Notice is hereby given that "La Traverse Rivière-du-Loup-St-Siméon limitée", has changed the number of its directors from 9 to 12.

W. SCOTT TAYLOR,
Treasurer.

9587-o 1164-30

Le Club de Curling Jacques-Cartier
The Jacques-Cartier Curling Club

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 15 janvier 1965, approuvé le règlement numéro 4 de « Le Club de Curling Jacques-Cartier — The Jacques-Cartier Curling Club », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22 janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9586-o 13663-61

Le Club de Curling Jacques-Cartier
The Jacques-Cartier Curling Club

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on January 15, 1965, approved by-law number 4 of "Le Club de Curling Jacques-Cartier — The Jacques-Cartier Curling Club", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on January 22, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9586 13663-61

Association des Parents de St-Paul-l'Ermite

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 5 janvier 1965, approuvé les règlements généraux de l'« Association des Parents de St-Paul-l'Ermite », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225*a* de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9600-o 3199-63

Association des Parents de St-Paul-l'Ermite

Notice is hereby given that the provincial secretary has, on January 5, 1965, approved the general by-laws of "Association des Parents de St-Paul-l'Ermite", and such, under the provisions of article 225*a* of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of January, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9600 3199-63

Les Constructions Bossuet ltée

Avis est donné que la compagnie « Les Constructions Bossuet ltée », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le Secrétaire,
CHARLES ALLIE.

9601-o 11490-55

Les Constructions Bossuet ltée

Notice is hereby given that "Les Constructions Bossuet ltée", has changed the number of its directors from 3 to 5.

CHARLES ALLIE,
Secretary.

9601 11490-55

Redbrooke Estates Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Redbrooke Estates Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 6.

Le Secrétaire,
ALDO MIAN.

9602-o 12790-55

Redbrooke Estates Ltd.

Notice is hereby given that "Redbrooke Estates Ltd.", has changed the number of its directors from 5 to 6.

ALDO MIAN,
Secretary.

9602 12790-55

Sogestion ltée

Avis est donné que la compagnie « Sogestion ltée », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 8.

Le Secrétaire,
MARC BOURGEOIS.

9603-o 2758-63

Sogestion ltée

Notice is given that the company "Sogestion ltée", has changed the number of its administrators from 5 to 8.

MARC BOURGEOIS,
Secretary.

9603 2758-63

Les Industries Provinciales limitée
Provincial Industries Limited

Avis est donné que la compagnie « Les Industries Provinciales limitée — Provincial Industries Limited », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 6.

Le Secrétaire,
LORENZO DION.

9609-o 2337-45

Les Industries Provinciales limitée
Provincial Industries Limited

Notice is given that the company "Les Industries Provinciales limitée — Provincial Industries Limited", has changed the number of its administrators from 3 to 6.

LORENZO DION,
Secretary.

9609 2337-45

Connolly Construction Corp.

Avis est donné que « Connolly Construction Corp. », a diminué de 4 à 3 le nombre de ses directeur.

Le Président,
MITCHELL RICHLER.

9620 7850-50

Connolly Construction Corp.

Notice is hereby given that "Connolly Construction Corp.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

MITCHELL RICHLER,
President.

9620-o 7850-50

Delmar Restaurant Inc.

Avis est donné que la compagnie « Delmar Restaurant Inc. », a porté de 3 à 4 le nombre de ses directeurs.

Le Secrétaire-trésorier,
CASS SAROS.

9621 759-63

Delmar Restaurant Inc.

Notice is hereby given that "Delmar Restaurant Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

CASS SAROS,
Secretary-Treasurer.

9621-o 759-63

London Construction Co. Ltd.

Avis est donné que la compagnie « London Construction Co. Ltd. », a porté de 3 à 5 le nombre de ses directeurs.

Le Secrétaire-trésorier,
NUNZIO TRUBIANO.

9622 12508-61

London Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that "London Construction Co. Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 5.

NUNZIO TRUBIANO,
Secretary-Treasurer.

9622-o 12508-61

C. A. Pitts Construction (Quebec) Ltd.

Avis est donné que la compagnie « C. A. Pitts Construction (Quebec) Ltd. », a porté de 3 à 4 le nombre de ses directeurs.

Le Secrétaire,
CORTI BOLAND.

9623 7786-50

C. A. Pitts Construction (Quebec) Ltd.

Notice is hereby given that "C. A. Pitts Construction (Quebec) Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

CORTI BOLAND,
Secretary.

9623-o 7786-50

C. A. Pitts Construction (Quebec) Ltd.

Avis est donné que la compagnie « C. A. Pitts Construction (Quebec) Ltd. », a porté de 4 à 6 le nombre de ses directeurs.

Le Secrétaire,
CORTI BOLAND.

9623 7786-50

C. A. Pitts Construction (Quebec) Ltd.

Notice is hereby given that "C. A. Pitts Construction (Quebec) Ltd.", has changed the number of its directors from 4 to 6.

CORTI BOLAND,
Secretary.

9623-o 7786-50

Placements Pierluc ltée

Avis est donné que la compagnie « Placements Pierluc ltée », a porté de 3 à 4 le nombre de ses directeurs.

Le Secrétaire,
KATHLEEN HIGGINS.

9624 3917-64

Placements Pierluc ltée

Notice is hereby given that "Placements Pierluc ltée", has changed the number of its directors from 3 to 4.

KATHLEEN HIGGINS,
Secretary.

9624-o 3917-64

Placements Romont ltée

Avis est donné que la compagnie « Placements Romont ltée », a porté de 3 à 4 le nombre de ses directeurs.

Le Secrétaire,
KATHLEEN HIGGINS.

9625 3918-64

Placements Romont ltée

Notice is hereby given that "Placements Romont ltée", has changed the number of its directors from 3 to 4.

KATHLEEN HIGGINS,
Secretary.

9625-o 3918-64

Province of Quebec Golf Association
Association de golf de la province de Québec

Avis est donné que « Province of Quebec Golf Association — Association de golf de la province de Québec », a porté de 20 à 22 le nombre de ses directeurs.

Le Président,
F. J. SHAUGHNESSY, fils.

9626 10461-60

Province of Quebec Golf Association
Association de golf de la province de Québec

Notice is hereby given that "Province of Quebec Golf Association — Association de golf de la province de Québec", has changed the number of its directors from 20 to 22.

F. J. SHAUGHNESSY, Jr.,
President.

9626-o 10461-60

Province of Quebec Golf Association
Association de golf de la province de Québec

Avis est donné que « Province of Quebec Golf Association — Association de golf de la province de Québec », a porté de 22 à 24 le nombre de ses directeurs.

Le Président,
F. J. SHAUGHNESSY, fils.

9626 10461-60

Province of Quebec Golf Association
Association de golf de la province de Québec

Notice is hereby given that "Province of Quebec Golf Association — Association de golf de la province de Québec », has changed the number of its directors from 22 to 24.

F. J. SHAUGHNESSY, Jr.,
President.

9626-o 10461-60

Viviane Hosiery Mills Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Viviane Hosiery Mills Ltd. », a porté de 3 à 4 le nombre de ses directeurs.

Le Secrétaire,
MITCHEL SEIDENFELD.

9627 14716-58

Viviane Hosiery Mills Ltd.

Notice is hereby given that "Viviane Hosiery Mills Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

MITCHEL SEIDENFELD,
Secretary.

9627-o 14716-58

Tecad ltée
Tecad Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Tecad ltée — Tecad Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le Secrétaire-trésorier,
JACQUES CHEVALIER.

9651-o 3062-64

Tecad ltée
Tecad Ltd.

Notice is hereby given that "Tecad ltée — Tecad Ltd.", has changed the number of its executives from 3 to 5.

JACQUES CHEVALIER,
Secretary-Treasurer.

9651 3062-64

Association of Catholic Principals of Montreal

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 10 février 1965, approuvé les règlements généraux de l'« Association of Catholic Principals of Montreal », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16 février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9665-o 11278-62

Association of Catholic Principals of Montreal

Notice is given that the Provincial Secretary has, February 10, 1965, approved the general by-laws of the « Association of Catholic Principals of Montreal", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on February 16, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9665 11278-62

Institut Rodrigue Simard inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 11 février 1965, approuvé le règlement numéro 1 (règlements généraux) de l'« Institut Rodrigue Simard inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225*a* de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16 février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9666-o 5138-64

Institut Rodrigue Simard inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on February 11, 1965, approved by-law number 1 (general by-laws) of "Institut Rodrigue Simard inc.", and such, pursuant to the provisions of section 225*a* of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on February 16, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9666 5138-64

Sièges sociaux

Beaudet & fils inc.

Avis est donné que la compagnie « Beaudet & fils inc. », a changé son siège social du numéro 877, boulevard Charest, est, Québec, au numéro 2073, rue Branly, Ste-Foy.

Le Secrétaire,
ROLAND GODBOUT.

9588-o 12778-58

Montmorency construction inc.

Avis est donné que la compagnie « Montmorency construction inc. », a changé son siège social du numéro 877, boulevard Charest, est, Québec, au numéro 2073, rue Branly, Ste-Foy.

Le Secrétaire,
ROLAND GODBOUT.

9590-o 45112-53

Les Pères Capucins de Québec

Avis est donné que, lors d'une assemblée du Conseil de Consulteurs de la corporation « Les Pères Capucins de Québec », tenue à Montréal

Head Offices

Beaudet & fils inc.

Notice is hereby given that "Beaudet & fils inc.", has changed its head office from number 877 Charest Boulevard, east, Quebec, to number 2073 Branly street, Ste. Foy.

ROLAND GODBOUT,
Secretary.

9588 12778-58

Montmorency construction inc.

Notice is given that the company "Montmorency construction inc.", has changed its head office from number 877 Charest Boulevard, east, Quebec, to number 2073 Branly St., Ste-Foy.

ROLAND GODBOUT,
Secretary.

9590 45112-53

Les Pères Capucins de Québec

Notice is hereby given that, at a meeting of the Advisory Council of "Les Pères Capucins de Québec", held in Montreal on December 18,

le 18 décembre 1964, le siège social de ladite corporation a été transféré de Pointe-aux-Trembles, au numéro 4373, avenue de l'Esplanade, Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3 février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9604-o 578-57

Comité du Centenaire de Coaticook Inc.
Coaticook Centenary Committee Inc.

Avis est donné que le « Comité du Centenaire de Coaticook Inc. — Coaticook Centenary Committee Inc. », qui a son bureau principal dans la ville de Coaticook, demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des Compagnie du Québec.

Coticook, P.Q., le 22 janvier 1965.

Comité du Centenaire de Coaticook Inc.
Coaticook Centenary Committee Inc.

Par le Trésorier,
9615-o RAYMOND DUMONT.

P. & A. Allard Ltée

Avis est donné que la compagnie « P. & A. Allard Ltée », constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 1er october 1964, a établi son bureau principal au numéro 688, rue St-Antoine, à La Tuque, district de Québec, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à La Tuque, ce 11e jour de février 1965.

Le Président,
PIERRE ALLARD.

9628-o 4354-64

Angers & Associés Inc.
Angers & Associates Inc.

Avis est donné que la compagnie « Angers & Associés Inc.— Angers & Associates Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 3 février 1965, a établi son bureau dans la cité de Rouyn, district de Rouyn-Noranda, à 8 ouest, rue Gamber;

À compter de la date du présent avis, le dit bureau sera considéré comme étant le bureau principal de la compagnie.

Daté à Rouyn, ce 10e jour de février 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN-YVES COSSETTE.

9629-o 458-65

Bilodeau Inc.

Avis est donné que la compagnie « Bilodeau Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 19 janvier 1965, a établi son siège social au 8000 rue Dante, à Ville St-Michel, district de Montréal.

Montréal, le 4 février 1965.

Le Secrétaire,
9630-o ANDRÉ PERREAULT.

Chateau Corp.

Avis est donné que la compagnie « Chateau Corp. », constituée en corporation en vertu des

1964, the head office of the said corporation was moved from Pointe-aux-Trembles, to number 4373 de l'Esplanade Ave., Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, on February 3, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9604 578-57

Comité du Centenaire de Coaticook Inc.
Coaticook Centenary Committee Inc.

Notice is hereby given that "Comité du Centenaire de Coaticook Inc. — Coaticook Centenary Committee Inc.", having its head office in the Town of Coaticook, will apply for leave to surrender its charter pursuant to the Quebec Companies Act.

Coaticook, P.Q., January 22, 1965.

Comité du Centenaire de Coaticook Inc.
Coaticook Centenary Committee Inc.

By: RAYMOND DUMONT,
9615 *Treasurer.*

P. & A. Allard Ltée

Notice is hereby given that "P. & A. Allard Ltée", incorporated by letters patent under the provisions of the first part of the Quebec Companies Act, on the 1st day of October 1964, has established its head office at 688, St-Antoine street, in La Tuque, district of Quebec, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at LaTuque, this 11th day of February 1965.

PIERRE ALLARD,
President.

9628-o 4354-64

Angers & Associés Inc.
Angers & Associates Inc.

Notice is hereby given that "Angers & Associés Inc.— Angers & Associates Inc.", incorporated by letters patent under date of February 3, 1965, has established its head office in the city of Rouyn, district of Rouyn-Noranda, at 8 Gamble street west;

As and from this date, the said office is considered by the company as being its principal office.

Dated at Rouyn, this 10th day of February 1965.

JEAN-YVES COSSETTE,
Secretary-Treasurer.

9629-o 458-65

Bilodeau Inc.

Notice is hereby given that "Bilodeau Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated of January 19, 1965, has established its head office at 8000 Dante St., St. Michel, district of Montreal.

Montreal, February 4, 1965.

ANDRÉ PERREAULT,
9630-o *Secretary.*

Chateau Corp.

Notice is hereby given that "Chateau Corp.", incorporated under the provisions of Part I of

dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le vingt-sixième jour de janvier 1965, ayant son siège social en la cité de Montréal, en la province de Québec, a établi son bureau à 5485 ouest, rue Sherbrooke, suite 316, en les cité et district de Moutréal.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 10e jour de février 1965.

Chateau Corp.
(Sceau) *Par le Secrétaire,*
EDWARD TREVICK.

9631-o 372-65

R. Cloutier Électrique Inc.

Avis est donné que la compagnie « R. Cloutier Électrique Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 26 novembre 1964, et ayant son bureau principal à Ste-Agathe-des-Monts, Qué., a établi son bureau à 60, rue St-Vincent, Ste-Agathe-des-Monts, district de Terrebonne, Qué.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Ste-Agathe-des-Monts, ce 6ème jour de décembre 1964.

R. Cloutier Électrique Inc.
(Sceau) *Par le Secrétaire-trésorier,*
dûment autorisé,
JOËL BEAULNE.

9632-o 5298-64

Louis-Philippe Filion Inc.

Avis vous est donné que la compagnie « Louis-Philippe Filion Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 6 mai 1964, et ayant son bureau principal à Baie St-Paul, comté de Charlevoix, a établi son bureau au même endroit, à Baie St-Paul, comté de Charlevoix.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Baie St-Paul, ce 27e jour de janvier 1965.

LOUIS PHILIPPE FILION.

9633-o 2094-64

Gauthier & Fils (Évain) Inc.

Avis est donné que la compagnie « Gauthier & Fils (Évain) Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 26 janvier 1965, a établi son bureau dans la ville d'Évain, district de Rouyn-Noranda.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré comme étant le bureau principal de la compagnie.

Daté à Évain, ce 26e jour de janvier 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
AURÈLE GAUTHIER.

9634-o 5440-64

Gimber Realty Inc.

Avis est donné par les présentes, que « Gimber Realty Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des Companies de Québec et ayant son siège social dans la ville

the Quebec Companies Act on the twenty-sixth day of January, 1965, having its head office in the city of Montreal, in the Province of Quebec, has established its office at 5485 Sherbrooke street west, suite 316, in the city and district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 10th day of February, 1965.

Chateau Corp.
(Seal) Per: EDWARD TREVICK,
Secretary.

9631-o 372-65

R. Cloutier Électrique Inc.

Notice is hereby given that "R. Cloutier Électrique Inc.", incorporated by letters patent on the 26th day of November 1964, and having its head office in Ste. Agathe des Monts, Que., has established its office at 60 St. Vincent street, Ste. Agathe des Monts, in the district of Terrebonne, Que.

From and after the date of this notice, the said office shall be conditered by the company as being its head office.

Dated at Ste. Agathe des Monts, this 6th day of December, 1964.

R. Cloutier Électrique Inc.
(Seal) By: JOËL BEAULNE,
Secretary-Treasurer,
duly authorized.

963 -o 5298-64

Louis-Philippe Filion Inc.

Notice is hereby given that the company "Louis-Philippe Filion Inc.", incorporated by letters patent bearing date the 26th of May 1964, and having its head office in the city of Baie St-Paul, county of Charlevoix, has established its office in the said city, Province of Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Baie St. Paul, this 27th day of January, 1965.

LOUIS PHILIPPE FILION.

9633-o 2094-64

Gauthier & Fils (Évain) Inc.

Notice is hereby given that "Gauthier & Fils (Évain) Inc.", incorporated by letters patent under date of January 26, 1965, has established its head office in the town of Évain, district of Rouyn-Noranda.

As and from this date, the said office is considered by the company as being its principal office.

Dated at Évain, this 26th day of January 1965.

AURÈLE GAUTHIER,
Secretary-Treasurer.

9634-o 5440-64

Gimber Realty Inc.

Notice is hereby given that "Gimber Realty Inc.", incorporated by letters patent issued under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, at 1010 Beaver Hall Hill, has trans-

de Montréal, à 1010 Beaver Hall Hill, l'a transporté à 1 Place Ville-Marie, chambre 1901, dans ladite ville.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 3e jour de février 1965.

(Sceau) *Le Président,*
ANDRÉ GINGRAS.

9635-o 14371-61

Gordon Clothing (1965) Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Gordon Clothing (1965) Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le quatrième jour de janvier 1965, ayant son siège social en la cité de Montréal, en la province de Québec, a établis son bureau à 2010 Boulevard St-Laurent, en les cité et district de Montréal.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 12e jour de février 1965.

Gordon Clothing (1965) Ltd.,
(Sceau) *Par le Secrétaire,*
BARRY H. SHAPIRO.

9636-o 10969-59

Location d'automobiles Jos Lahoud limitée

Avis est donné que la compagnie « Location d'automobiles Jos Lahoud limitée », constituée en corporation par lettres patentes du 7 janvier 1965, et ayant son bureau principal au numéro 34 rue Dorchester sud, à Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 1er février, mil neuf cent soixante-cinq.

Le Secrétaire,
MICHEL LAHOUD.

9637-o 87-65

Lotaparc Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Lotaparc Inc. », constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes en date du 30 décembre 1964 et ayant son siège social à Montréal, district judiciaire de Montréal, a établi son bureau principal au numéro 3405, Côte des Neiges, à Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 2e jour de février 1965.

(Sceau)

Le Président,
ANDRÉ GAGNON.

9638-o 5660-64

Newtype Printing Service Inc.

Avis est donné que la compagnie « Newtype Printing Service Inc. », a transporté son siège social de 204, rue St-Sacrement, Montréal, à 8000, Dante, cité St-Michel

Le Secrétaire,
MICHEL LABELLE.

9639 5114-63

ferred its head office to 1 Place Ville Marie, room 1901, in the said city.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 3rd day of February 1965.

(Seal) ANDRÉ GINGRAS,
President.

9635-o 14371-61

Gordon Clothing (1965) Ltd.

Notice is hereby given that "Gordon Clothing (1965) Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the fourth day of January, 1965, having its head office in the city of Montreal, in the Province of Quebec, has established its office at 2010 St. Lawrence Boulevard, in the city and district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 12th day of February, 1965.

Gordon Clothing (1965) Ltd.,
(Seal) *Per:* BARRY H. SHAPIRO,
Secretary.

9636-o 10969-59

Location d'automobiles Jos Lahoud limitée

Notice is hereby given that "Location d'automobiles Jos Lahoud limitée", incorporated by letters patent on January 7, 1965, and having its head office at number 34 Dorchester street, south, in Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, February 1, one thousand nine hnundred and sixty-five.

MICHEL LAHOUD,
Secretary.

9637 87-65

Lotaparc Inc.

Notice is hereby given that the company "Lotaparc Inc.", incorporated in the Province of Quebec, by letters patent dated December 30, 1964, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its principal place of business at number 3405 Côte des Neiges, Montreal, district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its principal place of business and head office.

Dated at Montreal, this 2nd day of February, 1965.

(Seal)

ANDRÉ GAGNON,
President.

9638-o 5660-64

Newtype Printing Service Inc.

Notice is hereby given that "Newtype Printing Service Inc.", has transferred its head office from 204 St-Sacrement street, Montreal, to 8000 Dante, city of St-Michel

MICHEL LABELLE,
Secretary.

9639-o 5114-63

Réal Ouimet Inc.

Avis est donné que « Réal Ouimet Inc. », constituée en corporation par lettres patentes, en date du 3 août 1964, ayant son siège social dans le district de Montréal, a établi son bureau au No 42, 38ème Avenue, Bois-des-Filion, P.Q.

À compter du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme son bureau principal.

Daté à Montréal, ce vingt-huitième jour de janvier 1965.

Le Président,
RÉAL OUIMET.

9640-o

Réal Ouimet Inc.

Notice is hereby given that "Réal Ouimet Inc.", company incorporated by letters patent, on the third day of August 1964, and having its head office in the district of Montreal, has established its office at No. 42, 38th Avenue, Bois-des-Filion, P.Q.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this twenty-eighth day of February, 1965.

RÉAL OUIMET,
President.

9640-o

Perrault Lumber Inc.

Avis est donné que la compagnie « Perrault Lumber Inc. », constituée en corporation le vingt-neuf avril, mil neuf cent soixante-quatre, dont le siège social est à St. Lambert, a établi son bureau à 1010 rue Victoria, dans la cité de St. Lambert.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Montréal, le 10 février 1965.

Le Secrétaire,
RÉAL AUGER.

9641-o 918-64

Perrault Lumber Inc.

Notice is hereby given that "Perrault Lumber Inc.", incorporated on the twenty-ninth day of April, nineteen hundred and sixty-four, and having its head office in the city of St. Lambert, has established its office at 1010 Victoria street in the city of St. Lambert.

From and after the date of the present notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Montreal, February 10, 1965.

RÉAL AUGER,
Secretary.

9641-o 918-64

Potvin & Fils Inc.

Avis est donné que la compagnie « Potvin & Fils Inc. », constituée en corporation par lettres émises en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec en date du 28e jour de janvier 1965 aura sa principale place d'affaires à 531, rue Principale à Granby, district de Bedford.

À compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Granby, ce 8 février 1965.

(Sceau) *Le Secrétaire-trésorier,*
MARCEL DUMONT.

9642-o 390-65

Potvin & Fils Inc.

Notice is hereby given that "Potvin & Fils Inc.", company incorporated by letters patent issued under the part first of the Quebec Companies Act, on the 28th day of January 1965, has its head office at 531 Main street Granby, district of Bedford.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office.

Dated at Granby, this 8 of February, 1965.

(Seal) MARCEL DUMONT,
Secretary-Treasurer.

9642-o 390-65

Société Métropolitaine d'installations à gaz Inc.
Metropolitan Gas Installations Inc.

Prenez avis que la « Société Métropolitaine d'installations à gaz Inc.— Metropolitan Gas Installations Inc. », corporation constituée en vertu de la Loi des conpagnies de Québec, et ayant son siège social dans la ville de St-Laurent, demandera au Secrétaire de la Province la permission d'abandonner sa charte, en vertu des dispositions de la loi des Compagnies de Québec.

Montréal, ce 25e jour de janvier 1965.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
C. ANTAKI.

9643-o 15685-61

Société Métropolitaine d'installations à gaz Inc.
Metropolitan Gas Installations Inc.

Notice is hereby given that "Société Métropolitaine d'installations à gaz Inc.— Metropolitan Gas Installations Inc. », a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of St-Laurent, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, this 25th day of January 1965.

(Seal) C. ANTAKI,
Secretary.

9643-o 15685-61

Sogestion Ltée

Avis est donné que la compagnie « Sogestion Ltée », a changé son siège social du numéro 1 Place Ville Marie suite 1628, Montréal, au numéro 8585 boulevard St-Laurent, Montréal 11, P.Q.

Donné à Montréal, ce 22ième jour de janvier 1965.

Le Secrétaire,
MARC BOURGEOIS.

9644-o 2758-63

Sogestion Ltée

Notice is hereby given that "Sogestion Ltée », has changed its head office from 1 Place Ville Marie, suite 1628, Montreal, to 8585 St. Lawrence Blvd., Montreal 11, P.Q.

Given at Montreal, this 22nd day of January 1965.

MARC BOURGEOIS,
Secretary.

9644-o 2758-63

Spot Supermarkets Corporation

Avis est donné que la compagnie « Spot Supermarkets Corporation », constituée en corporation, par lettres patentes, en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 14e jour de november 1938, et ayant son siège social en les ville et district de Montréal, a établi son bureau à 1875, 52e avenue Lachine, Québec.

Daté à Montréal, ce 1er jour de février 1965.

Le Secrétaire,
HARRY L. LITVACK.

9645 2258-38

Spot Supermarkets Corporation

Notice is hereby given that "Spot Supermarkets Corporation", incorporated by letters patent under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 14th day of November, 1938, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at 1875, 52nd Avenue, Lachine, Quebec.

Dated at Montreal, this 1st day of February, 1965.

HARRY L. LITVACK,
Secretary.

9645-o 2258-38

Ville Marie Wax Museum Ltd.
Musée de Cire Ville Marie Ltée

Avis est donné que la compagnie « Ville Marie Wax Museum Ltd.— Musée de Cire Ville Marie Ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 5e jour d'octobre 1964 et ayant son bureau principal dans la ville de Montréal, district de Montréal, a établi son bureau au numéro 1198 ouest, rue Ste-Catherine.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 9e jour de février 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
R. D. HORNE.

9646-o 4376-64

Ville Marie Wax Museum Ltd.
Musée de Cire Ville Marie Ltée

Notice is hereby given that "Ville Marie Wax Museum Ltd.— Musée de Cire Ville Marie Ltée", company incorporated by letters patent on the 5th day of October 1964, and having its head office in the city of Montreal, district of Montreal, has established its offices at 1198 St. Catherine street west.

From and after the date of this notice, the said offices shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 9th day of February, 1965.

R. D. HORNE,
Secretary-Treasurer.

9646-o 4376-64

Capex ltée
Capex Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Capex ltée — Capex Ltd. », a changé son siège social du numéro 1221, Place Georges V, Québec, à Saint-Romuald-d'Etchemin, comté de Lévis.

Le Secrétaire,
CLAUDE RIOUX.

9652-o 2393-64

Capex ltée
Capex Ltd.

Notice is hereby given that "Capex ltée — Capex Ltd.", has changed its head office from number 1221 Georges V Place, Quebec, to Saint-Romuald d'Etchemin, county of Lévis.

CLAUDE RIOUX,
Secretary.

9652 2393-64

Les Immeubles Dolini inc.
Dolini Realties Inc.

Avis est donné que la compagnie "Les Immeubles Dolini inc.— Dolini Realties Inc. », a changé son siège social du numéro 5564, avenue Woodbury, Montréal, au numéro 12320, rue Gratton, Pointe-aux-Trembles.

Le Secrétaire-trésorier,
G.-LAURENT SIMARD.

9653-o 356-63

Les Immeubles Dolini inc.
Dolini Realties Inc.

Notice is hereby given that "Les Immeubles Dolini inc.— Dolini Realties Inc.", has changed its head office from number 5564 Woodbury Avenue, Montreal, to number 12320 Gratton street, Pointe-aux-Trembles.

G.-LAURENT SIMARD,
Secretary-Treasurer.

9653 356-63

Novex inc.

Avis est donné que la compagnie « Novex inc. », a changé son siège social du numéro 1190, avenue Cartier, Québec, à Saint-Romuald-d'Etchemin, comté de Lévis.

Le Secrétaire,
CLAUDE RIOUX.

9654-o 1588-64

Novex inc.

Notice is hereby given that "Novex inc.", has changed its head office from number 1190 Cartier Avenue, Quebec, to Saint-Romuald d'Etchemin, county of Lévis.

CLAUDE RIOUX,
Secretary.

9654 1588-64

Richard & Turbide Inc.

Avis est donné que la compagnie « Richard & Turbide Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises sous le grand sceau de la province de Québec, en date du 9 juillet, 1963, enregistrées le 23 juillet 1963, libro 1179,

Richard & Turbide Inc.

Notice is hereby given that "Richard & Turbide Inc.", incorporated by letters patent, granted under the Great Seal of the Province of Quebec, on July 9, 1963, and registered on July 23, 1963, libro 1179, folio 135, has established its

folio 135, a établi son siège social et principale place d'affaires en la municipalité d'Amqui, comté de Matapédia, P.Q.,

À compter de la date ci-dessous, Amqui est considéré par la compagnie, comme étant son siège social.

Signé à Québec, ce 19 septembre 1964.

Le Secrétaire,
JEAN-LUC RICHARD.

9655-o 2958-63

Vitrerie Citadelle-Québec inc.

Avis est donné que la compagnie « Vitretie Citadelle-Québec inc. », a changé son siège social du numéro 186, rue St-Paul, Québec, à St-Romuald-d'Etchemin, com té de Lévis.

Le Secrétaire,
CLAUDE RIOUX.

9656-o 3223-64

Les Prévoyants du Canada — Assurance Générale
The Canadian Provident — General Insurance

Avis est donné, par les présentes, que le Lieutenant-gouverneur en conseil, par l'arrêté numéro 228, daté du 9 février 1965, a autorisé le changement du siège social de « Les Prévoyants du Canada - Assurance Générale, The Canadian Provident - General Insurance », de Québec (955, chemin St-Louis), à Montréal, (801 est, rue Sherbrooke), en conformité des dispositions de l'article 93 de la Loi des assurances de Québec.

Donné à Québec, au siège social de la compagnie, le 15e jour de février 1965.

Le Secrétaire,
JEAN BARD.

9657-o 11559-62

De Salaberry Realties Ltd.

Avis est donné que la compagnie « De Salaberry Realties Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 14e jour de mai 1958 et ayant son siège social dans la cité de Montréal, a changé l'adresse de son siège social de 5400 rue Hochelage à 110 ouest, boulevard Crémazie dans ladite ville.

Donné à Montréal, ce 12 janvier 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
J. J. ROBINSON.

9663-o 11722-58

Radi-Air inc.

Avis est donné que la compagnie « Radi-Air inc. », a changé son siège social du numéro 877, boulevard Charest, est, Québec, au numéro 2073, rue Branly, Ste-Foy.

Le Secrétaire,
ROLAND GODBOUT.

9664-o 457-6

head office and principal place of business in the municipality of Amqui, county of Matapédia, P.Q.

From and after the hereinder date, Amqui is considered by the company as being its head office.

Signed at Quebec, September 19, 1964.

JEAN-LUC RICHARD,
Secretary.

9655 2958-63

Vitrerie Citadelle-Québec inc.

Notice is hereby given that "Vitrerie Citadelle-Québec inc.", has changed its head office from number 186 St-Paul St., Quebec, to St-Romuald-d'Etchemin, county of Lévis.

CLAUDE RIOUX,
Secretary.

9656 3223-64

Les Prévoyants du Canada — Assurance Générale
The Canadian Provident — General Insurance

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in council, by the order number 228, dated the 9th day of February 1965, has authorized the change of the head office of "Les Prévoyants du Canada - Assurance Générale, The Canadian Provident - General Insurance", from Quebec, (955, St. Louis Road), to Montreal, (801 Sherbrooke Street East), in accordance with the provisions of section 93 of the Quebec Insurance Act.

Given at Quebec, at the head office of the company, this 15th day of February, 1965.

JEAN BARD,
Secretary.

9657-o 11559-62

De Salaberry Realties Ltd.

Notice is hereby given that "De Salaberry Realties Ltd.", incorporated by letters patent on the 14th day of May, 1958, and having its head office in the city of Montreal, has changed its head office from 5400 Hochelaga street to 110 Crémazie Boulevard west, in the said city.

Given at Montreal, on January 12, 1965.

J. J. ROBINSON,
Secretary-Treasurer.

9663-o 11722-58

Radi-Air inc.

Notice is given that the company "Radi-Air inc.", has changed its head office from number 877 Charest Boulevard, east, Quebec to number 2073 Branly St., Ste-Foy.

ROLAND GODBOUT,
Secretary.

39664 457-63

Demandes à la Législature

Ville de Ste-Geneviève

Avis est par les présentes donné que la « Ville de Ste-Geneviève », dans le comté de Jacques-Cartier, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte et lui accordant des pouvoirs spéciaux sur les matières suivante:

Applications to Legislature

Town of Ste-Geneviève

Notice is hereby given that the "Tow of Ste-Geneviève", in the county of Jacques-Cartier, will apply to the provincial Legislature of this province, at its present Session, for the adoption of an act amending its charter and granting the special powers as mentioned below:

1° Autoriser la Ville de Ste-Geneviève à passer un règlement amendant le réglement 121 pour modifier la taxation prévue au dit règlement 121, le tout sujet à l'approbation des citoyens électeurs et du Ministre des affaires municipales;

2° Autoriser la Ville de Ste-Geneviève à amender son règlement 96 pour utiliser certaines sommes d'argent pour d'autres fins à être déterminées par règlement;

3° Et pour toutes autres fins.

Ste-Geneviève, ce 19e jour de janvier 1965.

Le Procureurs de la pétitionnaire,
la Ville de Ste-Geneviève,
9292-5-4-o POUPART MELANÇON & THOMAS.

1. To authorize the Town of Ste-Geneviève to pass a by-law amending by-law number 121 modifying the taxation provided in said by-law 121, subject to the approval of the citizens and of the Minister of the municipal affairs;

2. To authorize the Town of Ste-Geneviève to amend its by-law 96 to use certain sums of money for other purposes to be fixed by by-law;

3. And for all other purposes;

Ste-Geneviève, this 19th day of January, 1965.

POUPART MELANÇON & THOMAS,
Attorneys for the petitioner,
9292-5-4-0 *the Town of Ste-Geneviève.*

Paroisse de St-Raphaël de l'Ile Bizard

Avis est par les présentes donné que la « Municipalité de la Paroisse de St-Raphaël de l'Ile Bizard », dans le comté de Jacques-Cartier, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte et lui accordant des pouvoirs spéciaux sur les matières suivantes:

1° Modifier pour la municipalité de la Paroisse de St-Raphaël de l'Ile Bizard le code municipal en ajoutant l'Article 654-A, permettant l'évaluation des terres en culture dans la municipalite sur une nouvelle base;

2° Modifier pour la municipalité de la Paroisse de St-Raphaël de l'Ile Bizard, l'article 420 du code municipal, lui permettant d'organiser un corps policier;

3° Et pour toutes autres fins.

Municipalité de la paroisse de St-Raphaël de l'Ile Bizard, ce 19e jour de janvier 1965.

Le Procureurs de la pétitionnaire
La municipalité de la paroisse,
de St-Raphaël de l'Ile Bizard,
9293-5-4-o POUPART MELANÇON & THOMAS.

Parish of St. Raphaël de l'Ile Bizard

Notice is hereby given that the "Municipality of the Parish of St. Raphaël de l'Ile Bizard", in the county of Jacques-Cartier, will apply to the provincial Legislature of this province, at its present Session, for the adoption of an act amending its charter and granting the special powers as mentioned below:

1. To modify for the municipality of the Parish of St-Raphaël de l'Ile Bizard the municipal code, in adding the article 654-A, to permit the valuation of the agriculture land in the municipality on a new basis;

2. To modify for the Municipality of the Parish of St-Raphaël de l'Ile Bizard, article 420 of the municipal code, permitting her to organize a police force;

3. And for all other purposes.

Municipality of the parish of St-Raphaël de l'Ile Bizard, this 19th day of January, 1965.

POUPART MELANÇON & THOMAS,
Attorneys for the petitioner,
the Municipality of the Parish,
9293-5-4-o *of St-Raphaël de l'Ile Bizard.*

Club Canadien

Avis est par les présentes donné que le « Club Canadien », corps politique et incorporé, ayant son siège social au numéro 438 est, de la rue Sherbrooke, en la cité et le district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi modifiant sa charte et lui accordant des pouvoirs spéciaux sur les matières suivantes, savoir:

1. Pour abroger la loi 39 Victoria, chapitre 75, la loi 5 Édouard VII, chapitre 93, et 9 George V, chapitre 143;

2. Pour abroger la constitution, les règles et règlements adoptés sous l'empire des lois mentionnées ci-haut;

3. Pour donner au Club Canadien le statut d'une corporation sans but lucratif;

4. Pour limiter la valeur des immeubles que la corporation peut posséder;

5. Pour que les dispositions de la Deuxième Partie de la loi des compagnies de Québec s'appliquent à la corporation;

6. Pour diviser le capital-actions de la corporation en mille (1000) actions ordinaires sans valeur nominale, et pour émettre à chacun des membres en règle de la Corporation, une action du capital-actions de la corporation, en considération des souscriptions versées comme membre;

7. Pour limiter le transfert des actions de la Corporation;

8. Pour règlementer le transfert des actions, au cas de démission, d'expulsion ou de décès d'un

Club Canadien

Notice is hereby given that the "Club Canadien", a body politic and corporate, having its head office at number 438 Sherbrooke street east, in the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act amending its charter and granting it special powers on the following matters, to wit:

1. To rescind the act 39 Victoria, chapter 75, Act 5 Edward VII, chapter 93, and 9 George V, chapter 143;

2. To rescind the constitution, by-laws and regulations adopted under the above mentioned acts;

3. To give to the "Club Canadien" the statute of a corporation without lucrative purposes;

4. To limit the value of the immoveables which the corporation may own;

5. So that the provisions of Part II of the Quebec Companies Act will apply to the corporation;

6. To divide the capital stock of the corporation into one thousand (1000) common shares without nominal value, and to issue to each one of the members of the corporation in good standing, one share of the capital stock of the corporation, in consideration of subscriptions paid in as a number;

7. To limit transfer of the shares of the corporation;

8. To regulate transfer of shares in cases of resignation, expulsion or the decease of a mem-

membre, et pour limiter le nombre d'actions qu'un membre pourra posséder;

9. Et pour toutes autres fins.

Montréal, ce 11 janvier 1965.

Les Procureurs du pétitionnaire,
Le Club Canadien,
9308-5-4-o POUPART MELANÇON & THOMAS.

ber, and to limit the number of shares which a member may own;

9. An for all other purposes.

Montreal, January 11, 1965.

POUPART MELANÇON & THOMAS,
Attorneys for the Petitioner,
9308-5-4 *The Club Canadien*

Les Soeurs de la Charité de la ville de Lévis

Avis est donné que « Les Soeurs de la Charité de la ville de Lévis », corporation constituée par la loi 26 Victoria, chapitre 35, et « Les Soeurs de la Charité de Québec », corporation constituée par la loi 16 Victoria, chapitre 264, s'adresseront à la Législature de la province de Québec à sa présente session pour demander l'adoption d'une loi aux fins d'abroger la loi 26 Victoria, chapitre 35 et de transporter les biens de Les Soeurs de la Charité de la ville de Lévis à Les Soeurs de la Charité de Québec qui en assumera les obligations.

Québec, le 20 janvier 1965.

9309-5-4-o Le *Procureur des pétitionnaires,*
JEAN TURGEON.

The Sisters of Charity of the town of Lévis

Notice is given that "The Sisters of Charity of the town of Lévis", corporation incorporated by Act 26 Victoria, chapter 35, and "The Sisters of Charity of Quebec", corporation incorporated by the Act 16 Victoria, chapter 264, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session to request the adoption of an act for purposes of rescinding the Act 26 Victoria, chapter 35, and to transfer the properties of The Sisters of Charity of the town of Lévis to The Sisters of Charity of Quebec who will assume the obligations.

Quebec, January 20, 1965.

JEAN TURGEON,
9309-5-4 *Attorney for the petitioners.*

Ville de Candiac

Avis est par les présentes donné que la « Ville de Candiac », s'adressera à la Législarure de la Province de Québec à sa présente session pour demander l'adoption d'une loi aux fins d'autoriser la ville à établir et administrer un système d'antennes communautaires de télévision ou de radio et à prohiber les antennes extérieures particulières, aux fins de modifier le régime de taxation foncière du terrain de golf qui s'y trouve en amendant en conséquence, pour la ville de Candiac, l'article 522a de la Loi des cités et villes, et pour d'autres fins.

Montréal, le 18 janvier 1965.

Le Procureur de la Ville de Candiac.
9325-5-4-o GASTON POULIOT, C.R.

Town of Candiac

Public notice is hereby given that the "Town of Candiac", will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an act for the following purposes: to authorize the town to establish and operate a system of television and radio community antennas and to prohibit individual outside antennas; to modify the taxation system pertaining to the folf course situated in the town and to amend accordingly , for the town Section 522a of the Cities and Towns Act; and for other purposes.

Montreal, January 18, 1965.

GASTON POULIOT, Q.C.,
9325-5-4 *Attorney for the Town of Candiac.*

Dorchester Development Ltd.

On fait savoir que « Dorchester Development Ltd. », 615 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, demandera à la Législature de la Province de Québec , au cours de sa session actuelle, l'adoption d'une loi:

a) lui attribuant la propriété d'une section d'une ruelle qui forme une partie du lot numéro 1507-12 du quartier St-Antoine et est située entre les rues de la Montagne et Drummond, au nord de la rue Dorchester et près de celle-ci, dans la ville de Montréal,

b) attribuant aux légataires résiduaires de William Lawrie, qui est décédé à Edinburgh, en Écosse, le 8 octobre 1890, la propriété d'une ruelle comprise dans le lot numéro 1511 du quartier St-Antoine et située au nord de la section de ruelle mentionnée en *a*), entre la rue de la Montagne et une ruelle qui forme le lot numéro1507-21, du même quartier, et

c) substituant la ruelle comprise dans ledit lot numéro 1511 à la section de ruelle mentionnée en *a*) comme fonds servant assujetti à tout droit de passage auquel cette section est présentement assujettie.

Québec, 22 janvier 1965.

Les Procureurs de la requérante,
LÉTOURNEAU STEIN, MARSEILLE,
BIENVENUE, PRICE,
9341-5-4-o DELISLE & LARUE.

Dorchester Development Ltd.

Notice is hereby given that "Dorchester Development Ltd.", 615 Dorchester Boulevard west, Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for an Act:

(*a*) attributing to it the ownership of part of a lane which is part of lot number 1507-12 of St-Antoine ward and is situated between Mountain and Drummond streets, a short distance north of Dorchester street, in the city of Montreal,

(*b*) attributing to the residuary legatees of William Lawrie, who died in Edinburgh, Scotland, on October 8, 1890, the ownership of a lane comprised within lot number 1511 of St-Antoine ward and situated to the north of the part of lane mentioned in (*a*) between Mountain street and a lane which is lot number 1507-21, of the same ward, and

(*c*) substituting the lane comprised within said lot number 1511 for the part of lane mentioned in (*a*) as the servient land owing any right of way that presently exists over the said part of lane.

Quebec, January 22, 1965.

LÉTOURNEAU, STEIN, MARSEILLE,
BIENVENUE, PRICE,
DELISLE & LARUE.
9341-5-4 *Attorneys for the petitioner.*

Cité de Dorval

Avis public est par les présentes donné que la « Cité de Dorval », s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de la présente session, pour demander l'adoption d'une loi, pour les fins suivantes:

a) nommer des substituts aux membres du bureau de revision;

b) contester toute décision ou résolution décrétant une augmentation d'évaluation dans les limites de la municipalité;

c) modifier et abroger certaines dispositions de sa charte relativement à la perception des taxes scolaires;

d) payer une pension viagère de retraite à certains employés permanents;

e) définir et règlementer l'usage des piscines semi-publiques; et

f) substituer, dans certains cas, une nouvelle procédure en matière d'expropriation.

Et pour toutes autres fins.

Dorval, 28 janvier 1965.

Le Procureur de la requérante,
MAURICE G. MARCOTTE.

9407-6-4-o

City of Dorval

Notice is hereby given that the "City of Dorval", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, during the present session, to request the adoption of an act for the following purposes:

(*a*) appoint substitutes to the members of the revision board;

(*b*) contest any decision or resolution decreeing an increase of the assessment within the limits of the municipality;

(*c*) amend and abrogate certain provisions of its charter pertaining to the collection of school taxes;

(*d*) pay a retirement pension to some permanent employees;

(*e*) Define and regulate the use of the semi-public swimming-pools;

(*f*) substitute, in certain cases, a new procedure for expropriation purposes.

And for other purposes.

Dorval, January 28, 1965.

MAURICE R. MARCOTTE,
Attorney for the petitioner.

9407-6-4-o

Cité de Verdun

Avis public est par les présentes donné que la « Cité de Verdun », s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 7 Edouard VII, chapitre 73, et ses amendements, sur les matières suivantes:

1° Renouveler l'évaluation municipale et le taux de la taxe sur la propriété de la ville de Montréal située dans Verdun;

2° Renouveler le contrat avec la ville de Montréal pour la fourniture de l'eau;

3° Autoriser la cité de Verdun à voter une pension à Tancrède Cool, ancien employé de la cité.

Montréal, le 13 janvier, 1965.

LACROIX, VIAU, HÉBERT,
THIVIERGE, SYLVESTRE & VIAU.
507 Place d'Armes,
Suite 1209, Montréal. 9408-6-4-o

City of Verdun

Public notice is hereby given that "City of Verdun", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law, amending its charter, the Act 7 Edouard VII, chapter 73, and its amendments, on the following subject:

1. To renew the municipal valuation and tax rate of the property of the city of Montreal situated in Verdun;

2. To renew the contract with the city of Montreal for water supply;

3. To authorize the city of Verdun to vote a pension to Tancrède Cool, former employee of the city.

Montreal, January 13, 1965.

LACROIX, VIAU, HÉBERT,
THIVIERGE, SYLVESTRE & VIAU.
507 Place d'Armes,
Suite 1209, Montréal. 9408-6-4-o

Jean Boileau

Avis est par les présentes donné que monsieur « Jean Boileau », gérant, de Vaudreuil, district de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi confirmant son droit absolu de vendre les immeubles situés dans la paroisse St-Michel de Vaudreuil et ayant fait l'objet d'une donation entrevifs par monsieur Alderic Boileau à monsieur Jean Boileau passé le 6 mars 1940 devant Me Jean Philippe Boileau, notaire.

Montréal, ce 28ième jour de janvier 1965.

Les Procureurs du requérant,
GÉLINAS, BOURQUE, LALONDE,
& BENOIT.

9426-6-4-o

Jean Boileau

Notice is hereby given that Mr. "Jean Boileau", manager, of Vaudreuil, district of Montreal, will apply to the legislature of the Province of Quebec, at its present session, to request the adoption of an act confirming its absolute right to sell immoveables situatee in the parish of St-Michel de Vaudreuil and having been the object of a donation inter vivos by Mr. Alderic Boileau to Mr. Jean Boileau passed on March 6, 1940 before Me Jean Phillippe Boileau, notary.

Montreal, this 28th day of January, 1965.

GÉLINAS, BOURQUE, LALONDE
& BENOIT,
Attorneys for the petitioner.

9426-6-4

Ville de Montréal-Est

Avis public est par les présentes donné que la « Ville de Montréal-Est », s'adressera à la Législature de Québec, à sa présente session, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte en changeant le nom de la ville en celui de « Ville de Versailles », et lui donnant le droit d'accorder une pension à certaines personnes qui ont été, ou qui seront des membres du conseil ou à des officiers ou employés, anciens et nouveaux,

Town of Montreal-East

Public notice is heregy given that the "Town of Montreal East", will apply to the Legislature of Quebec at its present session, requesting the adoption of a law amending its charter by changing its name into that of "Ville de Versailles", and giving it the right to grant pension allowances to certain persons who have been or are members of the council, and to present and past officers and employees of the town who

de la ville et qui n'ont droit à aucun bénéfice sous l'empire des fonds de pension municipaux, et à leurs veuves, et pour ratifier le règlement 321 de ladite ville.

Montréal, 18 janvier 1965.

Par les Procureurs de la ville,
de Montréal-Est,
VIEN, PARÉ, FERLAND
9427-6-4-o & BARBEAU.

receive no benefit from the municipal pension fund, and to their widows, and also to ratify by-law No. 321 of the said town.

Montreal, January 18, 1965.

Per: VIEN, PARÉ, FERLAND
& BARBEAU,
Attorneys for the town of,
9427-6-4-o *Montreal East.*

Cité de Québec

Nous donnons avis public que la « Cité de Québec », s'adressera à la Législature, à la présente session, pour demander de modifier ses divisions électorales et réduire de seize à douze le nombre des membres du Conseil et établir à quatre ans la durée de leurs fonctions; pour fixer un Comité Exécutif composé du maire et de deux échevins; pour fixer l'indemnité du maire et des échevins de la Cité suivant les recommandations de la Commission Sylvestre; pour modifier le cens d'éligibilité du maire et des échevins; pour modifier le cens électoral requis pour voter à l'élection du maire et des échevins; pour modifier la loi concernant la confection des listes électorales et le mode de revision desdites listes; pour déterminer le mode d'élection d'un président du Conseil, autre que le maire, et préciser ses pouvoirs: pour déterminer l'autorité et les pouvoirs du Conseil; pour définir de quelle façon seront nommés les officiers ou employés de la Cité; pour modifier la loi régissant le fonds de pension des employés permanents de la Cité; pour modifier la loi régissant le paiement des intérêts sur les redevances municipales; pour prévoir la nomination d'un gérant et déterminer ses pouvoirs; pour déterminer les pouvoirs du Comité Exécutif; pour prévoir le mode de nomination des estimateurs de la Cité; pour porter à $200,000.00 la subvention de la Cité pour l'établissement et le maintien des terrains de jeux dans son territoire; pour modifier la composition de la Commission de l'Exposition; pour apporter certaines modifications à la loi concernant la Cour Municipale de la Cité de Québec; pour obtenir des pouvoirs spéciaux afin de faciliter le remplacement des taudis ou maisons insalubres dans la cité; pour modifier le territoire où sont établies les zones industrielles; pour autoriser un emprunt de $350,000.00 destiné à l'élargissement de la rue St-Cyrille, entre l'avenue Bourlamaque et l'avenue des Érables; pour autoriser une exemption des taxes municipales sur le nouveau centre de loisirs de l'Association des Zouaves de Québec et tous autres amendements qui pourraient être dans l'intérêt des contribuables de la Cité de Québec.

Québec, le 28 janvier 1965.

Le Procureur de la Cité,
9428-6-4-o BENOIT PELLETIER, C.R.

City of Quebec

We give public notice that the "City of Quebec", will apply to the Legislature, at its present session, to request the modification of its electoral divisions and to reduce from sixteen to twelve the number of members on the Council and to establish at four years the duration of their term of office, to fix an Executive Committee composed of a mayor and two aldermen, to fix the indemnity of the mayor and aldermen of the City according to the recommendations of the Sylvestre Commission, to amend the qualifications for eligibility as mayor and aldermen, to amend the property qualifications required to vote in the election for mayor and aldermen, to amend the act concerning the making of electoral lists and the manner of revision of the said lists, to determine the manner of election of a president of the Council, other than the mayor, and to summarize his powers, to determine the authority and the powers of the Council; to define the manner in which the officials or employees of the City will be appointed; to amend the act governing the pension fund for permanent employees of the City; to amend the act governing the payment of interest on municipal dues; to provide for the appointment of a manager and to determine his powers; to determine the powers of the Executive Council; to determine the manner in which City appraisers will be appointed; to increase to $200,000.00 the City's grant for the establishment and maintenance of playgrounds in its territory; to amend the composition of the Exhibition Commission; to make certain amendments to the law concerning the Municipal Court of the City of Quebec; to obtain special powers in order to facilitate the replacement of slums or unsanitary houses in the City; to amend the territory where industrial zones are established; to authorize a loan of $350,000.00 to widen St. Cyrille St. between Bourlamaque Ave. and Maple Ave; to authorize an exemption of municipal taxes on the new recreational center of "L'Association des Zouaves de Québec" and all other amendments which might be in the interest of tax-payers in the City of Quebec.

Quebec, January 28, 1965.

BENOIT PELLETIER, Q.C.,
9428-6-4 *Attorney for the City.*

Électrolier Corporation

Avis est donné que « Électrolier Corporation », un corps politique et incorporé, dûment constitué conformément à la Loi, ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, province de Québec, s'adressera à la législature de Québec, à sa présente session afin d'obtenir l'adoption d'une Loi déclarant que la servitude créée en certains acte de vente de la Compagnie des Terres du Parc Amherst à Édouard Cusson et Alfred Rousseau n'affecte plus les lots de subdivision numéros soixante-huit, soixante-neuf, soixante-dix, soixante et onze, soixante-douze, soixante-treize,

Électrolier Corporation

Notice is hereby given that "Électrolier Corporation", a body corporate and politic, duly incorporated according to law, ewith its head office and principal place of business situated in the city and district of Montreal, Province of Quebec, will apply to the Quebec Legislature at its present session for the adoption of an Act to declare that the servitude created in certain deeds of sale from La Compagnie des Terres du Parc Amherst to Édouard Cusson and Alfred Rousseau no longer affect subdivision lots numbers sixty-eight, sixty-nine, seventy, seventy-one, seventy-two, seventy-three, seventy-four,

soixante-quatorze, soixante-quinze, soixante-seize soixante-dix-sept, soixante-dix-huit et soixante-dix-neuf du lot originaire numéro six, (6-68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78 et 79), tous aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Côte St-Louis, dans le quartier St-Édouard, ville et district de Montréal.

Montréal, ce 15e jour de janvier 1965.

Les Procureurs de la requérante,
MARTINEAU, WALKER, ALLISON,
9452-6-4 BEAULIEU, TETLEY & PHELAN.

Dominion Lime Ltd.
Carrières Dulude Limitée
Dulude Quarry Limited

Avis est par les présentes donné que « Dominion Lime Ltd. et Carrières Dulude Limitée — Dulude Quarry Limited », s'adressera à la présente session de la Législature de Québec pour une loi sanctionnant les titres de Dominion Lime Ltd. et Carrières Dulude Limitée — Dulude Quarry Limited à certaines propriétés situées dans la paroisse de St-Bruno.

Montreal, P.Q., le 3 février 1965.

Les Procureurs des Requérants,
HOWARD, CATE, OGILVY, BISHOP, COPE,
9468-7-4-o PORTEOUS & HANSARD.

Beth Hillel Congregation

Avis public est par les présentes donné que Nathan Saskin, Morris Chazin, Carl Sigman, Max Victor, Abraham Victor, Moe Sigman, Max Caplan, Morty Mazin, Edward Wolkove, Harry Diamond, Sam Cohen, et Charles Williams s'adresseront à la Législature de la province à sa présente session pour demander une loi spéciale pour constituer une corporation ecclésiastique, sous le nom de « Beth Hillel Congregation », une congrégation pour les disciples de la foi hébraïque.

Montréal, le 4 février 1965.

Les Procureurs de la requérante,
9484-7-4-o ORENSTEIN, RUBY & MICHELIN.

Les commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine

Avis est par les présentes donné que les « Commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine », dans le comté de Champlain, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa présente session pour les fins suivantes:

1° Abroger les articles un et deux de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 126 concernant la qualification des électeurs, la confection des listes ainsi que le certificat aux personnes omises sur la liste.

2° Porter la durée du terme des Commissaires à quatre ans avec élection à tous les deux ans, soit l'élection à deux sièges au cours d'une année et des trois autres sièges lors de la deuxième année subséquente.

3° Exiger un dépôt de cent dollars de toute personne se portant candidat à la charge de commissaire d'écoles.

4. Pour toutes autres fins.

Donné au Cap-de-la-Madeliene, ce 28 janvier 1965.

Les Procureurs,
9485-7-4-o LEBRUN & LAMOTHE, *avocats.*

Saint-Damien-de-Brandon, Saint-Zénon

Avis est par les présentes donné, que la « Corporation de la paroisse de Saint-Damien-de-

seventy-five, seventy-six, seventy-seven seventy-eight and seventy-nine of original lot number six, (6-68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78 and 79), all on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte St. Louis in St. Edward's Ward, city and district of Montreal.

Montreal, this 15th day of January, 1965.

MARTINEAU WALKER, ALLISON,
BEAULIEU, TETLEY & PHELAN,
9452-6-4-o *Attorney for the petitioner.*

Dominion Lime Ltd.
Carrières Dulude Limitée
Dulude Quarry Limited

Notice is hereby given that "Dominion Lime Ltd. and Carrières Dulude Limitée — Dulude Quarry Limited", will apply at the present session of the Quebec Legislature for an Act to validate the title of Dominion Lime Ltd. and Carrières Dulude Limitée — Dulude Quarry Limited to certain properties in the parish of St. Bruno.

Montreal, P.Q., February 3, 1965.

HOWARD, CATE, OGILVY, BISHOP,
COPE, PORTEOUS & HANSARD,
9468-7-4-o *Attorneys for petitioner.*

Beth Hillel Congregation

Notice is hereby given by the undersigned that they shall present at the present session of the Quebec Legislature, a Bill to authorize: Nathan Saskin, Morris Chazin, Carl Sigman, Maz Victor, Abraham Victor, Moe Sigman, Max Caplan, Morty Mazin, Edward Wolkove, Harry Diamond, Sam Cohen, and Charles Williams, to constitute an ecclesiastical corporation, under the name of "Beth Hillel Congregation", a congregation for the followers of the Hebrew faith.

Montreal, January 4, 1965.

ORENSTEIN, RUBY & MICHELIN,
9484-7-4-o *Attorneys for petitioners.*

The school commissioners for the municipality of Cap-de-la-Madeleine

Notice is hereby given that the "School Commissioners for the municipality of Cap-de-la-Madeleine", in the county of Champlain, will apply to the Quebec Provincial Legislature, at its present session for the following purposes:

1. To repeal sections one and two of Act 2-3 Elizabeth II, chapter 126, concerning the qualification of electors, the making of lists as well as the certificate to persons omitted on the list.

2. To lengthen the term of office of the Commissioners to four years with elections every two years, that is, the election to two seats during the course of one year and to three other seats during the second subsequent year.

3. To require a deposit of one hundred dollars from any person presenting himself as a candidate for school commissioner.

4. For all other purposes.

Given at Cap-de-la-Madeleine on January 28, 1965.

LEBRUN & LAMOTHE, *advocates,*
9485-7-4 *Attorneys.*

Saint-Damien-de-Brandon, Saint-Zénon

Notice is hereby given that the "Corporation de la paroisse de Saint-Damien-de-Brandon and

Brandon et la Corporation de la paroisse de Saint-Zénon », toutes deux dans le comté de Berthier, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi sur les matières suivantes:

1° Annexer tout le territoire du canton Gauthier ainsi que toute la partie de territoire du canton Joliette, sis dans le comté de Berthier, faisant actuellement partie du territoire de la corporation de la paroisse de Saint-Zénon, au territoire de la corporation de la paroisse de Saint-Damien de Brandon;

2° Annexer tout le territoire non organisé du canton Courcelle, sis dans le comté de Berthier, au territoire de la corporation de la paroisse de Saint-Zénon;

3° Et pour toutes autres fins.

Saint-Damien-de-Brandon, ce 22e jour de janvier 1965.

Le Procureur pour les requérants,
ROGER SAVARD.

9486-7-4-0

Domaine Quévillon Ltée

On fait savoir que « Domaine Quévillon Ltée », compagnie à charte provinciale dont le siège social est situé dans la suite 2240 de l'édifice Sun Life, Carré Dominion, à Montréal, demandera à la Législature de la province de Québec au cours de sa session actuelle, l'adoption d'une loi érigeant le territoire ci-après décrit en municipalité de ville régie par les dispositions de cette loi et de la Loi des cités et villes, sous le nom de « Lebel-sur-Quévillon », et constituant les habitants et contribuables de ce territoire en corporation de ville sous ce nom:

Un territoire formant partie des cantons de Quévillon et de Tonnancourt, district électoral d'Abitibi-Est, division d'enregistrement d'Abitibi:

Un terrain de figure irrégulière, formant partie des cantons de Quévillon et de Tonnancourt, situé à l'intérieur des limites suivantes, prises successivement: la rive nord-est de la rivière Bell, une ligne brisée sensiblement parallèle au tracé de la route Senneterre-Chibougamau et à environ un demi mille à l'ouest de cette route une ligne courant en direction est jusqu'au lac Quévillon et située à environ 6 milles au nord du canton de Tonnancourt, puis la rive ouest du lac Quévillon et de la rivière Quévillon, tel qu'indiqué sur un plan préparé par Paul Darisse, a.-g., en date du 3 février 1965, et déposé aux archives des Arpenteurs du Ministère des Terres et Forêts, et comprenant une superficie de 8,434 acres, distraction faite de l'emprise de la route 58 (Senneterre-Chibougamau) de 160′ de largeur, ledit terrain comprenant les blocs suivants:

1° Le bloc « C », canton de Quévillon, étant un terrain de figure irrégulière, borné au sud au canton de Tonnancourt, au sud-ouest à la rive nord-est de la rivière Bell, vers l'ouest et le nord par une partie non arpentée du canton de Quévillon, vers le nord-est et l'est par la rive du lac Quévillon, vers le sud-est par la rive nord-ouest de la rivière Quévillon, et contenant une superficie de 8,460 acres, à distraire une superficie de 138 acres pour l'emprise de la route, laissant une superficie de 8,322 acres, ce bloc étant plus particulièrement décrit comme suit:

Partant d'un point « A » (situé à 70 chaînes, dans un azimut de 34°07′, à partir du poteau milliaire numéro XI de la limite nord du canton de Laas situé à 77.45 chaînes à l'ouest de la

the Corporation de la paroisse de Saint-Zénon", both in the county of Berthier, will apply to the Provincial Legislature at its present session, for the adoption of an act, the objects thereof are the following:

1. To annex all the territory of canton Gauthier and all this part of territory of canton Joliette, located in the county of Berthier, being actually part of the territory of the Corporation de la paroisse de Saint-Zénon, to the territory of the Corporation de la paroisse de Saint-Damien-de-Brandon;

2. To annex all the non organized territory of canton Courcelle, located in the county of Berthier, to the territory of the Corporation de la paroisse de Saint-Zénon;

3. And for other purposes:

Saint-Damien-de-Brandon, this 22nd day of January 1965.

ROGER SAVARD,
Attorney for the petitioners.

9486-7-4-0

Quévillon Estates Ltd.

Notice is hereby given that "Quévillon Estates Ltd.", a company with provincial charter whose head office is situated at suite 2240, Sun Life Building, Dominion Square, Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for an act erecting the territory hereinafter described into a town municipality governed by the provisions of such act and of the Cities and Towns Act, under the name of "Lebel-sur-Quévillon", and constituting the inhabitants and ratepayers of such territory into a town corporation under the said name:

A territory which is part of the townships of Quévillon and Tonnancourt, electoral district of Abitibi-East, registration division of Abitibi:

A parcel of land of irregular shape, which is part of the townships of Quévillon and Tonnancourt and is situated within the following limits, taken successively: the north-east shore of the Bell River, a broken line approximately parallel to the proposed layout of the Senneterre-Chibougamau highway and approximately one-half mile west of the said highway, a line running in an easterly direction as far as Quévillon Lake and situated approximately 6 miles north of the township of Tonnancourt, then the western shore of Quévillon Lake and the Quévillon River, as shown on a plan drawn by Paul Darisse, land surveyor, dated February 3, 1965 and filed of record with the Surveys Branch of the Department of Lands and Forests, and having an area of 8,434 acres, after substracting the 160′ wide bed of highway 58 (Senneterre-Chibougamau), the said parcel of land comprising the following blocks:

1. Block "C", township of Quévillon, being a parcel of irregular shape, bounded to the south by the township of Tonnancourt, to the south-west by the north-east shore of the Bell River, towards the west and north by an unsurveyed part of the township of Quévillon, towards the north-east and the east by the shore of Quévillon Lake, towards the south-east by the north-west shore of the Quévillon River, and having an area of 8,460 acres, from which there must be subtracted an area of 138 acres, being the bed of the highway, which leaves an area of 8,322 acres, such block being more precisely described as follows:

Starting from a point "A" (situated 70 chains, in an azimut of 34°07′, from milepost number XI of the northern boundary of the township of Laas situated 77.45 chains west of the Bell

rivière Bell), puis suivant un azimut de 31°28′ pour une distance de 87 chaînes jusqu'au point « B », puis suivant un azimut de 60°25′ pour une distance de 173 chaînes, jusqu'au point « C », puis suivant un azimut de 336°32′ pour une distance de 163 chaînes jusqu'au point « D », puis suivant un azimut de 9°18′ pour une distance de 114 chaînes et 33 mailles jusqu'au point « E », puis suivant un azimut de 90° jusqu'à la rive du lac Quévillon; delà, vers le sud, suivant la rive sud-ouest du lac Quévillon, la rive nord-ouest de la rivière Quévillon, la limite nord du canton de Tonnancourt, et la rive nord-est de la rivière Bell, jusqu'au point de départ; contenant une superficie de 8,322 acres, distraction faite des 138 acres réservés pour l'emprise de la route Senneterre-Chibougamau;

2° Le bloc « B », canton de Tonnancourt, étant un terrain de figure irrégulière, borné au nord par le canton de Quévillon, vers le sud-est par la rive nord-ouest de la rivière Quévillon, vers le sud par la rive nord de la rivière Bell; contenant une superficie de 112 acres.

Québec, le 5 février 1965.

Les Procureurs de la requérante,
LÉTOURNEAU, STEIN, MARSEILLE,
BIENVENUE, PRICE, DELISLE & LARUE.

9511-7-4-o

Faith Baptist Church
Église Baptiste de la Foi

Prenez avis que « Faith Baptist Church — Église Baptiste de la Foi », située au numéro 1320 Boulevard Mercure, Drummondville, P.Q., présentera une requête au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec pour incorporation sous la Loi d'incorporation de l'Église et ses amendements, le chapitre 311 de l'année 1941 des Statuts Revisés de la province de Québec.

Montréal, 15 février 1965.

Les Avocats du requérant,
CERINI, JAMIESON, SALMON,
WATSON & BROWN.

9647-8-4-o

Bureau Métropolitain des Écoles Protestantes de Montréal

Avis est par les présentes donné que le « Bureau Métropolitain des Écoles Protestantes de Montréal », s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une Loi concernant l'éducation dans le territoire sous la juridiction du Bureau Métropolitain des Écoles Protestantes de Montréal, et aux fins d'amender la Loi 15, Georges V, chapitre 45 et certaines autres lois ayant trait aux sujets suivants:

1° la mise au rôle des immeubles;
2° le pouvoir d'homologuer les biens immobiliers;
3° l'article 1066p du code de procédure civile;
4° le droit d'établir un comité exécutif au sein du Bureau Métropolitain des Écoles Protestantes de Montréal;
5° documents confidentiels;
6° qualifications requises pour les membres du Bureau des Commissaires d'Écoles Protestantes de la cité de Montréal;
7° la répartition de la taxe des neutres;
8° la procédure pour l'acquisition de biens immobiliers;
9° l'augmentation du nombre des membres du Bureau Métropolitain des Écoles Protestantes de Montréal de manière à pourvoir à la représenta-

River), then following an azimut of 31°28′ a distance of 87 chains to point "B", then following an azimut of 60°25′ a distance of 173 chains to point "C", the following an azimut of 336°32′ a distance of 163 chains to point "D", then following an azimut of 9°18′ a distance of 114 chains and 33 links to point "E", then following an azimut of 90° to the shore of Quévillon Lake; thence in a southerly direction following the south-west shore of Quévillon Lake, the north-west shore of the Quévillon River, the northern boundary of the township of Tonnancourt, and the north-east shore of the Bell River, to the starting point; having an area of 8,322 acres, after subtracting the 138 acres reserved for the bed of the Senneterre-Chibougamau highway;

2. Block "B", township of Tonnancourt, being a parcel of land of irregular shape, bounded to he north by the township of Quévillon, towards the south-east by the north-west shore of the Quévillon River, towards the south by the north shore of the Bell River; having an area of 112 acres.

Quebec, February 5, 1965.

LÉTOURNEAU, STEIN, MARSEILLE,
BIENVENUE, PRICE, DELISLE & LARUE,
Attorneys for the petitioner.

9511-7-4-o

Faith Baptist Church
Église Baptiste de la Foi

Notice is hereby given that the "Faith Baptist Church — Église Baptiste de la Foi", 1320 Mercure Boulevard, Drummondville, Province of Quebec, will present a petition to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec for incorporation under the Church Incorporation Act, chapter 311 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941, and amendments.

Montreal, February 15, 1965.

CERINI, JAMIESON, SALMON,
WATSON & BROWN,
Solicitors for the petitioner.

9647-8-4-o

Protestant School Board of Greater Montreal

Notice is hereby given that "The Protestant School Board of Greater Montreal", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act concerning education in the territory of The Protestant School Board of Greater Montreal and amending the Act 15, George V, chapter 45 and certain other acts relating to the following matters:

1. the listing of immoveable property;
2. the power to homologate immoveable property;
3. article 1066p of the Code of Civil Procedure;
4. the right of establishing an Executive Committee of the Board from amongst its members;
5. confidential documents;
6. Qualifications required for the members of the Protestant School Board of School Commissioners of the city of Montreal;
7. apportionment of the neutral panel tax;
8. the procedure for the acquisition of immoveable property;
9. increasing the number of members of The Protestant School Board of Greater Montreal so as to provide for Jewish representation on the

tion juive au sein de ce Bureau et de manière à accroître la représentation du Bureau des Commissaires d'Écoles Protestants de la Cité de Montréal et du Bureau des Syndics d'Écoles Protestants du Sault-au-Récollet et du Bureau des Syndics d'Écoles Protestants de la Pointe-aux-Trembles et du Bureau des Commissaires d'Écoles Protestants de la Ville de Hampstead;
et tout autres sujets utiles pour une meilleure administration de l'éducation des enfants sur son territoire;

Montréal, le 15 février 1965.

Les Procureurs du requérant,
HOWARD, STALKER
& MCDOUGALL.

9648-8-4-o

Board, and for a greater representation by the Protestant Board of School Commissioners of the city of Montreal and the Protestant Board of School Commissioners of Sault-au-Récollet and the Protestant Board of School Commissioners for the municipality of Pointe-aux-Trembles and the Protestant Board of School Commissioners of the town of Hampstead;
and all other matters useful for the better administration of the education of the children in its territory.

Montreal, February 15, 1965.

HOWARD, STALKER
& MCDOUGALL,
Attorneys for the petitioner.

9648-8-4-o

Ministère des Affaires municipales

Ville de Loretteville

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté en conseil No 254 du 9 février 1965 et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, chapitre 233), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement No 481 du conseil municipal de la ville de Loretteville, tel que modifié par une résolution en date du 1er février 1965, et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est annexé à la ville de Loretteville.

Ce territoire est le suivant:

Le territoire actuel de la ville de Château-d'Eau comprenant en référence au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette (ville de Château-d'Eau) les lots ou parties de lot et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues routes, emprises de chemin de fer, îles, rivières, cours d'eau ou parties d'iceux renfermés dans les limites suivantes à savoir: partant du sommet de l'angle ouest du lot 761-A; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne nord-ouest dudit lot 761-A; le côté sud-ouest de la route de Valcartier jusqu'au côté sud-est de l'avenue des Pins; le prolongement du côté sud-est de ladite avenue à travers la route de Valcartier; ledit côté sud-est de l'avenue des Pins et son prolongement jusqu'à la rive gauche de la rivière St-Charles; ladite rive gauche de ladite rivière en remontant son cours, incluant le lot 1028 et continuant jusqu'à la ligne nord-est du lot 1027-20; la ligne nord-est des lots 1027-20, 1027-19, 1027-18, 1027-15 en rétrogradant jusqu'au lot 1027-4 inclusivement, cette ligne traversant l'emprise d'un chemin de fer portant le numéro cadastral 1526; la ligne nord-ouest du lot 1027-24; la ligne nord-est des lots 1027-24, 1027-B-10, 1027-B-9, 1027-B-8-1 et 1027-A; partie de la ligne sud-est dudit lot 1027-A jusqu'à la ligne nord-est du lot 1026-7; ladite ligne nord-est dudit lot; la ligne sud-est des lots 1026-7, 1026-6 et 1026-5; partie de la ligne nord-est du lot 1027-B-2-1 (rue de la gare) jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 1026-2; la ligne nord-ouest des lots 1026-2, 1026-3 et 1026-4; une ligne brisée limitant vers le nord-est et l'est les lots 1026-4, 1026-3 et 1026-1; la ligne sud-est du lot 1026-1 et son prolongement jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 1525 (emprise de chemin de fer Canadien National); ledit prolongement et ladite ligne nord-est du lot 1525; la ligne nord-

Department of Municipal Affairs

Town of Loretteville

Notice is hereby given that, by Order in Council No. 254 dated February 9, 1965, and pursuant to the provisions of section 43 of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1941, chapter 233), the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to approve by-law No. 481 of the Municipal Council of the town of Loretteville, as amended by a resolution dated February 1, 1965, and to decree that, from and after the date of publication of the present notice, the territory mentioned in the said by-law and described below is annexed to the town of Loretteville.

The territory is the following:

The present territory of the town of Château-d'Eau, including, in reference to the official cadaster of the parish of Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette (Town of Château-d'Eau), the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, highways, railroad rights of way, islands, rivers, water-courses or parts of the same enclosed within the following boundaries, to wit: starting at the summit of the west corner of lot 761-A; thence, successively, the following lines and demarcations: the northwest line of said lot 761-A; the southwest side of the Valcartier road as far as the southeast side of des Pins Ave; the extension of the southeast side of the said avenue across the Valcartier road; the said southeast side of des Pins Ave. and its extension as far as the left bank of the St. Charles River; the said left bank of the said river flowing back along its course, including lot 1028 and continuing as far as the northeast line of lot 1027-20; the northeast line of lots 1027-20, 1027-19, 1027-18, 1027-15, retrogressing as far as lot 1027-4 inclusively, this line crossing the railroad right of way bearing cadastral number 1526; the northwest line of lot 1027-24; the northeast line of lots 1027-24, 1027-B-10, 1027-B-9, 1027-B-8-1 and 1027-A; part of the southeast line of said lot 1027-A as far as the northeast line of lot 1026-7; the said northeast line of the said lot; the southeast line of lots 1026-7, 1026-6, 1026-5; part of the northeast line of lot 1027-B-2-1 (station street) as far as the northwest line of lot 1026-2; the northwest line of lots 1026-2, 1026-3 and 1026-4; a broken line bordering on the northeast and on the east on lots 1026-4, 1026-3 and 1026-1; the southeast line of lot 1026-1 and its extension as far as the extension of the northeast line of lot 1525 (Canadian National Railroad right of eay); the said exten-

est du lot 1027-B-1-A; une ligne brisée limitant au sud-est et vers le sud les lots 1027-B-1-A, 1033-77 et 1033-78 jusqu'à la ligne sud-est du lot 1033-82; la ligne sud-est des lots 1033-82 et 1033-81; une ligne brisée limitant vers le nord-est une partie du lot 1033-75, laquelle ligne se prolonge jusqu'à la ligne centrale de la rivière St-Charles; ladite ligne centrale de ladite rivière en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne sud du lot 696-7; ledit prolongement et la ligne sud des lots 696-7, 696-6, 696-5, 697-66-A, 697-66-B, 698-10 et son prolongement jusqu'au côté sud-ouest de la route de Valcartier; ledit côté sud-ouest de ladite route jusqu'à la ligne sud-est du lot 699-2-A; ladite ligne sud-est dudit lot; la ligne sud-ouest des lots 699-2-A, 699-3 et 699-8; la ligne nord-ouest dudit lot 699-8; le côté sud-ouest de la route de Valcartier jusqu'à la ligne sud-est du lot 699-9; ladite ligne sud-est dudit lot et partie de la ligne sud-ouest du susdit lot jusqu'à la ligne sud-est du lot 711-1; les lignes sud-est, sud-ouest et nord-ouest dudit lot 711-1; partie de la ligne sud-ouest du lot 699-12; la ligne sud-ouest des lots 699-13, 699-14 et 699-15, cette ligne se prolongeant jusqu'au côté nord-ouest de l'avenue du Golf; ledit côté nord-ouest de ladite avenue jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 758-2; la ligne sud-ouest des lots 758-2, 758-3, 758-4, 758-6, 761-1, 761-2, 761-4, 761-5, 761-7, 761-17 et 8761-A jusqu'au point de départ.

Le Sous-ministre des Affaires municipales,
9667-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

Paroisse de Saint-Urbain

Le soussigné donne avis que, tel que demandé dans une résolution adoptée le 1er février 1965 par le conseil municipal de la paroisse de Saint-Urbain, comté de Charlevoix-Ouest et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 12 février 1965, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la corporation de la paroisse de Saint-Urbain, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal.

Québec, le 12 février 1965.

Le Sous-ministre des Affaires municipales,
9667-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

La Macaza

Le soussigné donne avis que, tel que demandé dans une résolution adoptée le 1er février 1965 par le conseil municipal de La Macaza, comté de Labelle et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 12 février 1965, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la corporation de La Macaza, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal.

Québec, le 12 février 1965.

Le Sous-ministre des Affaires municipales,
9667-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

sion and the said northeast line of lot 1525; the northeast line of lot 1027-B-1-A; a broken line bordering on the southeast and on the south on lots 1027-B-1-A, 1033-77 and 1033-78 as far as the southeast line of lot 1033-82; the southeast line of lots 1033-82 and 1033-81; a btoken line bordering on the northeast on a part of lot 1033-75, which line is extended as far as the center-line of the St. Charles River; the said center-line of the said river flowing back along its course as far as the extension of the south line of lot 696-7; the said extension and the south line of lots 696-7, 696-6, 696-5, 697-66-A, 697-66-B, 698-10 and its extension as far as the southwest side of Valcartier road; the said southwest side of the said highway as far as the southeast line of lot 699-2-A; the said southeast line of the said lot; the southeest line of lots 699-2-A, 699-3 and 699-8; the northwest line of said lot 699-8; the southwest side of Valcartier road as far as the southeast line of lot 699-9; the said southeast line of said lot and part of the southewst line of the above-mentioned lot as far as the southeast line of lot 711-1; the southwest, southwast and northwest lines of said lot 711-1; part of the southwest line of lot 699-12; the southwest line of lots 699-13, 699-14 and 699-15, this line being extended as far as the northwest side of Avenue du Golf; the said northwest side of the said avenue as far as the southwest line of lot 758-2; the southwest line of lots 758-2, 758-3, 758-4, 758-6, 761-1, 761-2, 761-4, 761-5, 761-7, 761-17 and 8761-A as far as the starting point.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
9667 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Parish of Saint-Urbain

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution adopted on February 1, 1965, by the municipal Council of the parish of Saint-Urbain, county of Charlevoix-West, and pursuant to the provisions of section 130 of the municipal Code, he decreed, on February 12, 1965, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the corporation of the parish of Saint-Urbain, save those required in the *Quebec Official Gazette* will be made, henceforth, in the French language only.

The present notice is published pursuant to section 131 of the municipal Code.

Quebec, February 12, 1965.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
9667 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

La Macaza

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution dated adopted on February 1, 1965, of the Municipal Council of La Macaza, county of Labelle, and pursuant to the provisions of article 130, of the Municipal Code, he has enacted, under date of February 12, 1965, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, with the exception of those required in the *Quebec Official Gazette* be made, henceforth, in the French language only.

The present notice is published in conformity with article 131, of the Municipal Code,

Quebec, February 12, 1965.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
9667 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Ministère de l'Agriculture et de la Colonisation

Société Coopérative Agricole de St-Gédéon

Avis est par le présent donné que, du consentement du bureau de direction de la « Beurrerie Coopérative de St-Gédéon », le nom de cette coopérative agricole est changé en celui de « Société Coopérative Agricole de St-Gédéon », conformément aux dispositions de l'article 9 de la Loi des Sociétés Coopératives Agricoles (S.R.Q. 1941, ch. 120).

Québec, ce neuvième jour de février 1965.

Le Ministre de l'Agriculture et de la Colonisation,

ALCIDE COURCY.

9668-o

Department of Agriculture and Colonization

Société Coopérative Agricole de St-Gédéon

Notice is hereby given that, with the consent of the board of directors of "Beurrerie Coopérative de St-Gédéon", the name of said cooperative agricultural association is changed to that of "Société Coopérative Agricole de St-Gédéon", pursuant to the provisions of section 9 of the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S. Q. 1941, chapter 120).

Quebec, this ninth day of February, 1965.

ALCIDE COURCY,
Minister of Agriculture and Colonization.

9668

Ministère de l'Éducation

Bristol Diss.

Demande est faite d'annexer, pour les catholiques seulement, le territoire actuel de la municipalité scolaire de Bristol, dans le comté de Pontiac, ainsi que les lots 1 à 15 inclusivement de tous les rangs du canton Clarendon, à la municipalite scolaire de Ste-Marie-de-Quyon, dans le même comté.

Québec, le 3 février 1965.

Le Ministre de l'Éducation,

PAUL GÉRIN-LAJOIE.

9517-7-2-o 926-57

Department of Education

Bristol Diss.

Application is made to annex, for Catholics only, the present territory of the school municipality of Bristol, in the county of Pontiac, as weel as lots 1 to 15 inclusively on all ranges in the Township of Clarendon, to the school municipality of Ste-Marie-de-Quyon, in the same county.

Quebec, February 3, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

9517-7-2 926-57

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Canton de Babel

Cadastre officiel du canton de Babel, municipalité de la ville de Port-Cartier, division d'enregistrement de Saguenay.

Avis est par la présente donné que les lots C-1, C-2, 2-8 à 2-16, 2-19, 2-20, 2-21, 2-26 à 2-35, 4-1, 4-10 à 4-26, 4-28 à 4-46, 5-1, 5-2, 5-3, 2-22-2 et 4-47-2 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 21 janvier 1965.

Le Sous-ministre,

FERNAND BOUTIN.

9592-o

Paroisse de Chicoutimi

Cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi, municipalité du village de St-Jean-Eudes, division d'enregistrement de Chicoutimi.

Avis est par la présente donné que les lots 6A-1 à 6A-23 et 7B-1 à 7B-19, rang XIII S.O.C.S., sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 16 décembre 1964.

Le Sous-ministre,

FERNAND BOUTIN.

9592-o

Paroisse de l'Ancienne-Lorette

Cadastre officiel de la paroisse de l'Ancienne-Lorette, municipalité de la paroisse de l'Ancienne-Lorette, division d'enregistrement de Québec.

Department of Lands and Forests
Cadastre

Township of Babel

Official cadastre of the township of Babel, municipality of the town of Port-Cartier, registrarion division of Saguenay.

Notice is hereby given that lots C-1, C-2, 2-8 to 2-16, 2-19, 2-20, 2-21, 2-26 to 2-35, 4-1, 4-10 to 4-26, 4-28 to 4-46, 5-1, 5-2, 5-3, 2-22-2 and 4-47-2 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, January 21, 1965.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

9592-o

Parish of Chicoutimi

Official cadastre of the parish of Chicoutimi, municipality of the village of St-Jean-Eudes, registfation division of Chicoutimi.

Notice is hereby given that lots 6A-1 to 6A-23 and 7B-1 to 7B-19, rang XIII, S.P.C.S., are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, December 16, 1964.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

9592-o

Parish of l'Ancienne-Lorette

Official cadastre of the parish of l'Ancienne-Lorette, municipality of the parish of l'Ancienne-Lorette, registration division of Quebec.

Avis est par la présente donné que le partie restante du lot 526-1 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 14 décembre 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

9592-o

Notice is hereby given that the remaining part of lot 526-1 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, December 14, 1964.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

9592-o

Cité de Montréal, Quartier St-Laurent

Cadastre officiel de la cité de Montréal, Quartier St-Laurent, municipalité de la ville de Montréal, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné qu'une partie du lot 69-1 est remise en vigueur en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 4 février 1965.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

9592-o

City of Montreal, St-Laurent Ward

Official cadastre of the city of Montreal, St-Laurent Ward, municipality of the town of Montreal, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that a part of lot 69-1 is revived in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, February 4, 1965.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

9592-o

Paroisse de Pointe-aux-Trembles

Cadastre officiel de la paroisse de Pointe-aux-Trembles, municipalité de la ville de Montréal-Est, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que le lot 52; partie des lots 47 à 51, 53 à 55, 85 à 89, 92; partie d'un chemin public et les lots (*annulation des lots*): 47-1 à 47-44, 47-118 à 47-248, 47-286 à 47-424, 47-464 à 47-502, 47-507 à 47-537, 47-551 à 47-587, 47-593, 47-596 à 47-619, 47-627 à 47-629, 48-1 à 48-51, 48-54 à 48-58, 48-62 à 48-68, 48-104 à 48-114, 48-118 à 48-123, 48-125 à 48-359, 48-363 à 48-681, 48-684 à 48-724, 48-729 à 48-760, 48-775 à 48-815, 48-820 à 48-851, 48-866 à 48-906, 48-911 à 48-942, 48-957 à 48-997, 48-1002 à 48-1033, 48-1048 à 48-1082, 49-1 à 49-141, 49-144 à 49-288, 49-292 à 49-332, 49-335 à 49-365, 55-681, 86-1210, 87-899, 87-1031, 87-1204, 87-1221, 87-1223, 88-737, 88-746 à 88-767, 88-770 à 88-798, 88-809 à 88-829, 88-834 à 88-860, 88-863 à 88-986, 88-989 à 88-1149, 88-1151, 89-2 à 89-22, 89-24 à 89-48, 89-96 à 89-177, 89-182 à 89-210, 89-213 à 89-244, 90-935 à 90-957, 92-1330 à 92-1342, 92-1342A, 92-1343 à 92-1349; (*annulation d'une partie des lots*): 47-45, 47-117, 47-285, 47-463, 47-503, 47-505, 47-506, 47-538 à 47-541, 47-550, 47-588 à 47-592, 47-594, 47-595, 47-620 à 47-626, 47-630, 48-52, 48-53, 48-59 à 48-61, 48-69 à 48-103, 48-115 à 48-117, 48-124, 48-360, 48-362, 48-682, 48-725, 48-728, 48-761, 48-774, 48-816, 48-819, 48-852, 48-865, 48-907, 48-910, 48-943, 48-956, 48-998, 48-1001, 48-1034, 48-1047, 48-1083, 48-1085, 49-142, 49-143, 49-289 à 49-291, 49-333, 49-334, 49-366, 55-3, 55-4, 55-39 à 55-46, 55-115 à 55-120, 85-883, 86-1211, 88-768, 88-799, 88-830, 88-862, 88-988, 89-181, 89-211, 89-212, 89-245 et 89-246 sont annulés et les lots 246, 247, 248 et 249 sont ajoutées en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 16 décembre 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

9592-o

Parish of Pointe-aux-Trembles

Official cadastre of the parish of Pointe-aux-Trembles, municipality of the town of Montreal-East, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lot 52; part of lots 47 to 51, 53 to 55, 85 to 89, 92; part of a Public Road and lots (*cancellation of lots*): 47-1 to 47-44, 47-118 to 47-248, 47-286 to 47-424, 47-464 to 47-502, 47-507 to 47-537, 47-551 to 47-587, 47-593, 47-596 to 47-619, 47-627 to 47-629, 48-1 to 48-51, 48-54 to 48-58, 48-62 to 48-68, 48-104 to 48-114, 48-118 to 48-123, 48-125 to 48-359, 48-363 to 48-681, 48-684 to 48-724, 48-729 to 48-760, 48-775 to 48-815, 48-820 to 48-851, 48-866 to 48-906, 48-911 to 48-942, 48-957 to 48-997, 48-1002 to 48-1033, 48-1048 to 48-1082, 49-1 to 49-141, 49-144 to 49-288, 49-292 to 49-332, 49-335 to 49-365, 55-681, 86-1210, 87-899, 87-1031, 87-1204, 87-1221, 87-1223, 88-737, 88-746 to 88-767, 88-770 to 88-798, 88-809 to 88-829, 88-834 to 88-860, 88-863 to 88-986, 88-989 to 88-1149, 88-1151, 89-2 to 89-22, 89-24 to 89-48, 89-96 to 89-177, 89-182 to 89-210, 89-213 to 89-244, 90-935 to 90-957, 92-1330 to 92-1342, 92-1342A, 92-1343 to 92-1349; (*cancellation of a part of lots*): 47-45, 47-117, 47-285, 47-463, 47-503, 47-505, 47-506, 47-538 to 47-541, 47-550, 47-588 to 47-592, 47-594, 47-595, 47-620 to 47-626, 47-630, 48-52, 48-53, 48-59 to 48-61, 48-69 to 48-103, 48-115 à 48-117, 48-124, 48-360, 48-362, 48-682, 48-725, 48-728, 48-761, 48-774, 48-816, 48-819, 48-852, 48-865, 48-907, 48-910, 48-943, 48-956, 48-998, 48-1001, 48-1034, 48-1047, 48-1083, 48-1085, 49-142, 49-143, 49-289 to 49-291, 49-333, 49-334, 49-366, 55-3, 55-4, 55-39 to 55-46, 55-115 to 55-120, 85-883, 86-1211, 88-768, 88-799, 88-830, 88-862, 88-988, 89-181, 89-211, 89-212, 89-245 and 89-246, are cancelled and lots 246, 247, 248 and 249 are added in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, December 16, 1964.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

9592-o

Paroisse de St-Colomb de Sillery

Cadastre officiel de la paroisse de St-Colomb de Sillery, municipalité de la cité de Sillery, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné qu'une partie du lot 383-97 et la partie restante du lot 383-98 sont annulées et le lot 383-87 est corrigé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 20 janvier 1965.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

9592-o

Parish of St-Colomb de Sillery

Official cadastre of the parish of St-Colomb de Sillery, municipality of the city of Sillery, registration division of Quebec.

Notice is hereby given that a part of lot 383-97 and the remaining part of lot 383-98 are cancelled and lot 383-87 is corrected in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, January 20, 1965.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

9592-o

Paroisse de St-Martin

Cadastre officiel de la paroisse de St-Martin, municipalité de la cité de Chomedey, division d'enregistrement de Laval.

Avis est par la présente donné que la partie restante des lots 39-93-1 à 39-93-3 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 4 février 1965.

Le Sous-ministre,
9592-o FERNAND BOUTIN.

Parish of St-Martin

Official cadastre of the parish of St-Martin, municipality of the city of Chomedey, registration division of Laval.

Notice is hereby given that the remaining part of lots 39-93-1 to 39-93-3 is cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, February 4, 1965.

FERNAND BOUTIN,
9592-o *Deputy Minister.*

Paroisse du Sault-au-Récollet

Cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet, municipalité de la cité de Montréal-Nord, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 15-82 à 15-91, 15-93 à 15-102, 15-104 à 15-113 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 2 février 1965.

Le Sous-ministre,
9592-o FERNAND BOUTIN.

Parish of Sault-au-Récollet

Official cadastre of the parish of Sault-au-Récollet, municipality of the city of Montreal-North, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 15-82 to 15-91, 15-93 to 15-102, 15-104 to 15-113 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, February 2, 1965.

FERNAND BOUTIN,
9592-o *Deputy Minister.*

Ministère du Travail

Avis

Convention collective de travail
relative à l'industrie de l'automobile
Région de Joliette

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amedements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue:

ENTRE:

« L'Association A.P.A. de la région de Joliette, Ltée »; d'une part,

Et

« Le Syndicat National des Employés de Garage de Joliette, Berthier, l'Assomption, Montcalm (C.S.N.) »; d'autre part,

pour les employeurs et les salariés des occupations et des métiers visés, suivant les conditions ci-après décrites:

1° *Définitions:* Pour les fins d'application du décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ici donnée:

1.01) Le mot « salarié » désigne tout apprenti, manoeuvre, compagnon ou employé qui exécute individuellement, en équipe ou en société, du travail régi par le décret et toute personne travaillant à salaire pour le compte d'un employeur ou d'un employeur professionnel régi par le décret.

1.02) Le mot « artisan » désigne tout salarié faisant seul, en équipe ou en société un travail régi par le décret pour son propre compte et dans un but lucratif soit à forfait soit par convention verbale, écrite ou autrement. Doit être considéré comme « artisan » régi au décret toute personne physique ou morale, société ou corporation qui, pour son propre compte, répare un ou plusieurs véhicules-moteurs, fait du travail de carrosseries, fait le réglage des moteurs ou exécute tout autre travail régi par le décret sur le ou les dits véhicules, dans un but de vente ou de spéculation. Égale-

Department of Labour

Notice

Collective labour agreement
respecting the Automobile Industry
Joliette region

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties hereafter mentioned have petitioned him to make binding the collective labour agreement reached:

BETWEEN:

"L'Association A.P.A. de la région de Joliette, Ltée"; one part,

AND

"Le Syndicat National des Employés de Garage de Joliette, Berthier, l'Assomption, Montcalm (C.S.N.)"; other part,

for the employers and employees of the trades and occupations concerned, according to the conditions hereafter described:

1. *Definitions:* For the purpose of enforcing the decree, the following words and terms take on the meaning hereafter given them:

1.01) The word "employee" designates any apprentice, labourer, journeyman or employee who performs any work governed by the decree, whether alone, by shift or in partnership. It also designates any salaried person working for an employer or professional employer governed by the decree.

1.02) The word "artisan" designates any employee who carries out any work governed by the decree, whether on his own account for pecuniary, gain, by contract, by written or verbal agreement or otherwise. Should be considered as "artisans" any person, association or corporation who, on his own account, does body work, tune-ups, or carries out any other work governed by the decree on one or more of the said vehicles for sale or speculation purposes. Also, any person who undertakes the repair of more than one motor vehicle with this intent in the course

ment toute personne qui entreprend, dans une même année, la réparation de plus d'un véhicule-moteur dans un tel but.

Tout artisan pour avoir le droit d'opérer un garage ou atelier de réparation doit être lui-même un compagnon de classe minime « B » ou doit avoir à son emploi au moins un compagnon de classe « B » ou « A ».

1.03) Le mot « compagnon » désigne tout salarié qui a terminé son apprentissage et obtenu le certificat de qualification requis pour pratiquer l'un des métiers de l'industrie de l'automobile régis par le décret tel que: charron, carrossier, électricien, forgeron, machiniste, mécanicien, bourrelier, dégraisseur de garnitures intérieures, peintre-soudeur, spécialiste du radiateur, spécialiste de l'alignement des roues, spécialiste du réglage de moteur, spécialiste de freins, spécialiste du différentiel, spécialiste de chassis, spécialiste de système d'échapement, vitrier, vérificateur de rembourreur, spécialiste de transmission automatique, spécialiste de suspension etc.

1.04) Le mot « apprenti » désigne tout salarié qui apprend un des métiers régis par le décret.

1.05) Le mot « garage » désigne tout endroit où les véhicules moteurs sont vendus, réparés, transformés, démolis ou remises. Sont considérés comme garages et par conséquent assujettis au décret, tous les établissements où se fait exclusivement et autrement la réparation ou le reconditionnement des moteurs, des accessoires ou pièces nécessaires à la conduite ou au perfectionnement d'un véhicule-moteur que ces accessoires ou pièces soient séparés du véhicule-moteur ou non.

1.06) Le terme « véhicule-moteur » désigne tout véhicule ou toute machine mus par une autre force musculaire et adapté soit à la traction, soit au transport des personnes ou des choses.

1.07) Le terme « atelier de mécanique » désigne un établissement où l'on refait, reconditionne, répare, ajuste ou travaille moteurs, transmissions et diverses autres parties ou pièces de véhicules-moteurs.

1.08) Le terme « homme de service » désigne tout salarié qui vend de l'essence ou des lubrifiants, graisse, lave ou conduit les véhicules-moteurs, fait le nettoyage ou le chauffage de l'établissement change ou répare les pneus, change les silencieux, les amortisseurs, les courroies, les accumulateurs, les boyaux, les thermostats, les pointes, les bougies, les essuie-vitres, les lumières, les filtreurs, les bandes de freins et toutes autres pièces qui peuvent être ajoutées ou enlevées sans nuire au bon fonctionnement normal des véhicules-moteurs.

1.09) Le terme « vendeur détaillant de gazoline et lubrifiants » désigne toute personne qui à titre de propriétaire, ou locataire ou opérateur à commission, exploite seule ou en société un débit d'essence.

1.10) Le terme « débit d'essence » ou « poste d'essence » désigne tout endroit fixe ou mobile où l'on vend seulement essence ou lubrifiants pour véhicules-moteurs.

1.11) Le mot « pompiste » désigne tout salarié qui travaille dans un débit ou poste d'essence.

1.12) Le terme « station de service » désigne tout poste dans lequel: 1° on vend la gazoline et les lubrifiants; 2° vend, monte et répare les pneus; 3° lave, nettoie, polit, lubrifie et remise les véhicules-moteurs; 4° on peut donner divers services de dépanage d'urgence; 5° on vend et installe les accessoires des véhicules-moteurs tels que régis par le décret.

Toutefois si une station de service possède une section de mécanique ou de réparation de véhi-

of the same year.

In order to have the right to operate a garage or repair shop, every artisan must himself be at least a class "B" journeyman or at least employ a class "B" or "A" journeyman.

1.03) The word "journeyman" designates any employee who has completed his apprenticeship and has obtained the necessary proficiency certificate for plying one of the following automobile industry trades: wheelwright, bodyman, electrician, blacksmith, machinist, mechanic, demoslisher, upholsterer, upholstery cleaner, painter-welder, radiator repair specialist, wheel alignment specialist, tune-up specialist, brake specialist, differential specialist, frame specialist, exhaust system specialist, glazer, tester, upholsterer, automatic transmission specialist, suspension specialist, etc.

1.04) The word "apprentice" designates any employee who learns one of the trades governed by the decree.

1.05) The work "garage" designates any place where motor vehicles are sold, repaired, modified demolished or stored. The following are also considered as garages and therefore subject to the decree: all establishments where motor repair and reconditioning is done exclusively or otherwise, together with the reconditioning of accessories, parts necessary for driving or improving a motor vehicle, whether these accessories or parts be part of the motor vehicle or not.

1.06) The term "motor vehicle" designates any vehicle or machine whose motive power is not muscular and is adapted to the haulage or transportation of persons or things.

1.07) The term "machine shop" designates any establishment where motors, transmission and various other motor vehicle components or parts are remade, repaired, reconditioned, adjusted or worked upon.

1.08) The term "serviceman" designates any employee who sells gasoline or lubricants, lubricates, washes or drives motor vehicles, cleans the establishment and looks after its heating, changes or repairs tires, changes mufflers, shock-absorbers, fan belts, batteries, hoses, thermostats, contact points, spark plugs, windshield wipers, lights, filters, brake linings and all other parts which can be added to or removed from the motor vehicle without impairing its normal operation.

1.09) The term "gasoline and lubricants dealer" designates any person who as an owner, lessee or operator, operates a gasoline station alone or in partnership.

1.10) The term "gasoline station" designates any mobile or stationary place where only motor vehicle gasolines and lubricants are sold.

1.11) The word "pumpman" designates any employee who works in a gasoline station.

1.12) The term "service station" designates any station where: 1. Gasoline and lubricants are sold; 2. tires are sold, installed and repaired; 3. motor vehicles are washed, cleaned, polished, lubricated and stored; 4. emergency break-down service is given; 5. motor vehicle accessories, as governed by the decree, are sold and installed.

If, however a service station has a mechanical or repair department, such department is consi-

cules-moteurs, ladite section est considérée, aux fins d'application du décret, comme un garage et assujetti aux conditions de travail des garages ou ateliers de mécanique.

1.13) Le terme « accessoires de véhicule-moteur » comprend les silencieux, les amortisseurs, les courroies, les accumulateurs, les boyaux, les thermostats, les pointes, les bougies, les essuie-vitres, les lumières, les filtreurs, les bandes de freins, et toute autres pièces qui peuvent être ajoutées ou enlevées sans nuire au bon fonctionnement normal de tout véhicule-moteur.

1.14) Le mot « démolisseur » désigne toute personne qui fait la démolition ou est employé à la démolition des véhicules-moteurs dans le but de vendre ou d'emmagasiner les pièces ou d'en vendre le métal comme rebut (scrap).

1.15) Le terme « terrain de démolition » désigne tout endroit où les véhicules-moteurs ou certaines parties d'iceux sont mis en pièces dans un but de vente, d'emmagasinage, de réparation, ou sont démolis pour en vendre le métal comme rebut.

2. *Champs d'application:* 2.01) *Champ d'application professionnel:* Sont assujettis aux dispositions du décret les employeurs, les employeurs professionnels, les artisans et les salariés des garages, des débits d'essence, de stations de service, des ateliers de mécanique, des postes de lavage, des ateliers de rembourreurs, des ateliers d'enjoliveurs d'auto, et terrain de démolion situés dans le champ d'application territorial du décret.

Exemption: Le décret ne s'applique pas aux établissements industriels exploitant de façon accessoire un garage, un atlier de mécanique, une station de service ou un débit d'essence, en tant qu'ils limitent exclusivement leurs services à leurs besoins et à leurs propres biens et qu'ils n'accomplissent aucun travail pour la clientèle publique.

2.02) *Champ d'application territorial:* Le décret s'applique au district électoral de Joliette ainsi qu'à tout le territoire compris dans un rayon de quinze (15) milles à vol d'oiseau, des limites de la ville de Joliette, à l'exception de la ville de l'Assomption.

2. *Durée de travail: a) Dans les garages, les ateliers de mécanique, les terrains de démolition:* 3.01) La semaine régulière de travail pour tous les salariés régis par le décret sera de quarante-neuf (49) heures.

3.02) La journée régulière de travail sera de neuf (9) heures réparties entre 8 a.m. et 6 p.m., du lundi au vendredi inclusivement et entre 8 a.m. et midi le samedi. L'interruption d'une heure pour le repas du midi devra être prise entre 11.30 a.m. et 1.30 p.m. L'employeur ne peut forcer un salarié à travailler plus de six (6) heures consécutives entre chaque repas.

3.03) *Mois d'été:* Nonobstant les dispositions des paragraphes 3.01, 3.02, il n'y aura aucun travail régulier le samedi à compter du premier samedi de juillet jusqu'au premier samedi de septembre inclusivement et chaque employé régulier sera rémunéré sur la base de quarante-neuf (49) heures pendant cette période; sauf le temps auquel il sera absent de l'atelier. Cependant l'employé absent du travail le vendredi sans autorisation ou sans raison valable ne pourra bénéficier des quatre (4) heures de paye du samedi.

3.04) *Deuxième équipe:* Nonobstant les dispositions des paragraphes 3.01, 3.02, il est loisible d'organiser une deuxième équipe. Dans tel cas la journée régulière de travail de la deuxième équipe sera de dix (10) heures du lundi au vendredi inclusivement réparties entre 4 p.m. et 5 a.m. La période de repas sera fixée par entente entre les

dered, for the purpose of enforcing the decree, as a garage. It is then subject to the conditions of employment for garages and machine shops.

1.13) The terms "motor vehicle accessories" include: mufflers, shock-absorbers, fan belts, batteries, hoses, thermostats, contact points, spark plugs, windshield wipers, lights, filters, brake linings and all other parts which can be removed from or added to any motor vehicle without impairing its normal operation.

1.14) The word "wrecker" designates any person who does wrecking work or is employed in the wrecking of motor vehicles for the purpose of selling or storing parts or selling them as scrap metal.

1.15) The term "wrecking yard" designates any place where motor vehicles or certain parts thereof are dismantled for the purpose of selling, storing, repairing or are dismantled to be sold as scrap metal.

2. *Jurisdiction:* 2.01) *Professional jurisdiction:* Employers, professional employers, artisans and employees in garages, gasoline stations, service stations, machine shops, car washes, upholstery shops, automobile customizing shops and wrecking yards located within the territorial jurisdiction of the decree are subject to the provisions thereof.

Exception: The decree does not cover industrial establishments where a garage, machine shop, service station or gasoline station is operated as an accessory thereto; provided that they restrict their services to their own use and advantage and perform no work for the public.

2.02) *Territorial jurisdiction:* The decree encompasses the electoral district of Joliette and all the territory within a fifteen (15) mile aerial radius of the town of Joliette's limits, save for the town of l'Assomption.

3. *Hours of work: a) In garages, machine shops and wrecking yards:* 3.01) The regular work-week for all employees governed by the decree will consist of forty-nine (49) hours.

3.02) A regular work-day will consist of nine (9) hours, distributed between 8:00 a.m. and 6:00 p.m., Monday to Friday inclusively and between 8:00 a.m. and noon on Saturday. The one-hour break for the noon meal should be taken between 11:30 a.m. and 1:30 p.m. The employer cannot oblige an employee to work more than six (6) hours between each meal.

3.03) *Summer months:* Notwithstanding the provisions in sub-sections 3.01 and 3.02, no regular work is to be performed on Saturdays from the first Saturday in July to the first Saturday in September inclusively. Each regular employee will be paid on the basis of forty-nine (49) hours during this time, except when absent from the shop. However, on Friday, when an employee is away from work without the proper authorization or without a sufficient reason, he will not be entitled to the four (4) hours' pay for Saturday.

3.04) *Second shift:* Notwithstanding the provisions in sub-sections 3.01 and 3.02, it is permissible to set up a second shift. In this case, the second shift's regular work-day will consist of ten (10) hours, Monday to Friday inclusively, distributed between the hours of 4:00 p.m. and 5:00 a.m. Meal time will be set by agreement

parties et pourra être d'une durée d'une demie heure à une heure. Cependant le salarié affecté à cette équipe pourra refuser telle assignation si son ancienneté le lui permet. Les heures de la deuxième équipe pourront être cédulées de façon différente par consentement mutuel des deux parties aux présentes.

Tout employeur qui réduit la semaine régulière de travail de l'équipe de jour à la suite de la formation d'une deuxième équipe doit accorder la pleine compensation de travail pour toutes les heures ainsi réduites.

La prime d'équipe pour les salariés de la deuxième équipe spécifiée au paragraphe 3.04 sera de dix ($0.10) cents l'heure pour toutes les heures faites avant minuit et de vingt ($0.20) cents l'heure pour toutes les heures faites après minuit.

3.05) Tout travail exécuté en dehors des heures de la journée régulière de travail et de la semaine régulière de travail est considéré comme travail supplémentaire et doit être rémunéré au taux régulier majoré de cinquante (50) pour cent.

3.06) Nonobstant tout ce qui précède, lorsqu'un salarié s'absente de son travail sans permission, l'employeur peut décider que tel salarié n'a droit au tarif du temps supplémentaire qu'après avoir complété la semaine régulière de travail selon sa classification.

b) Dans les débit d'essence et stations de service:

3.07) La semaine régulière de travail sera de cinquante-quatre (54) heures réparties en six jours de neuf (9) heures chacun. Le taux régulier majoré de cinquante (50%) pour cent s'appliquera aux heures travaillées en surplus de neuf (9) heures par jour ou de cinquante-quatre (54) heures par semaine.

3.08) Tout salarié a droit à un jour complet (24 heures) de repos chaque semaine, lequel doit lui être donné autant que possible le dimanche. Pour tout travail exécuté pendant ces vingt-quatre (24) heures de repos, le taux de salaire régulier doit être majoré de cinquante (50%) pour cent.

4° *Taux minima de salaire:* Les taux minima de salaire sont les suivants:

between the parties concerned and may last from one-half to one hour. If his seniority so allows, an employee on this shift may refuse such an assignment. The second shift's hours may be schedules differently by mutual consent of the two parties here concerned.

Any employer who, as a result of the setting-up of a second shift, reduces the day shift's regular work-week, must grant full compensation for all hours so reduced.

The rate differential for employees on the second shift mentioned in sub-section 3.04 will be of ten cents ($0.10) an hour for hours worked before midnight and of twenty cents ($0.20) an hour for hours worked after midnight.

3.05) All work performed outside the regular hours of the work-day or work-week is considered as overtime and must be paid at time and one-half.

3.06) Notwithstanding the foregoing, when an employee is away from work without permission, the employer may decide that this employee is not entitled to the overtime rate until he has completed the regular work-week according to his classification.

(b) In gasoline stations and service stations:

3.07) The regular work-week will consist of fifty-four (54) hours, distributed in six, nine-hour days. Time and one-half will apply to hours worked in excess of nine (9) hours per day or fifty-four (54) hour per week.

3.08) Each week, every employee is entitled to a full day's rest (24) hours, which must be given him on Sundays if possible. Time and one-half must be given for any work performed during these twenty-four (24) hours of rest.

4. *Minimum wage rates:* The minimum wage rares are as follows:

a) Dans les garages, ateliers de mécanique, terrains de démolition.— In garages, machine shops and wrecking yards:

	8 oct. Oct. 8 1965	*8 oct. Oct. 8 1966*
Compagnons — Journeymen:		
Classe « A » — Class "A"	$1.85	$1.95	$2.05
Classe « B » — Class "B"	1.65	1.75	1.85
Classe « C » — Class "C"	1.50	1.60	1.70
Classe « D » — Class "D"	1.35	1.45	1.55
Apprentis — Apprentices:		
1ère année — 1st year	0.80	0.90	1.00
2ème année — 2nd year	0.95	1.05	1.15
3ème année — 3rd year	1.05	1.15	1.25
Homme de service — Service men:		
1ère année — 1st year	0.80	0.90	1.00
2ème année — 2nd year	1.00	1.10	1.15
3ème année — 3rd year	1.20	1.25	1.30
1ère classe — 1st class	1.30	1.40	1.45
b) Dans les débits d'essence et stations de service — In gasoline stations and service stations:		
Homme de service — Service men:		
1ère année — 1st year	$0.80	$0.90	$1.00
2ème année — 2nd year	1.00	1.10	1.15
3ème année — 3rd year	1.20	1.25	1.30
1ère classe — 1st class	1.30	1.40	1.45
Pompiste ou surnuméraire — Pumpman or occasional employee	0.70	0.75	0.80

4.01) *Salaires supérieurs:* Les salaires supérieurs aux taux minima fixés par le décret ne doivent pas être diminués après son entrée en vigueur.

4.01) *Higher wages:* Wages higher than those stipulated in the decree must not be reduced after the decree comes into force.

4.02) *Paiement du salaire:* La paie doit se faire au plus tard le jeudi suivant la semaine de travail.

5° *Jours chômés:* 5.01) Sauf pour les débits d'essence et les stations de service, il n'y a pas de travail les dimanches ni les fêtes chômées suivantes: Le jour de l'ascension, l'Immaculée Conception, l'Épiphanie, le Jour de l'An, le lendemain du Jour de l'An, le Jour de Noël, le jour de la fête du Travail et le jour de la St-Jean-Baptiste.

5.02) Tout salarié doit être payé pour six (6) jours chômés et à partir du 8 octobre 1965 pour sept (7) jours chômées choisis parmi les fêtes mentionnées au paragraphe 5.01.

4.02) *Payment of wages:* Pay-day must take place by at least the Thursday following the work-week.

5. *Paid holidays:* 5.01) Save for gasoline stations and service stations, no work should be done on Syndays and the following holidays: Ascension Day, the Immaculate Conception, the Epiphany, New Year's Day, the Day after New Year's, Labour Day and Saint John the Baptist Day.

5.02) Every employee must be paid for six (6) holidays. As of October 8, 1965, he must be paid for seven holidays to be chosen from those mentioned in sub-section 5.01.

	1964-1965	1965-1966	1966-1967
Immaculée Conception — Immaculate Conception Day. . . .	oui — yes	oui — yes	oui — yes
Jour de Noël — Christmas Day	oui — yes	oui — yes	non — no
Jour de l'An — New Year's Day	non — no	non — no	non — no
Lendemain du Jour de l'An — Day after New Years'.	non — no	non — no	oui — yes
L'Épiphanie — Epiphany Day	oui — yes	oui — yes	oui — yes
L'Ascension — Ascension Day	oui — yes	oui — yes	oui — yes
St-Jean Baptiste — St. John the Baptist Day	oui — yes	oui — yes	oui — yes
Fête du Travail — Labour Day	oui — yes	oui — yes	oui — yes

Ces jours chômés et payés seront payés au taux régulier de l'employé multiplié par les heures de la journée régulière où ils tombent à condition qu'ils tombent un jour ouvrable.

Tout arrêté en conseil, ordonnance ou loi fédérale, provinciale ou municipale qui transporte la célébration de l'une ou l'autre de ces fêtes chômées et payées susmentionnées s'appliquera de droit.

5.03) Toutefois, pour avoir droit à ce congé payé, le salarié doit avoir été présent au travail les jours ouvrables précédent et suivant immédiatement la fête chômée en tant que ces jours font partie de sa cédule régulière de travail.

5.04) Tout travail exécuté un jour de fête chômée et payée doit être rémunéré à taux simple; cette rémunération s'ajoute au paiement pour le jour de fête, l'employeur n'obligera pas un employé à travailler un tel jour.

5.05) *Congés pour événements familiaux:* Un salarié qui a au moins un (1) an de service, pourra bénéficier de son plein salaire pour les heures régulières de jours ouvrables qu'il perd dans les cas suivants:

1° Décès du père, de la mère, du conjoint: deux (2) jours, à condition qu'il s'agisse de jours ouvrables survenant entrele décès et les funérailles incluisvement.

2° Décès d'un enfant, d'un frère ou d'une soeur: une (1) journée le jour des funérailles, pour autant qu'ils s'agisse d'un jour ouvrable.

Dans tout les cas pour bénéficier de ces avantages, un salarié doit prévenir son employeur avant le début de la journée de travail, si possible, ou au moins deux (2) heures avant le début de la journée régulière de travail.

6° *Vacances:* 6.01) Le salarié qui n'as un (1) an de service continu pour son employeur a droit à un congé annuel payé d'une durée d'autant de demi-journées qu'il a de mois de calendrier de service continu pour son employeur, et payé au taux de 2% du salaire gagné.

6.02) Le salarié qui a un (1) an de service continu pour son employeur avant le 1er avril de l'année courante, a droit à une (1) semaine de vacances payé au taux de 2% du salaire gagné durant les 12 mois précédant le 1er avril de l'année courante.

6.03) Le salarié qui a trois (3) ans de service continu pour son employeur avant le 1er avril de l'année courante, a droit à une (1) semaine de vacances payée au taux de 3% du salaire

Provided that these observed and paid holidays fall on a work-day, they will be paid at the employee's regular rate, multiplied by the regular work-hours of the day they fall on.

Any Order in Council, ordinance or law at the federal, provincial or municipal levels which trnasfers the celebration of one of the above-mentioned holidays, will take precedence.

5.03) To be entitled to this holidays with pay, the employee must have been on duty the day immediately preceding or following the holiday, provided that these days are part of the regular work-week.

5.04) All work performed on an observed and paid holiday must be paid at the regular rate. This is in addition to the holiday-pay. The employer will no oblige an employee to work on such a day.

5.05) *Time off for family events:* An employee who has one (1) year of continous service will receive his full salary for time lost on work-days on the following events:

1. Death of a father, mother or spouse; two (2) days, provided that these be work-days occurring between the death and the burial.

2. Death of a child, brother or sister: one (1) day for the funeral, provided that this is a work-day.

In any event, in order to avail himself of the above-mentioned benefits, the employee should advise his employer before the workday or at least two (2) hours before the start of the regular work-day.

6. *Vacations:* 6.01) The employees who has not completed one (1) year of continous service for his employer is entitled to an annual vacation with pay equal to ½ day for each calendar month in the employer's service. This should be paid at the rate of 2% of wages earned.

6.02) The employee who, before April 1 of the current year, has completed one (1) year of continous service for his employer, is entitled to one week's vacation with pay at the rate of 2% of wages earned for the twelve months preceding April 1 of the current year.

6.03) The employee, who before April 1 of the current year, has completed three (3) years of continous service for his employer, is entitled to one week's vacation with pay at the rate of

gagné durant les douze (12) mois précédent le 1er avril de l'année courante.

6.04) Le salarié ayant cinq (5) ans de service continu pour son employeur avant le 1er avril de l'année courante a droit à deux (2) semaines de vacances rémunérées à raison de 4% du salaire gagné au cours de l'année précédente le 1er avril de chaque année.

6.05) À moins d'entente contraire entre le salarié et son employeur, les vacances annuelles seront prises de la façon suivante:

6.06) La première semaine au choix de l'employeur pour la fermeture de l'établissement entre le 1er mai et le 15 septembre.

6.07) La deuxième semaine en tenant compte de la préférence de chaque salarié établie par ordre d'ancienneté entre le 1er mai et le 31 décembre. Tels choix seront décidés et affichés au cours du mois d'avril.

6.08) L'employeur doit payer au salarié, avant son départ, sa rémunération pour sa vacance.

7° *Garantie d'heures: garages, ateliers de mécanique:* 7.01) Tout employé ayant terminé sa période d'essai de trois (3) mois et qui est au travail dans une (1) semaine aura la garantie de recevoir un minimum de trente-huit (38) heures de paie à taux simple. La garantie d'heures de travail est rémunérée au t ux régulier du salarié; la garantie d'heures de travail au prorata des jours ouvrables pour les semaines où il y a fête chômée non-payée, cependant tout salarié qui s'absente du travail sans raison valable dans une semaine perd son droit à la garantie prévue comme ci-dessus.

7.02) La garantie d'heures ne s'applique pas pour un employé surnuméraire qui travaille dans une station de service, ou débit d'essence, sans toutefois nuire aux employés réguliers.

7.03) Tout salarié qui est appelé au travail à certaines heures et qui est obligé d'attendre qu'on l'emploie a le droit d'être payé pour ce temps d'attente.

7.04) Toutefois, le temps mis à la disposition du salarié pour prendre ses repas n'est pas compté dans les heures de travail.

7.05) Si un salarié est appelé à son domicile pour travailler en dehors des heures de travail et que ce travail dure moins de deux (2) heures, l'employeur lui paiera un minimum de deux (2) heures à temps simple.

8° *Travail interdit:* 8.01) Aucun travail de débossage et de mécaniue ne peut être fait en aucun temps, dans les endroits autres que dans les garages, ateliers de mécanique (stations de service) reconnus comme places d'affaires.

8.02) Dans les stations de service aucun travail autre que le service ne peut être exécuté après 6 heures p.m.

8.03) Il est interdit à un employé d'exécuter un travail quelconque relevant de l'un ou l'autre des métiers de l'Industrie de l'Automobile, à l'extérieur de l'établisseement de son propre employeur pour le compte de toute personne, que cette personne soit un employeur professionnel, un employeur ou un client.

9° *Travail d'une catégorie inférieure:* 9.01) L'employeur peut exiger de tout salarié de son établissement, l'exécution de tout trvail d'une catégorie inférieure à celle déterminée dans son certificat de qualification, pourvu que ce salarié continue de recevoir le salaire qui s'applique à son certificat de qualification.

10° *Apprentissage:* 10.01) La durée de l'apprentissage est de trois (3) années. Dès son entrée dans l'Industrie de l'Automobile, l'apprenti doit s'enrégistrer au Comité Paritaire

3% of wages earned for the twelve (12) months preceding April 1 of the current year.

6.04) The employee who, before April 1 of the current year, has completed five (5) years of continous service for his employer, is entitled to two week's vacation with pay at the rate of 4% of wages earned for the twelve (12) months preceding April 1st of each year.

6.05) Unless other arrangements exist between employer and employee, annual vacations will be taken as follows:

6.06) The first week: when the establishment is closed. This will be left up to the employer but must be within the May 1 to September 15 period.

6.07) The second week: taking into consideration the preference and seniority of each employee, must be within the May 1 to December 31 period. These choices must be made and posted during April.

6.08) Before an employee goes on vacation, the employer must give him his wages.

7. *Guaranteed hours for garages and machine shops:* 7.01) Every employee who has completed his three-month trial period and who works for one (1) week will be guaranteed a minimum of thirty-eight (38) hours at the regular rate. This guarantee is paid at the regular rate. For weeks where there are observed and non-paid holidays, the guarantee is paid on a prorata basis of workdays. However, any employee who absents himself from work without sufficient reason loses his claim to the above guarantee.

7.02) This guarantee does not apply to an occasional employee working in a service station or gasoline station.

7.03) Any employee who is called in to work at certain times and has to wait for this work should be paid for the waiting period.

7.04) However, time allowed employees for their meals is not to be included in the work-hours.

7.05) Should an employee be called in to work from his home and this work is over and above the regular work-hours and lasts less than two hours, the employer must pay him a minimum of two hours at the regular rate.

8. *Work restrictions:* 8.01) No body work or mechanical work is to be performed at any other time or place than garages and machine shops which are recognized as business firms.

8.02) In service stations, no work other than service is to be performed after 6:00 o'clock p.m.

8.03) No employee is allowed to perform work pertaining to any of the Automobile Industry trades outside his employer's premises and for any other person, whether this person is a professional employer, an employer or a customer.

9. *Work of an inferior category:* 9.01) The employer may have any employee of his establishment perform work inferior to that determined by the employee's proficiency certificate, provided that said employee continues to receive the wages warranted by this certificate.

10. *Apprenticeship:* 10.01) The length of apprenticeship is three (3) years. Before beginning this apprenticeship, the apprentice must register with the Parity Committee so that a record of the

afin de rendre possible la compilation des différents stages de son apprentissage et expérience. L'employeur ne peut engager un apprenti qui ne s'est pas conformé à cette disposition.

10.02) Dans chaque établissement régi par le décret, il ne doit pas y avoir plus d'un (1) apprenti par compagnon.

10.03) Aucun apprenti ne peut être accepté avant d'avoir l'âge de seize (16) ans. Il doit avoir terminé au moins sa neuvième année du cours élémentaire.

10.04) Les apprentis qui ont fréquenté une école régie par la Loi de l'enseignement spécialisé doivent recevoir un crédit proportionné à la durée de leurs études et aux résultats de leurs examens.

10.05) Cependant, sur recommandation d'un employeur professionnel qui s'engage à l'employer, toute personne désirant apprendre un des métiers spécifiés dans le décret mais qui n'a pas les qualifications requises par les paragraphes précédents peut pour des raisons jugés sérieuses et valables, soumettre son cas par écrit au Comité Paritaire qui a le droit de l'admettre à l'apprentissage.

10.06) Lorsqu'un métier est classifié, le détenteur d'un certificat de compagnon « D », « C », ou « B », peut, lorsqu'il a été détenteur de son certificat pour au moins douze (12) mois, subir un examen pour obtenir un certificat de qualification d'une classe supérieure.

11° *Durée:* 11.01) Le décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*, et il demeure en vigueur jusqu'au 8 octobre 1967.

Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai d'au plus soixante (60) jours et d'au moins trente (30) jours avant le 8 octobre 1967 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 20 février 1965. 9619-o

Avis de modification

Employés de garage — Ile de Montréal

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 184 du 8 février 1950 et amendements, relatif aux employés de garage dans l'Ile de Montréal, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret.

1° Le mot « vitrier » apparaissant à la fin du paragraphe « *c* » de l'article I sera biffé.

various stages of his apprenticeship and experience may be made. No employer may hire an apprentice who has not complied with this provision.

10.02) In each establishment governed by the decree, there should be no more than one (1) apprentice per journeyman.

10.03) Persons under sixteen (16) years of age cannot be admitted to apprenticeship. Garde IX must also have been completed.

10.04) Apprentices who have attended a school under the Specialized Schools Act must receive credits according to the extent of studies made and the results of examinations taken.

10.05) However, upon the recommendation of a professional employer who guarantees him employment, a person wishing to learn one of the trades governed by the decree but does not possess the necessary qualifications required in the foregoing sub-sections, may, for serious and just reasons, submit his case in writing to the Parity Committee. The Committee may admit such person to apprenticeship.

10.06) When a trade is classified, one who has held his "C", "D" or "B" certificate for the past twelve (12) months may take an examination to obtain a higher class certificate.

11. *Duration of the decree:* 11.01) The decree is valid from the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in force until October 8, 1967.

It automatically renews itself from year to year thereafter, unless one of the contracting parties gives the other a written notice to the contrary. This should be done no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days before October 8, 1967 or any subsequent year. Such a notice must also be addressed to the Minister of Labour.

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 20, 1965. 9619-o

Notice of amendment

Garage employees — Island of Montreal

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Garage Employees in the Island of Montreal (made binding by decree number 184 of February 8, 1950 and amendments) have petitioned him to submit certain amendments to said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

1. The word "glazier" appearing at the end of paragraph "c", article I, will be deleted.

2° Le paragraphe « *ccc* » suivant sera ajouté à l'article I:

« *ccc*) *Mécanicien de carrosserie:* Ce terme désigne toute personne qui:

1° *a*) Connaît à fond la construction de la carrosserie des véhicules automobiles, y compris les joints de soudure, les différents modes d'attachements au chassis, le remplacement des vitres et des panneaux de bourrures, des sièges, tapis, poignées de portes, des régulateurs, des caoutchoucs et des serrures et tous les ajustements qui peuvent devenir nécessaires et qui, en plus, peut de façon entièrement satisfaisante:

b) Faire l'installation des ceintures de sécurité;

2° Faire de la menue soudure;

3° Faire des retouches de peinture;

4° Remplacer et faire les ajustements et la pose des régulateurs de vitres, des régulateurs de sièges, manuels et électriques;

5° Faire les ajustements et la réparation des serrures en général;

6° Ajuster les toits de voitures convertibles et en réparer le mécanisme;

7° Localiser et faire cesser les bruits de carrosserie;

8° Localiser et réparer les fuites d'eau et de poussière;

9° Faire l'alignement des portes et des vitres; installer et aligner les moulures de carrosserie; ajuster les vitres, les portes, garde-boue, capots et portes de valises;

10° Installer les menus accessoires exigés par le client lors de l'achat d'une voiture;

11° Installer ou enlever les radios sur les voitures;

12° Enlever et installer le dégivreur arrière;

13° Enlever le contrôle de mirroir;

14° Enlever les nettoyeurs de vitres, etc.,

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 20 février, 1965. 9619-o

2. The following paragraph "*ccc*" will be added to article I:

"(*ccc*) *Body mechanic:* This term designates any person who:

1. (*a*) Posesses a thorough knowledge of motor vehicle body construction, including its welds, the various body attachment methods, the replacement of windows, upholstery panels, seats, floor mats, door handles, window-operating mechanisms, rubber stripping, door locks and all other adjustments which may become necessary. In a completely satisfactory manner, this person can moreover:

(*b*) Install safety belts;

2. Do spot-welding;

3. Do paint touch-up work;

4. Replace, adjust and install window-operating mechanisms, seat-adjusting devices, electrical and manual;

5. Adjust and repair door locks in general;

6. Adjust converticle tops and repair their mechanism.

7. Locate and eliminate all body noises;

8. Locate and repair water and dust leaks;

9. Aligh doors and windows; install and align body mouldings; adjust windows, doors, mudguards, hoods and trunk covers;

10. Install small accessories requested by the customer at time of purchase;

11. Install or remove car radios.

12. Remove and install rear-window defrosters;

13. Remove mirror adjusters;

14. Remove windshield washers, etc.,

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 20, 1965. 9619-o

Nominations

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commissions sous le grand sceau de la province, les nominations suivantes:

Québec, le 29 décembre 1964

M. Julien Chouinard, avocat, de Québec: assistant-procureur général, à compter du 1er février 1965.

MM. Alphonse Lamy, notaire, Maurice Dussault, avocat et greffier de la Cour de Bien-être social du district de Trois-Rivières, Gérard Dufresne, notaire, Robert Lacroix, C.A., et Gilles-Guy Garceau, notaire, tous de la cité et du district de Trois-Rivières: commissaires pour l'érec-

Appointments

Notice is given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to make, by commissions under the Great Seal of the Province, the following appointments:

Quebec, December 29, 1964.

Mr. Julien Chouinard, advocate, of Quebec: Deputy Attorney General, as from February 1st, 1965.

Messrs: Alphonse Lamy, notary Maurice Dussault, advocate and clerk of the Social Welfare Court for the district of Trois-Rivières, Gérard Dufresne, notary, Robert Lacroix, C.A., and Gilles-Guy Garceau, notary, all of the city and district of Trois-Rivières: commissioners for the

tion civile des paroisse du diocèse catholique romain de Trois-Rivières.

M. Louis Dugal, de Rivière-du-Loup, avocat et membre du Barreau de la province: nommé, à compter du 2 janvier 1965, juge de la Cour de Bien-être social, avec juridiction s'étendant à tous les districts judiciaires pour lesquels la Cour de Bien-être social est ou sera établie, mais tout particulièrement et sans restriction, aux districts judiciaires de Kamouraska et de Rimouski, avec résidence à Rivière-du-Loup ou dans le voisinage immédiat.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16 février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9584-o

civil erection of the parishes of the Roman Catholic diocese of Trois-Rivières.

Mr. Louis Dugal, of Rivière-du-Loup, advocate and member of the Provincial Bar; appointed, as from January 2, 1965, Judge of the Social Welfare Court, with jurisdiction extending to all judicial districts for which the Social welfare Court shall be established, but more especially and without restriction, to the judicial districts of Kamouraska and of Rimouski, with residence at Rivière-du-Loup or in the immediate vicinity.

Given at the office of the Provincial Secretary, on February 16, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9584

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

L'Assistant-procureur général,
JULIEN CHOUINARD.

ATTENDU que sous l'autorité de l'article 144 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec peut, de temps à autre, sous le grand sceau de la province, établir des cantons dans les parties de la province où il n'en a pas encore été établi, et en fixer les tenants et aboutissants;

ATTENDU QU'il convient d'ériger en cantons, sous les noms qui suivent, certaines parties non encore érigées du territoire de la province:

1° *Dans le district électoral d'Abitibi-Est:* Les cantons de: Ailly, Aloigny, Anville, Barlow, Barrin, Beaucours, Bellin, Belmont, Benoît, Berey, Bergères, Berthiaume, Bossé, Bourbaux, Boyvinet, Branssat, Brassani, Brochant, Brongniart, Bruneau, Cambrai, Carpiquet, Cavelier, Chamballon, Champdoré, Chaste, Comporté, Comtois, Cramolet, Crisafy, Crusson, Currie, Cuvier, Cuvillier, Daine, Dalet, Daniel, Daubrée, Denain, Desjardins, Desmazures, Dolomieu, Doreil, Douay, Doussin, Drouet, Druillettes, Duplessis, DuGueselin, Dussieux, Effiat, Faillon, Fancamp, Foch, Fonteneau, Franquet, Fraser, Galinée, Gamache, Gand, Glandelet, Gradis, Grevet, Guercheville, Guettard, Haig, Haüy, Hazeur, Isle-Dieu, Joutel, Kreighoff, LaGauchetière, Lamarck, Langloiserie, Lapparent, La Ribourde, La Roncière, La Ronde, Lecompte, Lesueur, Lescure, Lespérance, L'Espinay, Lévy, Le Tac, Le Tardif, Lozeau, Machault, Maizerets, Marest, Margry, Marin, Mazarin, McKenzie, Morris, Mountain, Muy, Nelligan, Noyelles, Noyon, Obalski, Opémisca, Pambrun, Pershing, Picquet, Poirier, Pouchot, Prévert, Quévillon,

Proclamation

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

JULIEN CHOUINARD,
Deputy Attorney General.

WHEREAS that under the authority of section 144 of the British North America Act, 1867, the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, may from time to time, under the Great Seal of the Province, establish townships in the parts of the Province where none have as yet been established, and to fix the adjacent lands and buildings:

WHEREAS it is deemed advisable to erect township, under the names which follow, certain parts as yet not erected in the territory of the Province:

1. *In the electoral district of Abitibi-East:* The townships of: Ailly, Aloigny, Anville, Barlow, Barrin, Beaucours, Bellin, Belmont, Benoît, Berey, Bergères, Berthiaume, Bossé, Bourbaux, Boyvinet, Branssat, Brassani, Brochant, Brongniart, Bruneau, Cambrai, Carpiquet, Cavelier, Chamballon, Champdoré, Chaste, Comporté, Comtois, Cramolet, Crisafy, Crusson, Currie, Cuvier, Cuvillier, Daine, Dalet, Daniel, Daubrée, Denain, Desjardins, Desmazures, Dolomieu, Doreil, Douay, Doussin, Drouet, Druillettes, Duplessis, DuGueselin, Dussieux, Effiat, Faillon, Fancamp, Foch, Fonteneau, Franquet, Fraser, Galinée, Gamache, Gand, Glandelet, Gradis, Grevet, Guercheville, Guettard, Haig, Haüy, Hazeur, Isle-Dieu, Joutel, Kreighoff, LaGauchetière, Lamarck, Langloiserie, Lapparent, La Ribourde, La Roncière, La Ronde, Lecompte, Lesueur, Lescure, Lespérance, L'Espinay, Lévy, Le Tac, Le Tardif, Lozeau, Machault, Maiserets, Marest, Margry, Marin, Mazarin, McKenzie, Morris, Mountain, Muy, Nelligan, Noyelles, Noyon, Obalski, Opémisca, Pambrun, Pershing, Picquet, Poirier, Pouchot, Prévert, Quévillon,

Queylus, Ralleau, Rasles, Razilly, Royal, Ruette, Saussure, Sauvé, Scott, Soissons, Sainte-Hélène, Thémines, Urban, Valets, Vauquelin, Verneuil, Vezza, Vignal, Villebon, Wilson, Ypres;

2° *Dans le district électoral d'Abitibi-Est et le territoire de Mistassini:* Le Canton Roy;

3° *Dans le district électoral d'Abitibi-Ouest:* Les cantons de: Bacon, Bapst, Beschefer, Bourque, Brouillan, Carqueville, Casa-Berardi, Céloron, Dieppe, Enjalran, Estrades, Estrées, Fénélon, Montgolfier, Orvilliers, Puiseaux, Rainboth, Raymond, Recher, Valrennes, Carheil, Brabazon;

4° *Dans le district électoral de Roberval:* Les cantons de: Aigremont, Cramahé, Ducharme, Mance, Mignault, Vimont;

5° *Dans les districts électoraux de Roberval et d'Abitibi-Est:* Les cantons de: Bouteroue, Charron, Dollier, Feuquières, La Dauversière, Lemoine, McCorkill, Poutrincourt, Rinfret, Robert, Rohault;

6° *Dans le district électoral de Roberval et le territoire de Mistassini:* Les cantons de: Gauvin, McOuat, Péré, S int-Pierre;

7° *Dans le territoire d'Abitibi:* Les cantons de: Chérisy, Julien, Lantagnac, La Rochette, Livillier, Rageot, Turgis, Vienne, La Touche, Lucière;

8° *Dans le territoi e de Mistassini:* Les cantons de: Dorval, Duquet, Guyon, Morisset, Saint-Lusson, Saint-Simon, Vachon;

9° *Dans les territoires d'Abitibi et de Mistassini:* Les cantons de: Beaulieu, Blaiklock, La Vallière, O'Sullivan, Plamondon, Richardson;

10° *Dans les territoires d'Abitibi, de Mistassini et le district électoral de Roberval:* Le canton de Bignell.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 2479, en date du 29 décembre 1964, et conformément aux dispositions de l'article 144 de l'Acte de l'Amerique Britannique du Nord, 1867, Nous avons, à compter de la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, établi en cantons sous les noms ci-haut mentionnés et, par les présentes, établissons en cantons les parties de terrains dont les limites sont déterminées dans des descriptions officielles en date du 21 août 1961, préparées par l'assistant-directeur des arpentages, M. J.-P. Dutil, et révisées en date du 27 novembre 1964, conjointement par le directeur des arpentages, M. Émilien Pouliot, et l'arpenteur-géomètre M. Paul Savard, et conservées aux archives du service des arpentages du Ministère des terres et forêts.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce cinquième jour de février en l'année mil neuf cent soixante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la treizième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

Queylus, Ralleau, Rasles, Razilly, Royal, Ruette, Saussure, Sauvé, Scott, Soissons, Sainte-Hélène, Thémines, Urban, Valets, Vauquelin, Verneuil, Vezza, Vignal, Villebon, Wilson, Ypres;

2. *In the electoral district of Abitibi-East and the territory of Mistassini:* Township of Roy;

3. *In the electoral district of Abitibi-West:* The townships of: Bacon, Bapst, Beschefer, Bourque, Brouillan, Carqueville, Casa-Berardi, Céloron, Dieppe, Enjalran, Estrades, Estrées, Fénélon, Montgolfier, Orvilliers, Puiseaux, Rainboth, Raymond, Recher, Valrennes, Carheil, Brabazon;

4. *In the electoral district of Roberval:* The townships of: Aigremont, Cramahé, Ducharme, Mance, Mignault, Vimont;

5. *In the electoral districts of Roberval, and Abitibi-East:* The townships of: Bouteroue, Charron, Dollier, Feuquières, La Dauversière, Lemoine, McCorkill, Poutrincourt, Rinfret, Robert, Rohault;

6. *In the electoral district of Roberval and the territory of Mistassini:* The townships of: Gauvin, McOuat, Péré, Saint-Pierre;

7. *In the territory of Abitibi:* The townships of: Chérisy, Julien, Lantagnac, La Rochette, Livillier, Rageot, Turgis, Vienne, La Touche, Lucière;

8. *In the territory of Mistassini:* The townships of: Dorval, Duquet, Guyon, Morisset, Saint-Lusson, Saint-Simon, Vachon;

9. *In the territories of Abitibi and Mistassini:* The townships of: Beaulieu, Blaiklock, La Vallière, O'Sullivan, Plamondon, Richardson;

10. *In the territories of Abitibi, Mistassini and the electoral district of Roberval:* The township of Bignell.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 2479, dated December 29, 1964, and pursuant to the provisions of section 144 of the British North America Act, 1867, We have, from, on and after the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, established into townships under the names above mentioned and, by these presents, establish into townships the parts of lands whose limits are determined in the official descriptions dated August 21, 1961, prepared by the assistant director of surveys, Mr. J.-P. Dutil and revised on November 27, 1964, jointly by the Directors of Surveys, Mr. Émilien Pouliot, the surveyor Mr. Paul Savard, and conserved in the archives of the Survey Service of the Department of Lands and Forests.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this fifth day of February in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-five and in the thirteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

9584-o RAYMOND DOUVILLE. 9 584

Soumissions

Ville de Repentigny
Comté de L'Assomption

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations seront reçues par le soussigné H. Léon Leblanc, greffier, Hôtel de Ville, 435, rue Notre-Dame, Repentigny, comté de l'Assomption, P.Q., jusquà 8.30 heures du soir, mercredi, le 10 mars 1965, pour l'achat de $1,123,000. d'obligations de la ville de Repentigny, comté de l'Assomption, datées du 1er avril 1965 et remboursables par séries du 1er avril 1966 au 1er avril 1985, inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 5¾%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Réglement Nos: 130 — $97,000.— aqueduc; 145 — $35,000.— achat de terrain; 150 — $105,000.— aqueduc; 155 — $450,000.— égouts; 179 — $25,000.— plan d'urbanisme; 182 — $7,000.— achat de terrain; 183 — $240,000.— fins industrielles; 190 — $44,000.— fins industrielles; 196 — $120,000.— achat d'équipement.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1965.

Tableau d'amortissement — $1,123,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1966	$18,000
1er avril 1967	19,000
1er avril 1968	21,000
1er avril 1969	22,000
1er avril 1970	23,000
1er avril 1971	25,000
1er avril 1972	26,000
1er avril 1973	28,000
1er avril 1974	29,000
1er avril 1975	30,000
1er avril 1976	33,000
1er avril 1977	35,000
1er avril 1978	37,000
1er avril 1979	39,000
1er avril 1980	42,000
1er avril 1981	31,000
1er avril 1982	33,000
1er avril 1983	35,000
1er avril 1984	37,000
1er avril 1985	560,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un deul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Tenders

Town of Repentigny
County of L'Assomption

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned H. Léon Leblanc, town clerk, Town Hall, 435 Notre-Dame St., Repentigny, county of l'Assomption, P.Q., until 8:30 o'clock p.m., Wednesday, March 10, 1965, for the purchase of an issue of $1,123,000 of bonds for the Town of Repentigny, county of l'Assomption, dated April 1, 1965, and redeemable serially from April 1, 1966 to April 1, 1985 inclusively, with interest at a rate no less than 5%, nor more than 5¾%, payable semi-annually on April 1 and October 1, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws No. 130 — $97,000.— aqueduct; 145 — $35,000.— purchase of land; 150 — $105,000.— aqueduct; 155 — $450,000.— sewers; 179 — $25,000.— town-planning projet; 182 — $7,000.— purchase of land; 183 — $240,000.— industrial purposes; 190 — $44,000.— industrial purposes; 196 — $120,000.— purchase of equipment.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1, 1965.

Table of redemption — $1,123,000 — 20 years

Year	*Capital*
April 1, 1966	$18,000
April 1, 1967	19,000
April 1, 1968	21,000
April 1, 1969	22,000
April 1, 1970	23,000
April 1, 1971	25,000
April 1, 1972	26,000
April 1, 1973	28,000
April 1, 1974	29,000
April 1, 1975	30,000
April 1, 1976	33,000
April 1, 1977	35,000
April 1, 1978	37,000
April 1, 1979	39,000
April 1, 1980	42,000
April 1, 1981	31,000
Avril 1, 1982	33,000
April 1, 1983	35,000
April 1, 1984	37,000
April 1, 1985	560,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Montreal.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office offsaid bank in Toronto.

The said bons will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 10 mars 1965, à 8.30 heures du soir, Hôtel de Vill, 435, rue Notre-Dame, Repentigny, comté de l'Assomption.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Repentigny, (Comté de L'Assomption), ce 15 février 1965.

Le Greffier,
H. LÉON LEBLANC.

Hôtel de ville, 435, rue Notre-Dame,
Repentigny, (L'Assomption), P.Q.
Téléphone: 581-4010, code 514. 9658-o

Ville St-Pierre
Comté de Jacques-Cartier

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gérard Goyette, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 69, 5ième Avenue, ville St-Pierre, comté de Jacques-Cartier, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 9 mars 1965, pour l'achat de $206,500 d'obligations de Ville St-Pierre, comté de Jacques-Cartier, datées du 1er avril 1965 et remboursables par séries du 1er avril 1966 au 1er avril 1985 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 5¾%, payable semi-anuuellement les 1er octobre et 1er avril de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 352 — $24,000 — système d'éclairage; 358 — $89,000 — égouts, voirie, etc; 359 — $93,500 — aqueduc, égouts et voirie.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1965.

Tableau d'amortissement — $206,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1966	$ 9,500
1er avril 1967	9,000
1er avril 1968	9,000
1er avril 1969	9,000
1er avril 1970	9,000
1er avril 1971	9,000
1er avril 1972	9,000
1er avril 1973	11,000
1er avril 1974	11,000
1er avril 1975	12,000
1er avril 1976	12,000
1er avril 1977	12,000
1er avril 1978	12,000
1er avril 1979	13,000
1er avril 1980	15,000
1er avril 1981	9,000
1er avril 1982	9,000
1er avril 1983	9,000
1er avfil 1984	9,000
1er avril 1985	9,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Wednesday, March 10, 1965, at 8:30 o'clok p.m., in the Town Hall, 435 Notre-Dame St., Repentigny, county of l'Assomption.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Repentigny, (County of L'Assomption), February 15, 1965.

H. LÉON LEBLANC,
Town Clerk.

Town Hall, 435 Notre-Dame St.,
Repentigny, (L'Assomption), P.Q.
Telephone: 581-4010, code 514. 9658

Town of St-Pierre
County of Jacques-Cartier

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gérard Goyette, secretary-treasurer, Town Hall, 69, 5th Ave., Town of St-Pierre, county of Jacques-Cartier, until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, March 9, 1965, for the purchase of an issue of $206,500 of bonds for the Town of St-Pierre, county of Jacques-Cartier, dated April 1, 1965, and redeemable serially from April 1, 1966 to April 1, 1985 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 5¾%, payable semi-annually on October 1 and April 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 352 — $24,000 — lighting system; 358 — $89,000 — sewers, roads, etc; 359 — $93,500 — aqueduct, sewers and roads.

For adjudication purposes only interest shall be calculated as from April 1, 1965.

Table of redemption — $206,500 — 20 years

Year	*Capital*
April 1, 1966	$ 9,500
April 1, 1967	9,000
April 1, 1968	9,000
April 1, 1969	9,000
April 1, 1970	9,000
April 1, 1971	9,000
April 1, 1972	9,000
April 1, 1973	11,000
April 1, 1974	11,000
April 1, 1975	12,000
April 1, 1976	12,000
April 1, 1977	12,000
April 1, 1978	12,000
April 1, 1979	13,000
April 1, 1980	15,000
April 1, 1981	9,000
April 1, 1982	9,000
April 1, 1983	9,000
April 1, 1984	9,000
April 1, 1985	9,000

Please note that tenders are called for debentures redeemable according to the above table only, and that offers for short-term debentures shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Montreal.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 9 mars 1965, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 69, 5ième Avenue, Ville St-Pierre, comté de Jacques-Cartier.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ville St-Pierre, (Comté de Jacques-Cartier), ce 15 février 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
GÉRARD GOYETTE.

Hôtel de Ville, 69, 5e Avenue,
Ville St-Pierre, (Jacques-Cartier), P.Q.
Téléphone: 489-5795, code 514. 9659-o

La commission des écoles catholiques de Pointe-aux-Trembles
Conté de Bourget

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Lucien Lapointe, secrétaire-trésorier, 14206 est, rue Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles, comté de Bourget, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 8 mars 1965, pour l'achat de $840,000, d'obligations de la commission des écoles catholiques de Pointe-aux-Trembles, comté de Bourget, datées du 1er avril 1965 et remboursables par séries du 1er avril 1966 au 1er avril 1985 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 5¾%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution datée du 15 octobre 1964 — $840,000.— construction d'une école de 24 classes, et diverses dépenses en immobilisation exécutées au cours de 1963-64

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er avril 1965.

Tableau d'amortissement — $840,000 — 20 ans

Année		*Capital*
1er avril 1966	x	$81,000
1er avril 1967	x	86,000
1er avril 1968	x	91,000
1er avril 1969	x	97,000
1er avril 1970	x	102,000
1er avril 1971		17,000
1er avril 1972		17,000
1er avril 1973		18,000
1er avril 1974		20,000
1er avril 1975		21,000
1er avril 1976		22,000
1er avril 1977		23,000
1er avril 1978		25,000
1er avril 1979		26,000
1er avril 1980		28,000
1er avril 1981		30,000
1er avril 1982		31,000
1er avril 1983		33,000
1er avril 1984		35,000
1er avril 1985		37,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $460,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en cinq versements de $92,000, chacun, de 1966 à 1970 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Tuesday, March 9, 1965, at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall, 69, 5th Ave., Town of St-Pierre, county of Jacques-Cartier.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Town of St-Pierre, (County of Jacques-Cartier), February 15, 1965.

GÉRARD GOYETTE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 69, 5th Ave.,
Town of St-Pierre, (Jacques-Cartier), P.Q.
Telephone: 489-5795, code 514. 9659

The Catholic school commission of Pointe-aux-Trembles
County of Bourget

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Lucien Lapointe, secretary-treasurer, 14206, Notre-Dame St., East, Pointe-aux-Trembles, county of Bourget, P.Q., until 8:00 o'clok p. m., on Monday, March 8, 1965, for the purchase of an issue of $840,000 of bonds for the Catholic school commission of Pointe-aux-Trembles, County of Bourget, dated April 1 1965, and redeemable serially from April 1, 1966 to April 1, 1985 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 5¾%, payable semi-annually on April 1 and October 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated October 15, 1964 — $840,000.— construction of a 24 class school, and various expenses for immobilisation executed during the course of 1963-64.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1, 1965.

Table of redemption — $840,000 — 20 years

Year		*Capital*
April 1, 1966	x	$81,000
April 1, 1967	x	86,000
April 1, 1968	x	91,000
April 1, 1969	x	97,000
April 1, 1970	x	102,000
April 1, 1971		17,000
April 1, 1972		17,000
April 1, 1973		18,000
April 1, 1974		20,000
April 1, 1975		21,000
April 1, 1976		22,000
April 1, 1977		23,000
April 1, 1978		25,000
April 1, 1979		26,000
April 1, 1980		28,000
April 1, 1981		30,000
April 1, 1982		31,000
April 1, 1983		33,000
April 1, 1984		35,000
April 1, 1985		37,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $460,000, granted by the Provincial Government and payable in five instalments of $92,000, each from 1966 to 1970 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obigations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites pbligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 8 mars 1965, à 8 heures du soir, 14206 est, rue Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles, comté de Bourget, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pointe-aux-Trembles, (Comté de Bourget), ce 17 février 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
LUCIEN LAPOINTE.

14206 est, rue Notre-Dame,
Pointe-aux-Trembles, (Bourget), P.Q.
Téléphone: 642-7468, code 514. 9669-o

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tendered agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Montreal.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be heald on Monday, March 8, 1965, at 8:00 o'clok p.m. at 14206 Notre-Dame East, St., Pointe-aux-Trembles, county of Bourget, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Pointe-aux-Trembles, (County of Bourget). February 17, 1965.

LUCIEN LAPOINTE,
Secretary-Treasurer.

14206 Notre-Dame St., East,
Pointe-aux-Trembles, (Bourget), P.Q.
Telephone: 642-7468, code 514. 9669

Syndicats professionnels

Association des instituteurs et institutrices de la partie sud du comté de St-Maurice

(*Loi des syndicats professionnels*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 30 décembre 1964, autorisé le changement de nom de « L'Association des instituteurs et institutrices catholiques du comté de St-Maurice », dont la constitution, sous le nom originaire de « Les Instituteurs de la Mauricie », a été autorisée le 27 avril 1951, et dont le siège social est situé à Trois-Rivières-ouest, en celui de « Association des instituteurs et institutrices de la partie sud du comté de St-Maurice », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus de Québec, 1941, chapiter 162.

Québec, le 7 janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9591-o 1133-51

Association des employés de Hanney Cartage Inc.

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des employées de Hanney Cartage Inc. », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 5 février 1965.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 10 février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9605-o 7-65

Professional Syndicates

Association des instituteurs et institutrices de la partie sud du comté de St-Maurice

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on December 30, 1964, authorized the change of name of "L'Association des instituteurs et institutrices catholiques du comté de St-Maurice", the incorporation of which, under the original name of "Les Instituteurs de la Mauricie", was authorized on April 27, 1951, and the head office of which is situated in Trois-Rivières-West, to that of "Association des instituteurs et institutrices de la partie sud du comté de St-Maurice", and such, pursuant to the provisions of the Professional Syndicates Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 162.

Quebec, January 7, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9591 1133-51

Association des employés de Hanney Cartage Inc.

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des employés de Hanney Cartage Inc.", has been authorized by the Provincial Secretary on February 5, 1965.

The head office of the said professional syndicate is situated at Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, February 10, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9605 7-65

L'Association des omnipraticiens de Salaberry

(*Loi des syndicats professionnels*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 22 janvier 1965, autorisé le changement de nom de l'« Association des médecins-chirurgiens en pratique générale du district médical de Salaberry de Valleyfield », dont la constitution a été autorisée le 26 juin 1962, et dont le siège social est situé à Salaberry-de-Valleyfield, en celui de « L'Association des omnipraticiens de Salaberry », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 162.

Québec, le 25 janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9606-o 32-62

L'Association des omnipraticiens de Salaberry

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on January 22, 1965, authorized the change of name of "Association des médecins-chirurgiens en pratique générale du district médical de Salaberry de Valleyfield", the incorporation of which was authorized on June 26, 1962, and the head office of which is situated in Salaberry-de-Valleyfield, to that of "L'Association des omnipraticiens de Salaberry", and such, pursuant to the provisions of the Professional Syndicates Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 162.

Quebec, January 25, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9606 32-62

Syndicat des producteurs d'œufs de consommation de la région de Joliette

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat des producteurs d'oeufs de consommation de la région de Joliette », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 8 février 1965.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Québec, le 10 février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9607-o 6-65

Syndicat des producteurs d'œufs de consommation de la région de Joliette

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat des producteurs d'oeufs de consommation de la région de Joliette", has been authorized by the Provincial Secretary on February 8, 1965.

The head office of the said professional syndicate is situated at Joliette, judicial district of Joliette.

Quebec, February 10, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9607 6-65

Alliance des enseignants de la régionale St-François

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Alliance des enseignants de la régionale Saint-François », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 15 janvier 1965.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Québec, le 19 janvier 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9610-o 83-64

Alliance des enseignants de la régionale St-François

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Alliance des enseignants de la régionale Saint-François", has been authorized by the Provincial Secretary on January 15, 1965.

The head office of the said professional syndicate is situated at Drummondville, judicial district of Drummond.

Quebec, January 19, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9610 83-64

Fédération des producteurs d'oeufs de consommation du Québec

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'une fédération de syndicats professionnels, sous le nom de « Fédération des producteurs d'oeufs de consommation du Québec", a été autorisée par le Secrétaire de la province le 3 février 1965.

Le siège social de ladite fédération est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 4 février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9611-o 91-64

Fédération des producteurs d'oeufs de consommation du Québec

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a federation of professional syndicates under the name of "Fédération des producteurs d'oeufs de consommation du Québec", has been authorized by the Provincial Secretay on February 3, 1965.

The head office of the said federation is situated at Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, February 4, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9611 91-64

Le Syndicat des travailleurs forestiers de l'U.C.C. de Québec-Nord

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le non de « Le Syndicat des travailleurs

Le Syndicat des travailleurs forestiers de l'U.C.C. de Québec-Nord

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Le Syndicat des tra-

forestiers de l'U.C.C. de Québec-Nord », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 1er février 1965.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Québec, district judiciaire de Québec.

Québec, le 3 février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9612-o 17-64

vailleurs forestiers de l'U.C.C. de Québec-Nord", has been authorized by the Provincial Secretary on February 1, 1965.

The head office of the said professional syndicate is situated at Quebec, judicial district of Quebec.

Quebec, February 3, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9612 17-64

Syndicat des producteurs de bleuets de l'U.C.C. de St-Ambroise

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat des producteurs de bleuets de l'U.C.C. de St-Ambroise », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 1er février 1965.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à St-Ambroise, district judiciaire de Chicoutimi.

Québec, le 3 février 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

9649-o 93-64

Syndicat des producteurs de bleuets de l'U.C.C. de St-Ambroise

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat des producteurs de bleuets de l'U.C.C. de St-Ambroise", has been authorized by the Provincial Secretary on February 1, 1965.

The head office of the said professional syndicate is situated at St-Ambroise, judicial district of Chicoutimi.

Quebec, February 3, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

9649 93-64

Vente d'effets non-réclamés

Canadian Pacific Railway Company

Avis est par les présentes donné que tous les effets de baggage reçus avant le premier jour de mars 1964, et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Railway Company, seront vendus aux enchères par Fraser Brothers (Canada) Limited, 901 ouest, rue St-Jacques, Montréal, à DIX heures de l'avant-midi, MERCREDI, le DIX-SEPTIÈME jour de MARS 1965, conformément à la loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 20 janvier 1965.

Canadian Pacific Railway Company,
Par le Gérant du Service,
des Postes et Baggages,
W. G. WRIGHT.

9332-5-6-o

Sale of Unclaimed Goods

Canadian Pacific Railway Company

Notice is hereby given that all baggage received prior to the first day of March 1964, and still remaining unclaimed in the offices of Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Fraser Brothers (Canada) Limited, auctioneers, at 901 St. James St. West, Montreal, at TEN o'clock in the forenoon, on WEDNESDAY, SEVENTEENTH day of MARCH, 1965, under the authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, January 20, 1965.

Canadian Pacific Railway Company,
Per: W. G. WRIGHT,
Manager, Mail
and baggage Traffic.

9332-5-6-o

Ventes par licitation

Kowalski *vs* Kurpita *et al*

Canada, Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure No 625385, William Kowalshi, demandeur, *vs* Peter Kurpita *et al* défendeurs, et La Banque d'Épargne de la cité et du district de Montréal, mise en cause.

Avis de licitation

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieur, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 26ème jour de novembre 1964, dans une cause dans laquelle William Kowalski, buandier, de la ville de Lachine, district de Montréal, est demandeur et Peter Kurpita, de la ville de Lachine, district de Montréal et Dr Samuel Tomiuk, médecine de la ville de Lachine, district de Montréal, en sa qualité de

Sales by Licitation

Kowalski *vs* Kurpita *et al*

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior court No. 625385, William Kowalski plaintiff *vs* Peter Kurpita *et al* defendants, and La Banque d'Épargne de la cité et du district de Montreal, mise-en-cause.

Notice of Licitation

Notice is given that in virtue of a jugment of the Superior court sitting in Montreal, in the district of Montreal, on the 26th, day of november 1964, in the case where William Kowalski, cleaner, of the town of Lachine, district of Montreal is plaintiff and Peter Kurpita, of the town of Lachine, district of Montreal and Dr. Samuel Tomiuk, physician, of the town of Lachine, district of Montreal, in his quality of

tuteur à sa nièce, Roxanna Kurpita sont défendeurs et la Banque d'Épargne de la cité et du district de Montréal, est mise en cause; ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

Un certain emplacement ayant front sur la Quarante-Quatrième Avenue, dans la cité de Lachine, composé des lots originaires numéros quatre-vingt-sept et quatre-vingt-huit (87 et 88) aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine.

Chacun desdits lots mesure cinquante pieds de largeur et ledit lot numéro quatre-vingt-sept mesure cent soixante-deux pieds et neuf pouces dans sa ligne nord et cent soixante-trois pieds et deux pouces dans sa ligne sud, avec une superficie de huit mille cent quarante-huit pieds carrés (8, 148 p.c.); ledi tlot numéro quatre-vingt-huit mesure cent soixante-trois pieds et deux pouces en profondeur dans sa ligne nord et cent soixante- trois pieds et sept pouces en profondeur dans sa ligne sud.

Les mesures susdites sont toutes de mesure anglaise et plus ou moins.

Avec toutes les bâtisses y érigées, y compris le cottage de deux étages en bois, portant le numéro civique 370 de ladite Quarante-Quatrième avenue.

Tel que le tout se trouve actuellement, avec les servitudes actives et sujet aux servitudes passives y inhérentes, et toutes servitudes apparentes ou occultes, sans exception ni réserve.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le TREIZIÈME jour d'AVRIL 1965, à DIX heure et TRENTE de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, à Montréal, chambre 31, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les partie de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de la faire.

Un dépôt de $1,600.00 sera exigé avant la vente de tout offrant ou enréchisseur.

Montréal, 28 janvier 1965.

L'Avocat du demandeur,
HECTOR LANGLOIS C.R.

9402-6-2-o

tutor to his niece, Roxanna Kurpita, defendants, and La Banque d'Épargne de la cité et du district de Montreal, mise en cause; ordering the licitation of the immoveable designated as follows:

That certain emplacement fronting on Forty-Fourth Avenue in the city of Lachine, composed of original lot lots numbers eighty-seven and eighty-eight (87 et 88) upom the official plan and book of reference of the town of Lachine.

Each of said lots measures fifty feet in width and said lot number eighty-seven measures one hundred and sixty-two feet and nine inches in its northern side line, and one hundred and sixty-three feet and two inches in its southern side line, with an area of eight thousand one hundred and forty-eight square feet (8, 148 sp. f) said lot number eighty-eight measures one hundred and sixty-three feet and two inches in depth in its northern side line and one hundred and sixty-three feet and seven inches in depth in its southern side line.

The above measurements are all English measures and more or less.

With all the buildings thereon rested, including the two story wood cottage bearing civic number 370 of said Forty-Fouth Avenue.

As the whole is with all tis rights and appurtenances and all servitudes active and passive attached thereto, without any exception nor reserve.

The above described immoveable will be sold by auction and adjuged to the highest and last bidder on the THIRTEENTH of APRIL, 1965, at at HALF past TEN o'clock in the forenoon, Montreal, court sitting in the court room No. 31 in the court house of Montreal, the said sale to be made subject to the charges, clauses, and conditions mentioned in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said court; any opposition to annul to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said court at least 12 days before the day fixed as afore said for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication; and failing the interested parties to file the said opposition within the delays hereby limited they shall be foreclosed from so doing.

A deposit of $1,600.00 shall be exacted from each and every bidder.

Montreal, January 28, 1965.

HECTOR LANGLOIS Q.C.
Attorney for plaintiff.

9402-6-2-o

Hetherington *vs* Hetherington *et vir*

Canada, province de Quebec district de St-François Cour Supérieure, No 28,922.

Licitation

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieur, siégeant à Sherbrooke, dans le district de St-François, le 20ième jour de janvier 1965, dans une cause dans laquelle Louis Hetherington, bourgeois, du canton d'Orford, dans le district de St-François, est demandeur, et Dame Phylis Hetherington, ayant sa résidence actuelle dans les district et cité de Montréal, épouse commune en biens de William Turnbull, employé, ayant sa résidence actuelle à North Hatley, et ledit William Turbull, tant personnellement que pour autoriser et assister son épouse à ester en justice, sont défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir:

Hetherington *vs* Hetherington *et vir*

Canada, Province of Quebec, district of St. Francis, Superior Court, No. 28,922.

Licitation

Notice is hereby given that pursuant to a judgment of the Superior Court, sitting in Sherbrooke, in thè district of St. Francis, on the 20th day of January, 1965, in a case in which Louis Hetherington, gentleman, of the Township of Orford, in the district of St. Francis, is plaintiff, and Dame Phylis Hetherington, presently residing in the district and city of Montreal, wife common as to property of William Turnbull, employee, presently residing in North Hatley and the said William Turnbull, personally as well as to authorize and assist to appear in court are defendants, ordering the licitation of a certain immoveable designated as follows, to wit:

« Ce certain terrain sis et situé au canton d'Orford, connu et désigné comme étant le lot numéro Treize sur le plan de subdivision du lot numéro cinq cent quinze (515-13) et le lot numéro vingt-sept sur le plan de subdivision du lot numéro cinq cent seize (516-27) sur les plan et livre de renvoi officiels pour le canton d'Orford.

Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sauf et excepté la partie du lot numéro vingt-sept sur le plan de subdivision du lot numéro cinq cent seize (516-27) pour le canton d'Orford, qui a été vendue au Gouvernement de la Province de Québec pour l'élargissement du chemin public. »

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le QUATORZIÈME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de la cité de Sherbrooke, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonataire de ladite Cour; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou afin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite cour au moins douze jour avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits, elles seront forcloses du froit de la faire.

Sherbrooke, ce 10ième jour de février 1965.

Les Procureurs du demandeur,
LEBLANC, DELORME, BARNARD,
9617-8-2-o LEBLANC, BÉDARD & FOURNIER.

"This certain lot of land lying and situated in the Township of Orford, known and designated as being lot number thirteen on the subdivision plan of lot number five hundred and fifteen (515-13) and lot number twenty-seven on the subdivision plan of lot number five hundred and sixteen (516-27) on the official plan and in the Book of Reference for the Township of Orford."

With the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

Save and excepting the part of lot number twenty-seven on the subdivision plan of lot number five hundred and sixteen (516-27) for the Township of Orford which was sold to the Quebec Provincial Government for the widening of the public road."

The above-designated immoveable will be sold by auction and offered to the highest and last bidder on the FOURTHEENTH day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon, court in session, in the council hall of the Court House in the City of Sherbrooke, subject to charges, clauses and conditions indicated in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary of the said Court; and any apposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjucication, and any oppositions for payment must be filed within six days following the adjudication; and failing the interested parties to file the said opposition within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

Sherbrooke this 10th day of February, 1965.

LEBLANC, DELORME, BARNARD,
LEBLANC, BÉDARD, & FOURNIER,
9617-8-2 *Attorneys for the plaintiff.*

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Canada — Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, Cause: C.S.A. 13,480. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, district de Québec, demandeur-requérant-saisisseur; *vs* ROBERT AUGER, autrefois cultivateur de Macamic, R.R. 1, district d'Abitibi-Ouest, P.Q., défendeur-intimé-saisi.

Avis de vente

Le lot numéro dix-neuf (19) du rang un (1) du canton Royal Roussillon tel que décrit au cadastre officiel pour ledit canton;

Ainsi que:

Le lot numéro dix-neuf (19) du rang dix (10) du canton Poularies tel que décrit au cadastre officiel pour ledit canton;

Le tout avec bâtisses et autres constructions y-dessus érigées, circonstances et dépendances.

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Canada — Province of Quebec
District of Abitibi

Superior Court, Case C.S.A. 13,480. THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in Quebec, district of Quebec, plaintiff-petitioner-seizing creditor, *vs* ROBERT AUGER, formerly a farmer of Macamic, R.R. 1, district of Abitibi-West, P.Q., defendant-respondent-seized.

Notice of sale

Lot number nineteen (19) on range one (1) in the township of Royal Roussillon as described in the official cadaster of said township;

As well as:

Lot number nineteen (19) on range ten (10) in the township of Poularies as described in the official cadaster of the said township.

The whole with the buildings and other constructions thereon erected, circumstancse and dependencies.

Pour être vendu en bloc à la porte de l'église paroissiale de Macamic, comté d'Abitibi-Ouest, P.Q., le QUATRIÈME jour de MARS mil neuf cent soixante-cinq à ONZE heures de l'avant-midi.

Fait à Amos, ce vingtième jour de janvier mil neuf cent soixante-cinq (20 janvier 1965).

Le Shérif,
R. COSSETTE.

9338-5-2-o

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Macamic, county of Abitibi-West, P.Q., on the FOURTH day of MARCH, one thousand nine hundred and sixty-five at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Given at Amos, this twentieth day of January, one thousand nine hundred and sixty-five (January 20, 1965).

R. COSSETTE,
Sheriff.

9338-5-2

DRUMMOND

Canada — Province de Québec
District de Drummond

Cour Supérieure, No 124. — L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corporation légalement constituée, ayant son bureau à Québec, demandeur, *vs* GUY GRAVEL, de lieu inconnu, défendeur, et JACQUES-RENÉ DE COTRET, mis-en-cause.

Une certaine portion de terre sise et située en la paroisse de St-Germain de Grantham, de la contenance de deux arpents et quart de largeur par quinze arpents de profondeur, le tout plus ou moins, le surplus sur la profondeur, s'il y en a devant appartenir audit Guy Gravel, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Grantham, comme faisant partie du lot numéro sept cent trente-cinq (P. 735); borné en front au nord-est par le chemin public, en profondeur au sud-ouest par l'ancienne propriété de M. Luc Côté, appartenant aujourd'hui à M. Edmond Pétrin, du côté sud-est par l'ancienne propriété de Dame Odilon Rivard, appartenant aujourd'hui à M. Clément Chagnon, et du côté nord-ouest par l'ancienne propriété de M. Eddy Cusson, appartenant aujourd'hui à M. Lévis Carrier, soit le lot 736.

Une terre sise et située en la paroisse de St-Germain de Grantham, avec toutes les bâtisses dessus construites, connue et désignée au plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Grantham, sous le numéro quatre cent trente-huit (438). Ce lot sujet à une servitude d'écoulement des eaux de drainage du chemin du cinquième rang, consentie en faveur du Ministère de la Voirie.

Pour être vendue « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de St-Germain de Grantham, le VINGT-SEPTIÈME jour de MARS 1965, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
STEPHEN DOLAN.

Bureau du Shérif,
13 février 1965.

9660-8-2-o

DRUMMOND

Canada — Province of Quebec
District of Drummond

Superior Court, No. 124. — THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body legally incorporated, having its office in Quebec, plaintiff, *vs* GUY GRAVEL, address unknown, defendant, and JACQUES-RENÉ DE COTRET, mis-en-cause.

A certain piece of land lying and situated in the parish of St-Germain de Grantham, measuring two and one-quarter arpents in width by fifteen arpents in depth, the whole more or less, the surplus in depth, if any, to belong to the said Guy Gravel, known and designated in the official plan and book of reference of the cadaster of the township of Grantham, known as forming part of lot number seven hundred and thirty-five (P. 735), bounded in front on the north-east by the public road, in depth, on the south-west, by the former property of Mr. Luc Côté, now belonging to Mr. Edmond Pétrin, on the south-east side by the former property of Dame Odilon Rivard, now belonging to Mr. Clément Chagnon, and on the north-west side by the former property of Mr. Eddy Cusson now belonging to Mr. Lévis Carrier, that is, lot 736.

A farm lying and situated in the parish of St-Germain de Grantham, with all the buildings thereon constructed, known and designated in the official plan and book of reference of the cadaster of the township of Grantham under number four hundred and thirty-eight (438). This lot is subject to a servitude of drainage from the road of the fifth range, consented to in favour of the Department of Roads.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St-Germain de Grantham on the TWENTY-SEVENTH day of MARCH, 1965, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

STEPHEN DOLAN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
February 13, 1965.

9660-8-2-o

HAUTERIVE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Hauterive

Cour Supérieure, No 22,964. — T. EATON CO. LTD, demanderesse, *vs* CHARLES JOURDAIN, défendeur.

« La partie ouest du lot 53A, contenant 1.58 acre de superficie, bornée au nord par la rue Therrien, au sud par le terrain de la Cie Domtar Newsprint Ltd, à l'ouest par la propriété de Armand Deroy, et à l'est par celle de Rémi Gravel, du cadastre officiel de la paroisse de Baie Trinité est, du canton Démonts, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

HAUTERIVE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Hauterive

Superior Court, No. 22,964. — T. EATON CO. LTD, plaintiff, *vs* CHARLES JOURDAIN, defendant.

"The west part of lot 53A, having an area of 1.58 acre, bounded on the north by Therrien St., on the south by the land belonging to Cie Domtar Newsprint Ltd, on the west by the property of Armand Deroy, and on the east by that belonging to Rémi Gravel in the official cadaster of the parish of Baie Trinité East, in the towlship of Démonts, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies."

Pour être vendu à la porte de l'église de Baie Trinité, comté de Saguenay, VENDREDI, le CINQUIÈME jour de MARS, 1965, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
ROSAIRE DESMEULES.

Bureau du Shérif,
21 janvier 1965.

9339-5-2-o

[Première insertion: 30 janvier 1965]
[Deuxième insertion: 20 février 1965]

To be sold at the church door of Baie Trinité, county of Saguenay, on FRIDAY, the FIFTH day of MARCH, 1965, at TWO o'clock in the afternoon.

ROSAIRE DESMEULES,
Sheriff.

Sheriff's Office,
January 21, 1965.

9339-5-2

[First insertion: January 30, 1965]
[Second insertion: February 20, 1965]

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, No 4197.

IMPERIAL OIL LIMITED, corps doué de la personnalité civile et politique et ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, demanderesse, *vs* Dame JOSEPH DUPONT, épouse contractuellement séparée de biens de Joseph Dupont, et ledit JOSEPH DUPONT tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, défendeurs.

« Un certain morceau de terrain ou emplacement faisant partie du lot numéro six-A (Pt. 6-A) du cinquième (5e) rang du canton de Villeneuve, comté de Papineau, ledit emplacement sis et situé sur le côté Est de la route Buckingham-Mont-Laurier, à peu près vis-à-vis l'emplacement de feu Lorenzo Morin, et renfermé dans les limites ou bornes suivantes: au Nord, le terrain de Ovide Prévost, à l'Est le pied de la montagne traversant ledit lot No 6-A, au Sud, cette autre partie du même lot 6-A ou ancienne propriété de Verne Last aujourd'hui celle de Jean David, et à l'Ouest par le chemin de Bickingham-Mont-Laurier ou route No. 35, avec remise construite sur ledit emplacement. »

Pour être vendu à la porte de l'église Notre-Dame de la Garde, à Val des Bois, le VINGT-CINQUIÈME jour de MARS, 1965, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
R. ST-PIERRE.

Bureau du Shérif,
ce 13 février, 1965.

9670-8-2-o

HULL

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, No. 4197.

IMPERIAL OIL LIMITED, body endowed with civil and politic personality, and having its head office in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* Dame JOSEPH DUPONT, wife contractually separate as to property of Joseph Dupont, and the said JOSEPH DUPONT, personally as well as to authorize his wife in these presents, defendants.

"A certain piece of land or emplacement forming part of lot number six-A (P. 6-A) on the fifth (5th) range in the township of Villeneuve, county of Papineau, the said emplacement lying and situated on the east side of Buckingham-Mont-Laurier Highway, almost facing the emplacement of the late Lorenzo Morin, and enclosed within the following limits or boundaries: on the north, the land belonging to OvidePrévost, on the east, the foot of the mountain crossing said lot No. 6-A, on the south, the other part of the same lot 6-A or the former property of Verne Last, now belonging to Jean David, and on the west, by the Buckingham-Mont-Laurier Road, or highway No. 35, with a shed constructed on the said emplacement."

To be sold at the church door of Notre-Dame de la Garde, in Val des Bois, on the TWENTY-FIFTH day of MARCH, 1965, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
February 13, 1965.

9670-8-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, No 24-582.

LÉON CHARTIER, menuisier, domicilié et résidant à Rivière-du-Loup, demandeur, *vs* mademoiselle ANNA PELLETIER, fille majeure, résidant à 98, rue Bellevue, Rivière-du-Loup, défenderesse, et JEAN-MAURICE FOISY, es-qualité régistrateur du bureau d'enregistrement de la division de Témiscouata, mis-en-cause.

« Un terrain contenant environ cent pieds de front, sur environ cent pieds de profondeur, mesure anglaise, borné au nord à Ovide Lévesque, au sud à la rue Bellevue, à l'est au prêteur, à l'ouest à madame Hector Prévost, lequel terrain fait partie du numéro quatre-vingt-onze (P. 91) du cadastre de la ville de Fraserville, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, No. 24-582.

LÉON CHARTIER, joiner, domiciled and residing in Rivière-du-Loup, plaintiff, *vs* Miss ANNA PELLETIER, fille majeure, residing at 98 Bellevue street, Rivière-du-Loup, defendant, and JEAN-MAURICE FOISY, in his capacity as registrar of the registry office of the division of Temiscouata, mis-en-cause.

"A lot of land measuring approximately one hundred feet in front, by approximately one hundred feet in depth, English measure, bounded on the north by Ovide Lévesque, on the south by Bellevue street, on th east by the lender, on the west by Mrs. Hector Prévost, which lot of land forms part of number ninety-one (P. 91) in the cadaster of the town of Fraserville, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies."

Pour être vendus à la porte de l'église de St-Patrice de Rivière-du-Loup, le VINGT-SEPTIÈME jour de MARS 1965, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
MAURICE MORIN.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup, 15 février 1965. 9671-8-2-o

[Première insertion, le 20 février 1965]

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, No 24-601. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant siège social à Québec, demandeur, *vs* THOMAS DUBÉ, cultivateur de Ste-Rose du Dégelé, comté de Témiscouata.

Pour être vendus (en bloc) les immeubles suivants:

« 1° Le lot numéro cent soixante-et-onze (171) du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Rose du Dégelé, division d'enregistrement de Témiscouata, contenant trois arpents de front sur trente arpents de profondeur, avec les bâtisses susconstruites, circonstances et dépendances. Sauf et à distraire la partie vendus à la municipalité de la paroisse de Ste-Rose du Dégelé (chemin amélioré) suivant enrg. No 120,099;

2° Tous les droits, titres et intérêts que l'emprunteur a et peut avoir dans et sur un terrain sur le troisième rang de ladite paroisse, contenant environ quarante arpents en superficie, borné au nord-ouest à Léopold Dumont au sud-est à Wilbrod Martin, au nord-est au fronteau entre les rangs deux et trois de ladite paroisse, et au sud-est à Joseph Paré, ou ses représentants Willie Paré et Léopold Dumont; lequel terrain est connu et désigné comme faisant partie des lots numéros trois cent trois-A, trois cent deux-A et trois cent deux-B (Pties de 303-a, 302-a et 302-b) du cadastre de ladite paroisse de Ste-Rose du Dégelé, sans bâtisses, mais avec circonstances et dépendances;

3° Une terre située sur le deuxième rang et connue comme le lot numéro cent soixante-quatorze (174) du cadastre official de la paroisse de Sainte-Rose du Dégelé, division d'enregistrement de Témiscouata, avec la grange susconstruite, circonstances et dépendances, contenant deux arpents de front sur trente arpents de profondeur;

4° Une autre terre située sur le même rang de la même paroisse contenant deux arpents de front sur trente arpents de profondeur et connue comme étant une partie du lot numéro cent soixante-treize (173 ptie) du cadastre susdit de la paroisse de Ste-Rose du Dégelé, avec les bâtisses susconstruites, circonstances et dépendances, et bornée ladite terre au nord-ouest à celle de Rémi Raymond représentant Joseph Landry, au sud-est au lot 174 ci-dessus décrit, au nord-est aux terres du premier rang et sud-ouest au fronteau des terres du troisième rang; sauf et à distraire de ladite terre un terrain ou emplacement mesurant cent quatre-vingt-cinq pieds dans chacune de ses lignes nord-est et nord-ouest et deux cent vingt pieds dans chacune de ses lignes sud-est et nord-ouest, plus ou moins mesures anglaises, et borné ledit emplacement au nord-ouest par le terrain de Rémi Raymond, et de tous les autres côtés au résidu de ladite terre (p. 173) présentement vendue, avec et y compris la résidence susconstruites, circonstances et dépendances, ledit emplacement avec la maison et ayant réservé en pleine propriété

To be sold at the church door of St-Patrice de Rivière-du-Loup, on the TWENTY-SEVENTH day of MARCH, 1965, at TEN o'clock on the forenoon.

MAURICE MORIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup, February 15, 1965. 9671-8-2-o

[First insertion: February 20, 1965]

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, No. 24-601. THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff, *vs* THOMAS DUBÉ, farmer, of Ste-Rose du Dégelé, county of Témiscouata.

The following immoveables, to be sold "en bloc":

"1. Lot number one hundred and seventy-one (171) in the official cadaster of the parish of Ste-Rose du Dégelé, registry division of Temiscouata, measuring three arpents in front by thirty arpents in depth, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies. Save and to be withdrawn is the part sold to the Municipality of the parish of Ste-Rose du Dégelé (improved road) registered under number 120,099;

2. All the rights, deeds and interests which the borrower has and may have in and on a lot of land on the third range in the said parish, having an area of approximately forty arpents, bounded on the north-west by Léopold Dumont, on the south-east by Wilbrod Martin, on the north-east by the knoll between ranges two and three in the said parish, and on the south-east by Joseph Paré or his representatives Willie Paré and Léopold Dumont, which lot of land is known and designated as forming part of lots numbers three hundred and three-A, three hundred and two-A and three hundred and two-B (P. of 303-a, 302-a and 302-b) in the cadaster of the said parish of Ste-Rose du Dégelé, without buildings, but with circumstances and dependencies;

3. A farm situated on the second range and known as lot number one hundred and seventy-four (174) in the official cadaster of the parish of Sainte-Rose du Dégelé, registry division of Témiscouata, with the barn thereon constructed, circumstances and dependencies, measuring two arpents in front by thirty arpents in depth;

4. Another farm situated on the same range, in the same parish, measuring two arpents in front by thirty arpents in depth, and known as being a part of lot number one hundred and seventy-three (P. 173) in the above-mentioned cadaster of the parish of Ste-Rose du Dégelé, with the buildings thereon costructed, circumstances and dependencies. The said farm is bounded on the north-west by the one belonging to Rémi Raymond representing Joseph Landry, on the south-east by lot 174 described above, on the north-east by the farms on the first range and on the south-west by the front line of the farms on the third range; Save and to be withdrawn from the said farm is a lot of land or emplacement measuring one hundred and eighty-five feet on each of its north-east and north-west lines and two hundred and twenty feet on each of its south-east and north-west lines, more or less, english measure; the said emplacement is bounded on the north-west by the land belonging to Rémi Raymond, and on all the other sides by the remainder of the said farm (P. 173) presently

par M. Berthier Raymond dans un acte de vente par lui-même à l'emprunteur devant le notaire Charles-Édouard Cliche le 7 novembre 1959 enregistré à Témiscouata No 139275; sous réserve sur les deux immeubles ci-dessus, des droits de passage pour aqueduc, le tout tel que constitué à l'acte de vente précité enregistré No 139275 et d'une façon réciproque. »

Pour être vendus à la porte de l'église de Ste-Rose-du-Dégelé, comté de Témiscouata, le PREMIER jour d'AVRIL 1965, à TROIS heures de l'après-midi (heure avancée)

Bureau du Shérif, *Le Shérif*,
Rivière-du-Loup, MAURICE MORIN.
ce 15 vévrier 1965. 9672-8-2-o
[Première insertion: le 20 février 1965.]

sold. With and included therein is the residence thereon constructed, circumstances and dependencies. The said emplacement with the house was reserved on the property by Mr. Berthier Raymond by a deed of sale made by himself to the borrower before the notary Charles-Édouard Cliche on November 7, 1959, registered in Témiscouata under No. 139275. Under reserve on the two above-described immovables are right of ways for the aqueduct, the whole as constituted in the aforementioned deed of sale registered under No. 139275 in a reciprocal manner."

To be sold at the church door of Ste-Rose du Dégelé, county of Témiscouata, on the FIRST day of APRIL, 1965, at THREE o'clock in the afternoon (daylight saving time).

Sheriff's Office, MAURICE MORIN,
Rivière-du-Loup, *Sheriff*.
February 15, 1965. 9672-8-2-o
[First insertion: February 20, 1965.]

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 134-145. PRUNEAU INC., corps politique et incorporé légalement constitué ayant son principal bureau d'affaires dans les cité et district de Québec, *contre* ÉDOUARD SAVARD, 181, rue de l'Armée, dans les cité et district de Québec.

Un terrain ou emplacement avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, formé du lot et partie du lot ci-après décrits, savoir:

1° La subdivision numéro trente-six du lot originaire numéro deux mille quatre cent vingt-huit (2428-36) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse St-Sauveur, Québec.

2° Partie de la subdivision numéro trente-sept du lot originaire numéro deux mille quatre cent vingt-huit (2428-37 ptie) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour la paroisse St-Sauveur, Québec, bornée au nord-est par la subdivision trente-neuf dudit lot originaire, au sud-est par le lot deux mille quatre cent vingt-huit – trente-six sus-décrit, au sud-ouest par le résidu dudit lot deux mille quatre cent vingt-huit – trente-sept appartenant à Édouard Savard, au nord-ouest, par le résidu dudit lot deux mille quatre cent vingt-huit – trente-sept appartenant à Ernest Magnan, mesurant cinq pieds (5′) dans ses lignes nord-est et sud-ouest et cinquante et un pieds et cinq dixièmes (51,5′) dans ses lignes sud-est et nord-ouest.

Pour être vendu à la porte de l'église de Québec-Ouest, comté de Québec, le CINQUIÈME jour de MARS prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, Me ANTOINE BOURGET, C.R.

Québec, le 26 janvier 1965. 9388-5-2-o
[Première insertion: 30 janvier 1965]
[Deuxième insertion: 20 février 1965]

Fieri Facias

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 115-671. DAME FRANÇOISE SAUVAGEAU, ménagère, épouse commune en biens de Lucien Dolbec, et ce dernier

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: Superior Court, No. 134-145. PRUNEAU INC., a body politic and corporate legally incorporated, having its head office in the city and district of Quebec, *against* ÉDOUARD SAVARD, 181, de l'Armée street, in the city and district of Quebec.

A lot or emplacement with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, formed of lot and part of lot hereinafter described, to wit:

1. Subdivision number thirty-six of the original lot number two thousand four hundred and twenty-eight (2428-36) on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Sauveur, Quebec

2. Part of subdivision number thirty-seven of the original lot number two thousand four hundred and twenty-eight (2428-37 Pt.) on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Sauveur, Quebec, bounded on the northeast by subdivision thirty-nine of the said original lot, on the southeast by lot two thousand four hundred and twenty-eight – thirty-six above described, on the southwest by the residue of the said lot two thousand four hundred and twenty-eight – thirty-seven belonging to Édouard Savard, on the northwest, by the residue of the said lot two thousand four hundred and twenty-eight – thirty-seven belonging to Ernest Magnan, measuring five feet (5′) in its northeast and southwest lines, and fifty-one feet and five/tenths (51.5′) in its southeast and northwest lines.

To be sold at the church door of Quebec-West, county of Quebec, on the FIFTH day of MARCH next at TEN o'clock in the forenoon.

Me ANTOINE BOURGET, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff*.

Quebec, January 26, 1965. 9388-5-2
[First insertion: January 30, 1965]
[Second insertion: February 20, 1965]

Fieri Facias

Quebec, to wit: Superior Court, No. 115-671. DAME FRANÇOISE SAUVAGEAU, housewife, wife common as to property of Lucien Dolbec, and the

pour assister et autoriser son épouse aux fins des présentes, tous deux de St-Casimir, comté de Portneuf, P.Q., *contre* HENRI LÉPINE, domicilié à St-Casimir, comté de Portneuf, P.Q.

« Un terrain ou emplacement situé à St-Casimir, avec maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Ce terrain contient en front une largeur de dix-sept pieds et demi, sur une profondeur de cent vingt pieds, sans garantis de mesures précises et borné comme suit: en front au nord-ouest par le chemin public, en profondeur au sud à Hégésippe Rousseau, au nord à Hubert Tessier et au sud-ouest à Henri Hamelin. Ce terrain est connu et désigné comme étant partie du lot numéro cent cinquante-huit du cadastre officiel du comté de Portneuf pour la paroisse de St-Casimir.

Un emplacement situé à St-Casimir, côté nord-ouest de la Rivière Ste-Anne, de quarante pieds de large, sur soixante pieds de profondeur, mesure anglaise, borné comme suit: au bout sud-est à la rue St-Jean; au bout nord-ouest à Étienne Gauthier; du côté nord-est à Zotique Lefebvre, et du côté sud-ouest à F.-X. Rivard et F.-X. St-Germain, avec une maison et autres bâtisses dessus érigées sans réserve; cet emplacement fait partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro (155) cent cinquante-cinq sur le cadastre officiel du comté de Portneuf pour la paroisse de St-Casimir. »

Sujet, le susdit immeuble, à toutes servitudes pouvant l'affecter.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Casimir, comté de Portneuf, le VINGT-SIXIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, Me ANTOINE BOURGET, C.R.
Québec, le 15 février 1965. 9673-8-2-o
[Première insertion: 20 février 1965.]
[Deuxième insertion: 13 mars 1965.]

Fieri Facias

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 129-374. SOCIÉTÉ D'ENTREPRISE DU CRÉDIT INC., corps politique légalement constitué, ayant son siège social à Montréal, et une place d'affaires au 229, Est Boulevard Charest, dans les cité et district de Québec *contre* J. ANTONIO PILOTE, hôtelier, résidant à Trois-Rivières, district de Trois-Rivières.

« Une partie du lot numéro un de la subdivision officielle du lot numéro cent cinquante-quatre (154-1 ptie) au cadastre officiel de la paroisse de Cap-Santé, division d'enregistrement de Portneuf, étant de forme triangulaire, bornée au nord-est par la route No 2, reliant Montréal et Québec, au sud-est par une autre partie dudit lot No 154-1 appartenant à Norbert B langer, au sud-ouest par les lots Nos 154-2, 154-3, 154-4 et 154-5 au même cadastre; mesurant trois cent soixante-huit pieds (368′) au nord-est trente-sept pieds et neuf dixièmes (37.9′) au sud-est trois cent soixante-dix pieds (370′) au sud-ouest, renfermant une superficie de sept mille six cent quarante-et-un pieds carrés (7,641 p.c. m.a.);

Une partie du lot numéro deux de la subdivision officielle du lot No cent cinquante-quatre (154-2) au même cadastre, étant de figure trapézoidale; bornée au nord-est par le lot No 154-1 au même cadastre, au sud-est par une partie du-

latter to assist and authorize his wife in these presents, both of St-Casimir, county of Portneuf, P.Q., *vs* HENRI LÉPINE, domiciled at St-Casimir, county of Portneuf, P.Q.

"A lot of land or emplacement situated in St-Casimir, with a house and other buildings thereon constructed, circumstances and dependencies. This terrain measures seventeen and one-half feet in width in front, by a depth of one hundred and twenty feet, without any guarantee of exact measure, and is bounded as follows: in front, on the north-west, by the public road, in depth, on the south by Hégésippe Rousseau, on the north by Hubert Tessier, and on the south-west by Henri Hamelin. This lot of land is known and designated as being part of lot number one hundred and fifty-eight in the official cadaster of the county of Portneuf for the parish of St-Casimir.

An emplacement situated in St-Casimir, on the north-west side of Ste-Anne River, measuring forty feet in width by sixty feet in depth, English measure, bounded as follows: on the south-east end by St-Jean street, on the north-west end by Étienne Gauthier, on the north-east side by Zotique Lefebvre, and on the south-west side by F.-X. Rivard and F.-X. St-Germain, with a house and other buildings thereon erected without reserve; this emplacement forms part of the lot of land known and designated under number (155) one hundred and fifty-five in the official cadaster of the county of Portneuf for the parish of St-Casimir."

The said immovable is subject to all servitudes which may affect it.

To be sold at the church door of St-Casimir, county of Portneuf, on the TWENTY-SIXTH day of MARCH, next, at TEN o'clock in the forenoon.

Me ANTOINE BOURGET, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Quebec, February 15, 1965. 9673-8-2
[First insertion: February 20, 1965.]
[Second insertion: March 13, 1965.]

Fieri Facias

Quebec, to wit: Superior Court, No. 129-374. SOCIÉTÉ D'ENTREPRISE DU CRÉDIT INC., a body politic legally incorporated, having its head office at Montreal, and a place of business at 229 Charest Blvd., East, in the city and district of Quebec, *against* J. ANTONIO PILOTE, hotelier, residing at Trois-Rivières, district of Trois-Rivières.

"A part of lot number one of the official subdivision of lot number one hundred and fifty-four (154-1 Pt.) on the official cadaster of the parish of Cap-Santé, registration division of Portneuf, being of triangular form bounded on the northeast by route No. 2, connecting Montreal and Quebec, on the southeast by another part of the said lot No. 154-1, belonging to Norbert B langer, on the southwest by lots Nos. 154-2, 154-3, 154-4 and 154-5 on the same cadaster; measuring three hundred and sixty-eight feet (368′) on the northeast, thirty-seven feet and nine/tenths (37.9′) on the southeast, three hundred and seventy feet (370′) on the southwest, enclosing an area of seven thousand six hundred and forty-one square feet (7,641 sq. ft. E.M.);

A part of lot number two of the official subdivision of lot No. one hundred and fifty-four (154-2) on the same cadaster, being of trapezoidal form; bounded on the northeast by lot No. 154-1 on the same cadaster, on the south-

dit lot No 154-2, appartenant à Norbert Belanger, au sud-ouest, par l'ancienne route No 2, au nord-ouest par le lot No 154-3 au même cadastre, mesurant soixante-dix pieds au nord-est cent trente-neuf pieds au sud-est (139′) et au nord-ouest, quatre-vingt-quatre pieds et quatre-vingt-quinze centièmes (84.95′) au sud-ouest; renfermant une superficie de dix mille sept cent soixante-huit pieds carrés (10,758 p.c. m.a.);

Le lot No quatre de la subdivision officielle du lot No cent cinquante-quatre (154-4) au même cadastre;

Le lot No trois de la subdivision officielle du lot No cent cinquante-quatre (154-3) au même cadastre;

Le lot No cinq de la subdivision officielle du lot No cent cinquante-quatre (154-5) au même cadastre;

Une partie du lot numéro six de la subdivision officielle du lot numéro cent cinquante-quatre (154-6) au même cadastre étant de forme trapézoidale, bornée au nord-est par la route No 2, reliant Québec et Montréal, au sud-est par le lot No 154-5 au même cadastre au sud-ouest par l'ancienne route No 2, au nord-ouest par le lot No 154-7, au même cadastre, mesurant 100 pieds et soixante-six centièmes (100.66′) au nord-est, cent trente-quatre pieds (134′) au sud-est, cent pieds (100′) au sud-ouest, cent dix-neuf pieds (119′) au nord-ouest, renfermant une superficie de douze mille six cent cinquante pieds carés (12,650 p.c. m.a.) mesure anglaise;

Une partie du lot No sept de la subdivision officielle du lot numéro cent cinquante-quatre (154-7) au même cadastre, étant de figure trapezoidale, bornée au nord-est par la route No 2, reliant Montréal et Québec, au sud-est par le lot No 154-6, au même cadastre, au sud-ouest par l'ancienne route No 2, au nord-ouest par le lot No 154-8 au même cadastre mesurant cent pieds et soixante-six centièmes (100.66′) au nord-est; cent dix-neuf pieds (119′) au sud-est, cent pieds (100′) au sud-ouest, cent un pieds (101′) au nord-ouest, renfermant une superficie de onze mille pieds (11,000 p.c. m.a.) mesure anglaise;

Une partie du lot numéro huit de la subdivision officielle du lot numéro cent cinquante-quatre (154-8 ptie) au même cadastre, étant de figure trapézoidale, bornée au nord-est par la route No 2 reliant Montréal et Québec, au sud-est par le lot 154-7 au même cadastre, au sud-ouest par l'ancienne route No 2, au nord-ouest par le lot No 154-9 au même cadastre, mesurant cent pieds et soixante-six centièmes (100.66′) au nord-est, cent un pieds (101′) au sud-est, cent pieds (100′) au sud-ouest, quatre-vingt-quatre pieds (84′) au nord-ouest renfermant une superficie de neuf mille deux cent cinquante pieds carrés (9,250 p.c. m.a.) mesure anglaise;

Une partie du lot numéro neuf de la subdivision officielle du lot numéro cent cinquante-quatre (154-9) au même cadastre étant de figure irrégulière, bornée au nord-est par la route No 2 reliant Montréal et Québec, au sud-est par le lot No 154-8 au même cadastre, au sud-ouest par l'ancienne route No 2 au nord-ouest par une partie du lot 154-9 mesurant cent soixante-deux pieds (162′) au nord-est, quatre-vingt-quatre pieds (84′) au sud-est, cent cinquante pieds (150′) au sud-ouest, soixante-dix-sept pieds (77′) au nord-ouest, renfermant une superficie de onze

east, by a part of the said lot No. 154-2, belonging to Norbert Belanger, on the southwest, the old route No. 2, on the northwest by lot No. 154-3 on the same cadaster, measuring seventy feet on the northeast, one hundred and thirty-nine feet on the southeast (139′) and on the northwest, eighty-four feet and ninety-five one/hundredths of a foot (84.95′) on the southwest; enclosing an area of ten thousand seven hundred and sixty-eight square feet (10,768 sq. ft., E.M.);

Lot No. four of the official subdivision of lot No. one hundred and fifty-four (154-4) on the same cadaster;

Lot No. three of the official subdivision of lot No. one hundred and fifty-four (154-3) on the same cadaster;

Lot No. five of the official subdivision of lot No. one hundred and fifty-four (154-5) on the same cadaster;

A part of lot number six of the official subdivision of lot number one hundred and fifty-four (154-6) on the same cadaster being of a trapezoidal form, bounded on the northeast by route No. 2, connecting Quebec and Montreal, on the southeast by lot No. 154-5 on the same cadaster, on the southwest, by the old road No. 2, on the northwest by lot No. 154-7, on the same cadaster, measuring 100 feet and sixty-six one/hundredths (100.66′) on the northeast, one hundred and thirty-four feet (134′) on the southeast, one hundred feet (100′) on the southwest, one hundred and nineteen feet (119′) on the northwest enclosing an area of twelve thousand six hundred and fifty-square feet (12,650 sq. ft. E.M.) English measure;

A part of lot No. seven of the official subdivision of lot number one hundred and fifty-four (154-7) on the same cadaster, being of a trapezoidal figure, bounded on the northeast by route No. 2, connecting Montreal and Quebec, on the southeast by lot No. 154-6, on the same cadaster, on the southwest by the old route No. 2, on the northwest ,by lot No. 154-8 on the same cadaster measuring one hundred feet and sixty-six one/hundredths (100.66′) on the northeast; one hundred and nineteen feet (119′) on the southeast, one hundred feet (100′) on the southwest, one hundred and one feet (101′) on the northwest, enclosing an area of eleven thousand feet (11,000 sq. ft. E.M.) English measure;

A part of lot number eight of the official subdivision of lot number one hundred and fifty-four (154-8 pt.) on the same cadaster, being of a trapezoidal figure, bounded on the northeast by route No. 2 connecting Montreal and Quebec, on the southeast by lot 154-7 on the same cadaster, on the southwest by the old route No. 2, on the northwest by lot No. 154-9 on the same cadaster, measuring one hundred feet and sixty-six one/hundredths (100.66′) on the northeast, one hundred and one feet (101′) on the southeast, one hundred feet (100′) on the southwest, eighty-four feet (84′) on the northwest enclosing an area of nine thousand two hundred and fifty-square feet (9,250 sq. ft., E.M.) English measure;

A part of lot number nine of the official subdivision of lot number one hundred and fifty-four (154-9) on the same cadaster being of irregular form bounded on the northeast by route No. 2 connecting Montreal and Quebec, on the southeast by lot No. 154-8 on the same cadaster, on the southwest by the old road No. 2, on the northwest, by part of lot 154-9 measuring one hundred and sixty-two feet (162′) on the northeast, eighty-four feet (84′) on the southeast, one hundred and fifty feet (150′) on the southwest, seventy-seven feet (77′) on the northwest, en-

mille neuf cent soixante-dix pieds carrés (11,970 p.c. m.a.) mesure anglaise;

Le lot No douze de la subdivision officielle du lot No cent cinquante-quatre (154-12) au même cadastre;

Une partie du lot numéro cent cinquante-quatre (154 ptie) au même cadastre, étant de figure irrégulière, bornée au nord-est par l'ancienne route No 2, au sud-est par le lot No 154-12 au même cadastre, au sud-ouest par le lot No 156, au même cadastre, mesurant deux cent quatre-vingt-un pieds (281′) au nord-est, renfermant une superficie de treize mille huit cent trente-trois pieds carrés (13,833 p.c. m.a.) mesure anglaise;

Toutes les bâtisses dessus élevées, comprenant un hôrel, connu sous le nom de Auberge de l'Étang, un motel de dix unités, deux chalets, une piscine extérieure, circonstances et dépendances ».

Pour être vendu « en bloc » à la porte de l'église de Cap-Santé, comté de Portneuf, le VINGT-SIXIÈME jour de MARS prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, Me ANTOINE BOURGET, C.R.
Québec, le 17 février 1965. 9674-8-2-o
[Première insertion: 20 février 1965]
[Deuxième insertion: 13 mars 1965]

closing an area of eleven thousand nine hundred and seventy square feet (11,970 sq. ft. E.M.) English measure;

Lot No. twelve of the official subdivision of lot No. one hundred and fifty-four (154-12) on the same cadaster;

A part of lot number one hundred and fifty-four (154 pt.) on the same cadaster, being of irregular figure, bounded on the northeast by the old route No. 2, on the southeast by lot No. 154-12 on the same cadaster, on the southwest by lot No. 156, on the same cadaster, measuring two hundred and eighty-one feet (281′) on the northeast, enclosing an area of thirteen thousand eight hundred and thirty-three square feet (13,833 sq. ft., E. M.) English measure;

All the buildings thereon erected, including a hotel, known under the name of "Auberge de l'Étang", a motel of ten units, two cottages, an outside swimming pool, attachments and appartenances".

To be sold "en bloc" at the church door of Cap-Santé, county of Portneuf, on the TWENTY-SIXTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

Me ANTOINE BOURGET, Q.C.,

Sheriff's Office, *Sheriff.*
Quebec, February 17, 1965. 9674-8-2-o
[First insertion: February 20, 1965]
[Second insertion: March 13, 1965]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski et Kamouraska

Cour Supérieure, No. 23-717. ROLAND CIMON, commerçant et garagiste, domicilié et résidant à St-Michel de Squateck, et y faisant affaires sous le nom et raison sociale de « Garage Squateck Enr », demandeur, *vs* ROSAIRE OUELLET, camionneur, résidant à Esprit-Saint, district de Rimouski, défendeur.

Le lot seize (16) dans le rang 2, canton Laroche, municipalité d'Esprit-Saint, comté de Rimouski, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendance.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse d'Esprit-Saint, le DIXIÈME jour de MARS, 1965, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Député-Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 25 janvier 1965. 9380-5-2-o

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski & Kamouraska

Superior Court, No. 23-717. ROLAND CIMON, tradesman and garageman, domiciled and residing at St-Michel de Squateck, and carrying on business under the name and style of "Garage Squateck Enr.", plaintiff, *vs* ROSAIRE OUELLET, trucker, residing at Esprit-Saint, district of Rimouski, defendant.

Lot sixteen (16) in range 2, township Laroche, municipality of Esprit-Saint, county of Rimouski, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Esprit-Saint, on the TENTH day of MARCH, 1965, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,

Office of the Deputy-Sheriff, *Deputy-Sheriff.*
Rimouski, January 25, 1965. 9380-5-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski et Kamouraska

Cour Supérieure, No 23-866. GÉRARD LAGACÉ LTÉE, corps politique et incorporé ayant son siège social et bureau d'affaires à Biencourt, district de Rimouski, demandeur; *vs* LOUIS PROULX, domicilié et résidant en la paroisse de Trinité-des-Monts, rang 6, district de Rimouski, défendeur.

Le lot quarante-cinq (45), rang six (6), canton Laroche, les impences améliorations et de défrichement et tous les droits de préemption que le défendeur a ou peut avoir sur ledit lot, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski and Kamouraska

Superior Court, No. 23-866. GÉRARD LAGACÉ LTÉE, body politic and corporate having its head office and business office at Biencourt, district of Rimouski, plaintiff; *vs* LOUIS PROULX, domiciled and residing in the parish of Trinité-des-Monts, range 6, district of Rimouski, defendant.

Lot forty-five (45), range six (6), township Laroche, the upkeep, improvements and clearing of the land and all the rights of pre-emption that the defendant has or may have on the said lot, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Trinité-des-Monts, le DIXIÈME jour de MARS, 1965, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Député-Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 25 janvier 1965. 9381-5-2-o

To be sold at the church door of the parish of Trinité-des-Monts, on the TENTH day of MARCH, 1965, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JACQUES MARTIN,
Office of the Deputy-Sheriff. *Deputy-Sheriff.*
Rimouski, January 25, 1965. 9381-5-2

ROUYN—NORANDA

De Bonis et de Terris
District de Rouyn-Noranda

Cour Supérieure, No C.S. 8745. { DAME CÉCILE GAMARCHE, veuve de feu Gérard Gamarche, domiciliée à Rouyn, district de Rouyn-Noranda, demanderesse, *contre* EUGÈNE ROBICHAUD, domicilié à Cléricy, district de Rouyn-Noranda.

Tous les droits du défendeur dans un immeuble connu et désigné, comme étant un certain lot de terre, No 36 et 37 canton de Cléricy, district de Rouyn-Noranda, bâtisses dessus construites et circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Joseph de Cléricy, le TROISIÈME jour de MARS 1965, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, DIANIS LAFRENIÈRE.
Rouyn, ce 21 janvier 1965. 9340-5-2-o

ROUYN—NORANDA

De Bonis et de Terris
District of Rouyn-Noranda

Superior Court, No. S.C. 8745. { DAME CÉCILE GAMARCHE, widow of the late Gérard Gamarche, domiciled at Rouyn, district of Rouyn-Noranda, plaintiff, *versus* EUGÈNE ROBICHAUD, domiciled at Cléricy, district of Rouyn-Noranda.

All the rights which the defendant has on an immobeable known and designated as being a certain lot of land No. 36 and 37, township of Cléricy, district of Rouyn-Noranda, with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of St-Joseph de Cléricy, on the THIRD day of MARCH, 1965, at THREE o'clock in the afternoon.

DIANIS LAFRENIÈRE,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Rouyn, January 21, 1965. 9340-5-2

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de St-François

Sherbrooke, Cour Supérieure, No 28,610. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant siège social à Québec, demandeur, *vs* LÉOPOLD LEMIRE, cultivateur, R.R.1, Greenlay, comté de Richmond, défendeur.

« Ce certain emplacement situé dans le canton de Melbourne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton comme étant:

Le lot cadastral numéros vingt-quatre « A » et vingt-quatre « B » du huitième rang (24A et 24B, rang 8) dudit canton et tout le lot cadastral numéro vingt-quatre « A » (24A) du rang sept dudit canton, sauf et excepter sa partie sud-ouest laquelle est prise par la continuation sud-est de la ligne sud-ouest desdits lots cadastraux numéros vingt-trois « A » et vingt-trois « B » du septième rang de Melbourne, la portion dudit lot 24A dans le septième rang de Melbourne présentement vendu, étant bornée comme suit: au nord-est par lesdits lots 24A et 24B, dans le huitième rang; au nord-ouest par 23B dans le septième rang; au sud-ouest par ladite continuation droite sud-est de la ligne sud-ouest de 23A et 23B dans ledit septième rang et sud-est par le lot cadastral 25A du septième rang dudit canton; la propriété présentement décrite contient cent cinquante acres de terrain en superficie, plus ou moins, et lesdits lots 24A et 24B du huitième rang dans ledit canton sont sujets aux servitudes en faveur de « Southern Canada Power Company » enregistrements B-36 No 5643 et B-55 No 40721.

Une bande ou parcelle de terrain de forme irrégulière, formant partie du lot cadastral vingt-quatre « B » (ptie 24B) du huitième rang

SAINT-FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of St. Francis

Sherbrooke, Superior Court, No. 28,610. { QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, a body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff, *vs* LÉOPOLD LEMIRE, farmer, R.R.1, Greenlay, county of Richmond, defendant.

"That certain emplacement situate in the township of Melbourne, known and designated upon the official plan and book of reference for the said township, as:

Cadastral lot numbers twenty four "A" and twenty-four "B" in the eighth range (24A and 24B, rg. 8) of said township and all of lot cadastral number twenty four "A" (24A) in the seventh range of said township save and except the southwest and thereof which is cut off by the continuation southeast of the southwest line of said lots cadastral nujbers twenty-three "A" and twenty-three "B" in said seventh range of Melbourne, the portion of said lot 24A in the seventh range of Melbourne hereby sold, being bounded as follows: on the northeast by said lots 24A and 24B, in the eighth range; on the northwest by 23B in the seventh range; on the southwest by said continuation straight southeast of the southwest line of 23A and 23B in the said seventh range and southeast by lot cadastral 25A in the seventh range of said township; the property hereby described contains one hundred and fifty acres of land in superficies, more or less, and subject said lots 24A and 24B in the eighth range of said township, to servitudes in favour of Southern Canada Power Company, registered B-36 No. 5643 and B-55 No. 40721.

A tract or parcel of land of irregular figure forming part of cadastral lot twenty four "B" (Pt. 24B) in the eighth range of said township

dudit canton de Melbourne et comprenant toute cette portion dudit lot lequel s'étend entre le côté nord-est du chemin public qui passe à travers ledit lot et une ligne tirée parallèlement et concentrique avec la ligne centrale de la ligne principale de la voie ferrée de « Orford Mountain Railway » et à une distance normale et carrée de quarante-neuf pieds et six pouces (49′ 6″), mesurés de là dans une direction sud, contenant une superficie de six acres, plus ou moins, mesure anglaise, ladite bande ou parcelle de terrain étant de plus bornée comme suit: En front vers le sud-ouest par le chemin public; en arrière, vers le nord par les terrains de ladite compagnie de chemin de fer, présentement connus comme étant le lot cadastral numéro dix-sept dudit canton, d'un côté vers le nord-ouest par le lot cadastral numéro vingt-quatre « A » dudit rang et de l'autre côté vers le sud-ouest par le lot cadastral numéro vingt-cinq « A » dudit rang.

La portion du lot cadastral numéro vingt-trois « B » du septième rang dudit canton de Melbourne sus-mentionné (Ptie 23B) lequel s'étend au sud-ouest du chemin qui passe à travers et sujet aux servitudes en faveur de « Southern Canada Power Company » sous un acte enregistré B-36 No 5642.

Un certain emplacement de forme irrégulière, formant partie et prise du lot vingt-trois B (Ptie 23B) du septième rang dudit canton de Melbourne, s'étendant au sud ou bas côté du chemin de fer et ladite pièce de terrain contenant cinq acres et un quart en superficie, plus ou moins, et étant tout le terrain sis entre ledit chemin de fer et la rivière St-François, dudit lot 23B.

Toute cette partie du droit de passage abandonné de ladite compagnie de chemin de fer, maintenant connu comme étant le numéro cadastral dix-sept (ptie 17) dudit canton de Melbourne, autrefois, formant partie de la demie sud-est du lot originaire numéro vingt-trois (S.E. ½ de 23) du septième rang dudit canton, et étant une bande de soixante-six pieds de largeur, c'est-à-dire trente-trois (33′)pieds de chaque côté de la ligne centrale de la voie dudit chemin de fer, tel qu'antérieurement construite à travers ledit lot et les lots adjacents, sur une longueur moyenne de quinze cents pieds (1500′), plus ou moins, contenant une superficie de deux acres et huit dixièmes d'un acre (2.8 acres), plus ou moins, bornée à une extrémité vers l'ouest par une autre partie dudit droit de passage abandonné, présentement connue comme étant le lot cadastral numéro 17 dudit canton à un point d'intersection la ligne de côté nord-ouest du lot cadastral numéro 23B dans le rang 7 dudit canton produite à travers ledit droit de passage, à l'autre extrémité, vers l'est par une autre partie dudit droit de passage abandonné, présentement connu comme étant le lot cadastral numéro 17 dudit canton, à un point d'intersection par la ligne de côté sud-est dudit lot cadastral numéro 23B dudit rang, 7 produite à travers ledit droit de passage, d'un côté, vers le sud et le sud-est par le chemin public conduisant à Windsor Mills et de l'autre côté vers le nord et le nord-ouest par une partie dudit lot numéro cadastral 23B du rang 7, dudit canton, tel qu'acquis par « Orford Mountain Railway » sous un acte enregistré B-29 numéro 638.

Toute cette partie dudit droit de passage abandonné de ladite compagnie de chemin de fer, connue comme étant le numéro cadastral dix-sept (Ptie 17) dudit canton, autrefois, formant partie de la demie nord-ouest du lot cadastral numéro vingt-quatre (N. O. ½ de 24) du rang huit dudit canton, comprenant tout le terrain qui

of Melbourne and comprising all that portion of said lot which lies between the northeastern side of the public road which runs across said lot and a line drawn parallel to, and concentric with the center line of main line track of the Orford Mountain Railway and at a square and normal distance of forty-nine feet and six inches (49′ 6″), measured southerly therefrom, containing an area of six acres in superficies, more or less, English measure, the said tract or parcel of land being further bounded as follows: in front towards the southwest by the public road; in rear, towards the north by the lands of said Railway Company, now known as lot cadastral number seventeen of said township, on one side, towards the northwest by lot cadastral number twenty-four "A" of said range and on the other side towards the southwest by lot cadastral number twenty-five "A" of said range.

The portion of lot cadastral number twenty-three "B" in the seventy range of the said township of Melbourne aforesaid (Pt. 23B) which lies southwest of the road passing throught same and subject to servitude in favour of Southern Canada Power Company, under deed registered B-36 No. 5642.

A certain emplacement of irregular figure, forming part and dismembered out of lot twenty-three B (Pt. 23B) in the seventh range of said township of Melbourne, lying on the south or lower side of the Railway and containing said piece of land, five acres and a quarter in superficies, more or less, and being all the land found between said Railway and the River St-Francis, on said lot 23B.

All that part of the abandoned right of way of said Railway Company, now known as cadastral number seventeen (Pt. 17) of said township of Melbourne, formely forming part of the south-east half of primitive lot number twenty-three (S.E. ½ of 23) in the seventh range of said township, and being a strip of sixty-six feet wide, that is to say, thirty-three (33′) feet on each side of the centre line of track of said Railway, as formerly built across said lot and adjoining lots, by an average lenght of fifteen hundred (1500′) feet more or less, containing an area of two acres and eight tenths of an acre (2.8 acres), more or less, bounded at one end, towards the west by another part of said abandoned right-of-way, now known as cadastral number 17 of said township at a point where same is intersected by the north-western side line of lot cadastral number 23B in range 7 of said township produced across said right-of-way, at the other end, towards the east by another part of said abandonned right-of-way, now known as cadastral lot number 17 of said township at a point where same is intersected by the southeastern side line of said lot cadastral number 23B of said range 7, produced across said right-of-way, on one side, towards south and southeast by the public road leading to Windsor Mills and on the other side, towards the north and northwest by part of said lot cadastral number 23B, in range 7, of said township, as acquired by Orford Mountain Railway under deed registered B-29 number 638.

All that part of said abandoned right-of-way of said Railway Company, known as cadastral number seventeen (Pt. 17) of said township, formerly forming part of the northwest half of cadastral lot number twenty-four (N. W. ½ of 24) in range eight of said township, comprising all the land which lies between the River St.

s'étend entre la rivière St-François et une ligne tirée concentrique avec et à une distance radiale de trente-trois (33) pieds mesurés vers le sud à partir du centre de la voie dudit chemin de fer telle qu'antérieurement construite à travers ledit lot et les lots adjacents, et s'étendant à travers la largeur entière du lot cadastral numéro vingt-quatre « A » du rang huit dudit canton, sur une longueur de mille soixante-deux (1062′) pieds, plus ou moins mesurés le long de ladite ligne de centre, contenant une superficie de trois acres (3), plus ou moins, bornée à une extrémité, vers le nord-ouest, partiellement par une autre partie dudit droit de passage abandonné, présentement connue comme étant le lot cadastral 17 dudit canton précédemment et premièrement décrit, et partiellement par une partie de lot cadastral numéro 23B du rang 7 dudit canton, à l'autre extrémité, vers le sud-est par une autre partie dudit droit de passage abandonné, maintenant connue comme étant le lot 17 dudit canton ci-après troisièmement décrit; d'un côté vers le sud-est et le sud par une partie dudit lot 24A, rang huit dudit canton et vers le nord-est par la rivière St-François.

Toute cette partie du droit de passage abandonnée de ladite compagnie de chemin de fer, présentement connue comme étant le lot cadastral dix-sept (ptie 17) dudit canton, autrefois, formant partie de la demie sud-est du lot originaire numéro vingt-quatre du rang dudit canton telle que plus pleinement décrite dans un acte de vente enregistré à Richmond, sous le numéro 43588.

Le tout avec les bâtisses et dépendances dessus construites et y appartenant ».

Pour être vendus « en bloc » au Bureau d'Enregistrement, à Richmond, MARDI, le VINGT-TROISIÈME jour de MARS 1965, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, DONAT JACQUES.
Sherbrooke, ce 11 février 1965. 9618-8-2
[Première insertion: le 20 février 1965]

Francis and a line drawn concentric with and at a radial distance of thirty-three (33) feet measured southerly from the center line of track of said Railway as formely built across said lot and adjoining lots, and extending across the whole width of lot cadastral number twenty-four "A" in range eight of said township, for a lenght of one thousand and sixty-two (1062′) feet, more or less, measured along said center line, containing an area of three acres (3) more or less, bounded at one end, towards the north-west, partly by another part of said abandoned right-of-way now known as cadastral lot 17 of said township herein before firstly described, and partly by part of lot cadastral number 23B in range 7 of said township, at the other and, towards southeast by another part of said abandoned right-of-way, now known as lot 17 of said township, hereinafter thirdly described; on one side towards the southeast and south by part of said lot 24A, range eight of said township and towards the northeast by the River St. Francis.

All that part of the abandoned right-of-way of said Railway Company, now known as cadastral lot seventeen (Pt. 17) of said township, formely forming part of the southeast half of primitive lot number twenty-four in range eight of said township as more fully described in a deed of sale registered at Richmond under number 43588.

The whole with all the buildings and dependencies thereon erected and thereto belonging".

To be sold "en bloc" at the Registry office, in Richmond, TUESDAY the TWENTY-THIRD day of MARCH, 1965, at TEN o'clock in the forenoon.

DONAT JACQUES,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sherbrooke, February 11, 1965. 9618-8-2-o
[First insertion: February 20, 1965]

Vente pour taxes

Municipalité du comté d'Abitibi

Avis public vous est par les présentes donné par le soussigné Laval Goulet, secrétaire de la corporation du comté d'Abitibi, que les immeubles avec bâtisses, circonstances et dépendances ci-après détaillés, seront vendus à l'enchère public au Palais de Justice d'Amos, au lieu ordinaire des sessions de ce conseil, le second jeudi du mois d'avril 1965, soit le HUITIÈME jour d'AVRIL, à DIX heures de l'avant-midi, pour non-paiement de taxes municipales, scolaires, religieuses et répartitions d'église, frais et charge dûs sur chacun de ces immeubles, à moins que ces taxes, frais et charges ne soient plus tôt payés et acquittés avec les frais encourus avant la vente, savoir:

Sale for Taxes

Municipality of the county of Abitibi

Public notice is hereby given by the undersigned Laval Goulet, secretary of the corporation of the county of Abitibi, that the immoveables, with buildings, circumstances and dependencies as hereinafter detailed, shall be sold at Public Auction at the Court House of Amos, at the regular place where meetings of this council are held, on the second thursday of the month of April, 1965, that is the EIGHTH day of APRIL, at TEN o'clock in the forenoon, for the non-payment of the municipal, school, religious and church distribution of taxes, costs and amounts due on each one of these immoveables, unless these taxes, costs and charges are paid before the sale, and duly receipted, along with the costs incurred before the sale, to wit:

Corporation d'Amos-Est — Corporation of Amos East
Commission scolaire de Dollard — School Commission of Dollard

Canton ou village — Township or village	Lot	Rang Bloc — Range Block	Propriétaires — Owners	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Dalquier	54, 51	3, 2	Rémi Major	$ 6.75	$125.00	$131.75

Commission scolaire de Despinassy — School commission of Despinassy

Canton ou village — Township or village	Lot	Rang Bloc — Range Block	Propriétaires — Owners	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Despinassy	10	1	Donat Bouffard		$ 18.92	$ 18.92
Despinassy	½ n. 15, 16	1	Alfred Tremblay		52.83	52.83
Despinassy	19	1	Léonard Bernier		15.35	15.35
Despinassy	23	1	Romuald Caron		57.07	57.07
Despinassy	24	1	Rosaire Caron		40.76	40.76
Despinassy	25	1	Donat Bouffard		50.86	50.86
Despinassy	26	1	Gabriel Lévesque		91.86	91.86
Despinassy	30	1	Gilbert Lévesque		55.34	55.34
Despinassy	32	1	Almanzar Asselin		11.88	11.88
Despinassy	41	1	John Michaud		18.61	18.61
Despinassy	9	2	Rosaire Caron		7.72	7.72
Despinassy	17	2	Jacques Constentineau		5.60	5.60
Despinassy	19	2	Stanislas Tremblay		74.54	74.54
Despinassy	20	2	Jacques Constentineau		63.11	63.11
Despinassy	21	2	Jacques Constentineau		103.57	103.57
Despinassy	24	2	Bernard Collin		52.68	52.68
Despinassy	26	2	Ernest Laplante		53.75	53.75
Despinassy	27	2	Gabriel Lévesque		71.19	71.19
Despinassy	28	2	René Morin		27.21	27.21
Despinassy	29	2	René Morin		7.72	7.72
Despinassy	31	2	Majorique Corbin		34.12	34.12
Despinassy	32	2	Joseph Asselin		74.60	74.60
Despinassy	34	2	Josephat Gravel		69.24	69.24
Despinassy	36	2	Réal Martin		71.92	71.92
Despinassy	37	2	Nova Lacourse		24.22	24.22
Despinassy	13	3	Léo Lévesque		56.39	56.39
Despinassy	14	3	J. Baptiste Lévesque		87.58	87.58
Despinassy	18	3	Réal Leroux		85.22	85.22
Despinassy	19	3	Gédéon Dubois		165.18	165.18
Despinassy	20	3	Émilien Moreau		59.03	59.03
Despinassy	22	3	Benoit Pelletier		26.74	26.74
Despinassy	29	3	Robert Noël		41.66	41.66
Despinassy	30	3	Delphis Jean		51.09	51.09
Despinassy	31-1	3	Robert Noël		64.08	64.08
Despinassy	31	3	Rosaire Tremblay		$39.33	$ 39.33
Despinassy	32	3	Lépold Lacourse		79.67	79.67
Despinassy	34	3	Nova Lacourse		84.07	84.07
Despinassy	38	3	John Michaud		72.64	72.64
Despinassy	39	3	Conrad Morissette		50.24	50.24
Despinassy	50	3	Lauréat Bisson		13.21	13.21
Despinassy	14	4	Louis Hébert		58.59	58.59
Despinassy	15	4	Roméo Lévesque		41.33	41.33
Despinassy	19	4	Théodule Racine		18.13	18.13
Despinassy	25	4	Ernest Charest		30.68	30.68
Despinassy	26	4	Gabriel Moreau		24.97	24.97
Despinassy	27	4	Léodore Moreau		70.49	70.49
Despinassy	28 et-and 29	4	Sylvio Morneau		48.04	48.04
Despinassy	32-2	4	Omer Gagnon		48.30	48.30
Despinassy	33	4	Claude Landry		14.22	14.22
Despinassy	36	4	Léopold St-Pierre		100.92	100.92
Despinassy	38	4	Lucien Daigle		97.03	97.03
Despinassy	39	4	Gabriel Moreau		20.44	20.44
Despinassy	43	4	Majorique Bolduc		76.37	76.37
Despinassy	43	4	Fernand Bolduc		4.82	4.82
Despinassy	45	4	Conrad Morissette		31.55	31.55
Despinassy	46	4	Albert Tessier		18.33	18.33
Despinassy	48	4	Lucien Daigle		63.33	63.33
Despinassy	62	4	Lépold St-Pierre		10.82	10.82
Despinassy	23	5	Robert Morissette		41.66	41.66
Despinassy	25	5	Roland Blanchette		71.02	71.02
Despinassy	28	5	Joseph Forget		80.16	80.16
Despinassy	29	5	Léopold Lacroix		67.93	67.93
Despinassy	31	5	Aurèle Savard		31.11	31.11
Despinassy	36	5	Albert Savard		74.61	74.61
Despinassy	37	5	Raymond Thibault		78.40	78.40
Despinassy	25	6	Lauréat Marquis		82.01	82.01
Despinassy	30	6	Lionel Potvin		60.28	60.28
Despinassy	½ e. 35, 36	6	Lionel Potvin		11.20	11.20
Despinassy	½ o.-w. 37, 38	6	Ernest Charest		7.72	7.72
Despinassy	½ e. 37, 38	6	Robert Morissette		18.92	18.92
Despinassy	39	6	Adélard Lévesque		18.92	18.92

Commission scolaire de Guyenne — School commission of Guyenne

Guyenne	39 ½ s. 40	5	Rosario Gagnon		$208.50	$208.50

Corporation du Lac Lemoyne — Corporation of Lake Lemoyne

Dubuisson	29	D	Alphonse Bilodeau	$ 19.62		$ 19.62
Dubuisson	102-5, 102-6	7	Bernard Major	13.62	$ 40.75	54.37
Dubuisson	38	7	René Leroux	85.56	281.31	366.87

Corporation de La Motte — Corporation of La Motte
Commission scolaire de Lamotte — School commission of Lamotte

Canton ou village — Township or village	Lot	Rang Bloc — Range Block	Propriétaires — Owners	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Malartic	8	10	Paul-Émile Dion	$ 29.75		$ 29.75
Malartic	36	10	Robert Pitre	2.50		2.50
Malartic	37	10	Robert Pitre	1.65		1.65
Malartic	38	10	Robert Pitre	2.50		2.50
Malartic	39	10	Robert Pitre	5.75		5.75
Lamotte	11	1	Henri Dionne	13.05		13.05
Lamotte	½ e. 17	1	Lucien Lirette	3.00	$ 4.55	.755
Lamotte	18	1	Lucien Lirette	16.25	23.90	40.15
Lamotte	4	2	Ernest Palin	6.15	10.35	16.50
Lamotte	18	3	Isidore Marcil	11.75	20.70	32.45
Lamotte	26	3	Germain Demers	27.05		27.05
Lamotte	19	3	Isidore Marcil	64.05	108.15	172.20
Lamotte	25	3	Jean Rondeau	27.55		27.55
Lamotte	39	8	Isidore Marcil	4.75	8.30	13.05
Lamotte	40	8	Isidore Marcil	6.30	11.05	17.35
Lamotte	41	8	Isidore Marcil	7.85	8.70	16.55
Lamotte	42	8	Isidore Marcil	4.80	8.30	13.10
Lamotte	P. s.e. 41	10	Paul-Émile Trépanier	4.35	16.00	20.35
Lamotte	42	10	Victorin Lalonde	17.15		17.15

Corporation municipale du canton de Launay — Corporation municipal of township of Launay
Commission scolaire de Villemontel — School commission of Villemontel

Launay	57-a, b	4	Gilbert Roy	$ 13.55	$ 33.60	$ 47.15
Launay	57-a, b	5	Louis Brochu	10.45	19.65	30.10

Commission scolaire de Lamorandière — School commission of Lamorandière

Lamorandière	33	1	Robert Rheault		$ 16.74	$ 16.74
Lamorandière	29	2	Jean-Paul Casabon		40.88	40.88
Lamorandière	49	2	Jean-Paul Ouellet		30.82	30.82
Lamorandière	50	2	Gérard Martel		16.74	16.74
Lamorandière	30	3	Paul-E. Joncas		24.80	24.80
Lamorandière	A, B, 48	3	Cajatan Chabot		26.81	26.81
Lamorandière	A, B, 49					
Lamorandière	50	3	Philias Blais		57.04	57.04
Lamorandière	24	4	Gaston Légaré		47.00	47.00
Lamorandière	42	4	Gérard Lacroix		15.61	15.61
Lamorandière	47	4	Adéodat Charette		59.49	59.49
Lamorandière	53	5	André Chiasson		32.84	32.84
Lamorandière	38E	3	P.-E. Roy & P.-E. Joncas		19.33	19.33

Terrain, largeur 145 x 166 de profondeur, borné au nord par l'emplacement de Roger Martel, et portant le numéro 38-E, selon les données du Ministère de la Colonisation.

Lot of land, width 145 x 166 in depth, bounded on the north by the emplacement of Roger Martel and bearing number 38-E, in accordance with those given by the Department of Colonization.

Corporation de Normetal — Corporation of Normetal
Commission scolaire de Normetal — School commission of Normetal

Desmeloizes	46-2-32	10	Guy Bruyère	$141.90	$276.03	$417.93
Desmeloizes	46-2-44	10	Gaston Côté	54.54	69.17	123.71
Desmeloizes	45-109	9	Robert Denis	45.76	42.46	88.22
Desmeloizes	60	6	Florian Garneau	10.39	41.66	52.05
Desmeloizes	43-57-58	9	Eddy Hein	142.60	130.24	272.84
Desmeloizes	44-62-63	9	Charles A. Johnson	200.18	184.00	404.18

Corporation de Saint-Félix de Dalquier — Corporation of Saint-Félix de Dalquier

Dalquier	11	8	René Michaud	$ 11.46		$ 11.46
Dalquier	12	8	René Michaud	3.29		3.29
Dalquier	19	8	Dame Annette Inkel	9.44		9.44

Commission scolaire de Saint-François de Sales de Destor
School commission of Saint-François de Sales of Destor

Destor	60	3	Armand Tousignant		$ 49.66	$ 49.66
Destor	46	1	Jean-Claude Lachance		47.97	47.97

Corporation de Sainte-Germaine Boulé — Corporation of Sainte-Germaine Boulé
Commission scolaire de Sainte-Germaine Boulé
School commission of Sainte-Germaine Boulé

Palmarolle	29	1	Ronald Bureau	$ 20.87	$ 33.00	$ 53.87
Palmarolle	31	1	Raynald Bruneau	4.86	58.82	63.68
Poularies	10-a, b	5	Paul Deschênes	2.22	38.80	40.92
Palmarolle	57-b, et-and 58-b	5	Feu-late Napoléon Roy	15.22	12.55	27.77
Poularies	59, 58-A	5	Honoré Lebourdais	24.10	127.65	151.75
Palmarolle	4	2	Bernardin Audette	6.33	41.70	48.03

Commission scolaire de Sainte-Gertrude — School commission of Sainte-Gertrude

Canton ou village — Township or village	Lot	Rang Bloc — Range Block	Propriétaires — Owners	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Villemontel	26	6	Georges McCrae		$226.33	$226.33
Villemontel	½ 50, 51	7	A. Frenette		72.58	72.58
Villemontel	½ 49, 50	8	Eustache Deschênes		99.34	99.34

Corporation municipale de Sainte-Hélène Mancebourg
Municipal corporation of Sainte-Hélène Mancebourg
Commission scolaire de Sainte-Hélène Mancebourg
School commission of Sainte-Hélène Mancebourg

La Reine	48	1	Elphège Morin	$ 74.49	$153.95	$228.44
La Reine	53	3	Alfred Godbout	75.15	87.55	162.70
Roquemaure	51	10	Bruno Wurtz	2.50	15.74	18.24
Roquemaure	56	10	Fridolin Corriveau	7.15	49.46	56.61

Corporation de Saint-Lambert Desmeloizes — Corporation of Saint-Lambert Desmeloizes
Commission scolaire de Saint-Lambert Desmeloizes
School commission of Saint-Lambert Desmeloizes

Desmeloizes	35	6	Lionel Dupuis	$ 31.49	$ 71.62	$103.11

Corporation municipale de Royal-Roussillon — Municipal corporation of Royal-Roussillon
Commission scolaire de Saint-Mathias — School commission of Saint-Mathias

Royal-Roussillon	55	6	Christin Savoie	$ 5.15	$ 54.45	$ 59.60
Royal-Roussillon	59-a, 60-a	7	Robert Bergeron	2.10	11.12	13.22
Royal-Roussillon	47-a	7	Wilson Lambert	4.50	52.02	56.52

Emplacement, avec chalet érigé, 50 x 150, borné au nord par M. Marc-Aurèle Babineau, au sud par Onil Trudel, à l'est par Charles Plante, à l'ouest par le lac Macamic.

Emplacement, with cottage erected, 50 x 150, bounded on the north by Mr. Marc-Aurèle Babineau, on the south by Onil Trudel, on the east, by Charles Plante, on the west, by Lake Macamic.

Corporation de Trécesson — Corporation of Trécesson
Commission scolaire de Saint-Nazaire Berry — School commission of Saint-Nazaire Berry

Trécesson	56	10	Raymond Gauthier	$ 17.36	$154.49	$171.85

Commission scolaire de Sainte-Philomène Manneville
School commission of Sainte-Philomène Manneville

Villemontel	12	6	Auguste Barbotin		$249.67	$249.67
Manneville	62	6	Gérard Gélinas		45.00	45.00
Villemontel	20	9	Claude Duranceau		196.05	196.05
Manneville	53	9	Roméo Rancourt		54.16	54.16
Manneville	56	9	Donat Binet		109.34	109.34
Villemontel	8	10	Siméon Bolduc		72.01	72.01

Corporation de Taschereau — Corporation of Taschereau
Commission scolaire de Privat — School commission of Privat

Privat	59	1	Aimé Sylvain	$ 2.40	$ 7.98	$ 10.38
Privat	37	8	Eugène Paquin	8.25		8.25

Commission scolaire de Laferté — School commission of Laferté

Poularies	53	2	Ange-Émile St-Pierre		$105.52	$105.52
Poularies	½ 52-53	3	Ange-Émile St-Pierre		35.18	35.18
Poularies	54	2	Ghislain St-Pierre		102.01	102.01
Poularies	57-58	2	Jacques Rioux		168.84	168.84
Privat	1-2-3	2	Marcel Vallières		137.53	137.53
Privat	12-13	2	Roger Trottier		70.35	70.35
Privat	24-25	2	Roger Coutu		158.24	158.24
Privat	23-24	3	Léofred Deschênes		182.20	182.20
Privat	32	3	Adélard Brosseau		95.53	95.53
Privat	16-17	4	Régis Gauthier		155.60	155.60
Privat	½ 5-6-7	4	Mlle-Miss Emelda Sinclair		84.42	84.42
Privat	½ 8-9 et-and					
Privat	10	5	Rodolphe Vallières		163.18	163.18
Privat	½ 11-12-13	5	Paul-Émile Vallières		122.40	122.40
Privat	16		Gérard Toutant		130.21	130.21

Terrain numéro 16, village Laferté.

Lot of land number 16, Laferté village.

Donné à Amos, ce 29e jour de janvier 1965.
Le Secrétaire-trésorier de la corporation du comté d'Abitibi,
LAVAL GOULET.
9431-6-2-o

Given at Amos, this 29th day of January, 1965.
LAVAL GOULET,
Secretary-Treasurer of the corporation of the county of Abitibi.
9431-6-2-o

INDEX No 8

ARRÊTÉS en Conseil — ***ORDERS in Council***

256-A – Employés de garages, Joliette 1316
256-A – Garage employees, Joliette 1316
256-B – Barbiers et coiffeurs, St-Eustache 1316
256-B – Barbers and hairdressers, St-Eustache 1316

AVIS — ***NOTICES***

Montréal, ville – city (*Rues – Streets*) 1326
Société Saint-Jean-Baptiste locale de Ste-Flore 1318

CAISSES d'épargne et de crédit — ***SAVINGS and credit unions***

Caisse d'Économie des employés de l'Hôpital Notre-Dame de l'Espérance (Ville St-Laurent) (La) – (*Form.*) ... 1318
Caisse Populaire de Bienville (La) – (*Ext. Terr.*) 1318
Caisse Populaire de la paroisse de Ste-Anne des Plaines (*Ext. terr.*) 1318

COMPAGNIES Avis relatifs à la loi des Chartes — Abandon de — ***COMPANIES Notices relative to the Act of Charters — Surrender of***

Bétonnière Mont-Bruno Limitée 1319
Blackett's Holdings (Canada) Limited. 1319
Coaticook Centenary Committee Inc. 1328
Comité de Centenaire de Coaticook Inc. 1328
École de Soudure, Débossage & Peinture Inc. 1320
Eklove (Robert) Real Estate Corp. 1319
Federal Transport Incorporated 1320
Fédéral Transport Incorporée 1320
Hadley Investments Hull, Limited 1320
Maestro Development 1320
Mecanindus Ltée 1321
Monica Industries Ltd. 1321
Mont Bruno Ready Mix Limited 1319
Schrein-Crest Investment and Holding Corp. 1320
Super Sales Ltd. 1320
T. and D. Auto Repair Inc. 1319

Dissoutes — ***Dissolved***

Compagnie provinciale d'électro limitée (La) 1321
Dubuc (T. D.) inc. 1321
Green Budget Corp. 1322
Huart (L. N.) inc. 1322
Montcham Development Corporation Limited 1322
Northland Construction Company Limited 1322
Produits vétérinaires « Lesna » inc. (Les) 1323
Provincial Electro Company Limited .. 1321
Shop & Save (St. Rose) Ltd. 1323
Star Home Construction Ltd. 1323
Steel & Aluminum Lifeboats Company Ltd. 1324
Universal. Bercusson. Furline Ltd. 1324

Divers — ***Miscellaneous***

Association de golf de la province de Québec (*Dir.*) 1326
Association de golf de la province de Québec (*Dir.*) 1326
Association des Parents de St-Paul l'Ermite (*Règl.– By-laws*) 1325
Association of Catholic Principals of Montreal (*Règl.– By-laws*) 1327
Blackett's Holdings (Canada) Limited (*Dist.: actif – assets*) 1324
Club de Curling Jacques-Cartier (Le) – (*Règl.*) 1325
Connolly Construction Corp. (*Dir.*) 1325
Constructions Bossuet ltée (Les) –(*Dir.*) 1325
Delmar Restaurant Inc. (*Dir.*) 1326
Industries Provinciales limitée (Les) – (*Dir.*) 1325
Institut Rodrigue Simard inc. (*Règl.– By-laws*) 1327
Jacques-Cartier Curling Club (The) – (*By-laws*) 1325
London Construction Co. Ltd. 1326
Pitts (C. A.) Construction (Quebec) Ltd. (*Dir.*) 1326
Pitts (C. A.) Construction (Quebec) Ltd. (*Dir.*) 1326
Placements Pierluc ltée (*Dir.*) 1326
Placements Romont ltée (*Dir.*) 1326
Province of Quebec Golf Association (*Dir.*) 1326
Province of Quebec Golf Association (*Dir.*) 1326
Provincial Industries Limited (*Dir.*) ... 1325
Redbrooke Estates Ltd. (*Dir.*) 1325
Sogestion ltée (*Dir.*) 1325
Tecad Ltd. (*Dir.*) 1327
Tecad ltée (*Dir.*) 1327
Traverse Rivière-du-Loup-St-Siméon limitée (La) – (*Dir.*) 1324
Viviane Hosiery Mills Ltd. (*Dir.*) 1327

Lettres patentes — ***Letters Patent***

Abbottsford Nursery Inc. 1291
Agence de réclamations J.D. inc. 1244
A laire (Michel) inc. 1244
Ameublements Gillmar ltée (Les) 1245
Ameublement Jacques inc. 1245
Ameublements Universels inc. (Les) ... 1245
Amusement Royal limitée 1246
Andy Dry Wall Inc. 1246
Argentine Construction Inc. 1247
Arjay Holdings Inc. 1247
Association canadienne de diffusion du livre religieux inc. (L') 1247
Association des constructeurs d'habitations du district de Joliette inc. 1248
Association des étudiantes-infirmières de la province de Québec (AEIPQ) .. 1248
Association des Loisirs de Port Cartier (L') 1294
Association de signalisation municipale du Québec 1249
Association des résidents du parc de maisons mobiles de Sept-Iles 1249
Association of Residents of Sept-Iles Mobile Homes Park 1249
Association of Student Nurses of Quebec(ASNQ) 1248
Assurances Fillion inc. 1249
Atlas Peat Moss Co. Inc. 1250
Autobus Pont-Rouge limitée 1250
Barbecue Trois-Rivières inc. 1250
Barré Market Inc. 1281
Basti n réfrigération limitée 1251
Beaulieu Electrical Ltd. 1251

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Beaulieu électrique ltée 1251
Belle Peat Moss Co. Inc. 1252
Bemiga Inc. 1252
Benoit réfrigération inc. 1252
Bignell Chigougamau Exploration Ltd. 1253
Biscuiterie F. Morand ltée 1253
Blanc Sablon Transport Ltd. 1306
Boutique des sports du Richelieu inc. 1254
Brault, Guy, Chaput inc. 1254
Broderick Investments Inc. 1254
Café du Palais inc. 1255
Camping Oasis inc. 1255
Can-Eastern Trading Ltd. 1255
Carest inc. 1256
Carrier & frères construction inc. 1256
Catco Inc. 1256
Central Peat Industries Ltd. 1257
Centre de Ski-Doo Laurentien inc. 1276
Centre des loisirs de Black Lake inc. 1257
Centre du dessin industriel inc. (Le) 1257
Centre du pneu Victoriaville inc. 1258
Céramique Brière et fils inc. 1258
Chat Noir inc. (Le) 1258
Civic Promotion and Services Inc. 1259
Club de chasse et pêche Lito 1259
Club de crosse National ltée (Le) 1259
Compagnie Bonne Humeur ltée (La) 1260
Compagnie de minerai de fer du Nouveau Québec limitée (La) 1289
Compagnie de Téléphone Électrique de Saint-Édouard-de-Lotbinière inc. (La) 1260
Construction Gautrac limitée 1261
Côté (W.) & fils ltée 1261
Degioanni inc. 1261
Déménageur R.H. inc. (Le) 1262
Deschênes & Perreault construction limitée 1262
Deslauriers Equipments Inc. 1266
Dolbert Printing Inc. 1273
Domus Inc. 1262
Donin's Inc. 1263
Dorion Painters and Decorators Ltd. 1291
Dragons de Fatima (Les) 1263
Dubreuil - Lefebvre - Roy inc. 1264
Durocher B.P. station-service limitée 1264
Éclair express limitée 1264
Electrical Historical Museum 1288
El Prado Shoe Salon Inc. 1265
Entreprises agricoles et forestières Gaspésiennes inc. (Les) 1265
Entreprises Le Baron inc. 1265
Entreprises Paliers ltée (Les) 1266
Équipements Deslauriers inc. (Les) 1266
Fermes avicoles unies ltée 1266
Ferro-Magnetics Ltd. 1267
Ferronnerie Dussault ltée 1267
Flash Express Limited 1264
Fondation Pierre Jules Crevier 1268
Fongil Metal Inc. 1284
Forum Matt Talbot de Baie-St-Paul 1268
France-Del Modes Inc. 1268
Frank Machinery & Motor Co. Inc. 1269
G. & C. transport limitée 1269
Galerie du meuble Lanctôt inc. (La) 1269
Garage B. Trottier & fils ltée 1270
Glanan Investments Ltd. 1270
Global Merchandisers Ltd. 1270
Gonthier (J. O.) inc. 1271
Gosselin (Guy) & Paul Badeaux, inc. 1271
Grenier (Robert et J.-Claude) ltée 1272
H.L. électrique ltée 1272
Hébert (H.E.) ltée 1272
Huntingdon Motors Inc. 1273
Imprimerie Dolbert inc. 1273
Imprimerie Laurentienne (St-Jérôme) ltée 1273
Industrial Drafting Centre Inc. (The). 1257
International Machine Works Ltd. 1274
J B R Holdings Corporation Ltd. 1274
J.D. Adjustment Bureau Inc. 1244
Jacques-Cartier télévision inc. 1274
Kinsman Club of the North Shore (The) 1275
Lakeshore Radiator Ltd. 1275
Lareesa Discount Stores Inc. 1276
Laurentian Ski-Doo Centre Inc. 1276
Laurier (Robert L.) construction inc. 1276
Le Baron Enterprises Inc. 1265
Lelerc (Marcel) autos inc. 1277
Ligue de crosse du Québec ltée (La) 1277
Ligue des propriétaires de St-Henri-de-Mascouche, inc. 1278
Location d'automobiles Jos Lahoud limitée 1278
Loisirs Duchesnay inc. 1278
Loisirs Saint-Mathieu (Co. Laprairie) inc. (Les) 1279
London Investment Ltd. 1279
Lotaparc inc. 1279
Mademoiselle Charmante inc. 1280
Magasin Deslandes inc. 1280
Mailhot hydraulique inc. 1280
Marché Barré inc. 1281
Market Warehousing Ltd. 1281
Marvel Knitting Co. Ltd. 1281
Mascot News Company Ltd. 1282
Matériaux de construction Saguenay ltée 1282
Matériaux préfabriqués Québec inc. 1282
Maydeck Travel Service Inc. 1283
Mercerie Paul-Aimé ltée 1283
Métal Fongil inc. 1284
Metro Handbags Company 1284
Metro Linen Supply Inc. 1284
Mille autos inc. 1285
Milot (J. A. Victorin) inc. 1285
Miss Côte des Neiges Restaurant Ltd. 1285
Moisan (Paul-E.) inc. 1286
Monart (1964) Corporation 1286
Montage Québec inc. 1287
Montpetit draperies inc. 1287
Montreal Stage Company (The) 1287
Multi investissements ltée 1288
Multi Investments Ltd. 1288
Musée historique de l'électricité 1288
National Cable T.V. Co. Ltd 1288
National Lacrosse Club Ltd. 1259
Nettoyeurs L.M. ltée 1289
New Quebec Iron Ore Company Limited 1289
Notre-Dame Auto Repairs Ltd. 1290
Oka-Mount Limited 1290
O.T.J. St-Denis sur Richelieu inc. 1290
Ouvertures modernes inc. (Les) 1291
Paul-Aimé Menswear Ltd. 1283
Peintres décorateurs Dorion ltée 1291
Pépinière Abbotsford inc. 1291
Perry Personnel Limited 1292
Piston Poppers Car Club. 1292
Placements London ltée (Les) 1279
Placements Pierrefonds (1964) inc. 1292
Planitek inc. 1293
Plastifoam Mfg. Sales Inc. 1293
Pont-Viau Machine Shop Inc. 1294
Port Cartier Recreation Association 1294
Precision Slik Screens & Supplies Inc. 1294
Productions Guy Provost inc. (Les) 1295
Productions Music-Hall-Orama inc. (Les) 1295
Provincial Shoe Findings & Specialties Inc. 1295
Quebec Lacrosse League Ltd. 1277
Quebec Minerals Company Ltd. 1304
Quebecor inc. 1296
Quebec Tea Ltd. 1296

Lettres patentes (suite) — *Letters Patent* (continued)

Queen Mary Road Provisions Inc. 1297
R.H. The Mover Inc. 1262
Rapid Maintenance Inc. 1297
Rassemblement des producteurs ruraux ltée (Le) 1297
Régent électrique inc. 1298
Restaurant Émile inc. 1298
Restaurant Mocambo inc. 1298
Riopel construction limitée 1299
Robert, Maheu, Noël et Amideneau inc. 1299
Rottman (Joel) Holdings Ltd. 1299
Royal Amusement Limited 1246
St-Pie transport ltée 1300
Savard & Cloutier inc. 1300
Schola inc. 1300
Service d'entretien de la Rive-Sud inc. 1301
Service des loisirs Marie-Reine-des-Coeurs 1301
Services et promotions civiques inc. (Les) 1259
Service St. Onge limitée 1302
Shane (S. Gerald) Co. 1302
Shellmic Corp. 1302
Société botanique d'Alma (La) 1303
Société de crédit populaire inc. 1303
Société de gestion et de recherche Thémis ltée (La) 1303
Société des minerais du Québec ltée 1304
South Shore Maintenance Inc. 1301
Téléphone Ste-Angèle-de-Laval inc. 1304
Terminal Centre (1964) Corporation 1305
Théâtre L'Ambassadeur inc. 1305
Themis Management and Research Co. Ltd. 1303
Thé Québec Ltée 1296
Tourbière du Port ltée 1305
Transport Blanc Sablon ltée 1306
Transport La Vigne inc. (Les) 1306
Tremblay assurance ltée 1306
Trois-Rivières Barbecue Inc. 1250
Trudeau (Marcel) inc. 1307
Turbide électrique inc. 1307
Tylok du Canada ltée 1307
Tylok of Canada Ltd. 1307
Uncle Harry's Bus Service Inc. 1308
Val Morin Ski Hills Ltd. 1308
Veronneau (Jacques) inc. 1309
Video St-Laurent inc. 1309
Wakefield Grist Mill Limited 1309
Wilson (James) Ship Supply Ltd. 1310
World Wide Engines Inc. 1310

Lettres patentes supplémentaires — *Supplementary Letters Patent*

A.R.T. Advertising & Litho Inc. 1310
A.R.T. Litho-Publicité inc. 1310
Adam (W.H.) ltée – Ltd. 1311
Auger & fils ltée 1311
Belcourt Construction Company 1311
Carosserie Québec inc. 1311
Compagnie de Fiducie Nord-Amérique. 1312
Demers (Marc) Ltd. 1312
Demers (Marc) ltée 1312
Eastbrooke Enterprises Ltd. 1312
Gauthier Mfg. Ltd. 1312
Marchand (A.L.) limitée 1313
Maison du Café National ltée (La) 1313
Mon tricot Novelty Knit Limited 1313
National House Coffee Limited 1313
North American Trust Company 1312
Placements L.R. Delisle inc. (Les) 1313
Place Victoria — St. Jacques Co. Inc. 1314
Plypane Inc. 1314
Quebec Body Bullders Inc. 1311
Ralston (W.) & Co. (Canada) Ltd. 1314
Restaurant Languedoc ltée 1314
Schindler Associate Corp. 1315
Sherven Woodcraft Ltd. 1315
Simard (L.) Transport limitée 1315
Simard (L.) Transport Limited 1315
Toastess Corporation (Canada) 1315

Sièges sociaux — *Head Offices*

Allard (P. & A.) Ltée 1328
Angers & Associates Inc. 1328
Angers & Associés Inc. 1328
Beaudet & fils inc. 1327
Bilodeau Inc. 1328
Canadian Provident — General Insurance (The) 1333
Capex Ltd 1332
Capex ltée 1332
Chateau Corp. 1328
Cloutier (R.) Électrique Inc. 1329
De Salaberry Realties Ltd. 1333
Dolini Realties Inc. 1332
Filion (Louis-Philippe) Inc. 1329
Gauthier & Fils (Évain) Inc. 1329
Gimber Realty Inc. 1329
Gordon Clothing (1965) Ltd. 1330
Immeubles Dolini inc. (Les) 1332
Location d'automobiles Jos Lahoud limitée 1330
Lotapare Inc. 1330
Metropolitan Gas Installations Inc. 1331
Montmorency construction inc. 1327
Musée de Cire Ville Marie Ltée 1332
Newtype Printing Service Inc. 1330
Novex inc. 1332
Ouimet (Réal) Inc. 1331
Pères Capucins de Québec (Les) 1327
Perrault Lumber Inc. 1331
Potvin & Fils Inc. 1331
Prévoyants du Canada — Assurance Générale (Les) 1333
Radi-Air inc. 1333
Richard & Turbide Inc. 1332
Société Métropolitaine d'installations à gaz Inc. 1331
Sogestion Ltée 1331
Spot Supermarkets Corporation 1332
Ville Marie Wax Museum Ltd. 1332
Vitrerie Citadelle-Québec inc. 1333

DEMANDES — *APPLICATIONS*

à la Législature — *to Legislature*

Beth Hillel Congregation 1338
Boileau, Jean 1336
Bureau Métropolitain des Écoles Protestantes de Montréal 1340
Candiac, ville – town 1335
Cap-de-la-Madeleine, c.s. – s.c. 1338
Carrières Dulude Limitée 1338
Club Canadien 1334
Dorchester Development Ltd. 1335
Domaine Quévillon Ltée 1339
Dominion Lime Ltd. 1338
Dorval, cité – city 1336
Dulude Quarry Limited 1338
Église Baptist de la Foi 1340
Électrolier Corporation 1337
Faith Baptist Church 1340
Montreal-East, town 1336
Montréal-Est, ville 1336
Protestant School Board of Greater Montreal 1340
Québec, cité – city 1339
Quévillon Estates Ltd. 1337
Saint-Damien-de-Brandon 1338
Saint-Zénon 1338
Ste-Geneviève, ville – town 1333
St-Raphaël de l'Ile Bizard, par. 1334

DEMANDES à la Législature (suite) — ***APPLICATIONS to Legislature (continued)***

Sisters of Charity of the town of Lévis (The) 1335
Soeurs de la Charité de la ville de Lévis (Les) 1335
Verdun, cité – city 1336

MINISTÈRES — ***DEPARTMENTAL***

Affaires municipales — ***Municipal Affairs***

Loretteville, ville – town (*Annex.*) 1341
La Macaza (*Publ.*) 1342
Saint-Urbain, par. (*Publ.*) 1342

Agriculture — ***Agriculture***

Société Coopérative Agricole de St-Gédéon (*Nom – Name ch.*) 1343

Education — ***Education***

Municipalité scolaire de: — *School Municipality of:*

Bristol Diss. (*Dem.– Appl.*) 1343

Terres et Forêts — ***Lands and Forests***

Cadastre: — *Cadastre:*

Babel, canton – township 1343
Chicoutimi, par. 1343
L'Ancienne-Lorette, par. 1343
Montréal, cité – city, St-Laurent, quartier – ward 1344
Pointe-aux-Trembles, par. 1344
St-Colomb de Sillery, par. 1344
St-Martin, par. 1345
Sault-au-Récollet, par. 1345

Travail — ***Labour***

Industrie ou métiers de: — *Industry or Trades of:*

Automobile, Joliette (*Avis – Notice*) 1345
Employés de garage, Montréal (*Mod.*) 1351
Garage employees, Montrel (*Amend.*) 1351

NOMINATIONS — ***APPOINTMENTS***

Divers 1352
Miscellaneous 1352

PROCLAMATION — ***PROCLAMATION***

Érection de certains cantons 1353
Erection of certain townships 1353

SOUMISSIONS — ***TENDERS***

Pointe-aux-Trembles, c.s.– s.c. 1357
Repentigny, ville – town 1355
St-Pierre, ville – town 1356

SYNDICATS — ***SYNDICATES***

Professionnels — ***Professional***

Alliance des enseignants de la régionale St-François (*Const.– Inc.*) 1359
Association des employés de Hanney Cartage Inc. (*Const.– Inc.*) 1358
Association des instituteurs et institutrices de la partie sud du comté de St-Maurice (*Nom – Name ch.*) 1358
Association des omnipraticiens de Salaberry (*Nom – Name ch.*) 1359
Fédération des producteurs d'oeufs de consommation du Québec (*Const.-Inc.*) 1359
Syndicat des producteurs de bleuets de l'U.C.C. de St-Ambroise (*Const.– Inc.*) 1360
Syndicat des producteurs d'oeufs de consommation de la région de Joliette (*Const.– Inc.*) 1359
Syndicat des travailleurs forestiers de l'U.C.C. de Québec-Nord (*Const.– Inc.*) 1359

VENTES — ***SALES***

Effets non-réclamés — ***Unclaimed Baggage***

Canadian Pacific Railway Company ... 1360

Licitation — ***Licitation***

Kowalski *vs* Kurpita *et al.* 1360
Hetherington *vs* Hetherington *et vir* 1361

SHÉRIFS — ***SHERIFFS***

Abitibi — ***Abitibi***

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Auger 1362
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Auger 1362

Drummond — ***Drummond***

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Gravel 1363
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Gravel 1363

Hauterive — ***Hauterive***

Eaton (T.) Co. Ltd. *vs* Jourdain 1363

Hull — ***Hull***

Imperial Oil Limited *vs* Dupont *et vir* .. 1364

Kamouraska — ***Kamouraska***

Chartier *vs* Pelletier 1364
Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Dubé 1365
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Dubé 1365

Québec — ***Quebec***

Pruneau Inc. *vs* Savard 1366
Sauvageau *vs* Lépine 1366
Société d'Entreprise du Crédit Inc. *vs* Pilote 1367

Rimouski — ***Rimouski***

Cimon *vs* Ouellet 1369
Lagacé (Gérard) Ltée *vs* Proulx 1369

Rouyn-Noranda — ***Rouyn-Noranda***

Gamache *vs* Robichaud 1370

Saint-François — ***Saint Francis***

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Lemire 1370
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Lemire 1370

Taxes — ***Taxes***

Abitibi, comté – county 1372

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

Authorised as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.